

Consultation organisée par le Conseil de l'IBPT à la demande de la Ministre des télécommunications concernant le cadre réglementaire pour l'organisation d'une mise aux enchères multi-bandes

Comment réagir au présent document ?

Jusqu'au 31 août 2021
Uniquement par e-mail à consultation.sg@ibpt.be
Avec la référence « Consult-2021-C9 »

Personne de contact : Michaël Vandroogenbroek, 1^{er} Ingénieur-Conseiller (+32 2 226 88 11)

Merci de joindre ce [formulaire de couverture](#) à votre réponse.

Vos commentaires devraient se référer aux paragraphes et/ou sections auxquels ils se rapportent et indiquer clairement ce qui est confidentiel.

TABLE DES MATIÈRES

1. Contexte	3
2. Rétroactes.....	3
3. Quatrième opérateur	4
Liste des annexes	5
Annexe 1 - Projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz	6
Annexe 2 - Projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 700 MHz	81
Annexe 3 - Projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 3400-3800 MHz.....	143
Annexe 4 - Projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 1427-1517 MHz.....	185
Annexe 5 - Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz	220

1. Contexte

1. La présente consultation concerne le cadre réglementaire pour l'organisation d'une mise aux enchères multi-bandes. Cette mise aux enchères multi-bandes concerne les bandes 2G et 3G existantes (900 MHz, 1800 MHz et 2100 MHz), ainsi que des nouvelles bandes identifiées pour la 5G (700 MHz, 3600 MHz et 1400 MHz).
2. Cinq projets d'arrêté royaux font l'objet de la présente consultation :
 - 2.1. projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz ;
 - 2.2. projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 700 MHz ;
 - 2.3. projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 3400-3800 MHz ;
 - 2.4. projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 1427-1517 MHz ;
 - 2.5. projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz.
3. Le premier projet (§ 2.1) concerne les droits d'utilisation pour les bandes relatives aux autorisations 2G et 3G existantes à l'issue de la période de validité de ces autorisations.
4. Le deuxième projet (§ 2.2), le troisième projet (§ 2.3) et le quatrième projet (§ 2.4) concernent les nouvelles bandes de fréquences identifiées pour la 5G.
5. Le cinquième projet (§ 2.5) concernait initialement le spectre qui n'avait pas été attribué dans la bande de fréquences 2600 MHz en 2012, ainsi que la possibilité pour l'IBPT de retirer les droits d'utilisation non utilisés dans la bande 2600 MHz. Le spectre non attribué en 2012 a entretemps été octroyé en 2021¹.
6. La présente consultation publique a pour but de donner aux parties intéressées l'occasion de présenter leurs observations sur les projets de texte.

2. Rétroactes

7. Les projets de texte ont fait l'objet de quatre consultations publiques, publiées le 11 août 2015², le 23 mai 2017³, le 7 juin 2017⁴, le 11 août 2017⁵.

¹ Décision du Conseil de l'IBPT du 22 septembre 2020 concernant l'octroi à Citymesh de droits d'utilisation pour la bande de fréquences 2520-2535/2640-2655 MHz pour la fourniture de services de communications électroniques sur le territoire belge.

² Consultation organisée à la demande du ministre des Télécommunications concernant le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération et l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz.

³ Consultation organisée à la demande du ministre des Télécommunications concernant le projet de loi portant modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, le projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz et le projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 700 MHz et 1400 MHz.

⁴ Consultation organisée à la demande du ministre des Télécommunications concernant le projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande 3400-3800 MHz.

⁵ Consultation organisée à la demande du ministre des Télécommunications concernant le projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande 1427-1517 MHz.

8. En juillet 2018, le précédent gouvernement fédéral a approuvé l'ensemble des textes. Les textes approuvés en juillet 2018 ont été publiés sur le site Internet de l'IBPT⁶. En l'absence d'un accord au sein du Comité de concertation, ces textes n'ont jamais été adoptés.
9. Les différences principales entre les textes ayant fait l'objet des consultations publiques de 2017, et les textes approuvés en juillet 2018, sont :
 - la réservation pour un nouvel entrant d'un portefeuille de fréquences composé de spectre dans les bandes 700 MHz, 900 MHz, 1800 MHz et 2100 MHz (voir section 3) ;
 - l'obligation d'offrir l'itinérance nationale à ASTRID pour les opérateurs détenant des droits d'utilisation pour la bande 700 MHz.
10. En janvier 2021, l'ensemble des textes a de nouveau été approuvé par l'actuel gouvernement fédéral. Ces textes doivent cependant encore faire l'objet d'un accord au sein du Comité de concertation, avant de pouvoir être adoptés.
11. Les textes ont à nouveau été modifiés entre 2018 et 2021. De nombreuses modifications sont simplement la conséquence du retard pris en raison du blocage au niveau du Comité de concertation. Les principales modifications, en dehors de celles liées au retard, par rapport à la version du Comité de concertation du 27 mars 2019, sont les suivantes :
 - 11.1. Les redevances annuelles pour la mise à disposition des fréquences sont dues pour toutes les fréquences octroyées, avec une réduction de 50 % pendant trois ans qui s'applique aux nouvelles bandes (700 MHz, 1400 MHz et 3600 MHz).
 - 11.2. La date de fin de la période de validité des droits pour la bande 3600 MHz est fixée au 6 mai 2040, indépendamment de la date de début de validité. Cette modification est nécessaire vu que la date de début de la période de validité des droits, qui ne sera pas le 1^{er} janvier 2020 comme initialement prévu, n'est pas connue. Vu que la redevance unique n'est due qu'à partir du 7 mai 2025, le montant de la redevance unique peut ainsi être calculé pour 15 ans.
 - 11.3. La sous-bande 3400-3410 MHz devient une bande de garde. Il n'y a en effet pas ou peu d'équipements 4G ou 5G fonctionnant dans cette sous-bande. Il n'y aura donc que 390 MHz, au lieu de 400 MHz, qui seront mis aux enchères.
 - 11.4. Des lots spécifiques seront mis aux enchères pour la bande 1400 MHz.
12. La loi *portant modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques*, a été signée le 27 juin 2021. Cette modification concerne le montant des redevances uniques (prix de réserve lors des enchères).

3. Quatrième opérateur

13. Lors de la consultation publique publiée le 23 mai 2017, un acteur qui a demandé que son identité reste confidentielle, a fait part de son intérêt à devenir un quatrième acteur mobile à part entière sur le marché belge. Cet acteur estimait cependant que certaines conditions étaient nécessaires pour entrer sur le marché, dont la réservation de spectre pour un nouvel entrant.
14. En 2018, l'IBPT a réalisé une étude d'impact concernant un quatrième opérateur de réseau sur le marché mobile belge, à la demande d'Alexander De Croo qui était le ministre en charge des télécommunications. Cette étude a été publiée sur le site Internet de l'IBPT⁷.

⁶ [Communication du Conseil de l'IBPT à la demande du Ministre des télécommunications du 13 août 2018 concernant le projet de réglementation pour la mise aux enchères multibande.](#)

⁷ [Étude d'impact du 26 juin 2018 concernant un quatrième opérateur de réseau mobile sur le marché mobile belge.](#)

15. En 2021, le Comité de concertation a demandé au ministre compétent, une étude sur l'impact de l'arrivée du quatrième opérateur et de la 5G, sur les investissements, l'emploi et les aspects environnementaux.
16. L'IBPT a chargé la société Axon de mener l'étude demandée par le Comité de concertation. La société Axon a remis à l'IBPT le 30 avril 2021 le rapport concernant cette étude. Le rapport a été publié sur le site Internet de l'IBPT⁸.
17. En 2021, Petra De Sutter, la ministre en charge des télécommunications, a demandé à l'IBPT de procéder à la mise à jour de son étude de 2018 concernant l'impact concernant un quatrième opérateur de réseau sur le marché mobile belge. L'étude mise à jour a été publiée sur le site Internet de l'IBPT⁹.
18. Les études susmentionnées identifient à la fois des avantages et des inconvénients de l'arrivée d'un quatrième opérateur, et concluent que la compétitivité des prix sur le marché mobile belge est dans tous les cas renforcée par l'arrivée de celui-ci. En outre, les études concluent que la réservation de spectre est nécessaire pour permettre cette arrivée.

Liste des annexes

- A.1. Projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz
- A.2. Projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 700 MHz
- A.3. Projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 3400-3800 MHz
- A.4. Projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 1427-1517 MHz
- A.5. Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz

⁸ [*Study on the financial and environmental impact of 5G and a fourth mobile network operator in Belgium.*](#)

⁹ [Communication du Conseil de l'IBPT du 4 mai 2021 concernant l'impact d'un quatrième opérateur de réseau mobile sur le marché mobile belge.](#)

Annexe 1 - Projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
...	...
... - Arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz	... - Koninklijk besluit betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz
RAPPORT AU ROI	VERSLAG AAN DE KONING
Sire,	Sire,
Généralité	Algemeen
Le présent arrêté définit les conditions d'obtention et d'utilisation des droits d'utilisation attribués aux opérateurs mobiles dans les bandes de fréquences 900 MHz (890-915/925-960 MHz), 1800 MHz (1710-1785/1805-1880 MHz) et 2 GHz (1920-1980/2110-2170 MHz).	Dit besluit bepaalt de voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van de gebruiksrechten die worden toegekend aan de mobiele operatoren in de frequentiebanden 900 MHz (890-915/925-960 MHz), 1800 MHz (1710-1785/1805-1880 MHz) en 2 GHz (1920-1980/2110-2170 MHz).
Dans les années 90, le gouvernement a attribué trois autorisations 2G à:	In de jaren 90 heeft de regering drie 2G-vergunningen toegewezen aan:
- Proximus (sous la dénomination de "Belgacom Mobile");	- Proximus (onder de naam van "Belgacom Mobile");
- Orange Belgium (sous la dénomination de de "Mobistar");	- Orange Belgium (onder de naam van "Mobistar");
- Telenet Group (sous la dénomination de "KPN-Orange Belgium").	- Telenet Group (onder de naam van "KPN-Orange Belgium").
La période de validité initiale des autorisations 2G était de 15 ans. Les autorisations 2G étaient renouvelables par tacite reconduction pour des périodes de 5 ans.	Initieel waren de 2G-vergunningen geldig voor een periode van 15 jaar. De 2G-vergunningen konden stilzwijgend verlengd worden met periodes van 5 jaar.
En 2001, le gouvernement a attribué trois autorisations 3G à:	In 2001 heeft de regering drie 3G-vergunningen toegewezen aan:
- Proximus (sous la dénomination de "Belgacom Mobile");	- Proximus (onder de naam van "Belgacom Mobile");
- Orange Belgium (sous la dénomination de de "Mobistar");	- Orange Belgium (onder de naam van "Mobistar");

- Telenet Group (sous la dénomination de "KPN Mobile 3G Belgium").	- Telenet Group (onder de naam van "KPN Mobile 3G Belgium").
La période de validité initiale des autorisations 3G était de 20 ans. Les autorisations 3G étaient renouvelables par tacite reconduction pour des périodes de 5 ans.	Initieel waren de 3G-vergunningen geldig voor een periode van 20 jaar. De 3G-vergunningen konden stilzwijgend verlengd worden met periodes van 5 jaar.
En 2010, le gouvernement a décidé de faire coïncider la fin de validité des autorisations 2G avec celle des autorisations 3G et de ne plus les renouveler à la l'issue de la période de validité initiale des autorisations 3G.	In 2010 heeft de regering besloten om het einde van de geldigheid van de 2G-vergunningen te laten samenvallen met dat van de 3G-vergunningen en deze niet langer te verlengen na de initiële geldigheidsduur van de 3G-vergunningen.
En 2011, l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après "IBPT") a attribué une quatrième autorisation 3G à Telenet Tecteo BidCo. Cette autorisation a été restituée en 2014.	In 2011 heeft het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna "BIPT") een vierde 3G-vergunning toegewezen aan Telenet Tecteo Bidco. Deze vergunning werd in 2014 teruggegeven.
En juillet 2018, le gouvernement fédéral a approuvé des textes concernant l'organisation d'une mise aux enchères multi-bandes. Cette mise aux enchères multi-bandes concernait les bandes 2G et 3G existantes à partir du 15 mars 2021, ainsi que de nouvelles bandes identifiées pour la 5G. En l'absence d'un accord au sein du Comité de concertation, ces textes n'ont toujours pas pu être adoptés en 2020.	In juli 2018 heeft de federale regering teksten met betrekking tot de organisatie van een multibandveiling goedgekeurd. Deze multibandveiling had betrekking op de bestaande 2G- en 3G-banden vanaf 15 maart 2021, alsook op nieuwe banden die geïdentificeerd zijn voor 5G. Wegens gebrek aan een akkoord binnen het Overlegcomité konden deze teksten nog steeds niet worden aangenomen in 2020.
Il n'est plus possible, comme c'était initialement prévu, que l'IBPT octroie des nouveaux droits d'utilisation pour les bandes 2G et 3G existantes pour la période à partir 15 mars 2021, par le biais de la mise aux enchères multi-bandes, avant la fin de la validité des autorisations 2G et 3G.	Het is niet meer mogelijk, zoals het aanvankelijk de bedoeling was, dat het BIPT nieuwe gebruiksrechten voor de bestaande 2G- en 3G-banden voor de periode vanaf 15 maart 2021 toekent via de multibandveiling, voordat de geldigheidsperiode van de 2G- en 3G-vergunningen verstrijkt.
Afin d'éviter l'absence d'autorisations 2G et 3G valides avant l'organisation des enchères, le gouvernement a adopté un arrêté royal permettant à l'IBPT de prolonger les autorisations 2G et 3G au-delà du 15 mars 2021, par périodes de maximum 6 mois, jusqu'à ce que la mise aux enchères soit finalisée (arrêté royal du 3 décembre 2020 modifiant l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de	Om te vermijden dat er vóór de organisatie van de veiling geen geldige 2G- en 3G-vergunningen zijn, heeft de regering een koninklijk besluit aangenomen dat het BIPT in staat stelt om de 2G- en 3G-vergunningen te verlengen tot na 15 maart 2021, telkens voor een maximumperiode van zes maanden, totdat de veiling afgerond is (koninklijk besluit van 3 december 2020 tot wijziging van het koninklijk besluit van 7

réseaux de mobilophonie GSM, l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800 et l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de troisième génération).	maart 1995 betreffende het opzetten en de exploitatie van GSM-mobilofonienetten, het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten en het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie).
La planification stratégique et l'harmonisation de l'utilisation du spectre au niveau de l'Union devraient renforcer le marché intérieur des services et équipements de communications électroniques sans fil ainsi que les autres politiques de l'Union nécessitant l'utilisation du spectre, en créant de nouvelles opportunités dans le domaine de l'innovation et de la création d'emplois et en contribuant, en même temps, à la reprise économique et à l'intégration sociale dans l'ensemble de l'Union, tout en respectant l'importante valeur sociale, culturelle et économique du spectre.	De strategische planning en de harmonisering van het spectrumgebruik op het niveau van de Unie zouden de interne markt van draadloze elektronische communicatiediensten en -apparatuur moeten versterken alsook de andere beleidslijnen van de Unie waarvoor spectrum moet worden gebruikt, door nieuwe opportuniteiten te creëren op het vlak van innovatie en werkgelegenheid en door tegelijk bij te dragen tot het economisch herstel en de sociale integratie in de hele Unie, met inachtneming van de belangrijke sociale, culturele en economische waarde van het spectrum.
Au niveau de l'Union européenne, il convient de citer les décisions suivantes:	Op het niveau van de Europese Unie dienen de volgende besluiten te worden geciteerd:
- directive 87/372/CEE du Conseil du 25 juin 1987 concernant les bandes de fréquence à réserver pour l'introduction coordonnée de communications mobiles terrestres publiques cellulaires numériques paneuropéennes dans la Communauté;	- Richtlijn 87/372/EEG van de Raad van 25 juni 1987 inzake de voor een gecoördineerde invoering van openbare pan-Europese digitale cellulair mobiele communicatie te land in de Gemeenschap beschikbaar te stellen frequentiebanden;
- décision 2009/766/CE sur l'harmonisation des bandes de fréquences de 900 MHz et de 1 800 MHz pour les systèmes terrestres capables de fournir des services paneuropéens de communications électroniques dans la Communauté;	- Beschikking 2009/766/EG betreffende de harmonisatie van de 900 MHz- en de 800 MHz-frequentieband voor terrestrische systemen die pan-Europese elektronische communicatiediensten kunnen verschaffen in de Gemeenschap;
- décision d'exécution de la Commission du 18 avril 2011 modifiant la décision 2009/766/CE sur l'harmonisation des bandes de fréquences de 900 MHz et de 1 800 MHz pour les systèmes terrestres capables de fournir des services	- uitvoeringsbesluit van de Commissie van 18 april 2011 tot wijziging van Beschikking 2009/766/EG betreffende de harmonisatie van de 900 MHz- en de 800 MHz-frequentieband voor terrestrische systemen die pan-Europese elektronische

paneuropéens de communications électroniques dans la Communauté;	communicatiediensten kunnen verschaffen in de Gemeenschap;
- décision d'exécution de la Commission du 5 novembre 2012 sur l'harmonisation des bandes de fréquences 1 920-1 980 MHz et 2 110-2 170 MHz pour les systèmes terrestres permettant de fournir des services de communications électroniques dans l'Union.	- uitvoeringsbesluit van de Commissie van 5 november 2012 betreffende de harmonisering van de frequentiebanden 1920-1980MHz en 2110-2170MHz voor de terrestrische systemen die elektronische-communicatiediensten kunnen verschaffen in de Europese Unie.
L'IBPT a également fait appel à un consultant externe pour étudier, entre autres, le renouvellement des autorisations 2G et 3G. Cette étude a été réalisée par Analysys Mason et a donné lieu au rapport " <i>Study regarding the value of spectrum for mobile public systems</i> " du 31 décembre 2015. Le rapport d'Analysys Mason comprend des recommandations concernant les mécanismes d'attribution, les conditions d'utilisation et la valeur du spectre, pour les différentes bandes de fréquences utilisées pour les services mobiles publics. Ce rapport a été publié sur le site Internet de l'IBPT.	Het BIPT heeft ook een beroep gedaan op een externe consultant om, onder andere, de verlenging van de 2G- en 3G-vergunningen te bekijken. Deze studie werd verwezenlijkt door Analysys Mason en heeft geleid tot het verslag " <i>Study regarding the value of spectrum for mobile public systems</i> " van 31 december 2015. Het verslag van Analysys Mason omvat aanbevelingen over de mechanismen voor toewijzing, de gebruiksvoorwaarden en de spectrumwaarde, voor de verschillende frequentiebanden gebruikt voor de openbare mobiele diensten. Dit verslag werd gepubliceerd op de website van het BIPT.
Les principaux objectifs recherchés par le présent arrêté sont les suivants:	De voornaamste doelstellingen nagestreefd door dit besluit zijn de volgende:
- attribuer le spectre aux utilisateurs les plus efficaces;	- het spectrum toewijzen aan de meest efficiënte gebruikers;
- encourager le déploiement de réseaux à haut débit sans fil et continuer à réduire la fracture numérique en Belgique;	- de ontwikkeling van draadloze breedbandnetwerken aanmoedigen en de digitale kloof in België verder dichten;
- veiller à ce que la totalité du spectre soit octroyée dans le cadre la procédure d'attribution (éviter qu'il reste du spectre non attribué);	- erop toezien dat het hele spectrum wordt toegewezen in het kader van de gunningsprocedure (vermijden dat er niet-toegewezen spectrum overblijft);
- garantir une utilisation du spectre la plus efficace possible;	- een zo efficiënt mogelijk gebruik van het spectrum waarborgen;
- maximaliser la concurrence sur le marché belge des communications électroniques;	- de concurrentie op de Belgische elektronische-communicatiemarkt maximaliseren;

- veiller à une recette équitable pour les autorités, étant donné qu'il s'agit ici d'un bien public précieux et rare;	- toezien op eerlijke inkomsten voor de overheden, aangezien het een kostbaar en schaars openbaar goed betreft;
- attribuer le spectre sur la base d'une procédure objective, transparente, proportionnée et non-discriminatoire;	- spectrum toewijzen op basis van een objectieve, transparante, evenredige en niet-discriminerende procedure;
- réduire la complexité et les coûts relatifs à l'exécution de la procédure d'attribution.	- de complexiteit en de kosten in verband met de toewijzingsprocedure beperken.
En Belgique, comme dans le reste de l'Europe, la grande majorité attributions de nouveau spectre du 21 ^{ème} siècle se sont faites via un mécanisme de mise aux enchères. La mise aux enchères possède en effet de nombreux avantages: transparent et simple, équitable, favorise la compétition et l'utilisation efficace du spectre.	In België, net als in de rest van Europa, werd het leeuwendeel van nieuw spectrum van de 21e eeuw toegewezen via veilingmechanismen. De veiling heeft immers tal van voordelen: transparant en eenvoudig, eerlijk, bevordert de concurrentie en het efficiënte gebruik van het spectrum.
La situation est totalement différente pour la réattribution des droits d'utilisation pour du spectre existant. De nombreux pays européens ont en effet opté pour une réattribution automatique des droits existants.	De situatie is helemaal anders voor de nieuwe toewijzing van de gebruiksrechten voor bestaand spectrum. Tal van Europese landen hebben immers gekozen voor een automatische nieuwe toewijzing van de bestaande rechten.
Les bandes de fréquences 900MHz, 1800MHz et 2 GHz sont utilisées intensément par les opérateurs mobiles publics afin de livrer un service aux consommateurs belges ainsi qu'aux opérateurs mobiles virtuels et revendeurs qui utilisent leurs infrastructures. Ces fréquences sont essentielles au bon fonctionnement des réseaux mobiles en Belgique et leur mise aux enchères pourrait s'avérer être particulièrement dommageable au secteur.	De 900 MHz-, 1800 MHz- en 2 GHz-frequentiebanden worden intensief gebruikt door de openbare mobiele operatoren om een dienst te verstrekken aan de Belgische consument alsook aan de virtuele mobiele operatoren en doorverkopers die hun infrastructuur gebruiken. Deze frequenties zijn essentieel voor de goede werking van de mobiele netwerken in België en deze veilen zou wel eens erg schadelijk kunnen blijken voor de sector.
Une mise aux enchères comporte par définition une part importante de risques. Est-ce que les opérateurs pourront récupérer leurs avoirs en fréquences, en quelles quantités, à quelle position dans la bande de fréquences et à quel prix? Ce sont autant de questions auxquelles les opérateurs n'auront pas de réponses, ce qui créera un climat général d'incertitude défavorable à l'investissement. Une mise	Een veiling houdt per definitie een groot deel aan risico's in. Zullen de operatoren hun bezittingen in verband met frequenties kunnen recupereren, op welke positie in de frequentieband en tegen welke prijs? Dat zijn vragen waar de operatoren geen antwoorden op zullen hebben, wat een algemeen klimaat van onzekerheid zal creëren dat ongunstig is voor investeringen. Een veiling zou dus op enorm veel beduchtheid worden onthaald

<p>aux enchères serait donc accueillie avec énormément d'appréhensions par les opérateurs existants et leurs actionnaires parce qu'elle serait perçue comme étant une remise en cause potentielle de leurs avoirs en fréquences et donc une remise en cause des investissements consentis jusqu'à alors.</p>	<p>door de bestaande operatoren en hun aandeelhouders omdat ze zou worden gezien als een mogelijke bedreiging voor hun bezittingen in termen van frequenties en dus voor hun investeringen die ze tot dan toe hebben gedaan.</p>
<p>Le marché des télécommunications mobiles requiert d'investir des sommes considérables qui ne produiront des résultats que sur le long terme. Ceci a pour conséquence que les opérateurs doivent pouvoir développer une vision stratégique cohérente et claire dans une perspective de planification des investissements sur le long terme. Les réseaux mobiles reposent sur une ressource essentielle et rare que sont les fréquences. Afin de pouvoir planifier au mieux les investissements dans les réseaux mobiles du futur, les opérateurs ont besoin de savoir qu'ils pourront continuer à disposer des fréquences qu'ils utilisent actuellement. Plus le cadre réglementaire fournira des réponses claires à ces questions, plus les opérateurs pourront aborder l'avenir avec confiance et justifier auprès de leurs actionnaires de grands plans d'investissements et garantir par ailleurs la pérennité des services offerts aux clients.</p>	<p>De mobiele-telecommunicatiemarkt vergt grote investeringsbedragen die pas op lange termijn resultaten kunnen boeken. Dit heeft tot gevolg dat de operatoren een coherente en duidelijke strategische visie moeten kunnen ontwikkelen op basis van de langetermijnplanning voor investeringen. De mobiele netwerken berusten op het essentiële en schaarse middel dat de frequenties vormen. Om de investeringen in de mobiele netwerken van de toekomst zo goed mogelijk te kunnen plannen, dienen de operatoren te weten dat ze zullen kunnen blijven beschikken over de frequenties die ze vandaag gebruiken. Hoe meer duidelijke antwoorden het reglementaire kader verschaft op deze vragen, hoe meer de operatoren hun toekomst zullen kunnen uitstippelen met vertrouwen, tegenover hun aandeelhouders grote investeringsplannen zullen kunnen rechtvaardigen en overigens de duurzaamheid zullen kunnen garanderen van de diensten die ze aan hun klanten bieden.</p>
<p>A l'échelle européenne, la tendance des dernières années est plutôt à la réduction du nombre d'acteurs déployant eux-mêmes un réseau de télécommunications mobiles. On assiste en effet à un certain niveau de consolidation, qui fut encouragé il y a quelques années par la Commission européenne. En 2011, la tentative pour un nouvel entrant de prendre place dans le marché belge n'a pas abouti. Dans ce contexte, la probabilité de voir un nouvel entrant acquérir ces fréquences dans le but de les utiliser pour déployer un quatrième réseau mobile est faible.</p>	<p>Op Europese schaal bestaat de tendens er de laatste jaren eerder in om het aantal spelers die zelf een mobiele-telecommunicatienetwerk ontplooiën, te beperken. We zijn inderdaad getuige van een zeker consolidatieniveau dat enkele jaren geleden werd aangemoedigd door de Europese Commissie. In 2011 mislukte de poging van een nieuwkomer om vaste voet te krijgen op de Belgische markt. In deze context is de kans klein dat we een nieuwkomer deze frequenties zien verwerven om ze te gebruiken om een vierde mobiel netwerk te ontplooiën.</p>
<p>Cependant, même en l'absence de nouvel entrant, une mise aux enchères devrait, en</p>	<p>Toch zou een veiling, ook indien er geen nieuwkomers zijn, in theorie het efficiënte</p>

théorie, favoriser l'utilisation efficace du spectre. En effet les besoins en spectre peuvent être différents d'un opérateur à l'autre en fonction de la stratégie de déploiement, du nombre de client et du trafic généré par ces clients.	gebruik van spectrum moeten bevorderen. De spectrumbehoeften kunnen inderdaad verschillen van de ene operator tot de andere afhankelijk van de ontplooiingsstrategie, van het aantal klanten en van het verkeer dat deze klanten genereren.
Les opérateurs mobiles existants sont tous défavorables à une mise aux enchères des bandes de fréquences 900MHz, 1800MHz et 2 GHz	De bestaande mobiele operatoren staan allemaal negatief tegenover een veiling van de frequentiebanden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz.
Ni le mécanisme de mise aux enchères, ni la reconduction des droits d'utilisation existants ne permettent d'atteindre l'ensemble des objectifs cités plus haut.	Noch het veilingmechanisme, noch de verlenging van de bestaande gebruiksrechten maken het mogelijk om samen de voormelde doelstellingen te bereiken.
Le mécanisme choisi est un mécanisme hybride, qui permet de cumuler, au moins en partie, les avantages d'une mise aux enchères et ceux d'une reconduction.	Het gekozen mechanisme is een hybride mechanisme waarmee, ten minste deels, de voordelen van een veiling kunnen worden gecombineerd met deze van een verlenging.
Il faut noter que l'IBPT peut décider de combiner cette procédure d'attribution avec d'autres procédures d'attributions dont les conditions d'octroi sont fixées par d'autres arrêtés royaux.	Er dient te worden opgemerkt dat het BIPT kan beslissen om deze toewijzingsprocedure te combineren met andere procedures voor toewijzing waarvan de toekenningsvoorwaarden zijn vastgelegd in andere koninklijke besluiten.
Commentaire article par article	Artikelsgewijze bespreking
Article 1^{er}	Artikel 1
Cet article définit un certain nombre de termes apparaissant dans l'arrêté.	Dit artikel definieert een aantal termen die voorkomen in het besluit.
Les définitions de "contrôle relatif à une personne" et "groupe pertinent" sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisation pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération (ci-après "l'arrêté royal 3G"), l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz (ci-après "l'arrêté royal 2,6 GHz") et l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès	De definities van "controle met betrekking tot een persoon" en "relevante groep" zijn dezelfde als deze gebruikt voor het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie (hierna "het 3G-koninklijk besluit"), het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz (hierna "het 2,6 GHz-koninklijk besluit") en het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende

radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz (ci-après "l'arrêté royal 800 MHz"). Les autres définitions ne nécessitent pas de commentaire.	radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz (hierna "het 800 MHz-koninklijk besluit"). De overige definities behoeven geen commentaar.
On distingue deux types de candidats: les candidats complets et les candidats restreints. Un candidat complet peut faire offre pour tous les types de lots tandis qu'un candidat restreint ne peut faire offre que pour les blocs de 1 MHz duplex dans la bande 900 MHz. Un candidat restreint, même s'il obtient du spectre, ne pourra pas déployer un réseau de données mobile « classique ». Les blocs de 1 MHz duplex sont par contre appropriés pour certaines technologies spécifiques aux applications "Internet des objets". Le dossier de candidature doit spécifier le choix de type de candidat (voir article 16, § 1 ^{er} , 10°).	We onderscheiden twee soorten van kandidaten: de volledige en de beperkte kandidaten. Een volledige kandidaat kan een bod uitbrengen voor alle soorten van percelen terwijl een beperkte kandidaat slechts een bod kan uitbrengen voor de blokken van 1 MHz duplex in de 900MHz-band. Een beperkte kandidaat, zelfs als hij spectrum verwerft, zal geen "klassiek" mobiel datanetwerk kunnen uitrollen. De blokken van 1 MHz duplex zijn daarentegen geschikt voor bepaalde technologieën die specifiek zijn voor toepassingen van het "internet der dingen". Het kandidatuurdossier moet de keuze van het type kandidaat vermelden (zie artikel 16, § 1, 10°).
Article 2	Artikel 2
Les fréquences en question peuvent uniquement être obtenues par les opérateurs ayant fait une notification en vertu de l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après "loi du 13 juin 2005").	De betreffende frequenties kunnen slechts verworven worden door operatoren die een kennisgeving hebben gedaan in de zin van artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "wet van 13 juni 2005").
Article 3	Artikel 3
Les droits d'utilisation sont accordés pour une période de vingt ans, renouvelable par termes de cinq ans.	De gebruiksrechten worden toegekend voor een periode van twintig jaar, telkens verlengbaar met vijf jaar.
Les droits d'utilisation accordés initialement aux opérateurs 2G (sur base de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, ci-après "l'arrêté royal GSM" et sur base de l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800, ci-après "l'arrêté royal DCS") et les droits d'utilisation accordés pour la bande 2,6 GHz (sur base de l'arrêté royal 2,6 GHz) étaient accordés pour une période de 15 ans. Les droits d'utilisation accordés aux opérateurs 3G (sur base de l'arrêté	De initieel aan de 2G-operatoren toegewezen gebruiksrechten (krachtens het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilofonienetten, hierna "het GSM-koninklijk besluit", en krachtens het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten, hierna "het DCS-koninklijk besluit") en de gebruiksrechten toegewezen voor de 2,6 GHz-band (krachtens het 2,6 GHz-koninklijk besluit) waren geldig voor een periode van 15 jaar. De gebruiksrechten toegekend aan de 3G-operatoren (krachtens

royal 3G) et les droits d'utilisation accordés pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz) étaient par contre accordés pour une période 20 ans.	het 3G-koninklijk besluit) en de gebruiksrechten toegekend voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit) waren daarentegen toegekend voor een periode van 20 jaar.
Dans les autres pays européens, la durée de validité des droits d'utilisation est, en général, également comprise entre 15 et 20 ans.	In de overige Europese landen ligt de geldigheidsduur van de gebruiksrechten doorgaans ook tussen 15 en 20 jaar.
Les opérateurs sont favorables à des durées de validité plus longues afin d'avoir de la prédictibilité sur l'évolution à long terme de leurs activités.	De operatoren zijn voorstander van langere geldigheidstermijnen om de voorspelbaarheid van de ontwikkeling van hun activiteiten op lange termijn te vergroten.
Le présent arrêté prévoit une période initiale de 20 ans, renouvelable par période de 5 ans. Une durée de 20 ans est en effet suffisante pour assurer un retour sur investissement pour les opérateurs.	Dit besluit voorziet in een initiële periode van 20 jaar, telkens verlengbaar met periodes van 5 jaar. Een duur van 20 jaar volstaat inderdaad om een goed rendement te garanderen voor de operatoren.
Article 4	Artikel 4
Le paragraphe 1 ^{er} stipule la subdivision en blocs des différentes bandes de fréquences.	Paragraaf 1 bepaalt de onderverdeling in blokken van de verschillende frequentiebanden.
La bande 900 MHz, d'une capacité totale de 35 MHz duplex, est divisée en six blocs de 5 MHz duplex et cinq blocs de 1 MHz duplex.	De 900 MHz-band, met een totale capaciteit van 35 MHz duplex, is onderverdeeld in zes blokken van 5 MHz duplex en 5 blokken van 1 MHz duplex.
La bande 1800 MHz, d'une capacité totale de 75 MHz duplex, est divisée en quinze blocs de 5 MHz duplex.	De 1800 MHz-band, met een totale capaciteit van 75 MHz duplex, is onderverdeeld in vijftien blokken van 5 MHz duplex.
La bande 2 GHz, d'une capacité totale de 60 MHz duplex, est divisée en douze blocs de 5 MHz duplex.	De 2 GHz-band, met een totale capaciteit van 60 MHz duplex, is onderverdeeld in twaalf blokken van 5 MHz.
La bande 900 MHz est actuellement utilisée pour les technologies GSM et UMTS. La bande 1800 MHz est actuellement utilisée pour les technologies GSM et LTE. La bande 2 GHz est actuellement utilisée par la technologie LTE.	De 900 MHz-band wordt momenteel gebruikt voor de GSM- en UMTS-technologieën. De 1800 MHz-band wordt momenteel gebruikt voor de GSM- en LTE-technologieën. De 2 GHz-band wordt momenteel gebruikt door de LTE-technologie.
A plus long terme, on peut penser que la technologie LTE sera utilisée dans les trois bandes et que la technologie UMTS	We kunnen ervan uitgaan dat de LTE-technologie op langere termijn zal worden gebruikt in de drie banden en dat de UMTS-

disparaîtra. La technologie GSM devrait cependant encore subsister de nombreuses années dans la bande 900 MHz. Il est également possible que la bande 900 MHz soit utilisée pour des applications "Internet des objets".	technologie zal verdwijnen. De GSM-technologie zou echter nog tal van jaren moeten blijven bestaan in de 900 MHz-band. Het is eveneens mogelijk dat de 900 MHz-band wordt gebruikt voor de toepassingen van het "internet der dingen".
Les canaux LTE ont une largeur de 1,4 MHz, 3 MHz, 5 MHz, 10 MHz, 15 MHz ou 20 MHz. Les largeurs de canal de 1,4 MHz ou 3 MHz ne permettent pas d'offrir des débits très élevés et sont en général pas ou peu utilisées.	De LTE-kanalen hebben een bandbreedte van 1,4 MHz, 3 MHz, 5 MHz, 10 MHz, 15 MHz of 20 MHz. De kanaalbreedtes van 1,4 MHz of van 3 MHz kunnen geen erg hoge snelheden bieden en worden doorgaans weinig of niet gebruikt.
Les canaux UMTS ont une largeur d'environ 5 MHz. L'espacement entre canaux UMTS est en général de 4,8 MHz ou 5 MHz.	De UMTS-kanalen hebben een breedte van ongeveer 5 MHz. De kanaalafstand tussen UMTS-kanalen bedraagt doorgaans 4,8 MHz of 5 MHz.
La subdivision en blocs de 5 MHz est appropriée. En effet on peut utiliser:	De onderverdeling in blokken van 5 MHz is gepast. Men kan immers het volgende gebruiken:
- un bloc pour une largeur de canal LTE de 5 MHz;	- een blok voor een LTE-kanaalbreedte van 5 MHz;
- deux blocs pour une largeur de canal LTE de 10 MHz;	- twee blokken voor een LTE-kanaalbreedte van 10 MHz;
- trois blocs pour une largeur de canal LTE de 15 MHz;	- drie blokken voor een LTE-kanaalbreedte van 15 MHz;
- quatre blocs pour une largeur de canal LTE de 20 MHz;	- vier blokken voor een LTE-kanaalbreedte van 20 MHz;
- un bloc pour un canal UMTS	- een blok voor een UMTS-kanaal.
Pour la technologie GSM ou certaines technologies spécifiques aux applications "Internet des objets", la largeur de canal est de 200 kHz. C'est la raison pour laquelle on prévoit également des blocs de 1 MHz duplex dans la bande 900 MHz. Un seul candidat peut cependant acquérir les cinq blocs de 1 MHz duplex afin de reconstituer un bloc de 5 MHz duplex.	Voor de GSM-technologie of bepaalde specifieke technologieën voor de toepassingen van "het internet der dingen", bedraagt de kanaalbreedte 200 kHz. Dat is de reden waarom ook wordt voorzien in blokken van 1 MHz duplex in de 900 MHz-band. Een enkele kandidaat kan echter de vijf blokken van 1 MHz duplex verwerven om zo een blok van 5 MHz duplex te vormen.
La subdivision des différentes bandes de fréquences est conforme aux recommandations du rapport d'Analysys Mason.	De onderverdeling van de verschillende frequentiebanden is conform de aanbevelingen van het verslag van Analysys Mason.
Le paragraphe 2 stipule quelles sous-bandes de fréquences sont utilisées à l'émission pour les stations de base et	Paragraphe 2 bepaalt welke subfrequentiebanden worden gebruikt voor de uitzending van de basisstations en welke

<p>quelles sous-bandes de fréquences sont utilisées à l'émission pour les terminaux.</p>	<p>subfrequentiebanden worden gebruikt voor de uitzending van de eindtoestel.</p>
<p>Le paragraphe 3 détermine la quantité maximale de spectre ("spectrum cap") que peut détenir un groupe pertinent afin de ne pas entraver la concurrence entre les différents opérateurs.</p>	<p>Paragraaf 3 bepaalt de maximale spectrumhoeveelheid ("spectrum cap") die een relevante groep kan innemen zonder de concurrentie tussen de verschillende operatoren in het gedrang te brengen.</p>
<p>Le choix d'un "spectrum cap" pour les différentes bandes de fréquences est essentiellement un compromis entre le nombre possible d'infrastructures concurrentes utilisant les différentes bandes de fréquences et le niveau de performances qui peut être atteint par chacune de ces infrastructures.</p>	<p>De keuze van een "spectrum cap" voor de verschillende frequentiebanden is in hoofdzaak een compromis tussen het aantal mogelijke concurrerende infrastructures die gebruik maken van de verschillende frequentiebanden en het prestatieniveau dat kan worden gehaald voor elk van deze infrastructures.</p>
<p>Les pays européens optent pour des "spectrum caps" entre 10 et 20 MHz duplex pour les bandes en dessous de 1 GHz. La plupart optent pour 15 MHz duplex.</p>	<p>De Europese landen kiezen voor deze "spectrum caps" tussen 10 en 20 MHz duplex voor de banden onder 1 GHz. Het merendeel kiest voor 15 MHz duplex.</p>
<p>Un "spectrum cap" de 15 MHz duplex permet à chaque opérateur de satisfaire sa préférence de faire offre pour 5, 10 ou 15 MHz duplex. En effet, les besoins en spectre peuvent être différents d'un opérateur à l'autre en fonction de la stratégie de déploiement, du nombre de client et du trafic généré par ces clients.</p>	<p>Een "spectrum cap" van 15 MHz duplex stelt elke operator in staat om naar eigen zin 5, 10 of 15 MHz aan te bieden. De spectrumbehoeften kunnen inderdaad verschillen van de ene operator tot de andere afhankelijk van de ontplooiingsstrategie, van het aantal klanten en van het verkeer dat deze klanten genereren.</p>
<p>Un "spectrum cap" de 15 MHz a donc été choisi pour la bande 900 MHz.</p>	<p>Er werd dus gekozen voor een spectrum cap van 15 MHz voor de 900 MHz-band.</p>
<p>Pour les autres bandes de fréquences, les différents "spectrum caps" ont été choisis de façon à ce qu'aucun opérateur ne détienne plus d'environ 40% des ressources pour une bande de fréquences.</p>	<p>Voor de andere frequentiebanden werden de verschillende "spectrum caps" zo gekozen dat geen enkele operator meer dan ongeveer 40% van de middelen voor een frequentieband heeft.</p>
<p>Les dispositions du paragraphe 4 permettent à l'IBPT de modifier la répartition des canaux attribués afin d'optimiser l'utilisation du spectre. Il est cependant clair que les opérateurs doivent disposer d'un délai raisonnable pour apporter ces modifications. L'octroi de cette compétence est conforme à l'article 13 de la loi du 13 juin 2005 ainsi qu'aux articles 3.1 et 3.2.c), de la directive 2018/1972/UE du Parlement</p>	<p>De bepalingen van paragraaf 4 stellen het BIPT in staat om de verdeling van de toegewezen kanalen te wijzigen om het spectrumgebruik te optimaliseren. Het is echter duidelijk dat de operatoren over een redelijke termijn moeten beschikken om deze wijzigingen aan te brengen. De toekenning van deze bevoegdheid is conform artikel 13 van de wet van 13 juni 2005 alsook de artikelen 3.1 en 3.2.c), van Richtlijn</p>

européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen (ci-après directive "Code des communications électroniques européen").	2018/1972/EU van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie (hierna "Europees wetboek voor elektronische communicatie").
Article 5	Artikel 5
Les droits d'utilisation couvrent l'utilisation des terminaux (téléphones mobiles, smartphones, ...) connectés au réseau d'un opérateur d'accès radioélectrique (voir l'art. 3 § 2). Lorsqu'un consommateur achète un terminal, il n'est cependant généralement pas connecté à un réseau. L'article 5 permet la détention d'un terminal, même lorsque celui-ci n'est pas connecté à un réseau.	De gebruiksrechten omvatten het gebruik van de eindtoestellen (mobiele telefoons, smartphones, ...) die aangesloten zijn op het netwerk van een radiotoegangsoperator (zie art. 3 § 2). Wanneer een consument een eindtoestel koopt, is hij evenwel doorgaans niet aangesloten op een netwerk. Artikel 5 staat het houden van een eindtoestel toe, zelfs als dit niet aangesloten is op een netwerk.
Article 6	Artikel 6
En vertu de l'article 13, 3°, de la loi du 13 juin 2005, l'IBPT est chargé de la coordination internationale des fréquences. A ce titre, l'IBPT conclut des accords de coordination transfrontalière.	Krachtens artikel 13, 3°, van de wet van 13 juni 2005 is het BIPT verantwoordelijk voor de internationale coördinatie van de frequenties. Hiertoe sluit het BIPT grensoverschrijdende coördinatieovereenkomsten.
Article 7	Artikel 7
Le partage d'infrastructures passives est déjà possible en Belgique. Le partage d'infrastructures actives, y compris le partage de fréquences, peut favorablement influencer l'équilibre entre les nouveaux investissements, d'une part, et la croissance des revenus, d'autre part. Cela doit être possible afin d'encourager l'expérimentation de nouvelles technologies.	Het delen van passieve infrastructuur is reeds mogelijk in België. Het delen van actieve infrastructuur met inbegrip van frequentiedeling kan het evenwicht tussen nieuwe investeringen enerzijds en inkomstengroei anderzijds gunstig beïnvloeden. Dit moet mogelijk zijn ten einde het experimenteren met nieuwe technologieën aan te moedigen.
Le partage d'infrastructures actives, bien qu'il s'agisse d'une source d'économies et d'efficacité, implique des coûts de mise en œuvre initiaux qui ne sont pas négligeables. De plus, les conditions doivent être connues au moment de la procédure d'attribution. Il a donc été décidé de ne pas imposer le partage de fréquences, mais de le laisser à l'initiative des opérateurs.	Het delen van actieve infrastructuur, ook al is het een bron van besparing en efficiëntie, impliceert initiële implementatiekosten die niet verwaarloosbaar zijn. Bovendien dienen de voorwaarden gekend te zijn op het moment van de toewijzingsprocedure. Er wordt daarom beslist om het delen van frequenties niet op te leggen, maar over te laten aan het initiatief van de operatoren.

<p>Dans le cadre du partage de fréquences, l'IBPT est tenu de contrôler si les conditions de concurrence entre les opérateurs impliqués dans le partage, d'une part, et ceux qui ne sont pas impliqués, d'autre part, sont suffisantes. À cet effet, il est nécessaire de tenir compte notamment des parts de marché respectives, de la compétitivité et des investissements nécessaires pour le backhaul (différents exploitants intégrés et acteurs purement mobiles).</p>	<p>Bij het delen van frequenties dient het BIPT te controleren of de mededingingsvoorwaarden tussen de operatoren die betrokken zijn bij het delen enerzijds en de operatoren die niet betrokken zijn bij het delen anderzijds voldoende zijn. Hierbij moeten o.a. de respectievelijke marktaandeelen, het concurrentievermogen en de investeringen die nodig zijn voor backhaul (verschillende geïntegreerde exploitanten en pure mobiele spelers) in aanmerking worden genomen.</p>
<p>Afin de permettre à l'IBPT de contrôler le partage de fréquences, celui-ci doit disposer des informations nécessaires. C'est pourquoi cet article prescrit un certain nombre d'informations qui doivent absolument être transmises à l'IBPT lors de la demande d'autorisation de partage et permet à l'IBPT de demander toutes les informations supplémentaires nécessaires. L'IBPT ne peut bien entendu communiquer s'il marque ou non son accord sur le partage de fréquences que lorsqu'il a obtenu les informations nécessaires. Pour donner aux intéressés une idée du délai qui doit être prévu pour la demande d'approbation, il est stipulé que la demande d'informations supplémentaires et la décision finale de l'IBPT doivent avoir lieu dans un délai déterminé.</p>	<p>Om de controle van het BIPT op het delen van frequenties mogelijk te maken, dient het BIPT over de nodige informatie te beschikken. Daarom schrijft dit artikel een aantal inlichtingen voor die zeker aan het BIPT moeten worden gegeven bij de vraag om toestemming voor het delen en geeft het BIPT de mogelijkheid om alle nodige bijkomende informatie te vragen. Vanzelfsprekend kan het BIPT pas meedelen of het al dan niet met het delen van de frequenties instemt wanneer het de nodige informatie gekregen heeft. Om de betrokkenen zicht te geven op de tijd die moet voorzien worden voor de goedkeuringsaanvraag, wordt bepaald dat de vraag voor bijkomende informatie en de uiteindelijke beslissing van het BIPT binnen een bepaalde termijn dienen te gebeuren.</p>
<p>Si certains des éléments constituant l'essence du partage sont modifiés après que l'IBPT a marqué son accord sur le partage, l'autorisation doit être redemandée vu que l'autorisation initiale a en réalité été donnée pour un autre partage.</p>	<p>Indien bepaalde van de elementen die de essentie van het delen uitmaken wijzigen nadat het BIPT zijn instemming met het delen gegeven heeft, dient men opnieuw toestemming te vragen aangezien de oorspronkelijke toestemming dan in feite gegeven werd voor een ander geval.</p>
<p>L'IBPT doit donc réaliser un examen pour chaque demande. L'IBPT examine les informations reçues lors de la demande mais regarde aussi si des informations supplémentaires sont nécessaires.</p>	<p>Voor elke aanvraag dient dus door het BIPT een onderzoek te gebeuren. Het BIPT bekijkt de bij de aanvraag ontvangen inlichtingen maar ook of bijkomende inlichtingen nodig zijn.</p>
<p>Dans la pratique, le partage peut recouvrir différentes formes. Par exemple, l'opérateur 1 peut uniquement partager sa fréquence A avec l'opérateur 2, ou l'opérateur 2 peut en</p>	<p>In de praktijk kan het delen verschillende vormen aannemen. Operator 1 kan bijvoorbeeld enkel zijn frequentie A delen met</p>

même temps partager sa fréquence B avec l'opérateur 1.	operator 2 of operator 2 kan tegelijkertijd zijn frequentie B delen met operator 1.
L'opérateur qui détient initialement les droits d'utilisation pour des fréquences reste le point de contact et le responsable vis-à-vis de l'IBPT en ce qui concerne ces fréquences partagées. Ainsi, par exemple, les redevances de mise à disposition des fréquences en question sont intégralement dues par cet opérateur (dans l'hypothèse précédente l'opérateur 1 pour la fréquence A et l'opérateur 2 pour la fréquence B). De même, cet opérateur est tenu de respecter les obligations découlant de la coordination transfrontalière et les obligations en matière de communication d'informations à l'IBPT.	Het aanspreekpunt en de verantwoordelijke ten aanzien van het BIPT voor de gedeelde frequenties blijft de operator aan wie de gebruiksrechten oorspronkelijk toegewezen zijn. Zo blijven door deze laatste (in de voorgaande hypothese operator 1 voor frequentie A en operator 2 voor frequentie B) bijvoorbeeld de rechten voor terbeschikkingstelling van de frequenties in kwestie integraal verschuldigd. Ook dient deze operator verplichtingen als gevolg van grensoverschrijdende coördinatie en verplichtingen inzake informatieverstrekking aan het BIPT na te leven.
Afin de garantir la transparence nécessaire, les parties, après réception de l'accord de l'IBPT, doivent encore informer l'IBPT si le partage des fréquences a effectivement lieu. Grâce à la fourniture d'une copie de la convention, l'IBPT saura clairement à partir de quel moment le partage prend effet ou si celui-ci est limité dans le temps ou non.	Om de nodige transparantie te verzekeren, moeten de partijen na ontvangst van het akkoord van het BIPT het ook nog aan het BIPT laten weten als het delen van de frequenties effectief plaatsvindt. Door het verstrekken van een kopie van de overeenkomst is het voor BIPT duidelijk vanaf wanneer het delen ingaat en of het al dan niet beperkt is in de tijd.
Dans tous le cas, le partage prend fin à l'expiration du délai d'attribution des droits d'utilisation partagée.	Het delen eindigt in elk geval bij het verstrijken van de termijn van toewijzing van de gedeelde gebruiksrechten .
Article 8	Artikel 8
Les opérateurs mobiles publics sont soumis à plusieurs types de redevances.	De openbare mobiele operatoren zijn onderworpen aan verscheidene types van heffingen.
Les opérateurs mobiles publics sont tenus, au début de la période de validité des droits d'utilisation, de payer une redevance unique, conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005.	De openbare mobiele operatoren zijn ertoe gehouden om in het begin van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten een enige heffing te betalen, in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005.
Les opérateurs mobiles publics sont également tenus de payer des redevances annuelles. Le montant des redevances annuelles est fixé dans les arrêtés royaux d'exécution des articles 18 et 30 de la loi du 13 juin 2005.	De openbare mobiele operatoren zijn eveneens verplicht om jaarlijkse rechten te betalen. Het bedrag van de jaarlijkse rechten wordt vastgelegd in de koninklijke besluiten ter uitvoering van de artikelen 18 en 30 van de wet van 13 juni 2005.

Les redevances annuelles ont, entre autres, tout comme la redevance unique, pour but de garantir une exploitation optimale des radiofréquences.	De jaarlijkse rechten hebben, onder andere, net zoals de enige heffing, tot doel om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.
Le considérant 100 du Code des communications électroniques européen prévoit que les redevances relatives aux droits d'utilisation des fréquences puissent être composées d'un montant unique et d'un montant périodique.	Considerans 100 van het Europees wetboek voor elektronische communicatie bepaalt dat de heffingen voor de gebruiksrechten voor frequenties mogen samengesteld zijn uit een enig bedrag en een periodiek bedrag.
Jusqu'à présent, il existait deux types de redevances annuelles:	Tot op heden bestonden er twee soorten van jaarlijkse rechten:
- la redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation, visant uniquement à financer les activités de l'IBPT se rapportant à la gestion des droits d'utilisation;	- de jaarlijkse rechten voor het beheer van de gebruiksrechten, met als enige doel de activiteiten van het BIPT die verband houden met het beheer van de gebruiksrechten te financieren;
- la redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences, visant à financer les activités de l'IBPT et à garantir une exploitation optimale des radiofréquences.	- de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties, met het oog op het financieren van de activiteiten van het BIPT en om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.
La redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences était due pour tous les droits d'utilisation, tandis que redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation n'était due que pour certains droits d'utilisation.	De jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties waren verschuldigd voor alle gebruiksrechten, terwijl de jaarlijkse rechten voor beheer van de gebruiksrechten enkel voor bepaalde gebruiksrechten verschuldigd waren.
Un seul type de redevance annuelle a été conservé, visant à financer les activités de l'IBPT et à garantir une exploitation optimale des radiofréquences. Par souci de cohérence, cette approche sera également de mise pour les bandes de fréquences 800 MHz (voir article 72).	Een enkel type van jaarlijkse rechten werd behouden, met het oog op het financieren van de activiteiten van het BIPT en om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen. Om redenen van coherentie zal deze benadering ook gelden voor de 800 MHz-frequentiebanden (zie artikel 72).
La redevance annuelle s'élève à 91.200 euros par MHz pour la bande 900 MHz et à 50.000 euros par MHz pour les deux autres bandes. Le montant pour la bande 900 MHz est identique au montant des redevances annuelles pour la mise à disposition des	De jaarlijkse rechten bedragen 91.200 euro per MHz voor de 900 MHz-band en 50.000 euro per MHz voor de twee andere banden. Het bedrag voor de 900 MHz-band is gelijk aan het bedrag van de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties

fréquences pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz). Les deux autres bandes sont moins favorables en termes de conditions de propagation. La redevance annuelle est donc moins élevée pour ces deux bandes que pour la bande 900 MHz.	voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit). De twee overige banden zijn minder gunstig in termen van propagatievoorwaarden. Het jaarlijkse recht is dus minder hoog voor deze twee banden dan voor de 900 MHz-band.
Le montant des redevances annuelles est indépendant du nombre de stations de base de radiocommunications exploitant les fréquences en question. Ce type de disposition existe déjà et s'applique pour tous les droits d'utilisation existants relatifs à l'accès radioélectrique.	Het bedrag van de jaarlijkse rechten is onafhankelijk van het aantal basisstations voor radiocommunicatie die de frequenties in kwestie exploiteren. Dit soort van bepaling bestaat reeds en is van toepassing op alle bestaande gebruiksrechten betreffende de radiotoegang.
Jusqu'à présent, les redevances annuelles pour la mise à disposition des fréquences étaient dues uniquement pour les fréquences mises en service. Ce type de disposition favorise la thésaurisation du spectre et conduit à une exploitation non optimale des radiofréquences.	Tot op heden waren de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties enkel verschuldigd voor de frequenties die in gebruik werden genomen. Dit soort van bepaling bevordert het hamsteren van spectrum en leidt tot een niet-optimale uitbating van de radiofrequenties.
Le présent arrêté royal prévoit donc que les redevances annuelles sont dues dès que la durée de validité des droits d'utilisation a commencé. En effet dès que les droits d'utilisation sont octroyés, les radiofréquences relatives à ces droits ne peuvent plus être utilisées par un autre utilisateur.	Dit koninklijk besluit bepaalt dus dat de jaarlijkse rechten verschuldigd zijn van zodra de geldigheidsduur van de gebruiksrechten is begonnen. Zodra de gebruiksrechten zijn toegekend mogen de radiofrequenties in verband met deze rechten niet langer worden gebruikt door een andere gebruiker.
Article 9	Artikel 9
L'article 9 fixe un certain nombre de règles générales en matière de contrôle.	Artikel 9 legt een aantal algemene regels vast inzake de controle.
Article 10	Artikel 10
L'article 10 stipule que les opérateurs doivent informer le public de la couverture réalisée.	Artikel 10 bepaalt dat de operatoren het publiek moeten informeren over de gerealiseerde dekking.
Article 11	Artikel 11
L'article 18, § 1 ^{er} , 1°, de la loi du 13 juin 2005 prévoit que les conditions d'obtention et d'exercice de radiofréquences, utilisées entièrement ou partiellement pour des services de communications électroniques	Artikel 18, § 1, 1°, van de wet van 13 juni 2005 bepaalt dat de voorwaarden voor het verkrijgen en hanteren van radiofrequenties die geheel of gedeeltelijk gebruikt worden voor elektronische-communicatiediensten die

offerts au public, peuvent aussi porter sur "(...) les exigences de couverture et de qualité".	aan het publiek worden aangeboden ook betrekking kunnen hebben op "(...) de dekkingsvereisten en kwaliteitseisen".
L'article 18 de la loi du 13 juin 2005 est la transposition de la partie B de l'annexe à la directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'autorisation des réseaux et services de communications électroniques. La partie B de l'annexe à la directive 2002/20/CE a depuis été remplacée par la partie D de l'annexe I au Code des communications électroniques européen, dont le point 1 est désormais libellé comme suit:	Artikel 18 van de wet van 13 juni 2005 is de omzetting van deel B van de bijlage bij Richtlijn 2002/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 betreffende de machtiging voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten. Deel B van de bijlage van Richtlijn 2002/20/EG werd sindsdien vervangen door deel D van bijlage I van het Europees wetboek voor elektronische communicatie, waarvan punt 1 voortaan als volgt luidt:
"1. Obligation de fournir un service (...), y compris, le cas échéant, des exigences de couverture et de qualité de service".	"1. Verplichting een dienst aan te bieden (...), met inbegrip van, in voorkomend geval, de vereisten inzake dekking en kwaliteit van dienstverlening."
Les trois opérateurs mobiles existants disposent tous de fréquences dans les bandes 800 MHz, 900 MHz, 1800 MHz, 2 GHz et 2,6 GHz. Ces opérateurs disposent tous d'un réseau 2G utilisant les bandes 900 MHz et 1800 MHz, d'un réseau 3G utilisant les bandes 900 MHz et 2 GHz, et d'un réseau 4G utilisant les bandes 800 MHz et 1800 MHz.	De drie bestaande mobiele operatoren beschikken allemaal over frequenties in de 800 MHz-, 900 MHz-, 1800 MHz-, 2 GHz- en 2,6 GHz-banden. Deze operatoren beschikken allemaal over een 2G-netwerk dat de 900 MHz- en 1800 MHz-banden gebruikt, over een 3G-netwerk dat de 900 MHz- en 2 GHz-banden gebruikt en over een 4G-netwerk dat de 800 MHz- en 1800 MHz-banden gebruikt.
Le niveau de couverture de la population actuel des réseaux 2G et 3G dépasse largement les obligations existantes.	Het huidige dekkingsniveau van de bevolking door de 2G- en 3G-netwerken overtreft ruimschoots de bestaande verplichtingen.
Le niveau de couverture des réseaux 2G varie en ce moment entre 99,9 et 100% et le niveau de couverture des réseaux 3G varie entre 98,9 et 100%. Une obligation de couverture des réseaux mobiles de 99,5% de la population semble donc raisonnable.	Het dekkingsniveau van de 2G-netwerken varieert momenteel tussen 99,9 en 100% en het dekkingsniveau van de 3G-netwerken varieert tussen 98,9 en 100%. Een dekkingsverplichting voor mobiele netwerken van 99,5% van de bevolking lijkt dus redelijk.
Les bandes fréquences en-dessous de 1 GHz représentent la solution optimale pour la couverture des zones étendues. Les autres bandes de fréquences sont en général utilisées aux endroits où le trafic est important afin d'y augmenter la capacité disponible.	De frequentiebanden onder 1 GHz vormen de optimale oplossing voor de dekking van uitgestrekte gebieden. De andere frequentiebanden worden over het algemeen gebruikt op de plaatsen waar er veel verkeer is om er de beschikbare capaciteit te vergroten.

Il est donc logique de n'imposer des obligations de couverture qu'aux opérateurs qui disposent de fréquences en dessous de 1 GHz pour déployer un réseau.	Het is dus logisch om enkel dekkingsverplichtingen op te leggen aan de operatoren die beschikken over frequenties onder 1 GHz om een netwerk uit te rollen.
Dans le cadre du présent arrêté, la seule bande de fréquences en-dessous de 1 GHz est la bande 900 MHz. Pour la bande 900 MHz, il est possible d'obtenir des blocs de 1 MHz duplex pour par exemple, déployer des technologies spécifiques aux applications "Internet des objets". Le présent arrêté ne prévoit pas d'obligation de couverture pour des opérateurs qui ne disposeraient que d'entre un et quatre blocs de 1 MHz duplex.	In het kader van dit besluit is de enige frequentieband onder 1 GHz de 900 MHz-band. Voor de 900 MHz-band is het mogelijk om blokken van 1 MHz duplex te verkrijgen om bijvoorbeeld, technologieën uit te rollen die specifiek zijn voor de toepassingen van "het internet der dingen". Dit besluit voorziet niet in een dekkingsverplichting voor de operatoren die slechts tussen één en vier blokken van 1 MHz duplex zouden beschikken.
Les obligations de couverture sont déjà remplies par les trois opérateurs mobiles existants. Ceux-ci doivent donc respecter le niveau de 99,5% dès le début de validité des droits d'utilisation afin de garantir une continuité du service pour les consommateurs.	De dekkingsverplichtingen zijn reeds vervuld door de drie bestaande mobiele operatoren. Deze moeten dus het niveau van 99,5% in acht nemen van bij het begin van de geldigheidsduur van de gebruiksrechten om een continuïteit van de dienstverlening voor alle consumenten te garanderen.
Il est par contre impossible, pour un nouvel entrant, de respecter le niveau de 99,5% dès le début de validité des droits d'utilisation. Un nouvel entrant a besoin de temps pour déployer un tout nouveau réseau.	Het is daarentegen niet mogelijk, voor een nieuwkomer, om het niveau van 99,5% van bij het begin van de geldigheid van de gebruiksrechten te halen. Een nieuwkomer heeft tijd nodig om een heel nieuw netwerk uit te rollen.
Le calendrier de déploiement, pour les obligations de couverture, est le suivant pour les nouveaux entrants disposant de fréquences dans la bande 900 MHz:	Het uitrolschema, voor de dekkingsverplichtingen, is het volgende voor de nieuwkomers die over frequenties beschikken in de 900 MHz-band:
- 30% de la population après 3 ans;	- 30% van de bevolking na 3 jaar;
- 70% de la population après 6 ans;	- 70% van de bevolking na 6 jaar;
- 99,5% de la population après 8 ans.	- 99,5% van de bevolking na 8 jaar.
Les paragraphes 4 et 5 définissent plus précisément ce qu'on entend par couverture.	Paragraaf 4 en 5 verduidelijken het concept 'dekking'.
Lorsque certaines zones géographiques sont déjà couvertes par un opérateur avec le débit minimum grâce à d'autres bandes de fréquences que les bandes 900 MHz, 1800 MHz ou 2 GHz, il n'y a aucun intérêt à	Wanneer bepaalde geografische gebieden reeds worden gedekt door een operator met de minimumsnelheid dankzij andere frequentiebanden dan de 900 MHz-, de 1800 MHz- en de 2 GHz-banden, dan wint men er

<p>imposer à l'opérateur de couvrir ces zones géographiques également avec les bandes 900 MHz, 1800 MHz ou 2 GHz. Le paragraphe 6 permet donc de considérer que les obligations de couvertures liées aux bandes 900 MHz, 1800 MHz ou 2 GHz sont respectées grâce à toutes les bandes de fréquences pour lesquelles l'opérateur dispose de droits d'utilisation.</p>	<p>niets bij om de operator te verplichten om ook die geografische gebieden te dekken met de 900 MHz-, de 1800 MHz- en de 2 GHz-banden. Op grond van paragraaf 6 kan dus worden geoordeeld dat de dekkingsverplichtingen in verband met de 900 MHz-, de 1800 MHz- en de 2 GHz-banden worden vervuld via alle frequentiebanden waarvoor de operator over gebruiksrechten beschikt.</p>
<p>Article 12</p>	<p>Artikel 12</p>
<p>Une obligation d'offrir l'itinérance nationale à un nouvel entrant vise à limiter les désavantages structurels auxquels ce nouvel entrant se heurte, au regard des opérateurs existants, étant donné qu'il ne dispose pas d'un réseau propre pour la radiocommunication mobile. L'itinérance nationale a donc pour but de donner accès, pendant une période transitoire, à un réseau étendu à l'opérateur qui n'a pas encore pu développer son propre réseau.</p>	<p>Een verplichting om nationale roaming aan te bieden aan een nieuwkomer op de markt heeft als doel de structurele nadelen te beperken waarmee deze nieuwkomer geconfronteerd wordt ten opzichte van bestaande operatoren omdat hij niet over een eigen netwerk beschikt voor mobiele radiocommunicatie. Nationale roaming heeft dus tot doel om tijdens een overgangperiode toegang te verlenen tot een uitgebreid netwerk aan operatoren die nog geen eigen netwerk hebben kunnen ontwikkelen.</p>
<p>Afin d'éviter qu'un contrat relatif à l'itinérance nationale ne puisse être conclu dans le cadre de négociations commerciales, il peut être nécessaire, après avoir constaté l'impasse des négociations commerciales, d'imposer l'itinérance nationale pendant une période transitoire.</p>	<p>Om te vermijden dat een overeenkomst van nationale roaming niet kan worden afgesloten in het kader van commerciële onderhandelingen, kan het nodig zijn, nadat er een impasse vastgesteld werd in de commerciële onderhandelingen, om nationale roaming op te leggen gedurende een overgangperiode.</p>
<p>L'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale choisit avec quel opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale il veut négocier l'itinérance nationale.</p>	<p>De operator die recht heeft op nationale roaming kiest met welke operator die nationale roaming moet aanbieden, hij wenst te onderhandelen over die nationale roaming.</p>
<p>On estime que Voyacom (opérateur 2,6 GHz) se heurte également, dans une moindre mesure, à des désavantages structurels par rapport aux opérateurs 2G (Proximus, Orange Belgium et Telenet Group). En effet, les opérateurs 2G disposent déjà de fréquences et de réseaux dans la bande 900 MHz (bande optimale pour la couverture en GSM/EDGE et UMTS/HSPA) et dans la bande 800 MHz (bande optimale pour la couverture LTE).</p>	<p>Het is aannemelijk dat Voyacom (2,6 GHz-operator) ook, al zij het in mindere mate, geconfronteerd wordt met structurele nadelen ten opzichte van de bestaande mobiele operatoren (Proximus, Orange Belgium en Telenet Group). De bestaande mobiele operatoren beschikken namelijk al over frequenties en netwerken in de 900 MHz-band (optimale band voor dekking met GSM/EDGE en UMTS/HSPA) en in de</p>

	800 MHz-band (beste band voor LTE-dekking).
Les dispositions relatives à l'itinérance nationale constituent un système équilibré qui stimule la concurrence. De plus, la rentabilité limitée du tarif retail minus à payer par l'opérateur d'accès radioélectrique qui a droit à l'itinérance nationale sera également un stimulant pour qu'il développe son propre réseau.	De bepalingen met betrekking tot nationale roaming vormen een evenwichtig systeem dat de concurrentie bevordert. Daarenboven zal de beperkte winstgevendheid van het retail-minustarief dat radiotoegangsoperatoren die recht hebben op nationale roaming betalen, hen er ook toe aanzetten om een eigen netwerk uit te bouwen.
L'article 12 met en œuvre les dispositions de l'article 51, § 2, alinéa 2, de la loi du 13 juin 2005.	Artikel 12 geeft uitvoering aan de bepalingen van artikel 51, § 2, tweede lid, van de wet van 13 juni 2005.
L'IBPT peut imposer l'obligation aux opérateurs 2G (Proximus, Orange Belgium et Telenet Group) qui sont également opérateurs d'accès radioélectrique d'offrir l'itinérance nationale aux opérateurs d'accès radioélectrique qui ne sont pas opérateurs 2G. Les notions d'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale et d'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale sont définies à l'article 1 ^{er} .	Het BIPT kan de 2G-operatoren (Proximus, Orange Belgium en Telenet Group), die ook radiotoegangsoperator zijn, verplichten om nationale roaming aan te bieden aan de radiotoegangsoperatoren die geen 2G-operator zijn. De begrippen 'operator die recht heeft op nationale roaming' en 'operator die nationale roaming moet aanbieden' worden gedefinieerd in artikel 1.
Les bandes fréquences en-dessous de 1 GHz représentent la solution optimale pour la couverture des zones étendues. Pour des opérateurs ne disposant pas de fréquences en-dessous de 1 GHz, le risque que l'itinérance nationale ne constitue une alternative structurelle au développement d'un réseau propre est donc important. Seuls les opérateurs disposant de fréquences en dessous de 1 GHz ont droit à l'itinérance nationale. Ces opérateurs sont également les seuls à avoir des obligations de couverture (voir article 11).	De frequentiebanden onder 1 GHz vormen dus de optimale oplossing voor de dekking van uitgestrekte gebieden. Voor operatoren die niet over frequenties onder 1 GHz beschikken, is dus het risico dat nationale roaming geen structureel alternatief vormt voor de ontwikkeling van een eigen netwerk, groot. Enkel de operatoren die over frequenties onder 1 GHz beschikken, hebben recht op nationale roaming. Deze operatoren zijn ook de enigen met dekkingsverplichtingen (zie artikel 11).
Afin d'éviter que des opérateurs 2G ne se soustraient à cette obligation par le biais d'une structuration du véhicule qui va garantir l'exploitation des droits d'utilisation, cette obligation est étendue au groupe de contrôle auquel appartient l'opérateur 2G, y compris les consortiums.	Teneinde te vermijden dat 2G-operatoren zich aan deze verplichting zouden onttrekken via een structurering van het vehikel dat de exploitatie van de gebruiksrechten zal garanderen, wordt deze verplichting uitgebreid tot de controlegroep waartoe de 2G-operator behoort, met inbegrip van consortia.

L'article 12 prévoit également que ce droit à l'itinérance nationale ne vaut pas pour les zones géographiques où l'opérateur d'accès radioélectrique qui a droit à l'itinérance nationale a déjà développé son propre réseau.	Artikel 12 bepaalt ook dat het recht op nationale roaming niet geldt in die geografische gebieden waar de radiotoegangsoperator die recht heeft op nationale roaming al een eigen netwerk heeft uitgebouwd.
L'obligation d'itinérance nationale concerne tous les services de communications électroniques offerts avec toutes les fréquences en dessous de 3 GHz pour lesquelles l'opérateur dispose de droits d'utilisation en vertu de l'article 18 de la loi. Cela inclut les services 2G, 3G, 4G et 5G.	De verplichting tot nationale roaming heeft betrekking op alle elektronische-communicatiediensten die worden aangeboden met alle frequenties onder 3 GHz waarvoor de operator over gebruiksrechten beschikt krachtens artikel 18 van de wet. Dit omvat de 2G-, 3G-, 4G- en 5G-diensten.
Le caractère transitoire de l'itinérance nationale est aussi exprimé par la stipulation que toute intervention de l'IBPT dans le cadre de l'itinérance nationale expire huit ans après le début de validité des droits d'utilisation de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale. Ainsi, l'itinérance nationale ne peut jamais constituer une alternative structurelle au développement d'un réseau propre; chaque opérateur d'accès radioélectrique demeure sous l'obligation d'un tel développement. Après huit ans, le niveau de couverture de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale doit être d'au moins 99,5%.	Het overgangskarakter van de nationale roaming blijkt eveneens uit de bepaling dat iedere tussenkomst van het BIPT inzake nationale roaming afloopt acht jaar na het begin van de geldigheid van de gebruiksrechten van de operator die recht heeft op nationale roaming. Op die manier kan nationale roaming nooit een structureel alternatief vormen voor het uitbouwen van een eigen netwerk; alle radiotoegangsoperatoren moeten dus verplicht een eigen netwerk uitbouwen. Na acht jaar moet de dekkinggraad van de operator die recht heeft op nationale roaming minstens 99,5% bedragen.
Article 13	Artikel 13
Cet article ne nécessite pas de commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
Article 14	Artikel 14
Il y est stipulé qu'il est interdit à un candidat d'apporter des modifications aux éléments mentionnés dans sa candidature.	Hierin wordt bepaald dat het verboden is voor een kandidaat om wijzigingen aan te brengen aan de elementen die in zijn kandidatuur werden meegedeeld.
Le paragraphe 3 impose une obligation d'information au cas où il se produit une modification touchant à certaines déclarations du candidat. Il va de soi qu'il doit s'agir de modifications résultant de faits ou d'événements sur lesquels le candidat ne peut pas exercer d'influence. La contribution	Paragraaf 3 legt een informatieverplichting op ingeval zich een wijziging voordoet met betrekking tot bepaalde verklaringen van de kandidaat. Het spreekt voor zich dat het moet gaan om wijzigingen als gevolg van feiten of gebeurtenissen waarop de kandidaat geen invloed kan uitoefenen. Het bewust of door

volontaire ou par négligence à des modifications peut contribuer à l'exclusion du candidat.	nalatigheid in de hand werken van wijzigingen kan leiden tot de uitsluiting van de kandidaat.
Articles 15 et 16	De artikelen 15 en 16
Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
Article 17	Artikel 17
Cette disposition vise à éviter que les candidats qui ne sont pas sérieux introduisent une candidature.	Deze bepaling heeft tot doel te vermijden dat niet-ernstige kandidaten een kandidatuur indienen.
Le taux d'intérêt mentionné, à savoir le taux d'intérêt de la facilité de dépôt, est celui proposé par la Banque Nationale de Belgique conformément aux décisions et directives de la Banque Centrale Européenne. Ce taux d'intérêt peut être négatif.	De vermelde interestvoet, met name de interestvoet van de depositofaciliteit, is deze vermeld door de Nationale Bank van België conform de besluiten en richtlijnen van de Europese Centrale Bank. Deze interestvoet kan negatief zijn.
Article 18	Artikel 18
Ce n'est pas à l'IBPT de choisir parmi un groupe pertinent l'entité qui participera à la procédure d'attribution. Si le groupe pertinent ne parvient pas à prendre lui-même une décision pertinente en la matière, il est exclu de la procédure d'attribution.	Het is niet aan het BIPT om uit een relevante groep die entiteit te kiezen die zal deelnemen aan de procedure voor toekenning. Indien de relevante groep zelf niet tot een duidelijke beslissing ter zake komt, wordt ze uitgesloten van de procedure voor toekenning.
Articles 19 et 20	De artikelen 19 en 20
Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
Articles 21 à 24	Artikelen 21 tot 24
Deux objectifs sont recherchés:	Er worden twee doelstellingen nagestreefd:
- la quantité de spectre réservée aux opérateurs mobiles existants doit être suffisante pour assurer une continuité du service pour les consommateurs;	- de spectrumkwantiteit voorbehouden aan de bestaande mobiele operatoren moet voldoende zijn om een continuïteit van de dienstverlening te garanderen voor de consumenten;
- si un nouvel entrant est intéressé par ce spectre existant, celui-ci doit pouvoir obtenir	- indien een nieuwkomer geïnteresseerd is in dit bestaande spectrum moet deze evenveel

autant de spectre que les opérateurs existants.	spectrum kunnen verwerven als de bestaande operatoren.
La quantité de spectre réservée aux opérateurs existants vise, dans la mesure du possible, à atteindre ces deux objectifs.	De spectrumhoeveelheid die is voorbehouden aan de bestaande operatoren beoogt, in de mate van het mogelijke, deze twee doelstellingen te vervullen.
Les opérateurs mobiles existants disposent actuellement chacun d'entre 10,2 MHz duplex et 12,4 MHz duplex dans la bande 900 MHz. Ces opérateurs déploient à la fois un réseau 2G et un réseau 3G dans la bande 900 MHz. Afin de pouvoir continuer à déployer un réseau 3G, ces opérateurs doivent absolument garder au moins 5 MHz duplex dans la bande 900 MHz. Si ces opérateurs veulent en plus continuer à déployer un réseau 2G, ils doivent absolument garder au moins 10 MHz duplex dans la bande 900 MHz. En réservant 10 MHz duplex pour chaque opérateur mobile existant, il ne serait possible pour un nouvel entrant d'obtenir que 5 MHz duplex dans la bande 900 MHz.	De bestaande mobiele operatoren beschikken momenteel elk over 10,2 MHz duplex en 12,4 MHz duplex in de 900 MHz-band. Deze operatoren rollen tegelijk een 2G-netwerk en een 3G-netwerk uit in de 900 MHz-band. Om een 3G-netwerk te kunnen blijven uitbaten, moeten deze operatoren absoluut ten minste 5 MHz duplex behouden in de 900 MHz-band. Indien deze operatoren bovendien een 2G-netwerk willen blijven uitbaten, moeten ze absoluut ten minste 10 MHz duplex behouden in de 900 MHz-band. Door 10 MHz duplex te reserveren voor elke bestaande mobiele operator, zou een nieuwkomer slechts 5 MHz duplex kunnen verwerven in de 900 MHz-band.
Les opérateurs mobiles existants disposent actuellement chacun de 25 MHz duplex dans la bande 1800 MHz. Ces opérateurs déploient à la fois un réseau 2G et un réseau 4G dans la bande 1800 MHz. Pour leur réseau 4G, ces opérateurs utilisent des canaux LTE de 20 MHz. Afin de pouvoir continuer à déployer un réseau 4G équivalent au réseau actuel, ces opérateurs doivent absolument garder au moins 20 MHz duplex dans la bande 1800 MHz. En réservant 20 MHz duplex pour chaque opérateur mobile existant, il ne serait possible pour un nouvel entrant d'obtenir que 15 MHz duplex dans la bande 1800 MHz.	De bestaande mobiele operatoren beschikken momenteel elk over 25 MHz duplex in de 1800 MHz-band. Deze operatoren rollen tegelijk een 2G-netwerk en een 4G-netwerk uit in de 1800 MHz-band. Voor hun 4G-netwerk gebruiken deze operatoren LTE-kanalen van 20 MHz. Om een 4G-netwerk te kunnen blijven uitbaten dat gelijkwaardig is aan het huidige netwerk, moeten deze operatoren absoluut ten minste 20 MHz duplex behouden in de 1800 MHz-band. Door 20 MHz duplex te reserveren voor elke bestaande mobiele operator, zou een nieuwkomer slechts 15 MHz duplex kunnen verwerven in de 1800 MHz-band.
Les opérateurs mobiles existants disposent actuellement chacun de 14,8 ou 15 MHz duplex dans la bande 2 GHz. Ces opérateurs déploient un réseau 3G dans la bande 2 GHz. L'évolution DC-HSPA+ de la norme UMTS est déployée dans la bande 2 GHz. Afin de pouvoir continuer à déployer un réseau 3G équivalent au réseau actuel,	De bestaande mobiele operatoren beschikken momenteel elk over 14,8 of 15 MHz duplex in de 2 GHz-band. Deze operatoren rollen een 3G-netwerk uit in de 2 GHz-band. De evolutie DC-HSPA+ van de UMTS-norm wordt uitgerold in de 2 GHz-band. Om een 3G-netwerk te kunnen blijven uitbaten dat gelijkwaardig is aan het huidige

<p>ces opérateurs doivent absolument garder au moins 10 MHz duplex dans la bande 2 GHz. Il faut noter que même en réservant 10 MHz duplex pour chaque opérateur mobile existant, il est possible pour un nouvel entrant d'obtenir autant de spectre dans la bande 2 GHz que les opérateurs mobiles existants.</p>	<p>netwerk, moeten deze operatoren absoluut ten minste 10 MHz duplex behouden in de 2 GHz-band. Er dient te worden opgemerkt dat zelfs wanneer 10 MHz duplex wordt gereserveerd voor elke bestaande mobiele operator, het mogelijk is dat een nieuwkomer evenveel spectrum verwerft in de 2 GHz-band als de bestaande mobiele operatoren.</p>
<p>Les opérateurs mobiles existants qui se voient octroyer automatiquement des blocs de fréquences conformément aux dispositions des articles 21 et 22 doivent payer une redevance unique conformément à l'article 30, § 1^{er}/1 (correspondant au prix de réserve). Pour l'application des dispositions des articles 54, 55, 57 et 60, § 1^{er}, ils sont considérés détenir l'offre régulière la plus élevée pour tous ces blocs de fréquences.</p>	<p>De bestaande mobiele operatoren die automatisch frequentieblokken krijgen toegewezen krachtens de bepalingen van artikelen 21 en 22 moeten een enige heffing betalen conform artikel 30, § 1/1 (die overeenstemt met de reserveprijs). Voor de toepassing van de bepalingen van de artikelen 54, 55, 57 en 60, § 1, worden ze geacht het hoogste regelmatige bod te hebben voor deze frequentieblokken.</p>
<p>Articles 25 à 36</p>	<p>Artikelen 25 tot 36</p>
<p>Afin d'attirer un nouvel entrant sur le marché et de créer les conditions pour une concurrence efficace et durable, y compris garantir la présence pérenne du nouvel entrant sur le marché à long terme, un nouvel entrant sur le marché devrait pouvoir obtenir un portefeuille de fréquences se rapprochant de celui des opérateurs établis.</p>	<p>Om een nieuwkomer op de markt aan te trekken en de voorwaarden te scheppen voor een efficiënte en duurzame concurrentie, en om tevens de blijvende aanwezigheid van de nieuwkomer op de markt op lange termijn te garanderen, zou een nieuwkomer op de markt een portfolio van frequenties moeten kunnen krijgen die degene van de gevestigde operatoren benadert.</p>
<p>Il est extrêmement peu probable qu'un nouvel entrant sur le marché soit capable de surenchérir sur les opérateurs établis afin d'obtenir un portefeuille de fréquences se rapprochant de celui des opérateurs établis. Un nouvel entrant sur le marché doit donc recevoir explicitement la possibilité d'acquérir un tel portefeuille de fréquences.</p>	<p>De kans is uiterst klein dat een nieuwkomer op de markt in staat is om een hoger bod te doen dan de gevestigde operatoren om een portfolio van frequenties te verkrijgen die degene van de gevestigde operatoren benadert. Een nieuwkomer op de markt moet dus uitdrukkelijk de mogelijkheid krijgen om een dergelijke portfolio van frequenties te verwerven.</p>
<p>Il existe des précédents pertinents dans les pays voisins, notamment au Royaume-Uni et aux Pays-Bas concernant les procédures d'attribution de spectre dans la bande 800 MHz, où la préférence du nouvel entrant a été appliquée avec succès. Au Royaume-Uni, cela a permis à Hutchison 3G d'acquérir son premier spectre en-dessous</p>	<p>In de buurlanden, met name het Verenigd Koninkrijk en Nederland, zijn er relevante precedenten met betrekking tot de procedures voor spectrumtoewijzing in de 800 MHz-band waarbij het voorrecht van de nieuwkomer met succes is toegepast. In het Verenigd Koninkrijk heeft Hutchison 3G op die manier zijn eerste spectrum onder 1 GHz</p>

<p>de 1 GHz, améliorant ainsi sa position concurrentielle à long terme sur un marché à quatre opérateurs. Aux Pays-Bas, cela a permis de passer d'un marché à trois opérateurs à un marché à quatre opérateurs, avec Tele2 devenant le quatrième opérateur de réseau mobile. Il existe des précédents similaires fructueux à Chypre et en Slovaquie.</p>	<p>kunnen verwerven, waardoor zijn concurrentiepositie op lange termijn is verbeterd op een markt met vier operatoren. In Nederland kon daardoor de overstap worden gemaakt van een markt met drie operatoren naar een markt met vier operatoren, waarbij Tele2 de vierde mobiele netwerkoperator werd. Soortgelijke succesvolle precedents vindt men in Cyprus en Slovenië.</p>
<p>Pour ce qui est des bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2GHz, le portefeuille de fréquences réservé à un nouvel entrant sur le marché est identique au portefeuille de fréquences réservé aux trois opérateurs mobiles existants (voir articles 21 à 24).</p>	<p>Wat betreft de 900 MHz-, de 1800 MHz- en de 2 GHz-band is de portfolio van frequenties die voorbehouden is aan een nieuwkomer op de markt identiek aan de portfolio van frequenties die voorbehouden is aan de drie bestaande mobiele operatoren (zie de artikelen 21 tot 24).</p>
<p>Les opérateurs mobiles existants détiennent chacun 10 MHz duplex dans la bande 800 MHz. Vu qu'il n'est plus possible pour un nouvel entrant sur le marché d'obtenir du spectre dans la bande 800 MHz, le portefeuille de fréquences réservé à un nouvel entrant sur le marché doit également comprendre du spectre dans la bande 700 MHz afin que le nouvel entrant puisse également disposer du spectre 4G en bande basse.</p>	<p>De bestaande mobiele operatoren beschikken elk over 10 MHz duplex in de 800 MHz-band. Aangezien het voor een nieuwkomer op de markt niet meer mogelijk is om in de 800 MHz-band spectrum te verkrijgen, moet de portfolio van frequenties die voorbehouden wordt aan een nieuwkomer op de markt ook spectrum bevatten in de 700 MHz-band opdat de nieuwkomer ook in de lage band over 4G-spectrum kan beschikken.</p>
<p>Les conditions d'obtention et d'utilisation des droits d'utilisation attribués aux opérateurs mobiles dans la bande 700 MHz sont définies dans l'arrêté royal du [DATE] concernant l'accès radioélectrique dans la bande 700 MHz. Le portefeuille de fréquences réservé à un nouvel entrant sur le marché ne pourra donc comprendre du spectre dans la bande 700 MHz que si ce spectre n'a pas encore été attribué dans le cadre d'une procédure organisée en vertu de l'arrêté royal du [DATE] concernant l'accès radioélectrique dans la bande 700 MHz.</p>	<p>De voorwaarden voor het verkrijgen en het gebruik van de gebruiksrechten die worden toegewezen aan de mobiele operatoren in de 700 MHz-band worden gedefinieerd in het koninklijk besluit van [DATUM] betreffende radiotoegang in de 700 MHz-band. De portfolio van frequenties die voorbehouden wordt aan een nieuwkomer op de markt zal dus maar spectrum in de 700 MHz-band kunnen bevatten als dat spectrum nog niet is toegewezen in het kader van een procedure die wordt georganiseerd krachtens het koninklijk besluit van [DATUM] betreffende radiotoegang in de 700 MHz-band.</p>
<p>Une première mise aux enchères réservée aux nouveaux entrants sur le marché est organisée afin d'octroyer le portefeuille de fréquences composé de spectre dans les</p>	<p>Er wordt een eerste veiling die voorbehouden is voor de nieuwkomers op de markt georganiseerd om de portfolio van frequenties samengesteld uit spectrum in de</p>

bandes 700 MHz, 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz.	banden van 700 MHz, 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz toe te wijzen.
Article 37	Artikel 37
Conformément à l'article 18, § 1er, 5°, de la loi du 13 juin 2005, les conditions applicables au transfert des droits d'utilisation à l'initiative du titulaire des droits font partie des conditions d'exercice des droits d'utilisation que le Roi peut fixer. Cette disposition a été insérée afin d'éviter qu'un nouvel entrant n'acquière le lot unique qu'à des fins de spéculation. Ce n'est que lorsque les droits d'utilisation ont été octroyés depuis au moins six ans et lorsque les niveaux de couverture imposés ont été atteints que le titulaire de ceux-ci peut éventuellement les céder. L'autorisation de l'Institut reste nécessaire à cet effet, conformément à l'article 19, § 1er, de la loi du 13 juin 2005.	Volgens artikel 18 §1, 5° van de wet van 13 juni 2005 maken de voorwaarden voor overdracht van gebruiksrechten op initiatief van de houder van de rechten deel uit van de voorwaarden voor het uitoefenen van gebruiksrechten die de Koning kan vaststellen. Deze bepaling werd ingevoegd om te vermijden dat een nieuwkomer enkel met het oog op speculatie het enige perceel zou verwerven. Enkel wanneer de gebruiksrechten minstens zes jaar toegekend zijn en wanneer de opgelegde dekkingsgraden bereikt zijn, kan de houder ervan ze dus eventueel overdragen. Hiervoor blijft nog steeds de toestemming van het Instituut nodig overeenkomstig artikel 19 § 1 van de wet van 13 juni 2005.
Articles 38 à 59	Artikelen 38 tot 59
Ces articles règlent le déroulement pratique de la procédure d'attribution.	Deze artikelen regelen het praktische verloop van de toewijzingsprocedure.
Il y a lieu de noter que les frais de consultants qui assisteront l'autorité publique dans la préparation et le déroulement de la mise aux enchères seront imputés sur le montant de la redevance unique (article 60, § 3).	Er moet worden opgemerkt dat de kosten van consultants die de overheid zullen bijstaan bij de voorbereiding en het verloop van de veiling zullen worden aangerekend op het bedrag van de enige heffing (artikel 60, § 3).
La procédure d'attribution est composée de deux parties.	De toewijzingsprocedure bestaat uit twee delen.
La première partie (articles 44 à 54) est une mise aux enchères de type SMRA ¹⁰ avec des lots génériques. Les lots sont génériques afin d'éviter que des opérateurs ne se voient octroyer des blocs non contigus, ce qui conduirait à une utilisation inefficace du spectre.	Het eerste deel (artikelen 44 tot 54) is een veiling van het type SMRA ¹ met generieke percelen. De percelen zijn generiek om te vermijden dat operatoren niet-aaneengrenzende blokken krijgen toegewezen, wat zou leiden tot een inefficiënt gebruik van het spectrum.
Les formats d'enchères les plus utilisés sont le SMRA et le CCA ¹¹ . Le SMRA facilite la	De vaakst gebruikte veilingformaten zijn de SMRA en de CCA ² . Een SMRA

¹⁰ Simultaneous Multiple Round Ascending Auction.

¹¹ Combinatorial Clock Auction.

<p>détermination du prix, est plus simple et transparent que le CCA, et apporte plus de flexibilité aux soumissionnaires. De plus, l'IBPT a déjà l'expérience de ce format d'enchère. En effet, toutes les enchères pour le spectre en Belgique ont été de type SMRA.</p>	<p>vergemakelijkt de prijsbepaling, is eenvoudiger en transparanter dan een CCA, en geeft meer flexibiliteit aan de inschrijvers. Bovendien heeft het BIPT reeds ervaring met dit soort van veiling. Alle spectrumveilingen in België waren immers van het type SMRA.</p>
<p>Pendant la procédure de mise aux enchères, les soumissionnaires peuvent faire plusieurs offres lors de chaque tour pour des lots individuels. Ils peuvent modifier leur demande lors des tours successifs, dans le respect de certaines règles d'activités. Les règles d'activité limitent les offres que peut émettre un candidat lors d'un tour donné en fonction des offres émises lors des tours précédents, dans le but de restreindre le comportement stratégique des candidats.</p>	<p>Tijdens de veilingprocedure kunnen de inschrijvers verscheidene biedingen doen tijdens elke ronde voor individuele percelen. Tijdens opeenvolgende ronden kunnen ze hun vraag wijzigen, met inachtneming van bepaalde activiteitenregels. De regels inzake activiteit beperken de biedingen die een kandidaat tijdens een gegeven ronde mag uitbrengen volgens de biedingen die in de voorgaande ronden zijn uitgebracht, met als doel het strategische gedrag van de kandidaten in te perken.</p>
<p>La première partie de la procédure est similaire à la procédure pour la bande 2,6 GHz (sur base de l'arrêté royal 2,6 GHz) et à la procédure pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz).</p>	<p>Het eerste deel van de procedure lijkt op de procedure voor de 2,6 GHz-band (krachtens het 2,6 GHz-koninklijk besluit) en de procedure voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit).</p>
<p>La deuxième partie (articles 55 à 59) a pour but de déterminer le positionnement des blocs dans la bande.</p>	<p>Het tweede deel (artikelen 55 tot 59) heeft als doel de positie van de blokken in de band te bepalen.</p>
<p>Lors des procédures pour la bande 2,6 GHz et pour la bande 800 MHz, les candidats faisaient offre pour des blocs spécifiques. Dans le cas du présent arrêté, les candidats font offre pour des blocs génériques. Une fois la première partie (mise aux enchères) terminée, on doit donc déterminer le positionnement des blocs dans la bande.</p>	<p>Tijdens procedures voor de 2,6 GHz-band en de 800 MHz-band deden de kandidaten biedingen op specifieke blokken. In het geval van dit besluit doen de kandidaten biedingen op generieke blokken. Zodra het eerste deel (de veiling) afgelopen is, dient dus de positie van de blokken in de band te worden bepaald.</p>
<p>La deuxième partie de la procédure consiste en un tour supplémentaire afin que les candidats puissent remettre des offres supplémentaires pour leurs options de placement préférées. Si les opérateurs concernés parviennent à se mettre d'accord sur le positionnement des blocs dans la bande, le tour supplémentaire n'est pas nécessaire.</p>	<p>Het tweede deel van de procedure bestaat in een bijkomende ronde opdat de kandidaten bijkomende biedingen kunnen indienen voor hun voorkeursplaatsen. Indien de betrokken operatoren tot een akkoord komen over de positie van de blokken in de band, is er geen bijkomende ronde nodig.</p>

L'article 39 interdit aux candidats de poser des actes susceptibles de manipuler la procédure.	Artikel 39 verbiedt de kandidaten handelingen te stellen die de procedure kunnen manipuleren.
L'article 40 interdit en particulier les accords entre candidats ou tiers susceptibles d'influencer la procédure.	Artikel 40 verbiedt in het bijzonder afspraken tussen kandidaten of met derden die de procedure zouden kunnen beïnvloeden.
L'article 42 décrit les infractions qui conduisent automatiquement à l'exclusion de la procédure. Il s'agit d'infractions qui mettent en péril l'égalité des candidats. Par analogie au droit disciplinaire, l'on peut dire que des sanctions doivent certes être précisément définies (" <i>nulla poena sine lege</i> "), mais que cela ne vaut pas pour les infractions, qui en l'espèce ne peuvent pas être définies à l'avance ("L'absence de codification des manquements ou fautes professionnelles peut s'expliquer par la spécificité d'une matière touchant à la fois à la pratique évolutive ..." DU JARDIN, J., "Le contrôle de légalité exercé par la Cour de Cassation sur la justice disciplinaire au sein des ordres professionnels", J.T., 2000, 627-628).	Artikel 42 beschrijft de inbreuken die automatisch leiden tot uitsluiting van de procedure. Het gaat om inbreuken die de gelijkheid van de kandidaten in het gedrang brengen. Naar analogie met het tuchtrecht kan worden gesteld dat sancties weliswaar duidelijk moeten bepaald zijn (" <i>nulla poena sine lege</i> "), maar dat zulks niet geldt voor inbreuken die in casu niet op voorhand definieerbaar zijn (" <i>L'absence de codification des manquements ou fautes professionnelles peut s'expliquer par la spécificité d'une matière touchant à la fois à la pratique évolutive...</i> " DU JARDIN, J., "Le contrôle de légalité exercé par la Cour de Cassation sur la justice disciplinaire au sein des ordres professionnels", J.T., 2000, 627-628).
Les articles 44 à 46 reprennent les mécanismes de surenchérissment et de définition des offres dans le cadre de la procédure d'enchères.	Artikelen 44 tot 46 bevatten de mechanismen voor nieuwe prijsstijgingen en de definitie van de aanbiedingen in het kader van de veilingprocedure.
Les autres articles ne nécessitent pas de commentaire.	De overige artikelen behoeven geen commentaar.
Articles 60 à 62	Artikelen 60 tot 62
Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
Article 63	Artikel 63
Jusqu'à présent, la redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation n'était due que pour certains droits d'utilisation. Pour ces derniers, l'article 8 de l'arrêté royal du 7 mars 2007 relatif à la notification des services et des réseaux de communications électroniques n'était pas d'application. Vu que ce type de redevance n'existe plus, il convient de supprimer l'exemption prévue,	Tot op heden was het jaarlijkse recht voor het beheer van de gebruiksrechten slechts verschuldigd voor bepaalde gebruiksrechten. Voor deze laatste was artikel 8 van het koninklijk besluit van 7 maart 2007 betreffende de kennisgeving van elektronische-communicatiediensten en -netwerken niet van toepassing. Aangezien dit soort van recht niet meer bestaat, dient de

pour ces droits d'utilisation, au paragraphe 2 de l'article 8 de l'arrêté royal du 7 mars 2007.	voor deze gebruiksrechten in paragraaf 2 van artikel 8 van het koninklijk besluit van 7 maart 2007 vastgelegde vrijstelling te worden geschrapt.
Articles 64, 71 et 76	Artikelen 64, 71 en 76
En vertu de l'article 18, § 1 ^{er} , alinéa 2, 1 ^o de la loi du 13 juin 2005, modifié par la loi du 27 mars 2014, les conditions techniques et opérationnelles nécessaires pour éviter les brouillages préjudiciables sont fixées par l'IBPT.	Krachtens artikel 18, § 1, tweede lid, 1 ^o , van de wet van 13 juni 2005, gewijzigd door de wet van 27 maart 2014, worden de technische en operationele voorwaarden ter voorkoming van de schadelijke storingen vastgelegd door het BIPT.
Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 27 mars 2014 portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques, les dispositions suivantes n'ont plus de fondement légal:	Sedert de inwerkingtreding van de wet van 27 maart 2014 houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie hebben de volgende bepalingen geen wettelijke grondslag meer:
- article 7, § 2 de l'arrêté royal du 24 mars 2009 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz;	- artikel 7 § 2 van het koninklijk besluit van 24 maart 2009 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 3410-3500 / 3510-3600 MHz en 10150-10300 / 10500-10650 MHz;
- article 6, § 2 et annexe de l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz .	- artikel 6, § 2, en bijlage bij het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz.
Articles 65, 68, 73 et 79	Artikelen 65, 68, 73 en 79
Ces articles concernent (voir article 8):	Deze artikelen betreffen (zie artikel 8):
- la suppression de la redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation pour la bande 800 MHz;	- de schrapping van het jaarlijkse recht voor beheer van de gebruiksrechten voor de 800 MHz-band;
- le paiement de la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences si des droits d'utilisation pour des fréquences prennent fin pour la bande 3,5 GHz ;	- de betaling van het jaarlijks recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties indien de gebruiksrechten voor frequenties verstrijken voor de band 3,5 GHz;
- le paiement de la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences pour les fréquences attribuées au lieu des fréquences en service, pour les bandes 800 MHz et 2,6 GHz.	- de betaling van het jaarlijks recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties voor de frequenties toegekend in de plaats van de frequenties in gebruik, voor de banden 800 MHz en 2,6 GHz.
Articles 66, 69, 70 et 75	Artikelen 66, 69, 70 en 75

<p>La définition de groupe pertinent a été introduite dans l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération. Cette définition a également été reprise (inchangée) dans l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz et dans l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz.</p>	<p>De definitie van relevante groep is geïntroduceerd in het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie. Deze definitie is ook (ongewijzigd) overgenomen in het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz en in het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz.</p>
<p>Dans les différents textes, deux types de restrictions sont imposées aux groupes pertinents :</p>	<p>In de verschillende teksten worden twee soorten van beperking opgelegd aan relevante groepen:</p>
<p>- la quantité de spectre que peut détenir un groupe pertinent (spectrum cap);</p>	<p>- de hoeveelheid spectrum die een relevante groep mag hebben (spectrum cap);</p>
<p>- un seul candidat d'un même groupe pertinent peut être admis dans une procédure d'attribution.</p>	<p>- slechts één kandidaat van eenzelfde relevante groep mag toegelaten worden in een toewijzingsprocedure.</p>
<p>Le groupe pertinent est défini « par rapport à une personne ». Par contre, les restrictions sont imposées aux groupes pertinents, sans préciser par rapport à quelle personne.</p>	<p>De relevante groep wordt gedefinieerd "met betrekking tot een persoon". De beperkingen worden daarentegen aan de relevante groepen opgelegd zonder te preciseren met betrekking tot welke persoon.</p>
<p>L'ASBL RISS soutient la mise en place et l'utilisation d'un système commun de base de données des sites d'antennes pour les réseaux de radiocommunication et ceci pour les membres de l'association. Proximus, Orange Belgium et Telenet group sont les trois membres associés gérants de cette ASBL. Vu la définition de « groupe pertinent », le groupe pertinent (par rapport à l'ASBL RISS) contient l'ASBL RISS, Proximus Orange Belgium et Telenet group. Il s'agit en effet d'une « personne » qui est contrôlée par les 3 opérateurs. L'ASBL RISS ne détient pas droits d'utilisation pour du spectre et ne sera candidate à aucune procédure. Il n'y a donc a priori pas de raison prendre en compte les restrictions imposées au groupe pertinent</p>	<p>De vzw RISS ondersteunt de uitbouw en het gebruik van een gemeenschappelijk databanksysteem van de antennesites voor radionetwerken en dat voor de leden van de vereniging. Proximus, Orange Belgium en Telenet group zijn de drie beherende vaste leden van deze vzw. Gelet op de definitie van "relevante groep" omvat de relevante groep (met betrekking tot de vzw RISS) de vzw RISS, Proximus, Orange Belgium en Telenet group. Het gaat immers om een "persoon" die gecontroleerd wordt door de 3 operatoren. De vzw RISS heeft geen gebruiksrechten voor spectrum en zal voor geen enkele procedure kandidaat zijn. Er is a priori dus geen reden om rekening te houden met de beperkingen die opgelegd worden aan de relevante groep met betrekking tot de vzw</p>

par rapport à l'ASBL RISS. Les différentes dispositions n'écartent cependant pas explicitement cette possibilité.	RISS. De verschillende bepalingen wijzen die mogelijkheid evenwel niet uitdrukkelijk af.
Les modifications apportées par les articles 66, 69, 70 et 75 visent à écarter explicitement la possibilité de prendre en compte les restrictions imposées au groupe pertinent par rapport aux personnes qui ne détiennent pas droits d'utilisation pour du spectre ou qui ne sont pas candidates à aucune procédure (par exemple l'ASBL RISS).	De wijzigingen aangebracht door de artikelen 66, 69, 70 en 75 zijn bedoeld om uitdrukkelijk de mogelijkheid af te wijzen om rekening te houden met de beperkingen opgelegd aan de relevante groep met betrekking tot de personen die geen gebruiksrechten voor spectrum hebben of voor geen enkele procedure kandidaat zijn (bijvoorbeeld de vzw RISS).
Articles 67 et 72	Artikelen 67 en 72
Ces articles concernent la possibilité de partager les fréquences pour les bandes de fréquences 2,6 GHz et 800 MHz (voir article 7).	Deze artikelen betreffen de mogelijkheid om de frequenties voor de frequentiebanden van 2,6 GHz en 800 MHz te delen (zie artikel 7).
Article 74	Artikel 74
L'article 11, § 7 de l'arrêté royal 800 MHz prévoit une liste exhaustive de bandes de fréquences permettant de remplir les obligations de couverture relatives à la bande 800 MHz. Avec les modifications apportées, ces obligations de couverture pourront être remplies avec toutes les fréquences attribuées, dans le passé ou dans le futur.	Artikel 11, § 7, van het 800 MHz-koninklijk besluit voorziet in een exhaustieve lijst van de frequentiebanden waarmee de dekkingsverplichtingen voor de 800 MHz-band kunnen worden vervuld. Met de aangebrachte wijzigingen zullen deze dekkingsverplichtingen kunnen worden vervuld met de toegewezen frequenties, in het verleden of in de toekomst.
Articles 77, 78 et 80	Artikelen 77, 78 en 80
Ces articles concernent l'abrogation du cadre réglementaire existant pour les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz.	Deze artikelen betreffen de opheffing van het bestaande regelgevingskader voor de banden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz.
Le cadre réglementaire existant doit rester en vigueur jusqu'à la fin des droits d'utilisation existant.	Het bestaande regelgevingskader moet van kracht blijven totdat de bestaande gebruiksrechten verstrijken.
Article 81	Artikel 81
Cet article ne nécessite pas de commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.

Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.	Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.
J'ai l'honneur d'être,	Ik heb de eer te zijn,
Sire,	Sire,
de Votre Majesté,	van Uwe Majesteit,
le très respectueux	de zeer eerbiedige
et très fidèle serviteur,	en zeer getrouwe dienaar,
La Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

... - Arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz	... - Koninklijk besluit betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz
PHILIPPE, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
À tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 13, alinéa 1 ^{er} , l'article 13/1, § 2, inséré par la loi du 31 juillet 2017, l'article 18, modifié par la loi du 10 juillet 2012 et par la loi du 27 mars 2014, l'article 20, § 1 ^{er} modifié par la loi du 10 juillet 2012, l'article 29, § 2, l'article 30, modifié par la loi du 15 mars 2010, par la loi du 29 mai 2013 et par la loi du [] et l'article 51, § 2, modifié par la loi du 18 mai 2009, par la loi du 29 décembre 2010 et par la loi du 10 juillet 2012 ;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 13, eerste lid, artikel 13/1, § 2, ingevoegd bij de wet van 31 juli 2017, artikel 18, gewijzigd bij de wet van 10 juli 2012 en bij de wet van 27 maart 2014, artikel 20, § 1, gewijzigd bij de wet van 10 juli 2012, artikel 29, § 2, artikel 30, gewijzigd bij de wet van 15 maart 2010, bij de wet van 29 mei 2013 en bij de wet van [] en artikel 51, § 2, gewijzigd bij de wet van 18 mei 2009, bij de wet van 29 december 2010 en de wet van 10 juli 2012;
Vu l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM ;	Gelet op het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en de exploitatie van GSM-mobilofonienetten;
Vu l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800 ;	Gelet op het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS1800-mobilofonienetten;
Vu l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisation pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération ;	Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie;
Vu l'arrêté royal du 7 mars 2007 relatif à la notification des services et des réseaux de communications électroniques ;	Gelet op het koninklijk besluit van 7 maart 2007 betreffende de kennisgeving van elektronische-communicatiediensten en -netwerken;
Vu l'arrêté royal du 24 mars 2009 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz ;	Gelet op het koninklijk besluit van 24 maart 2009 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 3410-3500 / 3510-3600 MHz en 10150-10300 / 10500-10650 MHz;
Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz ;	Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz;

Vu l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz ;	Gelet op het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz;
Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;	Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 décembre 2017, le 9 janvier 2018 et le 14 décembre 2020 ;	Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 22 december 2017, 9 januari 2018 en 14 december 2020;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 juillet 2018 et de la secrétaire d'État au Budget, donné le 21 décembre 2020 ;	Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 2018 en van Onze Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 21 december 2020;
Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 12 mai 2021 ;	Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 12 mei 2021;
Vu la consultation du 27 janvier au 3 février 2021 du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision ;	Gelet op de raadpleging van 27 januari tot 3 februari 2021 van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;
Vu la consultation du Comité de concertation du [] ;	Gelet op de raadpleging van het Overlegcomité van [];
Vu l'avis XX.XXX/X du Conseil d'Etat, donné le [], en application de l'article 84, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2 ^o , des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;	Gelet op advies XXXXX/X van de Raad van State, gegeven op [], met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2 ^o , van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et sur l'avis de nos Ministres réunis en Conseil,	Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,
Nous avons arrêté et arrêtons :	Hebben Wij besloten en besluiten Wij:
CHAPITRE 1^{er}. - Terminologie et définitions	HOOFDSTUK 1. - Terminologie en definities.
Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :	Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "terminal": équipement hertzien d'un utilisateur final ;	1° "eindtoestel": radioapparatuur van een eindgebruiker;
2° "accès radioélectrique": communications assurées par voie hertzienne entre un terminal et une station de base ;	2° "radiotoegang": verbindingen via radiogolven tussen een eindtoestel en een basisstation;
3° "réseau d'accès radioélectrique": ensemble des stations de base nécessaires pour offrir l'accès radioélectrique ;	3° "netwerk voor radiotoegang": geheel van de basisstations die nodig zijn om radiotoegang te verlenen;
4° "droits d'utilisation": droits octroyés par l'Institut couvrant l'utilisation des fréquences visées à l'article 4 ;	4° "gebruiksrechten": door het Instituut toegekende rechten die het gebruik dekken van de frequenties vermeld in artikel 4;
5° "opérateur d'accès radioélectrique": opérateur ayant obtenu des droits d'utilisation ;	5° "radiotoegangsoperator": operator die gebruiksrechten heeft verworven;
6° "contrôle relatif à une personne": le pouvoir en droit ou en fait d'exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants de cette personne, ou sur l'orientation de sa gestion. Le contrôle peut être exercé de façon exclusive ou conjointe, directement ou via un intermédiaire, et sera interprété conformément aux articles 5 à 9 du Code des sociétés, Livre Ier, Titre II, Chapitre II, étant entendu que lorsqu'il y est question d'une majorité, cette majorité s'élèvera à 50 % ou plus ;	6° "controle met betrekking tot een persoon": de bevoegdheid in rechte of in feite om een beslissende invloed uit te oefenen op de aanstelling van de meerderheid van de bestuurders of zaakvoerders van die persoon of op de oriëntatie van het beheer ervan. De controle kan exclusief of gezamenlijk, direct of via een tussenpersoon worden uitgeoefend en wordt geïnterpreteerd conform de artikelen 5 tot 9 van het Wetboek van Vennootschappen, Boek I, Titel II, Hoofdstuk II, op voorwaarde dat wanneer er sprake is van een meerderheid, deze meerderheid 50% of meer bedraagt;
7° "contrôle relatif à une personne": le pouvoir en droit ou en fait d'exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants de cette personne, ou sur l'orientation de sa gestion. Le contrôle peut être exercé de façon exclusive ou conjointe, directement ou via un intermédiaire, et sera interprété conformément aux articles 1:14 à 1:18 du Code des sociétés et des associations, Partie 1re, Livre 1er, Titre 4, Chapitre 1er, étant entendu que lorsqu'il y est question d'une majorité, cette majorité s'élèvera à 50 % ou plus ;	7° "controle met betrekking tot een persoon": de bevoegdheid in rechte of in feite om een beslissende invloed uit te oefenen op de aanstelling van de meerderheid van de bestuurders of zaakvoerders van die persoon of op de oriëntatie van het beheer ervan. De controle kan exclusief of gezamenlijk, direct of via een tussenpersoon worden uitgeoefend en wordt geïnterpreteerd conform de artikelen 1:14 tot 1:18 van het Wetboek van Vennootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 1, op voorwaarde dat wanneer er sprake is van een meerderheid, deze meerderheid 50% of meer bedraagt;

8° "groupe pertinent": par rapport à une personne (la "première personne") :	8° "relevante groep": ten opzichte van een persoon (de "eerste persoon"):
a) la première personne, et ;	a) de eerste persoon, en;
b) toute personne contrôlée par la première personne, et ;	b) elke persoon die wordt gecontroleerd door de eerste persoon, en;
c) toute personne (la "deuxième personne") qui contrôle la première personne, et ;	c) elke persoon (de "tweede persoon") die de eerste persoon controleert, en;
d) toute personne contrôlée par la deuxième personne, et ;	d) elke persoon die wordt gecontroleerd door de tweede persoon, en;
e) toute personne avec laquelle une des personnes visées sous a) à c) constitue un consortium, au sens de l'article 1:19 du Code des sociétés et des associations, Partie 1re, Livre 1er, Titre 4, Chapitre 2 ;	e) elke persoon waarmee een van de onder a) tot c) beoogde personen een consortium vormt in de betekenis van artikel 1:19 van het Wetboek van Vennootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 2.
9° "opérateur 3G": titulaire, le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, de droits d'utilisation accordés en vertu de l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisation pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération ;	9° "3G-operator": houder, op de dag van inwerkingtreding van dit besluit, van gebruiksrechten toegewezen krachtens het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie;
10° "opérateur qui a droit à l'itinérance nationale": un opérateur d'accès radioélectrique, disposant d'un ou plusieurs blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , 1°, ou de la totalité des cinq blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , 2°, qui n'est pas un opérateur 2G et dont le groupe pertinent ne compte pas d'opérateur 2G ;	10° "operator die recht heeft op nationale roaming ": een radiotoegangsoperator die over een of meer frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 1°, of de totaliteit van de vijf frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 2°, beschikt, die geen 2G-operator is en waarvan de relevante groep geen 2G-operator bevat;
11° "opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale": un opérateur 2G qui est également un opérateur d'accès radioélectrique ou qui appartient au groupe pertinent par rapport à un opérateur d'accès radioélectrique ;	11° "operator die nationale roaming moet aanbieden": een 2G-operator die tevens een radiotoegangsoperator is of die behoort tot de relevante groep ten opzichte van een radiotoegangsoperator;

12° "candidat complet": candidat ayant déclaré, conformément à l'article 16, § 1 ^{er} , 10°, souhaiter pouvoir émettre des offres pour d'autres blocs que ceux mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2° ;	12° "volledige kandidaat": kandidaat die overeenkomstig artikel 16, § 1, 10°, verklaard heeft te willen bieden op andere blokken dan diegene vermeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 2°;
13° "candidat restreint": candidat ayant déclaré, conformément à l'article 16, § 1 ^{er} , 10°, ne pas souhaiter pouvoir émettre des offres pour d'autres blocs que ceux mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2° ;	13° "beperkte kandidaat": kandidaat die overeenkomstig artikel 16, § 1, 10°, verklaard heeft niet te willen bieden op andere blokken dan diegene vermeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 2°;
14° "identité fictive d'un candidat": nom fictif attribué par l'Institut au candidat. Jusqu'au dernier tour de la mise aux enchères, visée aux articles 44 à 54, l'identité réelle du candidat liée à l'identité fictive n'est connue que par l'Institut et le candidat.	14° "fictieve identiteit van een kandidaat": fictieve naam die door het Instituut aan de kandidaat wordt gegeven. Tot aan de laatste ronde van de in de artikelen 44 tot 54 bedoelde veiling is de echte identiteit van de kandidaat die aan de fictieve identiteit gelinkt is, enkel bekend voor het Instituut en voor de kandidaat.
CHAPITRE 2. - Généralités	HOOFDSTUK 2. – Algemeen
Art. 2. Le présent arrêté s'applique à tout opérateur ayant fait une notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques qui désire obtenir des fréquences afin d'offrir l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences visées à l'article 4.	Art. 2. Dit besluit is van toepassing op iedere operator die een kennisgeving heeft gedaan overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en die frequenties wenst te verwerven voor het aanbieden van radiotoegang in de frequentiebanden vermeld in artikel 4.
Art. 3. § 1^{er}. Les droits d'utilisation sont valables pendant une période de vingt ans à partir de la date fixée par l'Institut conformément à l'article 60, § 2.	Art. 3. § 1. De gebruiksrechten zijn geldig voor een periode van twintig jaar vanaf de datum vastgelegd door het Instituut conform artikel 60, § 2.
A l'expiration de cette première période, les droits d'utilisation peuvent être prolongés par l'Institut, par périodes de cinq ans. L'Institut prend une décision à cet effet, au plus tard deux ans avant l'expiration de la période, après avoir entendu l'opérateur concerné.	Na afloop van die eerste periode kunnen de gebruiksrechten telkens voor vijf jaar worden verlengd door het Instituut. Daartoe neemt het Instituut een beslissing uiterlijk twee jaar voor het verstrijken van de periode en na de betrokken operator te hebben gehoord.

<p>§ 2. Les droits d'utilisation couvrent l'utilisation des stations de radiocommunications déployées par l'opérateur d'accès radioélectrique sur l'ensemble du territoire terrestre national, et l'utilisation des terminaux connectés au réseau d'accès radioélectrique. Les droits d'utilisation ne sont pas valables pour des stations de radiocommunications déployées par l'opérateur d'accès radioélectrique dans l'espace aérien national, dans les eaux territoriales ou dans la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord.</p>	<p>§ 2. De gebruiksrechten dekken het gebruik van de radiostations die opgesteld zijn door de radiotoegangsoperator op het gehele nationale vasteland, en het gebruik van de eindtoestellen die aangesloten zijn op het netwerk voor radiotoegang. De gebruiksrechten zijn niet geldig voor radiostations die de radiotoegangsoperator uitrolt in het nationale luchtruim, in de territoriale wateren of in de exclusieve economische zone van België in de Noordzee.</p>
<p>CHAPITRE 3. - Utilisation des fréquences</p>	<p>HOOFDSTUK 3. - Gebruik van de frequenties</p>
<p>Art. 4. § 1^{er}. L'Institut assigne, conformément aux dispositions du Chapitre 8, les blocs de fréquences suivants:</p>	<p>Art. 4. § 1. Het Instituut wijst, conform de bepalingen van het Hoofdstuk 8, de volgende frequentieblokken toe:</p>
<p>1° six blocs de fréquences de 5 MHz duplex dans les bandes de fréquences 880-915 MHz et 925-960 MHz, séparées par un écart duplex de 45 MHz;</p>	<p>1° zes frequentieblokken van 5 MHz duplex in de frequentiebanden van 880-915 MHz en 925-960 MHz, gescheiden met een duplexafstand van 45 MHz;</p>
<p>2° cinq blocs de fréquences de 1 MHz duplex dans les bandes de fréquences 880-915 MHz et 925-960 MHz, séparées par un écart duplex de 45 MHz;</p>	<p>2° vijf frequentieblokken van 1 MHz duplex in de frequentiebanden van 880-915 MHz en 925-960 MHz, gescheiden met een duplexafstand van 45 MHz;</p>
<p>3° quinze blocs de fréquences de 5 MHz duplex dans les bandes de fréquences 1710-1785 MHz et 1805-1880 MHz, séparées par un écart duplex de 95 MHz;</p>	<p>3° vijftien frequentieblokken van 5 MHz duplex in de frequentiebanden van 1710-1785 MHz en 1805-1880 MHz, gescheiden met een duplexafstand van 95 MHz;</p>
<p>4° douze blocs de fréquences de 5 MHz duplex dans les bandes de fréquences 1920-1980 MHz et 2110-2170 MHz, séparées par un écart duplex de 190 MHz;</p>	<p>4° twaalf frequentieblokken van 5 MHz duplex in de frequentiebanden van 1920-1980 MHz en 2110-2170 MHz, gescheiden met een duplexafstand van 190 MHz;</p>
<p>Pour identifier les blocs lors de l'émission d'une offre conformément à l'article 46, les blocs sont numérotés:</p>	<p>Om de blokken te identificeren tijdens het maken van een bod conform artikel 46, worden de blokken genummerd:</p>
<p>1° de 1 à 6 pour les blocs mentionnés à l'alinéa précédent, 1°;</p>	<p>1° van 1 tot 6 voor de blokken vermeld in het voorgaande lid, 1°;</p>
<p>2° de 7 à 11 pour les blocs mentionnés à l'alinéa précédent, 2°;</p>	<p>2° van 7 tot 11 voor de blokken vermeld in het voorgaande lid, 2°;</p>

3° de 12 à 26 pour les blocs mentionnés à l'alinéa précédent, 3°;	3° van 12 tot 26 voor de blokken vermeld in het voorgaande lid, 3°;
4° de 27 à 38 pour les blocs mentionnés à l'alinéa précédent, 4°;	4° van 27 tot 38 voor de blokken vermeld in het voorgaande lid, 4°;
Le numéro du bloc ne préjuge en rien de son positionnement dans la bande de fréquences.	Het nummer van het blok is in geen geval een indicatie van zijn positie in de frequentieband.
<p>§ 2. Les bandes de fréquences 925-960 MHz, 1805-1880 MHz et 2110-2170 MHz sont réservées à l'émission par les stations de base et, les bandes de fréquences 880-915 MHz, 1710-1785 MHz et 1920-1980 MHz sont réservées à l'émission par les terminaux.</p>	<p>§ 2. De frequentiebanden 925-960 MHz, 1805-1880 MHz en 2110-2170 MHz zijn voorbehouden voor het uitzenden door de basisstations, en de frequentiebanden 880-915 MHz, 1710-1785 MHz en 1920-1980 MHz zijn voorbehouden voor het uitzenden door de eindtoestellen.</p>
<p>§ 3. Un groupe pertinent par rapport à un opérateur d'accès radioélectrique ne peut détenir que 15 MHz duplex au maximum dans les bandes de fréquences 880-915 MHz et 925-960 MHz.</p>	<p>§ 3. Een relevante groep ten opzichte van een radiotoegangsoperator kan niet meer dan 15 MHz duplex innemen in de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960 MHz.</p>
<p>Un groupe pertinent par rapport à un opérateur d'accès radioélectrique ne peut détenir que 30 MHz duplex au maximum dans les bandes de fréquences 1710-1785 MHz et 1805-1880 MHz.</p>	<p>Een relevante groep ten opzichte van een radiotoegangsoperator kan niet meer dan 30 MHz duplex innemen in de frequentiebanden 1710-1785 MHz en 1805-1880 MHz.</p>
<p>Un groupe pertinent par rapport à un opérateur d'accès radioélectrique ne peut détenir que 25 MHz duplex au maximum dans les bandes de fréquences 1920-1980 MHz et 2110-2170 MHz.</p>	<p>Een relevante groep ten opzichte van een radiotoegangsoperator kan niet meer dan 25 MHz duplex innemen in de frequentiebanden 1920-1980 MHz en 2110-2170 MHz.</p>
<p>§ 4. L'Institut peut, après avoir entendu les parties concernées, modifier la répartition des fréquences attribuées, sans modifier la quantité de spectre attribuée à chaque opérateur, dans des cas objectivement justifiés, dans des délais et dans des proportions raisonnables.</p>	<p>§ 4. Het Instituut mag, na de betrokken partijen te hebben gehoord, de verdeling van de toegewezen frequenties wijzigen, zonder de kwantiteit spectrum toegekend aan elke operator te wijzigen, in objectief gerechtvaardigde gevallen, binnen redelijke termijnen en verhoudingen.</p>

<p>Art. 5. La détention de terminaux destinés à fonctionner dans les bandes de fréquences visées à l'article 4 est exemptée des autorisations ou droits d'utilisation visés à l'article 13/1, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p>	<p>Art. 5. Het houden van eindtoestellen die bestemd zijn om te werken op de frequentiebanden vermeld in artikel 4 is vrijgesteld van de vergunningen of gebruiksrechten bedoeld in artikel 13/1, § 1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p>
<p>Art. 6. L'opérateur d'accès radioélectrique respecte les contraintes résultant de la coordination transfrontalière dans le cadre des accords internationaux conclus par l'Institut.</p>	<p>Art. 6. De radiotoegangsoperator respecteert de verplichtingen die voortvloeien uit de grensoverschrijdende coördinatie in het kader van de internationale overeenkomsten die het Instituut gesloten heeft.</p>
<p>Art. 7. § 1^{er}. L'Institut peut autoriser des opérateurs d'accès radioélectrique à partager des droits d'utilisation pour des fréquences, à la condition qu'une telle utilisation partagée ne porte pas préjudice à la concurrence entre les opérateurs d'accès radioélectrique participants et les autres opérateurs d'accès radioélectrique.</p>	<p>Art. 7. § 1. Het Instituut kan radiotoegangsoperatoren toestaan om gebruiksrechten voor frequenties te delen, op voorwaarde dat een dergelijk gedeeld gebruik de concurrentie tussen de deelnemende radiotoegangsoperatoren en de andere radiotoegangsoperatoren niet schaadt.</p>
<p>§ 2. Les opérateurs d'accès radioélectrique qui souhaitent partager des droits d'utilisation pour des fréquences introduisent à cet effet une demande auprès de l'Institut.</p>	<p>§ 2. De radiotoegangsoperatoren die gebruiksrechten voor frequenties wensen te delen, dienen daartoe een verzoek in bij het Instituut.</p>
<p>La demande contient au minimum les renseignements suivants:</p>	<p>De aanvraag bevat ten minste de volgende inlichtingen:</p>
<p>1° les fréquences concernées;</p>	<p>1° de frequenties die betrokken zouden zijn;</p>
<p>2° les zones géographiques concernées;</p>	<p>2° de geografische zones die betrokken zouden zijn;</p>
<p>3° les modalités techniques du partage.</p>	<p>3° de technische voorwaarden voor het delen</p>
<p>L'Institut peut demander dans les six semaines de la réception des informations visées à l'alinéa 2 toutes les informations supplémentaires dont il a besoin pour marquer ou non son accord sur le partage des droits d'utilisation pour des fréquences.</p>	<p>Het Instituut kan binnen de zes weken na ontvangst van de in het tweede lid bedoelde informatie alle bijkomende inlichtingen vragen die het nodig heeft om al dan niet met het delen van de gebruiksrechten voor frequenties in te stemmen.</p>

Si l'Institut n'a pas demandé d'informations supplémentaires, il communique sa décision dans les quatre mois qui suivent la réception des informations visées à l'alinéa 2.	Indien het Instituut geen bijkomende inlichtingen gevraagd heeft, deelt het zijn beslissing mee binnen vier maanden na ontvangst van de informatie bedoeld in het tweede lid.
Si l'Institut a demandé des informations supplémentaires, il communique sa décision dans les quatre mois qui suivent la réception de celles-ci.	Indien het Instituut bijkomende inlichtingen gevraagd heeft, deelt het zijn beslissing mee binnen vier maanden na de ontvangst daarvan.
§ 3. Chaque opérateur d'accès radioélectrique, qui partage ses droits d'utilisation pour des fréquences reste responsable du respect des conditions d'utilisation des droits d'utilisation pour les fréquences qui lui ont été octroyées.	§ 3. Elke radiotoegansoperator die zijn gebruiksrechten voor frequenties deelt, blijft verantwoordelijk voor de naleving van de gebruiksvoorwaarden van de gebruiksrechten voor de frequenties die hem zijn toegewezen.
§ 4. Tout partage des droits d'utilisation pour des fréquences est communiqué à l'Institut par les opérateurs d'accès radioélectrique concernés, avec une copie de la convention de partage des droits d'utilisation pour des fréquences. La résiliation de la convention doit également être communiquée à l'Institut par les opérateurs concernés. L'Institut publie le partage des droits d'utilisation pour des fréquences sur son site Internet.	§ 4. Elk delen van gebruiksrechten voor frequenties, wordt door de betrokken radiotoegangsoperatoren meegedeeld aan het Instituut, samen met een kopie van de overeenkomst tot delen van gebruiksrechten voor frequenties. Ook de beëindiging van die overeenkomst wordt door de betrokken operatoren meegedeeld aan het Instituut. Het Instituut maakt het delen van gebruiksrechten voor frequenties bekend op zijn website.
CHAPITRE 4. - Redevances pour l'utilisation du spectre radioélectrique et le contrôle des fréquences	HOOFDSTUK 4. - Rechten voor het gebruik van het radiospectrum en de controle op de frequenties
Art. 8. § 1er. L'opérateur d'accès radioélectrique acquitte une redevance, appelée redevance annuelle de mise à disposition des fréquences.	Art. 8. § 1. De radiotoegangsoperator betaalt een vergoeding genaamd "jaarlijks recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties".
La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences, par MHz attribué, s'élève à:	Het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties, per MHz, bedraagt:
1° 91.200 euros pour les blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , 1° et 2°;	1° 91.200 euro voor de frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 1° en 2°;
2° 50.000 euros pour les blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , 3° et 4°.	2° 50.000 euro voor de frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 3° en 4°.

Le montant de cette redevance est indépendant du nombre stations de radiocommunications exploitant la fréquence en question.	Het bedrag van dat recht is onafhankelijk van het aantal stations voor radiocommunicatie die de frequentie in kwestie exploiteren.
§ 2. L'opérateur d'accès radioélectrique paie la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences, pour les blocs attribués au premier janvier de l'année sur laquelle porte la redevance, au plus tard le 31 janvier de l'année sur laquelle porte la redevance.	§ 2. De radiotoegangsoperator betaalt het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties, voor de frequentieblokken toegewezen op 1 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft, uiterlijk 31 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft.
Le premier paiement de la redevance annuelle de mise à disposition pour chaque bloc de fréquences attribué est effectué, dans les trente jours suivant le début de la période de validité des droits d'utilisation pour ce bloc de fréquences, au prorata du nombre de jours restant jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.	De eerste betaling van het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van elk toegewezen frequentieblok wordt verricht binnen de dertig dagen vanaf de aanvang van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten voor dat frequentieblok, naar rata van het aantal dagen dat overblijft tot 31 december van het lopende jaar.
Si les droits d'utilisation pour un bloc de fréquences prennent fin, la redevance annuelle de mise à disposition pour ce bloc de fréquences est due jusqu'au jour durant lequel les droits d'utilisation prennent fin.	Indien de gebruiksrechten voor een frequentieblok verstrijken, is het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling voor dat frequentieblok verschuldigd tot de dag waarop de gebruiksrechten verstrijken.
§ 3. Les montants sont adaptés à l'indice des prix à la consommation ayant base 2013=100 comme période de référence, le 1 ^{er} janvier de chaque année.	§ 3. De bedragen worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen dat basis 2013=100 als referentieperiode heeft.
L'adaptation est réalisée à l'aide du coefficient obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre, qui précède le mois de janvier au cours duquel l'adaptation a lieu, par l'indice des prix du mois de décembre 2016. Après application du coefficient, les montants obtenus sont arrondis à la centaine d'euros supérieure.	De aanpassing geschiedt met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt door het indexcijfer van de maand december die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing plaatsvindt, te delen door het indexcijfer van de maand december 2016. Na toepassing van de coëfficiënt worden de bedragen afgerond tot het hogere honderdtal in euro.
CHAPITRE 5. - Contrôle	HOOFDSTUK 5. - Controle

<p>Art. 9. § 1^{er}. Un opérateur d'accès radioélectrique est tenu de fournir à la demande de l'Institut toute information concernant l'état de mise en œuvre de son réseau, la commercialisation des services et sa situation financière.</p>	<p>Art. 9. § 1. Een radiotoegangsoperator is ertoe gehouden op verzoek van het Instituut alle informatie te verstrekken over de voortgang van de aanleg van zijn netwerk, de commercialisering van de diensten en zijn financiële toestand.</p>
<p>§ 2. L'opérateur d'accès radioélectrique communique, chaque année à l'Institut, au plus tard le 30 juin, un rapport relatif à ses activités au cours de l'année précédente. Ce rapport comporte au moins les informations suivantes:</p>	<p>§ 2. De radiotoegangsoperator moet elk jaar, uiterlijk op 30 juni, aan het Instituut een verslag sturen over zijn activiteiten van het voorgaande jaar. Dat verslag bevat minstens de volgende informatie:</p>
<p>1° la zone de couverture réalisée;</p>	<p>1° de gerealiseerde dekkingszone;</p>
<p>2° une description des services offerts;</p>	<p>2° een beschrijving van de aangeboden diensten;</p>
<p>3° le nombre de clients.</p>	<p>3° het aantal klanten.</p>
<p>L'opérateur d'accès radioélectrique collabore gratuitement à toute demande de l'Institut visant à vérifier que les dispositions du présent arrêté ou des droits d'utilisation sont respectées.</p>	<p>De radiotoegangsoperator verleent kosteloos zijn medewerking aan elk verzoek van het Instituut dat bedoeld is om na te gaan of de bepalingen van dit besluit of van de gebruiksrechten nageleefd worden.</p>
<p>§ 3. L'opérateur d'accès radioélectrique met gratuitement à la disposition de l'Institut dix raccordements de service sur son réseau, en vue de permettre la vérification du respect des dispositions du présent arrêté ou des droits d'utilisation.</p>	<p>§ 3. De radiotoegangsoperator stelt het Instituut gratis tien dienst aansluitingen op zijn netwerk ter beschikking om het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit besluit of van de gebruiksrechten mogelijk te maken.</p>
<p>CHAPITRE 6. - Exigences de couverture</p>	<p>HOOFDSTUK 6. - Dekkingsvereisten</p>
<p>Art. 10. § 1^{er}. L'opérateur d'accès radioélectrique informe clairement et précisément le public sur la couverture offerte par son service. L'information fournie permet au public de constater clairement où il peut utiliser le service en question.</p>	<p>Art. 10. § 1. De radiotoegangsoperator brengt het publiek duidelijk en precies op de hoogte over de dekking die door zijn dienst wordt geboden. De verstrekte informatie stelt het publiek in staat om ondubbelzinnig vast te stellen waar het van de betreffende dienst gebruik kan maken.</p>
<p>§ 2. Cette information est également communiquée à l'Institut au moins deux fois par an.</p>	<p>§ 2. Deze informatie wordt eveneens ten minste tweemaal per jaar aan het Instituut bezorgd.</p>

<p>Art. 11. § 1^{er}. Le déploiement du réseau d'accès radioélectrique d'un opérateur d'accès radioélectrique disposant d'un ou plusieurs blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1^{er}, 1°, ou de la totalité des cinq blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1^{er}, 2°, respecte au moins un niveau de couverture de 99,5% de la population en Belgique.</p>	<p>Art. 11. § 1. De ontplooiing van het radiotoegangsnetwerk van een radiotoegangsoperator die over een of meer frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 1°, of de totaliteit van de vijf frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 2°, beschikt, neemt ten minste een dekkingsniveau van 99,5% van de bevolking in België in acht.</p>
<p>§ 2. En dérogation au paragraphe 1^{er}, le déploiement du réseau d'accès radioélectrique d'un opérateur d'accès radioélectrique qui n'est pas un opérateur 2G respecte au moins les niveaux de couverture de la population en Belgique, spécifiés aux différentes échéances ci-dessous, à compter de la date de début de validité des droits d'utilisation:</p>	<p>§ 2. In afwijking van paragraaf 1 beantwoordt de uitrol van het netwerk voor radiotoegang van een radiotoegangsoperator die geen 2G-operator is, vanaf de begindatum van de geldigheid van de gebruiksrechten, minstens aan de volgende dekkingsgraden van de bevolking in België op de verschillende hieronder vermelde tijdstippen:</p>
<p>1° après 3 ans: 30%;</p>	<p>1° na 3 jaar: 30%;</p>
<p>2° après 6 ans: 70%;</p>	<p>2° na 6 jaar: 70%;</p>
<p>3° après 8 ans: 99,5%.</p>	<p>3° na 8 jaar: 99,5%.</p>
<p>§ 3. Des dérogations aux paragraphes 1 et 2 sont accordées par l'Institut, en cas de force majeure.</p>	<p>§ 3. Uitzonderingen op de paragrafen 1 en 2 worden verleend door het Instituut, in geval van overmacht.</p>
<p>§ 4. Par couverture, il y a lieu d'entendre que le réseau d'accès radioélectrique de l'opérateur d'accès radioélectrique permet à ses clients d'accéder aux services suivants, au départ ou à destination d'un terminal classique à l'extérieur des bâtiments:</p>	<p>§ 4. Onder dekking dient te worden verstaan dat het netwerk voor radiotoegang van de radiotoegangsoperator zijn klanten toegang biedt tot de volgende diensten, van of naar een klassieke terminal buiten de gebouwen:</p>
<p>1° établir des communications avec tout utilisateur final d'un réseau public de téléphonie fixe ou mobile en Belgique ou à l'étranger;</p>	<p>1° verbindingen tot stand brengen met elke eindgebruiker van een vast of mobiel openbaar telefoonnetwerk in België of in het buitenland;</p>
<p>2° accéder aux services et applications offerts sur les réseaux publics de transport de données, en particulier, sur le réseau mondial Internet.</p>	<p>2° toegang krijgen tot de diensten en toepassingen die worden aangeboden op de openbare netwerken voor datatransport, in het bijzonder op het internet.</p>

<p>§ 5. Le niveau de couverture de la population est examiné par l'Institut sur la base de la répartition démographique, telle que déterminée dans le cadre de la subdivision de la Belgique en secteurs statistiques par le Service Public Fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie.</p>	<p>§ 5. De dekkingsgraad van de bevolking wordt door het Instituut onderzocht op basis van de demografische spreiding zoals bepaald in het kader van de onderverdeling van België in statistische sectoren door de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie.</p>
<p>Pour l'examen du niveau de couverture de la population, on prend pour hypothèse que la population est répartie de manière uniforme à l'intérieur de chaque secteur.</p>	<p>Voor het verifiëren van de dekkingsgraad van de bevolking gaat men ervan uit dat de bevolking uniform is verdeeld binnen elke sector.</p>
<p>Les méthodes pratiques et les procédures exactes de mesure sont fixées par l'Institut.</p>	<p>De praktische methoden en de precieze procedures voor de metingen worden vastgelegd door het Instituut.</p>
<p>§ 6. Les niveaux de couverture mentionnés aux paragraphes 1 et 2 peuvent être atteints avec toutes les fréquences pour lesquelles l'opérateur d'accès radioélectrique dispose de droits d'utilisation en vertu de l'article 18 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p>	<p>§ 6. De dekkingsgraden vermeld in paragraaf 1 en 2 kunnen worden bereikt met alle frequenties waarvoor de radiotoegangsoperator over gebruiksrechten beschikt krachtens artikel 18 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p>
<p>CHAPITRE 7. - Itinérance nationale</p>	<p>HOOFDSTUK 7. - Nationale roaming</p>
<p>Art. 12. § 1er. L'Institut peut imposer, à un opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale, l'obligation d'offrir l'itinérance nationale, à un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale, conformément aux dispositions du présent article.</p>	<p>Art. 12. § 1. Het Instituut kan een operator die nationale roaming moet aanbieden, ertoe verplichten nationale roaming aan te bieden aan een operator die recht heeft op nationale roaming, overeenkomstig de bepalingen van dit artikel</p>
<p>§ 2. L'Institut adopte les mesures dans les six mois suivant la réception de la requête de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale.</p>	<p>§ 2. Het Instituut neemt de maatregelen aan binnen zes maanden na de ontvangst van het verzoek van de operator die recht heeft op nationale roaming.</p>
<p>§ 3. La requête mentionnée au paragraphe 2 ne peut émaner que d'un opérateur qui respecte ses obligations de couverture en vertu de l'article 11.</p>	<p>§ 3. Het in paragraaf 2 vermelde verzoek kan enkel uitgaan van een operator die zijn dekkingsverplichtingen krachtens artikel 11 naleeft.</p>

<p>§ 4. Sauf accord en sens contraire, un contrat d'itinérance nationale entre un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale et un opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale n'entre en vigueur qu'à partir du moment où le déploiement du réseau de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale atteint au moins 20% de la population en Belgique.</p>	<p>§ 4. Behoudens andersluidend akkoord treedt een overeenkomst van nationale roaming tussen een operator die recht heeft op nationale roaming en een operator die nationale roaming moet aanbieden slechts in werking vanaf het ogenblik dat de uitrol van het netwerk van de operator die recht heeft op nationale roaming minstens 20% van de bevolking in België bereikt.</p>
<p>Ce niveau de couverture est examiné par l'Institut sur base des dispositions de l'article 11, paragraphes 4 à 6.</p>	<p>Deze dekkingsgraad wordt door het Instituut onderzocht op basis van de bepalingen van artikel 11, paragrafen 4 tot 6.</p>
<p>§ 5. Sauf accord en sens contraire, l'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale dans le cadre d'un contrat d'itinérance nationale avec un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale n'est pas tenu de fournir des services d'itinérance nationale dans les zones géographiques où l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale a développé son propre réseau.</p>	<p>§ 5. Behoudens andersluidend akkoord is de operator die nationale roaming moet aanbieden in het kader van een overeenkomst van nationale roaming met een operator die recht heeft op nationale roaming niet gehouden om nationale-roamingdiensten te verstrekken in die geografische gebieden waar de operator die recht heeft op nationale roaming een eigen netwerk heeft uitgebouwd.</p>
<p>§ 6. Sauf accord en sens contraire, les services, qui font l'objet d'un contrat d'itinérance nationale entre un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale et un opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale, comprennent tous les services de communications électroniques offerts avec toutes les fréquences en dessous de 3 GHz pour lesquelles l'opérateur dispose de droits d'utilisation en vertu de l'article 18 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p>	<p>§ 6. Behoudens andersluidend akkoord omvatten de diensten die het voorwerp uitmaken van een overeenkomst van nationale roaming tussen een operator die recht heeft op nationale roaming en een operator die nationale roaming moet aanbieden, alle elektronische-communicatiediensten die worden aangeboden met alle frequenties onder 3 GHz waarvoor de operator over gebruiksrechten beschikt krachtens artikel 18 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p>
<p>§ 7. Aucune des mesures imposées par l'Institut ne sera applicable après une période de huit ans qui prend cours à dater du début de validité des droits d'utilisation de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale. Des exceptions aux huit ans sont accordées par l'Institut, si le niveau de couverture visé à l'article 11, § 2 ne peut être respecté après 8 ans en raison de force majeure.</p>	<p>§ 7. Geen van de maatregelen die worden opgelegd door het Instituut is van toepassing na de periode van acht jaar die ingaat vanaf het begin van de geldigheid van de gebruiksrechten van de operator die recht heeft op nationale roaming. Uitzonderingen op de acht jaar worden verleend door het Instituut, als de dekkingsgraad bedoeld in artikel 11 § 2 omwille van overmacht niet gerespecteerd kan worden na 8 jaar..</p>

<p>§ 8. Si après la conclusion d'un contrat d'itinérance nationale avec l'intervention de l'Institut, en vertu du présent article, l'opérateur, qui a droit à l'itinérance nationale, négocie et conclut un autre contrat d'itinérance nationale avec un autre opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale, il est mis fin au premier contrat d'itinérance nationale conclu à l'intervention de l'Institut le jour suivant la notification de l'Institut aux parties au contrat d'itinérance nationale, sauf accord contraire entre les parties à ce contrat antérieur d'itinérance nationale.</p>	<p>§ 8. Indien na het afsluiten van een overeenkomst van nationale roaming met tussenkomst van het Instituut krachtens dit artikel een operator die recht heeft op nationale roaming over een andere overeenkomst van nationale roaming onderhandelt en deze afsluit met een andere operator die nationale roaming moet aanbieden, dan wordt de eerste overeenkomst van nationale roaming die tot stand kwam na tussenkomst van het Instituut de dag na de kennisgeving door het Instituut aan de partijen bij het contract inzake nationale roaming beëindigd, behoudens andersluidend akkoord tussen de partijen bij die eerdere overeenkomst van nationale roaming.</p>
<p>Si l'Institut constate que l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale ne respecte pas ses obligations de couverture en vertu de l'article 11, il est mis fin au contrat d'itinérance nationale conclu à l'intervention de l'Institut le jour suivant la notification de l'Institut aux parties au contrat d'itinérance nationale, sauf accord contraire entre les parties à ce contrat d'itinérance nationale.</p>	<p>Indien het Instituut vaststelt dat de operator die recht heeft op nationale roaming zijn dekkingsverplichtingen krachtens artikel 11 niet naleeft, dan wordt de overeenkomst van nationale roaming die tot stand kwam na tussenkomst van het Instituut de dag na de kennisgeving door het Instituut aan de partijen bij het contract inzake nationale roaming beëindigd, behoudens andersluidend akkoord tussen de partijen bij deze overeenkomst van nationale roaming.</p>
<p>§ 9. Le prix retail minus correspond au prix que l'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale facture à ses clients pour la fourniture d'un service, après déduction des coûts qui ne sont pas engagés lorsque ce même service est offert à un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale et après addition des coûts qui ne sont raisonnablement effectués qu'afin d'offrir des services d'itinérance nationale.</p>	<p>§ 9. De retail-minusprijs staat voor de prijs die de operator die nationale roaming moet aanbieden, aanrekent aan zijn klanten voor het verlenen van een dienst, na aftrek van die kosten die niet gemaakt worden wanneer dezelfde dienst wordt aangeboden aan een operator die recht heeft op nationale roaming, en na toevoeging van die kosten die redelijkerwijs enkel gemaakt worden om diensten van nationale roaming aan te bieden.</p>
<p>Le prix retail minus est exprimé comme un montant tarifaire unitaire basé sur les prix moyens au détail.</p>	<p>De retail-minusprijs wordt uitgedrukt als een eenheidstarief, gebaseerd op gemiddelde retailprijzen.</p>
<p>Dans certains cas, l'Institut peut déterminer qu'un autre mode de calcul est plus indiqué, tel qu'un tarif par utilisation.</p>	<p>In specifieke gevallen kan het Instituut bepalen dat een andere berekeningswijze, zoals een tarief per gebruik, meer aangewezen is.</p>

Lors de la détermination ou de l'appréciation du prix retail minus, l'Institut tient également compte des coûts du contenu ou d'autres composantes à valeur ajoutée qui ne sont pas fournis aux clients de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale.	Bij het bepalen of beoordelen van de retail-minusprijs houdt het Instituut ook rekening met de kosten voor de inhoud of andere componenten met toegevoegde waarde die niet verschaft worden aan de klanten van de operator die recht heeft op nationale roaming.
Le prix retail de l'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale se compose du revenu moyen effectif des connexions, locations et communications pour les services fournis. Ce prix peut éventuellement être calculé séparément pour différents services, tels que les appels nationaux et internationaux et pendant les heures pleines et les heures creuses.	De retailprijs van de operator die nationale roaming moet aanbieden, bestaat uit de gemiddelde werkelijke inkomsten uit verbindingen, huur en gesprekken voor de diensten aangeboden. Deze prijs kan eventueel apart berekend worden voor verschillende diensten, zoals nationale en internationale gesprekken en tijdens of buiten piekuren.
Le revenu moyen effectif sera calculé sur base des revenus totaux de l'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale ou de toute autre méthode de calcul déterminée par l'Institut.	De gemiddelde werkelijke inkomsten worden berekend op basis van de totale inkomsten van de operator die nationale roaming moet aanbieden of op basis van een andere door het Instituut te bepalen berekeningsmethode.
L'Institut décide, le cas échéant, d'inclure certains coûts fixes dans un contrat d'itinérance nationale après en avoir étudié la justification et les conséquences de façon approfondie.	Het Instituut beslist in voorkomend geval om bepaalde vaste kosten op te nemen in een overeenkomst van nationale roaming nadat het de rechtvaardiging en de gevolgen ervan grondig heeft onderzocht.
CHAPITRE 8. - Procédure relative à l'octroi des droits d'utilisation	HOOFDSTUK 8. - Procedure voor de toekenning van gebruiksrechten
Section 1^{ère}. – Candidature	Afdeling 1. - Kandidatuur
Art. 13. L'opérateur, qui souhaite obtenir des droits d'utilisation, pose sa candidature dans les formes et conformément aux conditions fixées dans le présent chapitre.	Art. 13. Een operator die gebruiksrechten wil verwerven, dient zijn kandidatuur in in de vorm en volgens de voorwaarden die in dit hoofdstuk worden vastgesteld.
Art. 14. § 1^{er}. Le candidat reste lié par sa candidature à partir de son dépôt et notamment jusqu'à ce que:	Art. 14. § 1. De kandidaat blijft gebonden door zijn kandidatuur vanaf de indiening ervan tot:
1° des droits d'utilisation lui soit attribués, ou;	1° hem gebruiksrechten worden toegewezen, of;
2° il se retire de manière régulière de la procédure d'octroi des droits d'utilisation, ou;	2° hij zich op regelmatige wijze terugtrekt uit de procedure tot toekenning van gebruiksrechten, of;

3° il soit exclu de la procédure.	3° hij wordt uitgesloten van de procedure.
§ 2. Le candidat ne peut apporter aucune modification à sa candidature après son dépôt.	§ 2. De kandidaat mag geen enkele wijziging aanbrengen aan zijn kandidatuur na de indiening ervan.
§ 3. Le candidat est tenu d'informer immédiatement, par écrit, l'Institut d'événements et de faits qui ont ou pourraient avoir une influence sur les déclarations que le candidat a faites conformément à l'article 16.	§ 3. De kandidaat is verplicht het Instituut onmiddellijk schriftelijk in kennis te stellen van gebeurtenissen en feiten die een invloed hebben of zouden kunnen hebben op de verklaringen die de kandidaat aflegde overeenkomstig artikel 16.
Art. 15. § 1^{er}. La candidature est déposée de la manière suivante:	Art. 15. § 1. De kandidaatstelling gebeurt als volgt:
1° entre 9 et 17 heures durant les jours ouvrables, et au plus tard à la date et à l'heure déterminées par l'Institut et publiées au Moniteur belge;	1° tussen 9 en 17 uur op werkdagen, en uiterlijk op de datum en het uur zoals bepaald door het Instituut en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad;
2° auprès de l'Institut, contre remise d'un accusé de réception;	2° bij het Instituut, tegen ontvangstbewijs;
3° en deux exemplaires, avec indication d'un exemplaire original, signé par les représentants habilités des candidats.	3° in twee exemplaren, met aanduiding van een origineel exemplaar, ondertekend door de gemachtigde vertegenwoordigers van de kandidaten.
§ 2. Dans sa publication au Moniteur belge, l'Institut indique quels blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , sont concernés.	§ 2. In de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad duidt het Instituut aan welke frequentieblokken zoals vermeld in artikel 4, § 1, zijn betrokken.
Art. 16. § 1^{er}. La candidature contient les renseignements suivants:	Art. 16. § 1. De kandidatuur bevat de volgende informatie:
1° l'adresse, le numéro de téléphone et de fax au sein de l'UE où le candidat peut être joint les jours ouvrables entre 8 et 19 heures et qui vaut pour cette procédure comme étant l'adresse officielle du candidat, s'agissant de lui remettre des documents, d'y faire parvenir des communications et d'y effectuer des notifications;	1° het telefoon- en faxnummer in de EU waarop de kandidaat op werkdagen, tussen 8 en 19 uur, bereikt kan worden en het adres dat voor deze procedure geldt als het officiële adres van de kandidaat met de bedoeling er documenten af te leveren, kennisgevingen te doen geworden en betekeningen te verrichten;

2° les noms, titres, qualités, et signatures d'une personne au moins légalement habilitée à représenter pleinement le candidat, en vertu de la loi ou des statuts du candidat pour tous les actes qui peuvent être liés à la procédure d'octroi des droits d'utilisation;	2° de namen, titels, hoedanigheden en handtekeningen van minstens één persoon die wettelijk bevoegd is om de kandidaat ten volle te vertegenwoordigen krachtens de wet of de statuten van de kandidaat voor alle handelingen die verband kunnen hebben met de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten;
3° les statuts du candidat ou, à défaut, les documents équivalents qui régissent le fonctionnement du candidat;	3° de statuten van de kandidaat of, bij gebreke daarvan, equivalente documenten die de werking van de kandidaat regelen;
4° la preuve ou, lorsqu'une telle preuve n'est pas délivrée dans le pays où le siège du candidat est établi, une déclaration sur l'honneur que le candidat:	4° het bewijs, of indien een dergelijk bewijs niet uitgereikt wordt in het land waar de zetel van de kandidaat gevestigd is, een verklaring onder ede dat de kandidaat:
a) ne se trouve pas en état de faillite ou de liquidation, ou dans une situation analogue, et;	a) niet in staat van faillissement of van vereffening of een gelijkaardige toestand verkeert, en;
b) n'a pas fait de déclaration de faillite et n'est pas impliqué dans une procédure de liquidation ou une procédure de concordat judiciaire, et n'est pas impliqué dans une procédure analogue, en vertu d'une réglementation étrangère;	b) geen aangifte van faillissement heeft gedaan en niet betrokken is in een procedure van vereffening of van gerechtelijk akkoord of in een soortgelijke procedure volgens een buitenlandse regelgeving;
5° un relevé détaillé, clair et complet de la structure de l'actionnariat du candidat;	5° een gedetailleerd, duidelijk en volledig overzicht van de aandeelhoudersstructuur van de kandidaat;
6° la preuve du paiement du montant visé à l'article 17;	6° het bewijs van de betaling van het bedrag bedoeld in artikel 17;
7° le numéro de compte bancaire du candidat sur lequel le montant, visé à l'article 20 ou 60, § 4, peut être reversé;	7° het bankrekeningnummer van de kandidaat waarop het bedrag bedoeld in artikel 20 of 60, § 4, kan worden teruggestort;
8° la norme technique ou la technologie que le candidat compte utiliser;	8° de technische norm of technologie die de kandidaat van plan is te gebruiken;
9° la preuve de notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;	9° het bewijs van kennisgeving overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

10° le cas échéant le souhait du candidat de pouvoir émettre des offres pour d'autres blocs que ceux mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2°.	10° in voorkomend geval de wens van de kandidaat om biedingen te mogen uitbrengen voor andere blokken dan diegene vermeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 2°.
§ 2. L'Institut fixe le format à respecter pour les candidatures.	§ 2. Het Instituut legt het formaat vast dat de kandidaturen moeten naleven.
Art. 17. § 1^{er}. Le candidat paye un montant de 5 millions d'euros. Cette garantie est versée au plus tard à la date de dépôt des candidatures de manière inconditionnelle et irrévocable, dans des sommes exigibles et en euros, en faveur de l'Etat belge, auprès de la Banque nationale de Belgique sur un compte communiqué par l'Institut.	Art. 17. § 1. De kandidaat betaalt een bedrag van 5 miljoen euro. Deze waarborg wordt uiterlijk op de datum van indiening van de kandidaturen onvoorwaardelijk, onherroepelijk, in opeisbare sommen en in euro, ten voordele van de Belgische Staat gestort bij de Nationale Bank van België, op een rekening bekendgemaakt door het Instituut.
Par dérogation à l'alinéa 1 ^{er} , un candidat restreint paye un montant d'un million d'euros.	In afwijking van het eerste lid betaalt een beperkte kandidaat een bedrag van een miljoen euro.
§ 2. La garantie produit des intérêts au taux d'intérêt de la facilité de dépôt de la Banque Centrale Européenne. Les intérêts sont capitalisés le dernier jour ouvrable du système de paiement européen TARGET de chaque mois. La garantie des candidats, qui obtiennent des droits d'utilisation, porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où les droits d'utilisation débutent. La garantie des candidats qui n'obtiennent pas de droits d'utilisation porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où elle est reversée.	§ 2. De waarborg brengt interest op tegen de rentevoet van de depositofaciliteit van de Europese Centrale Bank. De interesten worden gekapitaliseerd op de laatste werkdag van het Europees betalingssysteem TARGET van elke maand. De waarborg van de kandidaten die gebruiksrechten verkrijgen, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop de gebruiksrechten aanvangen. De waarborg van de kandidaten die geen gebruiksrechten verkrijgen, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop hij wordt teruggestort.
Section 2. - Examen des candidatures	Afdeling 2. - Onderzoek van de kandidaturen
Art. 18. Si plusieurs candidats font partie d'un même groupe pertinent par rapport à un candidat, un seul est admis dans la procédure.	Art. 18. Indien meerdere kandidaten deel uitmaken van eenzelfde relevante groep ten opzichte van een kandidaat, dan wordt slechts één toegelaten tot de procedure.
Les candidats concernés choisissent, à la demande de l'Institut, lequel d'entre eux participera à la procédure.	De betrokken kandidaten kiezen, op verzoek van het Instituut, de persoon uit hun midden die zal deelnemen aan de procedure.

A défaut d'un tel choix, tous les candidats concernés sont exclus de la procédure.	Bij gebrek aan een dergelijke keuze worden alle betrokken kandidaten uitgesloten uit de procedure.
Art. 19. L'Institut prend une décision sur la recevabilité de chaque candidature déposée sur base des articles 15, 16, 17 et 18.	Art. 19. Het Instituut neemt een beslissing over de ontvankelijkheid van elke ingediende kandidatuur krachtens de artikelen 15, 16, 17 en 18.
L'Institut notifie, à chaque candidat, la décision sur la recevabilité de sa candidature.	Het Instituut brengt de beslissing omtrent de ontvankelijkheid van zijn kandidatuur ter kennis van elke kandidaat.
L'institut communique, en même temps, aux candidats jugés recevables, le nombre de candidats complets jugés recevables et le nombre de candidats restreints jugés recevables.	Het Instituut deelt tegelijk aan de ontvankelijk bevonden kandidaten het aantal ontvankelijk bevonden volledige kandidaten en het aantal ontvankelijk bevonden beperkte kandidaten mee.
Art. 20. La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats jugés irrecevables est reversée sur leur compte déclaré, conformément à l'article 16, § 1 ^{er} , 7 ^o .	Art. 20. De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de onontvankelijk bevonden kandidaten wordt teruggestort op de rekening die werd meegedeeld overeenkomstig artikel 16, § 1, 7 ^o .
Section 3. - Opérateurs 2G et 3G existants	Afdeling 3. - Bestaande 2G- en 3G-operatoren
Art. 21. § 1^{er}. Chaque candidat complet jugé recevable, qui est un opérateur 2G, peut se voir octroyer automatiquement au maximum:	Art. 21. § 1. Elke ontvankelijk bevonden volledige kandidaat, die een 2G-operator is, kan automatisch maximaal het volgende toegewezen krijgen:
1 ^o deux blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , 1 ^o ;	1 ^o twee frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 1 ^o ;
2 ^o quatre blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , 3 ^o .	2 ^o vier frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 3 ^o .
§ 2. Si le nombre de candidats complets jugés recevables est supérieur à trois, chaque candidat complet jugé recevable, qui est un opérateur 2G, peut, en dérogation au § 1 ^{er} , se voir octroyer automatiquement au maximum:	§ 2. Indien het aantal volledige kandidaten dat ontvankelijk bevonden wordt groter is dan drie, kan elke ontvankelijk bevonden volledige kandidaat, die een 2G-operator is, in afwijking van § 1, automatisch maximaal het volgende toegewezen krijgen:
1 ^o un bloc de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , 1 ^o ;	1 ^o een frequentieblok vermeld in artikel 4, § 1, 1 ^o ;
2 ^o trois blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , 3 ^o .	2 ^o drie frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 3 ^o .

<p>§ 3. Les opérateurs 2G qui veulent utiliser les possibilités mentionnées aux § 1^{er} ou au § 2 informent l'Institut dans les 3 jours qui suivent la notification visée à l'article 19, 2^{ème} alinéa.</p>	<p>§ 3. De 2G-operatoren die de mogelijkheden vermeld in § 1 of in § 2 wensen te gebruiken, brengen het Instituut binnen de 3 dagen die volgen op de kennisgeving bedoeld in artikel 19, tweede lid, op de hoogte.</p>
<p>Art. 22. § 1^{er}. Chaque candidat complet jugé recevable, qui est un opérateur 3G, peut se voir octroyer automatiquement au maximum deux blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1^{er}, 4^o.</p>	<p>Art. 22. § 1. Elke ontvankelijk bevonden volledige kandidaat, die een 3G-operator is, kan automatisch maximaal twee frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 4^o toegewezen krijgen.</p>
<p>§ 2. Les opérateurs 3G qui veulent utiliser les possibilités mentionnées au § 1^{er} informent l'Institut dans les 3 jours qui suivent la notification visée à l'article 19, 2^{ème} alinéa.</p>	<p>§ 2. De 3G-operatoren die de mogelijkheden vermeld in § 1 wensen te gebruiken, brengen het Instituut binnen de 3 dagen die volgen op de kennisgeving bedoeld in artikel 19, tweede lid, op de hoogte.</p>
<p>Art. 23. § 1^{er}. Les opérateurs 2G et les opérateurs 3G qui se voient octroyer automatiquement des blocs de fréquences conformément aux dispositions des articles 21 et 22 sont considérés détenir l'offre régulière la plus élevée pour tous ces blocs de fréquences.</p>	<p>Art. 23. § 1. Wat betreft de 2G-operatoren en de 3G-operatoren die automatisch frequentieblokken toegewezen krijgen overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 21 en 22, wordt beschouwd dat zij voor al die frequentieblokken het hoogste regelmatige bod hebben.</p>
<p>§ 2. L'Institut communique à l'ensemble des candidats jugés recevables le nombre de blocs de fréquences octroyés automatiquement conformément aux dispositions des articles 21 et 22.</p>	<p>§ 2. Het Instituut deelt aan alle ontvankelijk bevonden kandidaten het aantal frequentieblokken mee die overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 21 en 22 automatisch zijn toegewezen.</p>
<p>Art. 24. Les dispositions des articles 21 et 22 ne s'appliquent que pour la première procédure d'octroi des droits d'utilisation en vertu du présent arrêté.</p>	<p>Art. 24. De bepalingen van de artikelen 21 en 22 zijn enkel van toepassing op de eerste procedure voor toekenning van de gebruiksrechten krachtens dit besluit.</p>
<p>Section 4. – Nouvel entrant</p>	<p>Afdeling 4. - Nieuwkomer</p>
<p>Art. 25. Un lot unique composé des blocs de fréquences suivants est mis aux enchères, conformément aux dispositions des articles 26 à 36:</p>	<p>Art. 25. Eén perceel, bestaande uit de volgende frequentieblokken, wordt geveild overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 26 tot 36:</p>
<p>1° un bloc de fréquences mentionné à l'article 4, § 1^{er}, 1°;</p>	<p>1° een frequentieblok vermeld in artikel 4, § 1, 1°;</p>
<p>2° trois blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1^{er}, 3°;</p>	<p>2° drie frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 3°;</p>

3° deux blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , 4°;	3° twee frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 4°;
4° un bloc de fréquences mentionné à l'article 4, § 1 ^{er} , de l'arrêté royal du [DATE] concernant l'accès radioélectrique dans la bande 700 MHz, pour autant que l'ensemble de ces blocs n'aient déjà été octroyés dans le cadre d'une procédure organisée en vertu de l'arrêté royal du [DATE] concernant l'accès radioélectrique dans la bande 700 MHz ;	4° een frequentieblok vermeld in artikel 4, § 1, van het koninklijk besluit van [DATUM] betreffende radiotoegang in de 700 MHz-band, voor zover dat het geheel van deze blokken niet werd toegekend in het kader van een procedure georganiseerd krachtens het koninklijk besluit van [DATUM] betreffende de radiotoegang in de 700MHz-band;
Les opérateurs 2G et les opérateurs 3G sont exclus de la mise aux enchères visée à l'alinéa 1 ^{er} .	De 2G-operatoren en de 3G-operatoren zijn uitgesloten van de in het eerste lid bedoelde veiling.
Un candidat restreint ne peut pas participer à la mise aux enchères visée à l'alinéa 1 ^{er} .	Een beperkte kandidaat mag niet deelnemen aan de in het eerste lid bedoelde veiling.
Les dispositions des articles 38 à 42 sont d'application pour la mise aux enchères visée à l'alinéa 1 ^{er} .	De bepalingen van de artikelen 38 en 42 zijn van toepassing op de veiling bedoeld in het eerste lid.
La mise aux enchères visée à l'alinéa 1 ^{er} , n'est organisée que lors de la première procédure d'octroi des droits d'utilisation en vertu du présent arrêté.	De in het eerste lid bedoelde veiling wordt maar georganiseerd tijdens de eerste procedure van toewijzing van de gebruiksrechten krachtens dit besluit.
Art. 26. Avant le début de la mise aux enchères visée à l'article 25, l'Institut communique, aux candidats qui peuvent y participer, les renseignements suivants:	Art. 26. Voor de start van de in artikel 25 bedoelde veiling deelt het Instituut aan de kandidaten die eraan mogen deelnemen, de volgende inlichtingen mee:
1° toute information pertinente que le candidat doit utiliser pour émettre une offre et prouver que toute communication, qu'il fait dans le cadre de la mise aux enchères, émane de lui;	1° elke relevante informatie die de kandidaat dient te gebruiken om een bod uit te brengen en om te bewijzen dat elke mededeling die hij in het kader van de veiling doet van hem afkomstig is;
2° le moment du début et de la fin du premier tour;	2° het tijdstip van begin en einde van de eerste ronde;
3° le montant de l'offre pour le lot unique visé à l'article 25, pour le premier tour;	3° het bedrag van het bod voor het in artikel 25 bedoelde enige perceel, voor de eerste ronde;
4° le cas échéant, les autres renseignements et documents, dont le candidat a besoin pour participer à la mise aux enchères.	4° in voorkomend geval, de overige inlichtingen en documenten die de kandidaat nodig heeft om te kunnen deelnemen aan de toewijzing bij opbod.

<p>Art. 27. § 1^{er}. L'Institut décide quand les tours successifs sont organisés et en informe les candidats visés à l'article 26.</p>	<p>Art. 27. § 1. Het Instituut beslist wanneer de opeenvolgende rondes worden georganiseerd en brengt de in artikel 26 bedoelde kandidaten daarvan op de hoogte.</p>
<p>Durant chaque tour, chaque candidat, à l'exception du candidat qui détient l'offre régulière la plus élevée pour le lot unique visé à l'article 25, peut notifier à l'Institut:</p>	<p>Tijdens elke ronde kan elke kandidaat, met uitzondering van de kandidaat die het hoogste regelmatige bod heeft voor het in artikel 25 bedoelde enige perceel, het volgende aan het Instituut melden:</p>
<p>1° qu'il émet une ou plusieurs offres, conformément à l'article 28, ou;</p>	<p>1° dat hij een bod of meerdere biedingen uitbrengt overeenkomstig artikel 28, of;</p>
<p>2° qu'il recourt à une carte pour passer, conformément à l'article 31, ou;</p>	<p>2° dat hij een beroep doet op een paskaart overeenkomstig artikel 31, of;</p>
<p>3° qu'il se retire de l'enchère visée à l'article 25, conformément à l'article 32.</p>	<p>3° dat hij zich terugtrekt uit de in artikel 25 bedoelde veiling, overeenkomstig artikel 32.</p>
<p>§ 2. Si un candidat ne détenant pas l'offre régulière la plus élevée pour le lot unique visé à l'article 25, ne fait aucune des trois communications visées au paragraphe 1^{er} dans la durée du tour déterminée par l'Institut, il sera réputé avoir utilisé une carte pour passer si le candidat concerné a encore des cartes pour passer, conformément à l'article 31. Si le candidat n'a plus de cartes pour passer, il sera réputé s'être retiré de la mise aux enchères visée à l'article 25.</p>	<p>§ 2. Indien een kandidaat die voor het in artikel 25 bedoelde enige perceel niet over het hoogste regelmatige bod beschikt, geen van de drie in de eerste paragraaf vermelde mededelingen doet tijdens de door het Instituut vastgelegde duur van de ronde, zal worden aangenomen dat hij gebruik heeft gemaakt van een paskaart indien de betrokken kandidaat nog paskaarten heeft, overeenkomstig artikel 31. Indien de kandidaat geen paskaarten meer heeft, zal worden aangenomen dat hij zich heeft teruggetrokken uit de in artikel 25 bedoelde veiling.</p>
<p>Art. 28. § 1^{er}. Le candidat émet son offre de la manière indiquée par l'Institut dans la durée fixée pour chaque tour.</p>	<p>Art. 28. § 1. De kandidaat brengt zijn bod uit op de door het Instituut aangegeven wijze en binnen de voor elke ronde vastgelegde duur.</p>
<p>§ 2. L'Institut fixe le montant de l'offre pour le lot unique visé à l'article 25 pour les tours successifs.</p>	<p>§ 2. Het Instituut stelt het bedrag vast van het bod voor het in artikel 25 bedoelde enige perceel, voor de opeenvolgende rondes.</p>
<p>Le montant de l'offre fixé par l'IBPT est égal au montant de l'offre régulière la plus élevée, augmenté d'un pourcentage laissé à la discrétion de l'Institut mais qui est compris dans une fourchette variant de 2 à 10%.</p>	<p>Het bedrag van het bod dat door het BIPT wordt vastgelegd, is gelijk aan het bedrag van het hoogste regelmatige bod, vermeerderd met een percentage dat door het Instituut mag worden bepaald, maar dat moet liggen tussen 2% en 10%.</p>

<p>§ 3. Le montant de l'offre au premier tour est déterminé conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p>	<p>§ 3. Het bedrag van het bod in de eerste ronde wordt vastgelegd in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p>
<p>§ 4. L'Institut fixe les règles relatives à l'activité des candidats.</p>	<p>§ 4. Het Instituut legt de regels vast in verband met de activiteit van de kandidaten.</p>
<p>Art. 29. Chaque candidat est lié inconditionnellement et irrévocablement à son offre jusqu'à ce qu'un autre candidat ait fait une offre régulière supérieure.</p>	<p>Art. 29. Elke kandidaat is onvoorwaardelijk en onherroepelijk aan zijn bod gebonden tot een andere kandidaat een hoger regelmatig bod heeft uitgebracht.</p>
<p>Art. 30. Au plus tard au moment où le candidat restreint fait une offre qui dépasse 100 millions d'euros, le candidat restreint augmente sa garantie par un versement de 4 millions d'euros.</p>	<p>Art. 30. Uiterlijk op het ogenblik dat de beperkte kandidaat een bod uitbrengt dat hoger is dan 100 miljoen euro verhoogt de beperkte kandidaat zijn waarborg met een storting van 4 miljoen euro.</p>
<p>Au plus tard au moment où le candidat fait une offre qui dépasse un nombre multiple de 50 millions d'euros et à partir de 150 millions d'euros, le candidat augmente, à chaque fois, sa garantie par un versement de 2,5 millions d'euros.</p>	<p>Uiterlijk op het ogenblik dat de kandidaat een bod uitbrengt dat een veelvoud overstijgt van 50 miljoen euro en vanaf 150 miljoen euro verhoogt de kandidaat zijn waarborg telkens met een storting van 2,5 miljoen euro.</p>
<p>La preuve de l'augmentation de la garantie parvient à l'Institut avant que le candidat émette l'offre qui donne lieu à l'augmentation de la garantie. Une offre émise sans augmentation, telle que requise de la garantie, est nulle.</p>	<p>Het bewijs van de verhoging van de waarborg komt bij het Instituut toe voor het ogenblik waarop de kandidaat het bod uitbrengt dat aanleiding geeft tot de verhoging van de waarborg. Een bod uitgebracht zonder de vereiste verhoging van de waarborg is nietig.</p>
<p>Art. 31. Chaque candidat peut recourir à une carte pour passer comme alternative à une offre ou à un retrait. Un candidat ne peut passer son tour au total qu'au maximum deux fois durant la mise aux enchères visée à l'article 25.</p>	<p>Art. 31. Elke kandidaat mag gebruikmaken van een paskaart als alternatief voor een bod of een terugtrekking. Een kandidaat mag in totaal maximaal tweemaal passen tijdens de in artikel 25 bedoelde veiling.</p>
<p>Art. 32. Chaque candidat, à l'exception du candidat qui détient l'offre régulière la plus élevée pour le lot unique visé à l'article 25, peut se retirer de la mise aux enchères. Ce retrait ne concerne que la la mise aux enchères visée à l'article 25. Ce retrait est définitif et irrévocable.</p>	<p>Art. 32. Met uitzondering van de kandidaat die het hoogste regelmatige bod heeft voor het in artikel 25 bedoelde enige perceel, mag elke kandidaat zich uit de veiling terugtrekken. Deze terugtrekking betreft enkel de in artikel 25 bedoelde veiling. Deze terugtrekking is definitief en onherroepelijk.</p>

<p>Art. 33. Si, dans un tour, deux ou plusieurs candidats émettent la même offre, l'Institut détermine, par tirage au sort, l'offre régulière la plus élevée.</p>	<p>Art. 33. Indien in een ronde twee of meer kandidaten hetzelfde bod uitbrengen, bepaalt het Instituut via loting het hoogste regelmatige bod.</p>
<p>Art. 34. Après chaque tour, l'Institut communique, à chaque candidat visé à l'article 26 restant, les informations suivantes:</p>	<p>Art. 34. Na elke ronde deelt het Instituut aan elke overblijvende, in artikel 26 bedoelde kandidaat de volgende informatie mee:</p>
<p>1° si le candidat détient effectivement l'offre régulière la plus élevée pour le lot unique visé à l'article 25;</p>	<p>1° of de kandidaat daadwerkelijk het hoogste regelmatige bod heeft uitgebracht voor het enige perceel bedoeld in artikel 25;</p>
<p>2° l'offre régulière la plus élevée pour le lot unique visé à l'article 25;</p>	<p>2° het hoogste regelmatige bod voor het enige perceel bedoeld in artikel 25;</p>
<p>3° le moment du début et de la fin du tour suivant;</p>	<p>3° het tijdstip van begin en einde van de volgende ronde;</p>
<p>4° le montant de l'offre pour le lot unique visé à l'article 25 pour le tour suivant.</p>	<p>4° het bedrag van het bod voor het in artikel 25 bedoelde enige perceel, voor de volgende ronde.</p>
<p>Art. 35. Le dernier tour de l'enchère visée à l'article 25 est le tour à la fin duquel aucun candidat n'informe l'Institut d'une offre ou de son recours à une carte pour passer.</p>	<p>Art. 35. De laatste ronde van de in artikel 25 bedoelde veiling is de ronde waarbij op het einde geen enkele kandidaat het Instituut in kennis stelt van een bod of zijn beroep op een paskaart.</p>
<p>Art. 36. § 1^{er}. A l'issue du dernier tour visé à l'article 35, l'Institut détermine l'offre régulière la plus élevée pour le lot unique visé à l'article 25 et communique le montant de cette offre à l'ensemble des candidats jugés recevables.</p>	<p>Art. 36. § 1. Na afloop van de in artikel 35 bedoelde laatste ronde bepaalt het Instituut het hoogste regelmatige bod voor het in artikel 25 bedoelde enige perceel en deelt het bedrag van dat bod mee aan alle ontvankelijk bevonden kandidaten.</p>
<p>§ 2. Le candidat détenant l'offre régulière la plus élevée pour le lot unique visé à l'article 25 est considéré détenir l'offre régulière la plus élevée pour tous les blocs de fréquences visés à l'article 25, alinéa 1^{er}. L'Institut en informe le candidat concerné.</p>	<p>§ 2. De kandidaat die over het hoogste regelmatige bod beschikt voor het in artikel 25 bedoelde enige perceel, wordt beschouwd voor alle in artikel 25, eerste lid, bedoelde frequentieblokken over het hoogste regelmatige bod te beschikken. Het Instituut brengt de betrokken kandidaat hiervan op de hoogte.</p>

<p>Art. 37. Le candidat qui se voit attribuer le lot unique visé à l'article 25 ne peut demander l'autorisation de l'Institut visée à l'article 19, § 1er, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques pour céder ses droits d'utilisation du lot unique octroyés en vertu du présent arrêté qu'à partir de six ans après le début de la période de validité des droits d'utilisation et s'il respecte le niveau de couverture visé à l'article 11, § 2, du présent arrêté.</p>	<p>Art. 37. De kandidaat die het in artikel 25 bedoelde enige perceel toegewezen krijgt, kan de in artikel 19 § 1 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie bedoelde toestemming van het Instituut om zijn gebruiksrechten van het enige perceel toegekend krachtens dit besluit over te dragen, slechts vragen vanaf zes jaar na aanvang van de geldigheidsduur van de gebruiksrechten en indien hij voldoet aan de dekkingsgraad bedoeld in artikel 11 § 2 van dit besluit.</p>
<p>Le candidat qui se voit attribuer le lot unique visé à l'article 25 ne peut demander l'autorisation de l'Institut visée à l'article 19, § 1er, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques pour céder ses droits d'utilisation du lot unique octroyés en vertu de l'arrêté du [DATE] concernant l'accès radioélectrique dans la bande 700 MHz qu'à partir de six ans après le début de la période de validité des droits d'utilisation et s'il respecte le niveau de couverture visé à l'article 12, § 2, de l'arrêté du [DATE] concernant l'accès radioélectrique dans la bande 700 MHz.</p>	<p>De kandidaat die het in artikel 25 bedoelde enige perceel toegewezen krijgt, kan de in artikel 19 § 1 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie bedoelde toestemming van het Instituut om zijn gebruiksrechten van het enige perceel toegekend krachtens het besluit van [DATUM] betreffende radiotoegang in de 700 MHz-band over te dragen, slechts vragen vanaf zes jaar na aanvang van de geldigheidsduur van de gebruiksrechten en indien hij voldoet aan de dekkingsgraad bedoeld in artikel 12 § 2 van het besluit van [DATUM] betreffende radiotoegang in de 700 MHz-band.</p>
<p>Section 5. - Procédure</p>	<p>Afdeling 5. - Procedure</p>
<p>Sous-section 1^{ère}. - Généralités</p>	<p>Onderafdeling 1. – Algemeen</p>
<p>Art. 38. L'Institut détermine le mode de communication entre l'Institut et les candidats durant la procédure d'octroi des droits d'utilisation.</p>	<p>Art. 38. Het Instituut bepaalt de wijze van communicatie tussen het Instituut en de kandidaten tijdens de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten.</p>
<p>Art. 39. Chaque candidat s'abstient de tout comportement ou communication perturbant le bon déroulement de la procédure d'octroi des droits d'utilisation.</p>	<p>Art. 39. Alle kandidaten onthouden zich van elke gedraging of bekendmaking die het goede en ordelijke verloop van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten verstoort.</p>

<p>Art. 40. Chaque candidat s'abstient, sous peine d'exclusion de la candidature, d'échanger des informations confidentielles ainsi que de s'accorder avec d'autres candidats et de tout autre acte pouvant influencer le résultat de la procédure ou qui peut nuire au maintien de la concurrence au cours de la procédure d'octroi des droits d'utilisation.</p>	<p>Art. 40. Alle kandidaten onthouden zich, op straffe van uitsluiting van de kandidatuur, van de uitwisseling van vertrouwelijke informatie en van afspraken met andere kandidaten en van elke andere handeling die de uitkomst van de procedure kan beïnvloeden of die afbreuk kan doen aan de mededinging tijdens de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten.</p>
<p>Art. 41. L'Institut assure le bon ordre du déroulement et l'organisation pratique de la procédure d'octroi des droits d'utilisation. L'Institut peut prendre, à cet effet, toutes les mesures utiles.</p>	<p>Art. 41. Het Instituut staat in voor het ordelijk verloop en de praktische organisatie van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten. Hiertoe kan het Instituut alle nodige maatregelen treffen.</p>
<p>Art. 42. § 1^{er}. L'institut constate les infractions qui donnent lieu à la nullité de l'offre ou à l'exclusion de la procédure d'octroi de droits d'utilisation. L'institut décide de toute façon à l'exclusion du candidat, si le candidat enfreint l'article 40.</p>	<p>Art. 42. § 1. Het Instituut stelt de inbreuken vast die leiden tot nietigheid van het bod of uitsluiting van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten. Het Instituut beslist in elk geval tot uitsluiting van de kandidaat indien de kandidaat een inbreuk maakt op artikel 40.</p>
<p>§ 2. Par ailleurs, dans ce cas, l'Institut dépose également plainte auprès des autorités de la concurrence compétentes et dépose plainte avec constitution de partie civile auprès du juge d'instruction compétent.</p>	<p>§ 2. Bovendien dient het Instituut in dit geval eveneens klacht in bij de bevoegde mededingingsautoriteiten en legt het klacht met burgerlijke partijstelling neer bij de bevoegde onderzoeksrechter.</p>
<p>Art. 43. La procédure d'octroi des droits d'utilisation est composée de:</p>	<p>Art. 43. De procedure tot toekenning van de gebruiksrechten bestaat uit:</p>
<p>1° une mise aux enchères, conformément aux dispositions des articles 44 à 54, des blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1^{er}, à l'exception des blocs de fréquences pour lesquels un candidat détient l'offre régulière la plus élevée conformément à l'article 23, § 1^{er} ou à l'article 36, § 2;</p>	<p>1° een veiling, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 44 tot 54, van de frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, met uitzondering van de frequentieblokken waarvoor een kandidaat het hoogste regelmatige bod heeft uitgebracht overeenkomstig artikel 23, § 1 of artikel 36, § 2;</p>
<p>2° un tour supplémentaire, conformément aux dispositions des articles 55 à 59, pendant lequel les candidats peuvent remettre des offres supplémentaires pour leurs options de placement préférées.</p>	<p>2° een bijkomende ronde, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 55 tot 59, opdat de kandidaten bijkomende biedingen kunnen indienen voor hun voorkeursplaatsen.</p>
<p>Sous-section 2. - Mise aux enchères</p>	<p>Onderafdeling 2. - Veiling</p>

Art. 44. Avant le début de la mise aux enchères, l'Institut communique, aux candidats, les renseignements suivants:	Art. 44. Voor de aanvang van de toewijzing bij opbod brengt het Instituut de kandidaten de volgende informatie ter kennis:
1° toute information pertinente que le candidat doit utiliser pour émettre une offre et prouver que toute communication, qu'il fait dans le cadre de la mise aux enchères, émane de lui;	1° elke relevante informatie die de kandidaat dient te gebruiken om een bod uit te brengen en om te bewijzen dat elke mededeling die hij in het kader van de toewijzing bij opbod doet van hem afkomstig is;
2° le moment du début et de la fin du premier tour;	2° het tijdstip van begin en einde van de eerste ronde;
3° le montant de l'offre minimale et maximale pour chaque bloc de fréquences pour le premier tour;	3° het bedrag van het minimum- en maximumbod voor elk frequentieblok voor de eerste ronde;
4° le cas échéant, les autres renseignements et documents, dont le candidat a besoin pour participer à la mise aux enchères.	4° in voorkomend geval, de overige inlichtingen en documenten die de kandidaat nodig heeft om te kunnen deelnemen aan de toewijzing bij opbod.
Art. 45. § 1^{er}. L'Institut décide quand les tours successifs sont organisés et en informe les candidats.	Art. 45. § 1. Het Instituut beslist wanneer de opeenvolgende rondes worden georganiseerd en brengt de kandidaten daarvan op de hoogte.
Durant chaque tour, chaque candidat, peut notifier à l'Institut:	Tijdens elke ronde kan elke kandidaat aan het Instituut het volgende melden:
1° qu'il émet une ou plusieurs offres, conformément à l'article 46, ou;	1° zijn bod of meerdere biedingen, overeenkomstig artikel 46, of;
2° qu'il recourt à une carte pour passer, conformément à l'article 49, ou;	2° zijn beroep op een paskaart, overeenkomstig artikel 49, of;
3° qu'il se retire de l'enchère, conformément à l'article 50.	3° zijn terugtrekking uit de bieding, overeenkomstig artikel 50.

<p>§ 2. Si un candidat qui peut émettre une offre conformément à l'article 46, ne fait aucune des trois communications visées au paragraphe 1^{er} dans la durée du tour déterminée par l'Institut, il sera réputé avoir utilisé une carte pour passer si le candidat concerné a encore des cartes pour passer, conformément à l'article 49. Si le candidat n'a plus de cartes pour passer et qu'il ne détient l'offre régulière la plus élevée pour aucun bloc de fréquences, il sera réputé s'être retiré de la mise aux enchères visée à l'article 43, 1^o.</p>	<p>§ 2. Indien een kandidaat die overeenkomstig artikel 46 een bod kan uitbrengen, geen van de drie in de eerste paragraaf vermelde mededelingen doet tijdens de door het Instituut vastgelegde duur van de ronde, dan zal worden aangenomen dat hij gebruik heeft gemaakt van een paskaart indien de betrokken kandidaat nog paskaarten heeft, overeenkomstig artikel 49. Indien de kandidaat geen paskaarten meer heeft en voor geen enkel frequentieblok over het hoogste regelmatige bod beschikt, dan zal worden aangenomen dat hij zich heeft teruggetrokken uit de in artikel 43, 1^o bedoelde veiling.</p>
<p>Art. 46. § 1^{er}. Le candidat émet son offre de la manière indiquée par l'Institut dans la durée fixée pour chaque tour.</p>	<p>Art. 46. § 1. De kandidaat brengt zijn bod uit op de door het Instituut aangegeven wijze en binnen de vastgelegde duur van elke ronde.</p>
<p>§ 2. L'offre identifie un bloc de fréquences déterminé.</p>	<p>§ 2. Het bod identificeert één enkel, welbepaald frequentieblok.</p>
<p>§ 3. L'Institut fixe le montant de l'offre minimale et maximale pour chaque bloc de fréquences pour les tours successifs en tenant compte des principes suivants:</p>	<p>§ 3. Het Instituut stelt het bedrag van het minimum- en maximumbod voor elk frequentieblok vast voor de opeenvolgende ronden op basis van de volgende principes:</p>
<p>1^o le montant de l'offre minimale pour un bloc de fréquence donné est égale au montant de l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences, augmenté d'un pourcentage entre 0 et 10% ;</p>	<p>1^o het bedrag van het minimumbod voor een gegeven frequentieblok is gelijk aan het bedrag van het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok, vermeerderd met een percentage tussen 0 en 10%;</p>
<p>2^o le montant de l'offre maximale pour un bloc de fréquence donné est égale au montant de l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences, augmentée d'un pourcentage entre 0 et 50%.</p>	<p>2^o het bedrag van het maximumbod voor een gegeven frequentieblok is gelijk aan het bedrag van het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok, vermeerderd met een percentage tussen 0 en 50%.</p>
<p>§ 4. Le montant de chaque offre pour un bloc de fréquence consiste en un nombre entier multiple de 10.000 euros.</p>	<p>§ 4. Het bedrag van elk bod voor een frequentieblok bestaat uit een bedrag dat een heel veelvoud is van 10.000 euro.</p>
<p>§ 5. Le montant de l'offre minimale au premier tour est déterminé conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p>	<p>§ 5. Het bedrag van het minimumbod in de eerste ronde wordt vastgelegd in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p>

<p>§ 6. Un candidat ne peut pas émettre d'offre pour un bloc de fréquences pour lequel il détient l'offre régulière la plus élevée.</p>	<p>§ 6. Een kandidaat mag geen bod uitbrengen voor een frequentieblok waarvoor hij het hoogste regelmatige bod heeft.</p>
<p>§ 7. L'ensemble des offres d'un candidat doit être en conformité avec les restrictions imposées par l'article 4, § 3.</p>	<p>§ 7. Het geheel van de biedingen van een kandidaat moet conform de beperkingen opgelegd in artikel 4, § 3, zijn.</p>
<p>§ 8. Un candidat restreint ne peut émettre des offres que pour les blocs mentionnés à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o.</p>	<p>§ 8. Een beperkte kandidaat mag enkel bieden op de blokken die vermeld zijn in artikel 4, § 1, eerste lid, 2^o.</p>
<p>§ 9. L'Institut fixe les règles relatives à l'activité des candidats.</p>	<p>§ 9. Het Instituut legt de regels vast in verband met de activiteit van de kandidaten.</p>
<p>Art. 47. Chaque candidat est lié inconditionnellement et irrévocablement à son offre jusqu'à ce qu'un autre candidat ait fait une offre régulière supérieure pour le bloc de fréquences.</p>	<p>Art. 47. Elke kandidaat is onvoorwaardelijk en onherroepelijk aan zijn bod gebonden tot een andere kandidaat een hoger regelmatig bod uitbrengt voor het frequentieblok.</p>
<p>Art. 48. Au plus tard au moment où le montant total pour l'ensemble des offres faites par le candidat dépasse un nombre multiple de 50 millions d'euros et à partir de 150 millions d'euros, le candidat augmente, à chaque fois, sa garantie par un versement de 2,5 millions d'euros.</p>	<p>Art. 48. Uiterlijk op het ogenblik waarop het totale bedrag voor alle biedingen die door de kandidaat zijn gedaan, een veelvoud van 50 miljoen euro overschrijdt en vanaf 150 miljoen euro verhoogt de kandidaat telkens zijn waarborg met een storting van 2,5 miljoen euro.</p>
<p>La preuve de l'augmentation de la garantie parvient à l'Institut avant que le candidat émette l'offre qui donne lieu à l'augmentation de la garantie. Une offre émise sans augmentation, telle que requise de la garantie, est nulle.</p>	<p>Het bewijs van de verhoging van de waarborg komt bij het Instituut toe voor het ogenblik waarop de kandidaat het bod uitbrengt dat aanleiding geeft tot de verhoging van de waarborg. Een bod uitgebracht zonder de vereiste verhoging van de waarborg is nietig.</p>
<p>Art. 49. Chaque candidat peut recourir à une carte pour passer comme alternative à une offre ou à un retrait. Un candidat ne peut passer son tour au total qu'au maximum deux fois durant la mise aux enchères visée à l'article 43, 1^o.</p>	<p>Art. 49. Elke kandidaat mag een beroep doen op een paskaart als alternatief voor een bod of een terugtrekking. Een kandidaat mag in totaal maximaal tweemaal passen tijdens de in artikel 43, 1^o, bedoelde veiling.</p>
<p>Art. 50. Chaque candidat, à l'exception des candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences visé à l'article 43, 1^o, peut se retirer de la mise aux enchères. Ce retrait ne concerne que la la mise aux enchères visée à l'article 43, 1^o. Ce retrait est définitif et irrévocable.</p>	<p>Art. 50. Elke kandidaat, met uitzondering van de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok, bedoeld in artikel 43, 1^o, mag zich uit de toewijzing bij opbod terugtrekken. Deze terugtrekking betreft enkel de in artikel 43, 1^o, bedoelde veiling. Deze terugtrekking is definitief en onherroepelijk.</p>

Art. 51. Si, dans un tour, deux ou plusieurs candidats émettent la même offre pour un bloc de fréquences donné, l'Institut détermine, par tirage au sort, l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences.	Art. 51. Indien in een ronde twee of meer kandidaten hetzelfde bod uitbrengen op een gegeven frequentieblok, dan bepaalt het Instituut via loting het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok.
Art. 52. Après chaque tour, l'Institut communique, aux candidats restants, les informations suivantes:	Art. 52. Na elke ronde brengt het Instituut de overblijvende kandidaten de volgende informatie ter kennis:
1° le montant de l'offre régulière la plus élevée ainsi que l'identité fictive du candidat détenant cette offre pour chaque bloc de fréquences;	1° het bedrag van het hoogste regelmatige bod alsook de fictieve identiteit van de kandidaat die het heeft uitgebracht voor elk frequentieblok;
2° le moment du début et de la fin du tour suivant;	2° het tijdstip van begin en einde van de volgende ronde;
3° le montant de l'offre minimale et maximale pour chaque bloc de fréquences pour le tour suivant.	3° het bedrag van het minimum- en maximumbod voor elk frequentieblok voor de volgende ronde.
Art. 53. Le dernier tour est le tour à la fin duquel aucun candidat n'informe l'Institut d'une offre ou de son recours à une carte pour passer.	Art. 53. De laatste ronde is de ronde waarbij op het einde geen enkele kandidaat het Instituut in kennis stelt van een bod of zijn beroep op een paskaart.
Art. 54. A l'issue du dernier tour visé à l'article 53, l'Institut détermine l'offre régulière la plus élevée pour chaque bloc de fréquences et communique, pour chaque bloc de fréquences, aux candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences, le montant de l'offre régulière la plus élevée ainsi que le candidat détenant cette offre.	Art. 54. Na afloop van de laatste ronde, bedoeld in artikel 53 stelt het Instituut het hoogste regelmatige bod vast per frequentieblok en deelt het voor elk frequentieblok aan de kandidaten die het hoogste regelmatig bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok mee wat het bedrag van het hoogste regelmatige bod is alsook welke kandidaat dat bod heeft uitgebracht.
Sous-section 3. - Positionnement	Onderafdeling 3. – Positie
Art. 55. L'ensemble des candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences peuvent, dans un délai déterminé par l'Institut, communiquer à l'Institut une proposition commune pour le positionnement des différents blocs de fréquences.	Art. 55. Alle kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok mogen binnen een door het Instituut vastgestelde termijn, aan het Instituut een gemeenschappelijk voorstel meedelen voor de positie van de verschillende frequentieblokken.

Si l'Institut accepte la proposition commune, le tour supplémentaire visé aux articles 56 à 59 ne se tient pas.	Indien het Instituut het gemeenschappelijke voorstel aanvaardt, wordt de bijkomende ronde bedoeld in de artikelen 56 tot 59 niet gehouden.
Art. 56. § 1^{er}. Pour chaque paire de bandes de fréquences appariées, l'Institut établit une liste exhaustive d'options de positionnement des différents blocs de fréquences dans les bandes de fréquences appariées.	Art. 56. § 1. Voor elk paar van gepaarde frequentiebanden stelt het Instituut een exhaustieve lijst op van opties voor de positionering van de verschillende frequentieblokken in de gepaarde frequentiebanden.
§ 2. Toutes les options doivent respecter les critères suivants:	§ 2. Alle opties moeten voldoen aan de volgende criteria:
1° tous les blocs pour lesquels un candidat donné a émis l'offre régulière la plus élevée sont positionnés de manière contigüe;	1° alle blokken waarvoor een gegeven kandidaat het hoogste regelmatige bod heeft uitgebracht worden aaneengrenzend geplaatst;
2° les blocs pour lesquels aucune offre régulière n'a été émise sont positionnés dans la partie inférieure des bandes de fréquences appariées.	2° de blokken waarvoor geen enkel regelmatig bod werd uitgebracht worden in het laagste deel van de gepaarde frequentiebanden geplaatst.
Art. 57. L'Institut communique aux candidats qui ont émis l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences, les renseignements suivants:	Art. 57. Het Instituut deelt de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok de volgende inlichtingen mee:
1° la liste des options de positionnement des différents blocs de fréquences, pour chaque paire de bandes de fréquences appariées;	1° de lijst van opties voor de positionering van de verschillende frequentieblokken, voor elk paar van gepaarde frequentiebanden;
2° le moment du début et de la fin du tour supplémentaire, pendant lequel les candidats peuvent remettre leurs offres supplémentaires relatives au positionnement des blocs de fréquences.	2° het moment van het begin en het einde van de bijkomende ronde, tijdens welke de kandidaten hun bijkomende biedingen met betrekking tot de positionering van de frequentieblokken kunnen doen.
Art. 58. § 1^{er}. Durant le tour supplémentaire chaque candidat peut remettre une ou plusieurs offres supplémentaires pour chaque paire de bandes de fréquences appariées, conformément au § 2.	Art. 58. § 1. Tijdens de bijkomende ronde kan elke kandidaat een of meer bijkomende biedingen doen voor elk paar van gepaarde frequentiebanden, conform § 2.
§ 2. Chaque offre supplémentaire identifie une option déterminée.	§ 2. Elk bijkomend bod identificeert een bepaalde optie.
Le montant de l'offre peut être nul et n'est pas limité.	Het bedrag van het bod mag nul zijn en is niet beperkt.

Art. 59. § 1^{er}. A l'issue du tour supplémentaire, l'Institut calcule pour chaque option, la somme des offres supplémentaires émises pour cette option.	Art. 59. § 1. Na de bijkomende ronde berekent het Instituut voor elke optie de som van de bijkomende biedingen uitgebracht voor deze optie.
§ 2. Pour chaque paire de bandes de fréquences appariées, l'option choisie est celle pour laquelle la somme des offres supplémentaires émises est la plus élevée.	§ 2. Voor elk paar van gepaarde frequentiebanden is de gekozen optie deze waarvoor de som van de uitgebrachte bijkomende biedingen de grootste is.
Si deux ou plusieurs options ont la même somme des offres supplémentaires émises la plus élevée, l'Institut détermine par tirage au sort l'option choisie.	Indien een of meer opties dezelfde grootste som van de uitgebrachte bijkomende biedingen hebben, bepaalt het Instituut via loting de gekozen optie.
Section 6. - Octroi des droits d'utilisation	Afdeling 6 - Toekenning van de gebruiksrechten
Art. 60. § 1^{er}. L'Institut octroie des droits d'utilisation aux candidats qui ont émis l'offre régulière la plus élevée pour les différents blocs de fréquences.	Art. 60. § 1. Het Instituut kent gebruiksrechten toe aan de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor de verschillende frequentieblokken.
§ 2. L'Institut fixe la date de début de validité des droits d'utilisation.	§ 2. Het Instituut bepaalt de datum van aanvang van de geldigheidsduur van de gebruiksrechten.
§ 3. L'Institut notifie, à tout candidat, le solde à payer en même temps que ses droits d'utilisation.	§ 3. Het Instituut deelt elke kandidaat samen met zijn gebruiksrechten het te betalen saldo mee.
Le montant total de la redevance unique est égal à la somme des montants des offres régulières les plus élevées émises par le candidat et des montants des offres supplémentaires émises par le candidat relatives aux options de positionnement choisies.	Het totale bedrag van de enige heffing is gelijk aan de som van de bedragen van de hoogste regelmatige biedingen uitgebracht door de kandidaat en de bedragen van de bijkomende biedingen uitgebracht door de kandidaat met betrekking tot de gekozen opties voor de positionering.
L'Institut publie une communication au Moniteur belge permettant à chacun de connaître la date fixée par l'Institut conformément au § 2.	Het Instituut maakt in het Belgisch Staatsblad een mededeling bekend, aan de hand waarvan iedereen kennis kan nemen van de datum vastgelegd door het Instituut conform § 2.

<p>§ 4. La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats à qui n'est pas octroyé des droits d'utilisation, est reversée sur leur compte, déclaré conformément à l'article 16, § 1^{er}, 7^o.</p>	<p>§ 4. De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de kandidaten waaraan geen gebruiksrechten worden toegekend, wordt op hun rekening teruggestort, overeenkomstig artikel 16, § 1, 7^o.</p>
<p>§ 5. En dérogation au § 4, la garantie n'est pas reversée:</p>	<p>§ 5. In afwijking van § 4 wordt de waarborg niet teruggestort:</p>
<p>1^o aux candidats restreints n'ayant émis aucune offre conformément à l'article 46;</p>	<p>1^o aan de beperkte kandidaten die geen enkel bod hebben uitgebracht in overeenstemming met artikel 46;</p>
<p>2^o aux candidats complets qui:</p>	<p>2^o aan de volledige kandidaten die:</p>
<p>a) n'ont émis aucune offre conformément aux l'article 28 ou 46 pour d'autres blocs de fréquences que ceux mentionnés à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o; et</p>	<p>a) geen bod hebben uitgebracht overeenkomstig artikel 28 of 46 voor andere frequentieblokken dan diegene die vermeld zijn in artikel 4, § 1, eerste lid, 2^o; en</p>
<p>b) ne se sont pas vus octroyer automatiquement des blocs de fréquences conformément aux dispositions des articles 21 et 22.</p>	<p>b) niet automatisch frequentieblokken toegewezen gekregen hebben overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 21 en 22.</p>
<p>Art. 61. Les conditions d'utilisation des droits d'utilisation définies par l'arrêté royal du [DATE] concernant l'accès radioélectrique dans la bande 700 MHz, s'appliquent au bloc de fréquences mentionné à l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté royal du [DATE] concernant l'accès radioélectrique dans la bande 700 MHz, octroyé conformément à l'article 60, § 1^{er} du présent arrêté.</p>	<p>Art. 61. De in het koninklijk besluit van [DATUM] betreffende radiotoegang in de 700 MHz-band, vastgestelde gebruiksvoorwaarden van de gebruiksrechten zijn van toepassing op het frequentieblok waarvan sprake in artikel 4, § 1, van het koninklijk besluit van [DATUM] betreffende radiotoegang in de 700 MHz-band, dat verleend wordt overeenkomstig artikel 60, § 1, van dit besluit.</p>
<p>Art. 62. Les modalités de paiement sont conformes à l'article 30 de la loi de 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p>	<p>Art. 62. De betalingsmodaliteiten zijn in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p>
<p>Le non-paiement, le paiement tardif ou incomplet du solde de la redevance unique entraîne la déchéance de plein droit des droits d'utilisation. L'opérateur d'accès radioélectrique déclaré déchu des droits d'utilisation est exclu de toute candidature au sens de l'article 13.</p>	<p>Niet-betaling of laattijdige of onvolledige betaling van het saldo van de enige heffing houdt het verval van rechtswege van de gebruiksrechten in. De radiotoegangsoperator van wie de gebruiksrechten vervallen zijn verklaard, wordt uitgesloten van iedere kandidatuur in de zin van artikel 13.</p>

CHAPITRE 9. - Dispositions modificatrices et abrogatoires	HOOFDSTUK 9. - Wijzigings- en opheffingsbepalingen
<p>Art. 63. L'article 8, § 2 de l'arrête royal du 7 mars 2007 relatif à la notification des services et des réseaux de communications électroniques, modifié par l'arrête royal du 6 juin 2013, est abrogé.</p>	<p>Art. 63. Artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit van 7 maart 2007 betreffende de kennisgeving van elektronische-communicatiediensten en -netwerken, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 juni 2013, wordt opgeheven.</p>
<p>Art. 64. L'article 7, § 2, de l'arrête royal du 24 mars 2009 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz est abrogé.</p>	<p>Art. 64. Artikel 7, § 2, van het koninklijk besluit van 24 maart 2009 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 3410-3500 / 3510-3600 MHz en 10150-10300 / 10500-10650 MHz wordt opgeheven.</p>
<p>Art. 65. L'article 8, § 2, du même arrête, est complété par deux alinéas rédigés comme suit:</p>	<p>Art. 65. Artikel 8, § 2, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met twee leden, luidende:</p>
<p>"Si des droits d'utilisation pour des fréquences prennent fin, la redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences est due jusqu'au mois durant lequel les droits d'utilisation prennent fin.</p>	<p>"Indien de gebruiksrechten voor frequenties verstrijken, is het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling voor de frequenties verschuldigd tot de maand waarin de gebruiksrechten verstrijken.</p>
<p>Pour l'application des dispositions des deux alinéas précédents, tout mois incomplet est compté comme un mois entier."</p>	<p>Voor de toepassing van de bepalingen van de twee voorgaande leden moet elke onvolledige maand voor een volle maand worden aangerekend."</p>
<p>Art. 66. Dans l'article 4, § 6, alinéa 1^{er}, de l'arrête royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz, les mots "par rapport à un opérateur d'accès radioélectrique" sont insérés entre les mots "groupe pertinent" et les mots "ne peut détenir".</p>	<p>Art. 66. In artikel 4, § 6, eerste lid, van het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz worden de woorden "ten opzichte van een radiotoegangsoperator" ingevoegd tussen de woorden "relevante groep" en de woorden "kan niet meer".</p>
<p>Art. 67. Dans le même arrête, il est inséré un article 6/1 rédigé comme suit:</p>	<p>Art. 67. In hetzelfde besluit, wordt een artikel 6/1 ingevoegd, luidende:</p>

<p>"Art. 6/1. § 1^{er}. L'Institut peut autoriser des opérateurs d'accès radioélectrique à partager des droits d'utilisation pour des fréquences, à la condition qu'une telle utilisation partagée ne porte pas préjudice à la concurrence entre les opérateurs d'accès radioélectrique participants et les autres opérateurs d'accès radioélectrique.</p>	<p>"Art. 6/1. § 1. Het Instituut kan radiotoegangsoperatoren toestaan om gebruiksrechten voor frequenties te delen, op voorwaarde dat een dergelijk gedeeld gebruik de concurrentie tussen de deelnemende radiotoegangsoperatoren en de andere radiotoegangsoperatoren niet schaadt.</p>
<p>§ 2. Les opérateurs d'accès radioélectrique qui souhaitent partager des droits d'utilisation pour des fréquences introduisent à cet effet une demande auprès de l'Institut.</p>	<p>§ 2. De radiotoegangsoperatoren die gebruiksrechten voor frequenties wensen te delen, dienen daartoe een verzoek in bij het Instituut.</p>
<p>La demande contient au minimum les renseignements suivants:</p>	<p>De aanvraag bevat ten minste de volgende inlichtingen:</p>
<p>1° les fréquences concernées;</p>	<p>1° de frequenties die betrokken zouden zijn;</p>
<p>2° les zones géographiques concernées;</p>	<p>2° de geografische zones die betrokken zouden zijn;</p>
<p>3° les modalités techniques du partage.</p>	<p>3° de technische voorwaarden voor het delen .</p>
<p>L'Institut peut demander dans les six semaines de la réception des informations visées à l'alinéa 2 toutes les informations supplémentaires dont il a besoin pour marquer ou non son accord sur le partage des droits d'utilisation pour des fréquences.</p>	<p>Het Instituut kan binnen de zes weken na ontvangst van de in het tweede lid bedoelde informatie alle bijkomende inlichtingen vragen die het nodig heeft om al dan niet met het delen van de gebruiksrechten voor frequenties in te stemmen.</p>
<p>Si l'Institut n'a pas demandé d'informations supplémentaires, il communique sa décision dans les quatre mois qui suivent la réception des informations visées à l'alinéa 2.</p>	<p>Indien het Instituut geen bijkomende inlichtingen gevraagd heeft, deelt het zijn beslissing mee binnen vier maanden na ontvangst van de informatie bedoeld in het tweede lid.</p>
<p>Si l'Institut a demandé des informations supplémentaires, il communique sa décision dans les quatre mois qui suivent la réception de celles-ci.</p>	<p>Indien het Instituut bijkomende inlichtingen gevraagd heeft, deelt het zijn beslissing mee binnen vier maanden na de ontvangst daarvan.</p>
<p>§ 3. Chaque opérateur d'accès radioélectrique, qui partage ses droits d'utilisation pour des fréquences reste responsable du respect des conditions d'utilisation des droits d'utilisation pour les fréquences qui lui ont été octroyées.</p>	<p>§ 3. Elke radiotoegangsoperator die zijn gebruiksrechten voor frequenties deelt, blijft verantwoordelijk voor de naleving van de gebruiksvoorwaarden van de gebruiksrechten voor de frequenties die hem zijn toegewezen.</p>

<p>§ 4. Tout partage des droits d'utilisation pour des fréquences est communiqué à l'Institut par les opérateurs d'accès radioélectrique concernés, avec une copie de la convention de partage des droits d'utilisation pour des fréquences. La résiliation de la convention doit également être communiquée à l'Institut par les opérateurs concernés. L'Institut publie le partage des droits d'utilisation pour des fréquences sur son site Internet."</p>	<p>§ 4. Elk delen van gebruiksrechten voor frequenties, wordt door de betrokken radiotoegangsoperatoren meegedeeld aan het Instituut, samen met een kopie van de overeenkomst tot delen van gebruiksrechten voor frequenties. Ook de beëindiging van die overeenkomst wordt door de betrokken operatoren meegedeeld aan het Instituut. Het Instituut maakt het delen van gebruiksrechten voor frequenties bekend op zijn website."</p>
<p>Art. 68. Dans l'article 7, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:</p>	<p>Art. 68. In artikel 7, § 2, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:</p>
<p>1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "en service" sont remplacés par le mot "attribuées";</p>	<p>1° in het eerste lid worden de woorden "in dienst zijnde" vervangen door het woord "toegewezen";</p>
<p>2° dans l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées:</p>	<p>2° in het tweede lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:</p>
<p>a) les mots "la mise en service de" sont remplacés par les mots "le début de la période de validité des droits d'utilisation pour";</p>	<p>a) de woorden "de ingebruikneming van" worden vervangen door de woorden "de aanvang van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten voor";</p>
<p>b) le mot "mois" est remplacé par le mot "jours";</p>	<p>b) het woord "maanden" wordt vervangen door het woord "dagen";</p>
<p>3° le dernier alinéa est abrogé;</p>	<p>3° het laatste lid wordt opgeheven;</p>
<p>4° le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :</p>	<p>4° de paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidende:</p>
<p>« Si des droits d'utilisation pour des fréquences prennent fin, la redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences est due jusqu'au jour auquel les droits d'utilisation prennent fin. »</p>	<p>"Indien gebruiksrechten voor frequenties verstrijken is het jaarlijks recht voor de beschikbaarstelling van frequenties verschuldigd tot de dag waarop de gebruiksrechten verstrijken."</p>
<p>Art. 69. Dans l'article 16, du même arrêté, les mots "par rapport à un candidat" sont insérés entre les mots "groupe pertinent" et les mots "un seul".</p>	<p>Art. 69. In artikel 16, van hetzelfde besluit worden de woorden "ten opzichte van een kandidaat" ingevoegd tussen de woorden "relevante groep" en de woorden "wordt slechts".</p>

<p>Art. 70. Dans l'article 4, § 3, de l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz, les mots "par rapport à un opérateur 800 MHz" sont insérés entre les mots "groupe pertinent" et les mots "ne peut détenir".</p>	<p>Art. 70. In artikel 4, § 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz worden de woorden "ten opzichte van een 800 MHz-operator" ingevoegd tussen de woorden "relevante groep" en de woorden "kan niet meer".</p>
<p>Art. 71. L'article 6, § 2, du même arrêté est abrogé.</p>	<p>Art. 71. Artikel 6, § 2, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.</p>
<p>Art. 72. Dans le même arrêté, il est inséré un article 6/1 rédigé comme suit:</p>	<p>Art. 72. In hetzelfde besluit, wordt een artikel 6/1 ingevoegd, luidende:</p>
<p>"Art. 6/1. § 1^{er}. L'Institut peut autoriser des opérateurs 800 MHz à partager des droits d'utilisation pour des fréquences, à la condition qu'une telle utilisation partagée ne porte pas préjudice à la concurrence entre les opérateurs 800 MHz participants et les autres opérateurs 800 MHz.</p>	<p>"Art. 6/1. § 1. Het Instituut kan 800 MHz-operatoren toestaan om gebruiksrechten voor frequenties te delen, op voorwaarde dat een dergelijk gedeeld gebruik de concurrentie tussen de deelnemende 800 MHz-operatoren en de andere 800 MHz-operatoren niet schaadt.</p>
<p>§ 2. Les opérateurs 800 MHz qui souhaitent partager des droits d'utilisation pour des fréquences introduisent à cet effet une demande auprès de l'Institut.</p>	<p>§ 2. De 800 MHz-operatoren die gebruiksrechten voor frequenties wensen te delen, dienen daartoe een verzoek in bij het Instituut.</p>
<p>La demande contient au minimum les renseignements suivants:</p>	<p>De aanvraag bevat ten minste de volgende inlichtingen:</p>
<p>1° les fréquences concernées;</p>	<p>1° de frequenties die betrokken zouden zijn;</p>
<p>2° les zones géographiques concernées;</p>	<p>2° de geografische zones die betrokken zouden zijn;</p>
<p>3° les modalités techniques du partage.</p>	<p>3° de technische voorwaarden voor het delen</p>
<p>L'Institut peut demander dans les six semaines de la réception des informations visées à l'alinéa 2 toutes les informations supplémentaires dont il a besoin pour marquer ou non son accord sur le partage des droits d'utilisation pour des fréquences.</p>	<p>Het Instituut kan binnen de zes weken na ontvangst van de in het tweede lid bedoelde informatie alle bijkomende inlichtingen vragen die het nodig heeft om al dan niet met het delen van de gebruiksrechten voor frequenties in te stemmen.</p>
<p>Si l'Institut n'a pas demandé d'informations supplémentaires, il communique sa décision dans les quatre mois qui suivent la réception des informations visées à l'alinéa 2.</p>	<p>Indien het Instituut geen bijkomende inlichtingen gevraagd heeft, deelt het zijn beslissing mee binnen vier maanden na ontvangst van de informatie bedoeld in het tweede lid.</p>

Si l'Institut a demandé des informations supplémentaires, il communique sa décision dans les quatre mois qui suivent la réception de celles-ci.	Indien het Instituut bijkomende inlichtingen gevraagd heeft, deelt het zijn beslissing mee binnen vier maanden na de ontvangst daarvan.
§ 3. Chaque opérateur 800 MHz, qui partage ses droits d'utilisation pour des fréquences reste responsable du respect des conditions d'utilisation des droits d'utilisation pour les fréquences qui lui ont été octroyées.	§ 3. Elke 800 MHz-operator die zijn gebruiksrechten voor frequenties deelt, blijft verantwoordelijk voor de naleving van de gebruiksvoorwaarden van de gebruiksrechten voor de frequenties die hem zijn toegewezen.
§ 4. Tout partage des droits d'utilisation pour des fréquences est communiqué à l'Institut par les opérateurs 800 MHz concernés, avec une copie de la convention de partage des droits d'utilisation pour des fréquences. La résiliation de la convention doit également être communiquée à l'Institut par les opérateurs concernés. L'Institut publie le partage des droits d'utilisation pour des fréquences sur son site Internet."	§ 4. Elk delen van gebruiksrechten voor frequenties, wordt door de betrokken 800 MHz-operatoren meegedeeld aan het Instituut, samen met een kopie van de overeenkomst tot delen van gebruiksrechten voor frequenties. Ook de beëindiging van die overeenkomst wordt door de betrokken operatoren meegedeeld aan het Instituut. Het Instituut maakt het delen van gebruiksrechten voor frequenties bekend op zijn website."
Art. 73, § 1^{er}. L'article 7, § 1 ^{er} du même arrêté est abrogé.	Art. 73, § 1. Artikel 7, § 1, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.
§ 2. Dans l'article 7, § 3, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:	§ 2. In artikel 7, § 3, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° dans l'alinéa 1 ^{er} , les modifications suivantes sont apportées:	1° in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:
a) les mots "la redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation et" sont abrogés;	a) de woorden "het jaarlijkse recht voor het beheer van de gebruiksrechten en" opgeheven;
b) les mots "en service" sont remplacés par le mot "attribuées" ;	b) de woorden "in gebruik" worden vervangen door het woord "toegewezen";
2° l'alinéa 2 est abrogé;	2° het tweede lid wordt opgeheven;
3° dans l'alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées:	3° in het vroegere derde lid, dat het tweede lid wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht:
a) les mots "la mise en service de" sont remplacés par les mots "le début de la période de validité des droits d'utilisation pour";	a) de woorden "de ingebruikneming van" worden vervangen door de woorden "de aanvang van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten voor";

b) le mot "mois" est remplacé par le mot "jours";	b) het woord "maanden" wordt vervangen door het woord "dagen";
4° l'alinéa 4 ancien est abrogé;	4° het vroegere vierde lid wordt opgeheven;
5° l'alinéa 5 ancien est abrogé;	5° het vroegere vijfde lid wordt opgeheven;
6° le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :	6° de paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidende:
« Si des droits d'utilisation pour des fréquences prennent fin, la redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences est due jusqu'au jour auquel les droits d'utilisation prennent fin. »	"Indien gebruiksrechten voor frequenties verstrijken is het jaarlijks recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties verschuldigd tot de dag waarop de gebruiksrechten verstrijken."
Art. 74 Dans l'article 11, § 7, du même arrêté, les 1° à 5° sont remplacés par les mots "de l'article 18 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques".	Art. 74. In artikel 11, § 7, van hetzelfde besluit worden de bepalingen onder 1° tot 5° vervangen door de woorden "van artikel 18 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie".
Art. 75. Dans l'article 18 du même arrêté, les mots "par rapport à un candidat" sont insérés entre les mots "groupe pertinent" et les mots "un seul".	Art. 75. In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de woorden "ten opzichte van een kandidaat" ingevoegd tussen de woorden "relevante groep" en de woorden "dan wordt".
Art. 76. L'annexe 1 du même arrêté est abrogée.	Art. 76. Bijlage 1 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.
Art. 77. Sont abrogés:	Art. 77. Opgeheven worden:
1° l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, modifié par les arrêtés royaux du 24 octobre 1997, 10 décembre 1997, 27 octobre 2000, la loi du 2 janvier 2001, les arrêtés royaux du 10 octobre 2002, 2 février 2005, 2 février 2007, 22 décembre 2010 et 10 avril 2014;	1° het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilfoonnetten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 oktober 1997, 10 december 1997, 27 oktober 2000, de wet van 2 januari 2001, de koninklijke besluiten van 10 oktober 2002, 2 februari 2005, 2 februari 2007, 22 december 2010 en 10 april 2014;
2° l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800, modifié par l'arrêté royal du 27 octobre 2000, la loi du 2 janvier 2001, les arrêtés royaux du 10 octobre 2002, 2 février 2005, 2 février 2007, 22 décembre 2010, 10 avril 2014 et la loi du 10 août 2015;	2° het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en exploiteren van DCS1800-mobilfoonnetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 oktober 2000, de wet van 2 januari 2001, de koninklijke besluiten van 10 oktober 2002, 2 februari 2005, 2 februari 2007, 22 december 2010, 10 april 2014 en de wet van 10 augustus 2015;

3° l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisation pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération, modifié par l'arrêté ministériel du 13 mars 2002, les arrêtés royaux du 10 octobre 2002, 28 mars 2007 et 22 décembre 2010.	3° het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 13 maart 2002, de koninklijke besluiten van 10 oktober 2002, 28 maart 2007 en 22 december 2010.
CHAPITRE 10. – Dispositions transitoires	HOOFDSTUK 10. - Overgangsbepalingen
Art. 78. Les dispositions de l'article 8 du présent arrêté s'appliquent à compter de la date fixée par l'Institut conformément à l'article 60, § 2, aux droits d'utilisation accordés en vertu de:	Art. 78. De bepalingen van artikel 8 van dit besluit zijn vanaf de datum vastgelegd door het Instituut conform artikel 60, § 2, van toepassing op de gebruiksrechten die verleend zijn krachtens:
1° l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, en dérogation à l'article 15 du même arrêté;	1° het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en de exploitatie van GSM-mobilofonienetten, in afwijking van artikel 15 van hetzelfde besluit;
2° l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800, en dérogation à l'article 16 du même arrêté;	2° het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS1800-mobilofonienetten, in afwijking van artikel 16 van hetzelfde besluit;
3° l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisation pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération en dérogation aux articles 11 et 24 du même arrêté.	3° het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie, in afwijking van de artikelen 11 en 24 van hetzelfde besluit.
CHAPITRE 11. - Dispositions finales	HOOFDSTUK 11. - Slotbepalingen
Art. 79. Les articles 63, 68 et 73, entrent en vigueur le 1 ^{er} janvier suivant la publication du présent arrêté au Moniteur belge.	Art. 79. De artikelen 63, 68 en 73, treden in werking op 1 januari volgend op de bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad.
Art. 80. L'article 77 entre en vigueur à la date fixée par l'Institut conformément à l'article 60, § 2.	Art. 80. Artikel 77 treedt in werking op de datum vastgelegd door het Instituut conform artikel 60, § 2.
Art. 81. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.	Art. 81. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Donné	Gegeven te
Par le roi:	Van Koningswege:
La Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

Annexe 2 - Projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 700 MHz

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
... - Arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 700 MHz	... - Koninklijk besluit betreffende radiotoegang in de frequentieband 700 MHz
RAPPORT AU ROI	VERSLAG AAN DE KONING
Sire,	Sire,
Généralité	Algemeen
Le présent arrêté définit les conditions d'obtention et d'utilisation des droits d'utilisation attribués aux opérateurs mobiles dans la bande de fréquences 694-790 MHz, également appelée "bande 700 MHz".	Dit besluit bepaalt de voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van de gebruiksrechten die worden toegekend aan de mobiele operatoren in de frequentieband 694-790 MHz, de zogenaamde '700 MHz-band'.
A l'instar de la bande 800 MHz, cette bande de fréquences constitue une partie de ce qu'on appelle le dividende numérique. Suite au passage de la télévision analogique à la télévision numérique, un nombre bien plus grand de programmes TV peut être planifié dans le même spectre. Pour une offre qui reste identique, une bande considérable est ainsi libérée; celle-ci constitue un "dividende".	Net zoals de 800 MHz-band, maakt deze frequentieband deel uit van het zogenoemde digitale dividend. Door de overgang van analoge televisie naar digitale televisie kan een veel groter aantal tv-programma's gepland worden in hetzelfde spectrum. Zo wordt, voor een aanbod dat identiek blijft, een aanzienlijke band vrijgemaakt; deze vormt een "dividend".
La bande 700 MHz fait partie de la bande 470-862 MHz qui a fait l'objet en 2006 d'une planification pour la télévision numérique par une conférence régionale de planification de l'Union internationale des télécommunications (UIT). Suite aux décisions des Conférences mondiales des radiocommunications de 2012 et 2015, la bande 700 MHz a été désignée, en Europe, comme future bande pour la fourniture de services de communications électroniques à haut débit sans fil.	De 700 MHz-band maakt deel uit van de 470-862 MHz-band die in 2006 werd ingepland voor digitale televisie door een regionale planningsconferentie van de Internationale Telecommunicatie Unie (ITU). Naar aanleiding van de besluiten van de wereldradioconferenties van 2012 en 2015 werd de 700 MHz-band in Europa aangeduid als toekomstige band voor de verstrekking van draadloze elektronische breedbandcommunicatiediensten.

<p>La planification stratégique et l'harmonisation de l'utilisation du spectre au niveau de l'Union devraient renforcer le marché intérieur des services et équipements de communications électroniques sans fil ainsi que les autres politiques de l'Union nécessitant l'utilisation du spectre, en créant de nouvelles opportunités dans le domaine de l'innovation et de la création d'emplois et en contribuant, en même temps, à la reprise économique et à l'intégration sociale dans l'ensemble de l'Union, tout en respectant l'importante valeur sociale, culturelle et économique du spectre.</p>	<p>De strategische planning en de harmonisering van het spectrumgebruik op het niveau van de Unie zouden de interne markt van draadloze elektronische-communicatiediensten en -apparatuur moeten versterken alsook de andere beleidslijnen van de Unie waarvoor spectrum moet worden gebruikt, door nieuwe opportuniteiten te creëren op het vlak van innovatie en werkgelegenheid en door tegelijk bij te dragen tot het economisch herstel en de sociale integratie in de hele Unie, met inachtneming van de belangrijke sociale, culturele en economische waarde van het spectrum.</p>
<p>Le présent arrêté contribue à atteindre le but de 1200 MHz de radiofréquences pour le haut débit sans fil, ce qui est un des principaux objectifs de la décision 243/2012/UE du Parlement européen et du Conseil établissant un programme pluriannuel en matière de politique du spectre radioélectrique (PPSR).</p>	<p>Dit besluit draagt bij tot het verwezenlijken van het doel van 1200 MHz aan radiofrequenties voor draadloze breedband, wat een van de voornaamste doelstellingen is van Besluit nr. 243/2012/EU van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van een meerjarenprogramma voor het radiospectrumbeleid (PPSR).</p>
<p>Dans sa stratégie pour le marché unique numérique, la Commission souligne l'importance de la bande 700 MHz pour assurer la fourniture de services à haut débit en zone rurale.</p>	<p>In haar strategie voor de digitale eengemaakte markt, benadrukt de Commissie het belang van de 700 MHz-band om de verstrekking van breedbanddiensten in landelijke gebieden te garanderen.</p>
<p>Au niveau de l'Union européenne, il convient de citer les deux décisions suivantes:</p>	<p>Op het niveau van de Europese Unie dienen de volgende twee besluiten te worden geciteerd:</p>
<p>- décision d'exécution 2016/687/UE de la Commission du 28 avril 2016 sur l'harmonisation de la bande de fréquences 694-790 MHz pour les systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques à haut débit sans fil et pour un régime souple d'utilisation nationale dans l'Union;</p>	<p>- uitvoeringsbesluit (EU) 2016/687 van de Commissie van 28 april 2016 betreffende de harmonisering van de frequentieband 694-790 MHz voor terrestrische systemen die draadlozebreedbanddiensten voor elektronische communicatie kunnen verschaffen en voor flexibel nationaal gebruik in de Unie; □</p>
<p>- décision 899/2017/UE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 sur l'utilisation de la bande de fréquences 470-790 MHz dans l'Union.</p>	<p>- besluit 899/2017/EU van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2017 betreffende het gebruik van de 470-790 MHz-band in de Unie.</p>

<p>En vertu de l'article premier de la décision 899/2017/UE, les États membres doivent autoriser, au plus tard le 30 juin 2020, l'utilisation de la bande 700 MHz par des systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques à haut débit sans fil, dans les conditions techniques harmonisées fixées par la décision 2016/687/UE.</p>	<p>Krachtens het eerste artikel van besluit 899/2017/EU moeten de lidstaten, uiterlijk op 30 juni 2020, het gebruik van de 700 MHz-band door terrestrische systemen die draadloze breedbanddiensten voor elektronische communicatie kunnen verschaffen toestaan in geharmoniseerde technische voorwaarden zoals vastgelegd in besluit 2016/687/EU.</p>
<p>L'IBPT a également fait appel à un consultant externe pour étudier, entre autres, la problématique de la bande 700 MHz. Cette étude a été réalisée par Analysys Mason et a donné lieu au rapport "<i>Study regarding the value of spectrum for mobile public systems</i>" du 31 décembre 2015. Le rapport d'Analysys Mason comprend des recommandations concernant les mécanismes d'attribution, les conditions d'utilisation et la valeur du spectre, pour les différentes bandes de fréquences utilisées pour les services mobiles publics. Ce rapport a été publié sur le site Internet de l'IBPT.</p>	<p>Het BIPT heeft ook een beroep gedaan op een externe consultant om, onder andere, de kwestie van de 700 MHz-band te bekijken. Deze studie werd verwezenlijkt door Analysys Mason en heeft geleid tot het verslag "<i>Study regarding the value of spectrum for mobile public systems</i>" van 31 december 2015. Het verslag van Analysys Mason omvat aanbevelingen over de mechanismen voor toewijzing, de gebruiksvoorwaarden en de spectrumwaarde, voor de verschillende frequentiebanden gebruikt voor de openbare mobiele diensten. Dit verslag werd gepubliceerd op de website van het BIPT.</p>
<p>L'attribution des droits d'utilisation aux opérateurs peut se faire de différentes manières. Les principaux mécanismes d'attribution sont la mise aux enchères, la soumission comparative, le principe "premier arrivé, premier servi" ou un système hybride (en général, soumission comparative suivie d'enchères).</p>	<p>De toewijzing van de gebruiksrechten aan de operatoren kan op verschillende manieren gebeuren. De voornaamste toewijzingsmechanismen zijn de veiling, de vergelijkende inschrijving, het principe "<i>first come, first served</i>" of een hybride systeem (doorgaans een vergelijkende inschrijving gevolgd door een veiling).</p>
<p>Presque toutes les attributions de nouveau spectre en Europe se sont faites via un mécanisme de mise aux enchères. La mise aux enchères possède en effet de nombreux avantages: transparent et simple, équitable, favorable à la compétition et l'utilisation efficace du spectre.</p>	<p>Bijna alle toewijzingen van nieuw spectrum in Europa verlopen via een veilingmechanisme. Een veiling heeft immers tal van voordelen: transparant en eenvoudig, eerlijk, bevordert de concurrentie en het efficiënte gebruik van het spectrum.</p>
<p>La mise aux enchères est donc le mécanisme d'attribution qui a été choisi pour l'attribution des droits d'utilisation pour la bande 700 MHz.</p>	<p>Een veiling is dus het mechanisme dat werd gekozen voor de toewijzing van de gebruiksrechten voor de 700 MHz-band.</p>

Il faut noter que l'IBPT peut décider de combiner la procédure d'attribution pour la bande 700 MHz avec d'autres procédures d'attributions dont les conditions d'octroi sont fixées par d'autres arrêtés royaux.	Er dient te worden opgemerkt dat het BIPT kan beslissen om deze toewijzingsprocedure voor de 700 MHz-band te combineren met andere procedures voor toewijzing waarvan de toekenningsvoorwaarden zijn vastgelegd in andere koninklijke besluiten.
Les principaux objectifs recherchés par le présent arrêté sont les suivants:	De voornaamste doelstellingen nagestreefd door dit besluit zijn de volgende:
- attribuer le spectre aux utilisateurs les plus efficaces;	- het spectrum toewijzen aan de meest efficiënte gebruikers;
- encourager le déploiement de réseaux à haut débit sans fil et continuer à réduire la fracture numérique en Belgique;	- de ontwikkeling van draadloze breedbandnetwerken aanmoedigen en de digitale kloof in België verder dichten;
- veiller à ce que la totalité du spectre soit octroyée dans le cadre la procédure d'attribution (éviter qu'il reste du spectre non attribué);	- erop toezien dat het hele spectrum wordt toegewezen in het kader van de gunningsprocedure (vermijden dat er niet-toegewezen spectrum overblijft);
- garantir une utilisation du spectre la plus efficace possible;	- een zo efficiënt mogelijk gebruik van het spectrum waarborgen;
- maximaliser la concurrence sur le marché belge des communications électroniques;	- de concurrentie op de Belgische elektronische-communicatiemarkt maximaliseren;
- veiller à une recette équitable pour les autorités, étant donné qu'il s'agit ici d'un bien public précieux et rare;	- toezien op eerlijke inkomsten voor de overheden, aangezien het een kostbaar en schaars openbaar goed betreft;
- attribuer le spectre sur la base d'une procédure objective, transparente, proportionnée et non-discriminatoire;	- spectrum toewijzen op basis van een objectieve, transparante, evenredige en niet-discriminerende procedure;
- réduire la complexité et les coûts relatifs à l'exécution de la procédure d'attribution;	- de complexiteit en de kosten in verband met de toewijzingsprocedure beperken;
- la réalisation d'objectifs d'intérêt général en organisant et en utilisant le spectre radioélectrique à des fins d'ordre public, de sécurité publique et de défense, ainsi qu'en imposant les conditions nécessaires pour un réseau de base pour les communications large bande des services de secours et de sécurité.	- het verwezenlijken van doelstellingen van algemeen belang door het radiospectrum voor doeleinden van openbare orde, openbare veiligheid en defensie te organiseren en te gebruiken en de noodzakelijke voorwaarden op te leggen ten behoeve van een basisnetwerk voor breedbandcommunicatie voor de hulp- en veiligheidsdiensten.
À des fins de radiocommunications pour la sécurité et la protection du public, la	Ten behoeve van de radiocommunicatie voor openbare veiligheid en beveiliging, civiele

protection civile et les secours en cas de catastrophe (PPDR), les dispositions de ce chapitre prévoient :	bescherming en rampenbestrijding (PPDR) wordt volgens de bepalingen van dit hoofdstuk voorzien in:
- l'itinérance nationale PPDR que chaque opérateur 700 MHz doit fournir à ASTRID ;	- nationale PPDR-roaming die elke 700 MHz-operator aan ASTRID moet bieden;
- des mesures spécifiques PPDR pour ASTRID qui peuvent être convenues contre rémunération avec ou imposées à un opérateur 700 MHz qui doit proposer l'itinérance nationale ;	- bijzondere PPDR-maatregelen voor ASTRID die tegen vergoeding kunnen overeengekomen worden met, of opgelegd worden aan een 700 MHz-operator die nationale roaming moet aanbieden;
- un accord en matière de consommation rémunérée de voix, SMS et données qu'un opérateur 700 MHz peut conclure avec ASTRID.	- een overeenkomst inzake betaald spraak-, sms- en dataverbruik die een 700 MHz-operator met ASTRID kan sluiten.
Commentaire article par article	Artikelsgewijze bespreking
Article 1^{er}	Artikel 1
Cet article définit un certain nombre de termes apparaissant dans l'arrêté.	Dit artikel definieert een aantal termen die voorkomen in het besluit.
Les définitions de "contrôle relatif à une personne" et "groupe pertinent" sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisation pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération (ci-après "l'arrêté royal 3G"), l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz (ci-après "l'arrêté royal 2,6 GHz") et l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz (ci-après "l'arrêté royal 800 MHz").	De definities van "controle met betrekking tot een persoon" en "relevante groep" zijn dezelfde als deze gebruikt voor het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie (hierna "het 3G-koninklijk besluit"), het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz (hierna "het 2,6 GHz-koninklijk besluit") en het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz (hierna "het 800 MHz-koninklijk besluit").
Une distinction est faite entre l'itinérance PPDR et les mesures spécifiques PPDR. L'itinérance PPDR nécessite uniquement la mise en œuvre de systèmes standardisés par l'opérateur mobile public. La mise en œuvre des mesures spécifiques PPDR répondra par contre à des exigences particulières en matière de couverture	Er wordt een onderscheid gemaakt tussen PPDR-roaming en bijzondere PPDR-maatregelen. PPDR-roaming vereist enkel de implementatie van gestandaardiseerde systemen door de openbare mobiele operator. De implementatie van de bijzondere PPDR-maatregelen daarentegen zal bijzondere eisen invullen op het vlak van

radio, robustesse, sécurité, disponibilité et éventuellement d'autres éléments nécessaires aux radiocommunications pour la protection et la sécurité du public, la protection civile et les secours en cas de catastrophe. Étant donné les coûts plus élevés y afférents, l'on ne s'attend pas à ce que qu'un accord soit conclu avec tous les opérateurs publics mobiles concernant ces mesures spécifiques PPDR.	radiodekking, robuustheid, veiligheid, beschikbaarheid en eventueel andere noodzakelijke elementen voor radiocommunicatie voor openbare veiligheid en beveiliging, civiele bescherming en rampenbestrijding. Gezien de hogere kost die hieraan verbonden is wordt verwacht dat er niet met alle openbare mobiele operatoren een akkoord afgesloten zal worden voor deze bijzondere PPDR-maatregelen.
Les autres définitions ne nécessitent pas de commentaire.	De overige definities behoeven geen commentaar.
Article 2	Artikel 2
Les fréquences en question peuvent uniquement être obtenues par les opérateurs ayant fait une notification en vertu de l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après "loi du 13 juin 2005").	De betreffende frequenties kunnen slechts verworven worden door operatoren die een kennisgeving hebben gedaan in de zin van artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "wet van 13 juni 2005").
Article 3	Artikel 3
Les droits d'utilisation sont accordés pour une période de vingt ans, renouvelable par termes de cinq ans.	De gebruiksrechten worden toegekend voor een periode van twintig jaar, telkens verlengbaar met vijf jaar.
Les droits d'utilisation accordés initialement aux opérateurs 2G (sur base de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, ci-après "l'arrêté royal GSM" et sur base de l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800, ci-après "l'arrêté royal DCS") et les droits d'utilisation accordés pour la bande 2,6 GHz (sur base de l'arrêté royal 2,6 GHz) étaient accordés pour une période de 15 ans. Les droits d'utilisation accordés aux opérateurs 3G (sur base de l'arrêté royal 3G) et les droits d'utilisation accordés pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz) étaient par contre accordés pour une période 20 ans.	De initieel aan de 2G-operatoren toegewezen gebruiksrechten (krachtens het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilofonienetten, hierna "het GSM-koninklijk besluit", en krachtens het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten, hierna "het DCS-koninklijk besluit") en de gebruiksrechten toegewezen voor de 2,6 GHz-band (krachtens het 2,6 GHz-koninklijk besluit) waren geldig voor een periode van 15 jaar. De gebruiksrechten toegekend aan de 3G-operatoren (krachtens het 3G-koninklijk besluit) en de gebruiksrechten toegekend voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit) waren daarentegen toegekend voor een periode van 20 jaar.

Dans les autres pays européens, la durée de validité des droits d'utilisation est, en général, également comprise entre 15 et 20 ans.	In de overige Europese landen ligt de geldigheidsduur van de gebruiksrechten doorgaans ook tussen 15 en 20 jaar.
Les opérateurs sont favorables à des durées de validité plus longues afin d'avoir de la prédictibilité sur l'évolution à long terme de leurs activités.	De operatoren zijn voorstander van langere geldigheidstermijnen om de voorspelbaarheid van de ontwikkeling van hun activiteiten op lange termijn te vergroten.
Le présent arrêté prévoit une période initiale de 20 ans, renouvelable par périodes de 5 ans. Une durée de 20 ans est en effet suffisante pour assurer un retour sur investissement pour les opérateurs.	Dit besluit voorziet in een initiële periode van 20 jaar, telkens verlengbaar met periodes van 5 jaar. Een duur van 20 jaar volstaat inderdaad om een goed rendement te garanderen voor de operatoren.
Article 4	Artikel 4
Le paragraphe 1 ^{er} stipule la subdivision en blocs de la bande 700 MHz.	Paragraaf 1 bepaalt de onderverdeling in blokken van de 700 MHz-band.
La bande 700 MHz, d'une capacité totale de 30 MHz duplex, est divisée en six blocs de 5 MHz duplex.	De 700 MHz-band, met een totale capaciteit van 30 MHz duplex, is onderverdeeld in zes blokken van 5 MHz duplex.
La bande 700 MHz sera a priori utilisée pour la technologie LTE. Les canaux LTE ont une largeur de 1,4 MHz, 3 MHz, 5 MHz, 10 MHz, 15 MHz ou 20 MHz. Les largeurs de canal de 1,4 MHz ou 3 MHz ne permettent pas d'offrir des débits très élevés et sont en général pas ou peu utilisées.	De 700 MHz-band zal a priori worden gebruikt door de LTE-technologie. De LTE-kanalen hebben een bandbreedte van 1,4 MHz, 3 MHz, 5 MHz, 10 MHz, 15 MHz of 20 MHz. De kanaalbreedtes van 1,4 MHz of van 3 MHz kunnen geen erg hoge snelheden bieden en worden doorgaans weinig of niet gebruikt.
La subdivision en blocs de 5 MHz est donc tout à fait appropriée. En effet on peut utiliser:	De onderverdeling in blokken van 5 MHz is dus helemaal gepast. Men kan immers het volgende gebruiken:
- un bloc pour une largeur de canal de 5 MHz;	- een blok voor een kanaalbreedte van 5 MHz;
- deux blocs pour une largeur de canal de 10 MHz.	- twee blokken voor een kanaalbreedte van 10 MHz.
Le paragraphe 2 stipule quelle sous-bande de fréquences est utilisée à l'émission pour les stations de base et quelle sous-bande de fréquences est utilisée à l'émission pour les terminaux.	Paragraaf 2 bepaalt welke subfrequentieband wordt gebruikt voor het uitzenden door de basisstations en welke subfrequentieband wordt gebruikt voor het uitzenden door de eindtoestellen.

Le paragraphe 3 détermine la quantité maximale de spectre ("spectrum cap") que peut détenir un groupe pertinent afin de ne pas entraver la concurrence entre les différents opérateurs.	Paragraaf 3 bepaalt de maximale spectrumhoeveelheid ("spectrum cap") die een relevante groep kan innemen zonder de concurrentie tussen de verschillende operatoren in het gedrang te brengen.
Le choix d'un "spectrum cap" pour la bande 700 MHz est essentiellement un compromis entre le nombre possible d'infrastructures concurrentes utilisant la bande 700 MHz et le niveau de performances qui peut être atteint par chacune de ces infrastructures.	De keuze van een "spectrum cap" voor de 700 MHz-band is in hoofdzaak een compromis tussen het aantal mogelijke concurrerende infrastructures die gebruik maken van de 700 MHz-band en het prestatieniveau dat kan worden gehaald voor elk van deze infrastructures.
Les dispositions du paragraphe 4 permettent à l'IBPT de modifier la répartition des canaux attribués afin d'optimiser l'utilisation du spectre. Il est cependant clair que les opérateurs doivent disposer d'un délai raisonnable pour apporter ces modifications. L'octroi de cette compétence est conforme à l'article 13 de la loi du 13 juin 2005 ainsi qu'aux articles 3.1 et 3.2.c), de la directive 2018/1972/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen. (ci-après directive "Code des communications électroniques européen").	De bepalingen van paragraaf 4 stellen het BIPT in staat om de verdeling van de toegewezen kanalen te wijzigen om het spectrumgebruik te optimaliseren. Het is echter duidelijk dat de operatoren over een redelijke termijn moeten beschikken om deze wijzigingen aan te brengen. De toekenning van deze bevoegdheid is conform artikel 13 van de wet van 13 juni 2005 alsook de artikelen 3.1 en 3.2.c), van Richtlijn 2018/1972/EU van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie (hierna "Europees wetboek voor elektronische communicatie").
Article 5	Artikel 5
Les droits d'utilisation couvrent l'utilisation des terminaux (téléphones mobiles, smartphones, ...) connectés au réseau d'un opérateur 700 MHz (voir l'art. 3 § 2). Lorsqu'un consommateur achète un terminal, il n'est cependant généralement pas connecté à un réseau. L'article 5 permet la détention d'un terminal, même lorsque celui-ci n'est pas connecté à un réseau.	De gebruiksrechten omvatten het gebruik van de eindtoestellen (mobiele telefoons, smartphones, ...) die aangesloten zijn op het netwerk van een 700 MHz-operator (zie art. 3 § 2). Wanneer een consument een eindtoestel koopt, is hij evenwel doorgaans niet aangesloten op een netwerk. Artikel 5 staat het houden van een eindtoestel toe, zelfs als dit niet aangesloten is op een netwerk.
Article 6	Artikel 6
En vertu de l'article 13, 3° de la loi du 13 juin 2005, l'IBPT est chargé de la coordination internationale des fréquences. A ce titre, l'IBPT conclut des accords de coordination transfrontalière.	Krachtens artikel 13, 3°, van de wet van 13 juni 2005 is het BIPT verantwoordelijk voor de internationale coördinatie van de frequenties. Hiertoe sluit het BIPT grensoverschrijdende coördinatieovereenkomsten.

Article 7	Artikel 7
<p>Le partage d'infrastructures passives est déjà possible en Belgique. Le partage d'infrastructures actives, y compris le partage de fréquences, peut favorablement influencer l'équilibre entre les nouveaux investissements, d'une part, et la croissance des revenus, d'autre part. Cela doit être possible afin d'encourager l'expérimentation de nouvelles technologies.</p>	<p>Het delen van passieve infrastructuur is reeds mogelijk in België. Het delen van actieve infrastructuur met inbegrip van frequentiedeling kan het evenwicht tussen nieuwe investeringen enerzijds en inkomstengroei anderzijds gunstig beïnvloeden. Dit moet mogelijk zijn ten einde het experimenteren met nieuwe technologieën aan te moedigen.</p>
<p>Le partage d'infrastructures actives, bien qu'il s'agisse d'une source d'économies et d'efficacité, implique des coûts de mise en œuvre initiaux qui ne sont pas négligeables. De plus, les conditions doivent être connues au moment de la procédure d'attribution. Il a donc été décidé de ne pas imposer le partage de fréquences, mais de le laisser à l'initiative des opérateurs.</p>	<p>Het delen van actieve infrastructuur, ook al is het een bron van besparing en efficiëntie, impliceert initiële implementatiekosten die niet verwaarloosbaar zijn. Bovendien dienen de voorwaarden gekend te zijn op het moment van de toewijzingsprocedure. Er wordt daarom beslist om het delen van frequenties niet op te leggen, maar over te laten aan het initiatief van de operatoren.</p>
<p>Dans le cadre du partage de fréquences, l'IBPT est tenu de contrôler si les conditions de concurrence entre les opérateurs impliqués dans le partage, d'une part, et ceux qui ne sont pas impliqués, d'autre part, sont suffisantes. À cet effet, il est nécessaire de tenir compte notamment des parts de marché respectives, de la compétitivité et des investissements nécessaires pour le backhaul (différents exploitants intégrés et acteurs purement mobiles).</p>	<p>Bij het delen van frequenties dient het BIPT te controleren of de mededingingsvoorwaarden tussen de operatoren die betrokken zijn bij het delen enerzijds en de operatoren die niet betrokken zijn bij het delen anderzijds voldoende zijn. Hierbij moeten o.a. de respectievelijke marktaandeelen, het concurrentievermogen en de investeringen die nodig zijn voor backhaul (verschillende geïntegreerde exploitanten en pure mobiele spelers) in aanmerking worden genomen.</p>
<p>Afin de permettre à l'IBPT de contrôler le partage de fréquences, celui-ci doit disposer des informations nécessaires. C'est pourquoi cet article prescrit un certain nombre d'informations qui doivent absolument être transmises à l'IBPT lors de la demande d'autorisation de partage et permet à l'IBPT de demander toutes les informations supplémentaires nécessaires. L'IBPT ne peut bien entendu communiquer s'il marque ou non son accord sur le partage de fréquences que lorsqu'il a obtenu les informations nécessaires. Pour</p>	<p>Om de controle van het BIPT op het delen van frequenties mogelijk te maken, dient het BIPT over de nodige informatie te beschikken. Daarom schrijft dit artikel een aantal inlichtingen voor die zeker aan het BIPT moeten worden gegeven bij de vraag om toestemming voor het delen en geeft het BIPT de mogelijkheid om alle nodige bijkomende informatie te vragen. Vanzelfsprekend kan het BIPT pas meedelen of het al dan niet met het delen van de frequenties instemt wanneer het de nodige informatie gekregen heeft. Om de betrokkenen zicht te geven op de tijd die moet</p>

<p>donner aux intéressés une idée du délai qui doit être prévu pour la demande d'approbation, il est stipulé que la demande d'informations supplémentaires et la décision finale de l'IBPT doivent avoir lieu dans un délai déterminé.</p>	<p>voorzien worden voor de goedkeuringsaanvraag, wordt bepaald dat de vraag voor bijkomende informatie en de uiteindelijke beslissing van het BIPT binnen een bepaalde termijn dienen te gebeuren.</p>
<p>Si certains des éléments constituant l'essence du partage sont modifiés après que l'IBPT a marqué son accord sur le partage, l'autorisation doit être redemandée vu que l'autorisation initiale a en réalité été donnée pour un autre partage.</p>	<p>Indien bepaalde van de elementen die de essentie van het delen uitmaken wijzigen nadat het BIPT zijn instemming met het delen gegeven heeft, dient men opnieuw toestemming te vragen aangezien de oorspronkelijke toestemming dan in feite gegeven werd voor een ander geval.</p>
<p>L'IBPT doit donc réaliser un examen pour chaque demande. L'IBPT examine les informations reçues lors de la demande mais regarde aussi si des informations supplémentaires sont nécessaires.</p>	<p>Voor elke aanvraag dient dus door het BIPT een onderzoek te gebeuren. Het BIPT bekijkt de bij de aanvraag ontvangen inlichtingen maar ook of bijkomende inlichtingen nodig zijn.</p>
<p>Dans la pratique, le partage peut recouvrir différentes formes. Par exemple, l'opérateur 1 peut uniquement partager sa fréquence A avec l'opérateur 2, ou l'opérateur 2 peut en même temps partager sa fréquence B avec l'opérateur 1.</p>	<p>In de praktijk kan het delen verschillende vormen aannemen. Operator 1 kan bijvoorbeeld enkel zijn frequentie A delen met operator 2 of operator 2 kan tegelijkertijd zijn frequentie B delen met operator 1.</p>
<p>L'opérateur qui détient initialement les droits d'utilisation pour des fréquences reste le point de contact et le responsable vis-à-vis de l'IBPT en ce qui concerne ces fréquences partagées. Ainsi, par exemple, les redevances de mise à disposition des fréquences en question sont intégralement dues par cet opérateur (dans l'hypothèse précédente l'opérateur 1 pour la fréquence A et l'opérateur 2 pour la fréquence B). De même, cet opérateur est tenu de respecter les obligations découlant de la coordination transfrontalière et les obligations en matière de communication d'informations à l'IBPT.</p>	<p>Het aanspreekpunt en de verantwoordelijke ten aanzien van het BIPT voor de gedeelde frequenties blijft de operator aan wie de gebruiksrechten oorspronkelijk toegewezen zijn. Zo blijven door deze laatste (in de voorgaande hypothese operator 1 voor frequentie A en operator 2 voor frequentie B) bijvoorbeeld de rechten voor terbeschikkingstelling van de frequenties in kwestie integraal verschuldigd. Ook dient deze operator verplichtingen als gevolg van grensoverschrijdende coördinatie en verplichtingen inzake informatieverstrekking aan het BIPT na te leven.</p>
<p>Afin de garantir la transparence nécessaire, les parties, après réception de l'accord de l'IBPT, doivent encore informer l'IBPT si le partage des fréquences a effectivement lieu. Grâce à la fourniture d'une copie de la convention, l'IBPT saura clairement à partir de quel moment le partage prend effet ou si celui-ci est limité dans le temps ou non.</p>	<p>Om de nodige transparantie te verzekeren, moeten de partijen na ontvangst van het akkoord van het BIPT het ook nog aan het BIPT laten weten als het delen van de frequenties effectief plaatsvindt. Door het verstrekken van een kopie van de overeenkomst is het voor BIPT duidelijk vanaf</p>

	wanneer het delen ingaat en of het al dan niet beperkt is in de tijd.
Dans tous le cas, le partage prend fin à l'expiration du délai d'attribution des droits d'utilisation partagée.	Het delen eindigt in elk geval bij het verstrijken van de termijn van toewijzing van de gedeelde gebruiksrechten .
Article 8	Artikel 8
Les opérateurs mobiles publics sont soumis à plusieurs types de redevances.	De openbare mobiele operatoren zijn onderworpen aan verscheidene types van heffingen.
Les opérateurs mobiles publics sont tenus, au début de la période de validité des droits d'utilisation, de payer une redevance unique, conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005.	De openbare mobiele operatoren zijn ertoe gehouden om in het begin van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten een enige heffing te betalen, in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005.
Les opérateurs mobiles publics sont également tenus de payer des redevances annuelles. Le montant des redevances annuelles est fixé dans les arrêtés royaux d'exécution des articles 18 et 30 de la loi du 13 juin 2005.	De openbare mobiele operatoren zijn eveneens verplicht om jaarlijkse rechten te betalen. Het bedrag van de jaarlijkse rechten wordt vastgelegd in de koninklijke besluiten ter uitvoering van de artikelen 18 en 30 van de wet van 13 juni 2005.
Les redevances annuelles ont, entre autres, tout comme la redevance unique, pour but de garantir une exploitation optimale des radiofréquences.	De jaarlijkse rechten hebben, onder andere, net zoals de enige heffing, tot doel om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.
Le considérant 100 du Code des communications électroniques européen prévoit que les redevances relatives aux droits d'utilisation des fréquences puissent être composées d'un montant unique et d'un montant périodique.	Considerans 100 van het Europees wetboek voor elektronische communicatie bepaalt dat de heffingen voor de gebruiksrechten voor frequenties mogen samengesteld zijn uit een enig bedrag en een periodiek bedrag.
Jusqu'à présent, il existait deux types de redevances annuelles:	Tot op heden bestonden er twee soorten van jaarlijkse rechten:
- la redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation, visant uniquement à financer les activités de l'IBPT se rapportant à la gestion des droits d'utilisation;	- de jaarlijkse rechten voor het beheer van de gebruiksrechten, met als enige doel de activiteiten van het BIPT die verband houden met het beheer van de gebruiksrechten te financieren;
- la redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences, visant à financer les activités de l'IBPT et à garantir	- de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties, met het oog op het financieren van de activiteiten

une exploitation optimale des radiofréquences.	van het BIPT en om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.
La redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences était due pour tous les droits d'utilisation, tandis que redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation n'était due que pour certains droits d'utilisation.	De jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties waren verschuldigd voor alle gebruiksrechten, terwijl de jaarlijkse rechten voor beheer van de gebruiksrechten enkel voor bepaalde gebruiksrechten verschuldigd waren.
Un seul type de redevance annuelle a été conservé, visant à financer les activités de l'IBPT et à garantir une exploitation optimale des radiofréquences.	Een enkel type van jaarlijkse rechten werd behouden, met het oog op het financieren van de activiteiten van het BIPT en om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.
La redevance annuelle s'élève à 91.200 euros par MHz. Ce montant est identique au montant des redevances annuelles pour la mise à disposition des fréquences pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz).	Het jaarlijkse recht bedraagt 91.200 euro per MHz. Dat bedrag is gelijk aan het bedrag van de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit).
Le montant des redevances annuelles est indépendant du nombre de stations de base de radiocommunications exploitant les fréquences en question. Ce type de disposition existe déjà et s'applique pour tous les droits d'utilisation existants relatifs à l'accès radioélectrique.	Het bedrag van de jaarlijkse rechten is onafhankelijk van het aantal basisstations voor radiocommunicatie die de frequenties in kwestie exploiteren. Dit soort van bepaling bestaat reeds en is van toepassing op alle bestaande gebruiksrechten betreffende de radiotoegang.
Jusqu'à présent, les redevances annuelles pour la mise à disposition des fréquences étaient dues uniquement pour les fréquences mises en service. Ce type de disposition favorise la thésaurisation du spectre et conduit à une exploitation non optimale des radiofréquences.	Tot op heden waren de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties enkel verschuldigd voor de frequenties die in gebruik werden genomen. Dit soort van bepaling bevordert het hamsteren van spectrum en leidt tot een niet-optimale uitbating van de radiofrequenties.
Le présent arrêté royal prévoit donc que les redevances annuelles sont dues dès que la durée de validité des droits d'utilisation a commencé. En effet dès que les droits d'utilisation sont octroyés, les radiofréquences relatives à ces droits ne peuvent plus être utilisées par un autre utilisateur.	Dit koninklijk besluit bepaalt dus dat de jaarlijkse rechten verschuldigd zijn van zodra de geldigheidsduur van de gebruiksrechten is begonnen. Zodra de gebruiksrechten zijn toegekend mogen de radiofrequenties in verband met deze rechten niet langer worden gebruikt door een andere gebruiker.
Afin de réduire l'impact financier pour les opérateurs durant les premières années qui sont les plus lourdes financièrement en	Om de financiële impact voor de operatoren te beperken gedurende de eerste jaren die financieel het zwaarst zijn in termen van

termes d'investissements à consentir pour le déploiement des nouvelles fréquences, les redevances annuelles des nouvelles fréquences sont réduites de 50% durant les 3 premières années de l'autorisation. Il s'agit d'un système déjà appliqué au Portugal et en Hongrie.	investeringen die ze moeten maken om nieuwe frequenties uit te rollen, worden de jaarlijkse rechten van de nieuwe frequenties verlaagd met 50% gedurende de 3 eerste jaren van de vergunning. Dat systeem wordt reeds in Portugal en Hongarije toegepast.
Article 9	Artikel 9
La bande de radiodiffusion UHF (470-862 MHz) a été utilisée pendant plusieurs dizaines d'années pour la télévision analogique hertzienne. Vu les évolutions technologiques, la télévision analogique hertzienne a été remplacée par la télévision numérique hertzienne ou terrestre (TNT). En 2006, l'UIT a établi un plan pour la télévision numérique terrestre en bande UHF, pour l'Europe et l'Afrique.	De UHF-omroepband (470-862 MHz) is gedurende tientallen jaren gebruikt voor analoge uitgestraalde televisie. Gelet op de technologische ontwikkelingen is analoge televisie via de ether vervangen door digitale televisie via de ether of terrestrische digitale televisie (DVB-T). In 2006 heeft de ITU een plan opgesteld voor terrestrische digitale tv in de UHF-band, voor Europa en Afrika.
Différentes décisions, tant au niveau européen qu'au niveau de l'UIT, ont conduit à l'identification de la bande 700 MHz pour des services à large bande sans fil.	Verschillende besluiten, zowel op Europees niveau als op niveau van de ITU, hebben geleid tot de identificatie van de 700 MHz-band voor draadloze breedbanddiensten.
La bande 700 MHz étant identifiée pour des services à large bande sans fil, elle n'est plus utilisable pour la télévision numérique terrestre. Un nombre limité d'émetteurs de télévision numérique terrestres utilisent des canaux de la bande 700 MHz. Ces émetteurs devront faire l'objet d'un changement de canal avant le déploiement des réseaux à large bande sans fil.	Omdat de frequentieband 700 MHz geïdentificeerd is voor draadloze breedbanddiensten kan die niet meer worden gebruikt voor terrestrische digitale televisie. Een beperkt aantal zenders voor terrestrische digitale televisie maakt gebruik van kanalen van de 700 MHz-band. Deze zenders zullen van kanaal moeten veranderen voordat draadloze breedbandnetwerken worden uitgerold.
L'article 9 prévoit le mécanisme de de dédommagement des opérateurs de réseau de radiodiffusion concernés. Il y a lieu de noter que ces frais de dédommagement seront imputés sur le montant de la redevance unique.	Artikel 9 voorziet in een vergoedingsmechanisme voor de betrokken omroepnetwerkoperatoren. Er dient te worden opgemerkt dat deze vergoedingskosten zullen worden aangerekend op het bedrag van de enige heffing.
Article 10	Artikel 10
L'article 10 fixe un certain nombre de règles générales en matière de contrôle.	Artikel 10 legt een aantal algemene regels vast inzake de controle.
Article 11	Artikel 11

L'article 11 stipule que les opérateurs doivent informer le public de la couverture réalisée.	Artikel 11 bepaalt dat de operatoren het publiek moeten informeren over de gerealiseerde dekking.
Article 12	Artikel 12
L'article 18, § 1 ^{er} , 1 ^o , de la loi du 13 juin 2005 prévoit que les conditions d'obtention et d'exercice de radiofréquences, utilisées entièrement ou partiellement pour des services de communications électroniques offerts au public, peuvent aussi porter sur "(...) <i>les exigences de couverture et de qualité</i> ".	Artikel 18, § 1, 1 ^o , van de wet van 13 juni 2005 bepaalt dat de voorwaarden voor het verkrijgen en hanteren van radiofrequenties die geheel of gedeeltelijk gebruikt worden voor elektronische-communicatiediensten die aan het publiek worden aangeboden ook betrekking kunnen hebben op "(...) <i>de dekkingseisen en kwaliteitseisen</i> ".
L'article 18 de la loi du 13 juin 2005 est la transposition de la partie B de l'annexe à la directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'autorisation des réseaux et services de communications électroniques. La partie B de l'annexe à la directive 2002/20/CE a depuis été remplacée par la partie D de l'annexe I au Code des communications électroniques européen, dont le point 1 est désormais libellé comme suit:	Artikel 18 van de wet van 13 juni 2005 is de omzetting van deel B van de bijlage bij Richtlijn 2002/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 betreffende de machtiging voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten. Deel B van de bijlage van Richtlijn 2002/20/EG werd sindsdien vervangen door deel D van bijlage I van het Europees wetboek voor elektronische communicatie, waarvan punt 1 voortaan als volgt luidt:
<i>"1. Obligation de fournir un service (...), y compris, le cas échéant, des exigences de couverture et de qualité de service".</i>	<i>"1. Verplichting een dienst aan te bieden (...), met inbegrip van, in voorkomend geval, de vereisten inzake dekking en kwaliteit van dienstverlening."</i>
A l'instar de la bande 800 MHz, la bande 700 MHz représente la solution optimale pour la couverture de zones étendues par des services à large bande sans fil. Des obligations de couverture liées aux droits d'utilisation pour la bande 700 MHz peuvent contribuer à la réalisation d'un objectif de couverture de la Belgique pour les services de transmissions de données à large bande mobiles.	Net zoals de 800 MHz-band biedt de 700 MHz-band de optimale oplossing voor de dekking van grote gebieden door draadloze breedbanddiensten. Dekkingsverplichtingen die verbonden zijn aan de gebruiksrechten voor de 700 MHz-band kunnen bijdragen tot de verwezenlijking van een doelstelling voor de dekking van heel België voor de datatransmissiediensten via mobiele breedband.
L'article 3 de la décision 899/2017/UE prévoit que les Etats membres doivent prendre en considération la nécessité d'atteindre les objectifs en matière de vitesse et de qualité fixés à l'article 6, paragraphe 1, de la décision no 243/2012/UE.	Artikel 3 van het besluit 899/2017/EU bepaalt dat de lidstaten rekening houden met de noodzaak om de snelheids- en kwaliteitsdoelstellingen van artikel 6, lid 1, van Besluit nr. 243/2012/EU te halen.

<p>Pour la bande 800 MHz, le débit de 3 Mbit/s avait été imposé (sur base de l'arrêté royal 800 MHz) parce qu'il était supérieur à ce que pouvaient réaliser les réseaux 3G réels, tout en restant un objectif prudent compte tenu des annonces faites par les opérateurs et les équipementiers. Le niveau maximal de couverture à atteindre est de 99,8% de la population.</p>	<p>Voor de 800 MHz-band werd een snelheid van 3 Mbit/s opgelegd (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit) omdat die hoger ligt dan wat de werkelijke 3G-netwerken kunnen verwezenlijken. Toch blijft het een voorzichtige doelstelling, rekening houdend met de aankondigingen van de operatoren en de fabrikanten. Het maximale te bereiken dekkingsniveau bedraagt 99,8% van de bevolking.</p>
<p>Le débit exigé des autorisations dépend de la quantité de spectre acquise dans la bande 700 MHz:</p>	<p>De verplichte snelheid van de vergunningen hangt af van de spectrumhoeveelheid verworven in de 700 MHz-band:</p>
<p>- 6 Mbit/s si l'opérateur détient 10 MHz duplex;</p>	<p>- 6 Mbit/s indien de operator 10 MHz duplex bezit;</p>
<p>- 5 Mbit/s si l'opérateur détient moins de 10 MHz duplex.</p>	<p>- 5 Mbit/s indien de operator minder dan 10 MHz duplex bezit.</p>
<p>La vitesse minimale imposée s'élève à 6 Mbps si l'opérateur détient 10 MHz duplex à 700 MHz et a des droits d'utilisation dans la bande 800 MHz. On part en effet du principe que les titulaires d'autorisation peuvent également utiliser les droits d'utilisation pour la bande de fréquences 800 MHz pour répondre à cette obligation.</p>	<p>De opgelegde minimale snelheid bedraagt 6 Mbit/s indien de operator 10 MHz duplex bezit op 700MHz en gebruiksrechten heeft in de 800 MHz band. Er wordt immers uitgegaan van het feit dat de vergunningshouders de gebruiksrechten voor de frequentieband op 800 MHz ook kunnen inzetten voor het voldoen van deze verplichting.</p>
<p>Les trois opérateurs mobiles existants disposent tous de fréquences dans les bandes 800 MHz, 900 MHz, 1800 MHz, 2 GHz et 2,6 GHz. Ces opérateurs disposent tous d'un réseau 3G utilisant les bandes 900 MHz et 2 GHz, et d'un réseau 4G utilisant les bandes 800 MHz et 1800 MHz.</p>	<p>De drie bestaande mobiele operatoren beschikken allemaal over frequenties in de 800 MHz-, 900 MHz-, 1800 MHz-, 2 GHz- en 2,6 GHz-banden. Deze operatoren beschikken allemaal over een 3G-netwerk dat de 900 MHz- en 2 GHz-banden gebruikt, en over een 4G-netwerk dat de 800 MHz- en 1800 MHz-banden gebruikt.</p>
<p>Les trois opérateurs mobiles existants possèdent donc un avantage en termes de couverture du territoire. En effet, les obligations de couverture sont déjà en partie atteintes. Par conséquent le calendrier de déploiement est moins rapide pour les opérateurs qui ne sont pas des opérateurs mobiles existants.</p>	<p>De drie bestaande mobiele operatoren hebben dus elk een voordeel in termen van dekking van het grondgebied. De dekkingsverplichtingen zijn immers reeds deels vervuld. Bijgevolg is het uitrolschema minder snel voor de operatoren die geen bestaande mobiele operatoren zijn.</p>

Le calendrier de déploiement, pour les obligations de couverture, est le suivant pour les opérateurs mobiles existants:	Het uitrolschema voor de dekkingsverplichtingen is als volgt voor de bestaande mobiele operatoren:
- 70% de la population après 1 ans;	- 70% van de bevolking na 1 jaar;
- 99,5% de la population après 2 ans.	- 99,5% van de bevolking na 2 jaar.
- 99,8% de la population après 6 ans	- 99,8% van de bevolking na 6 jaar.
Le calendrier de déploiement, pour les obligations de couverture, est le suivant pour les nouveaux entrants:	Het uitrolschema voor de dekkingsverplichtingen is als volgt voor de nieuwkomers:
- 30% de la population après 3 ans;	- 30% van de bevolking na 3 jaar;
- 70% de la population après 6 ans;	- 70% van de bevolking na 6 jaar;
- 99,8% de la population après 8 ans.	- 99,8% van de bevolking na 8 jaar.
Les paragraphes 4 et 5 définissent plus précisément ce qu'on entend par couverture.	Paragraaf 4 en 5 verduidelijken het concept 'dekking'.
Lorsque certaines zones géographiques sont déjà couvertes par un opérateur avec le débit minimum grâce à d'autres bandes de fréquences que la bande 700 MHz, il n'y a aucun intérêt à imposer à l'opérateur de couvrir ces zones géographiques également avec la bande 700 MHz. Le paragraphe 6 permet donc de considérer que les obligations de couvertures liées à la bande 700 MHz sont respectées grâce à toutes les bandes de fréquences pour lesquelles l'opérateur dispose de droits d'utilisation.	Wanneer bepaalde geografische gebieden reeds worden gedekt door een operator met de minimumsnelheid dankzij andere frequentiebanden dan de 700 MHz-band, dan wint men er niets bij om de operator te verplichten om ook die geografische gebieden te dekken met de 700 MHz-band. Op grond van paragraaf 6 kan worden geoordeeld dat de dekkingsverplichtingen in verband met de 700 MHz-band worden vervuld via alle frequentiebanden waarvoor de operator over gebruiksrechten beschikt.
Article 13	Artikel 13
Dans le cadre de la mise aux enchères des nouvelles autorisations mobiles, une obligation de moyen est prévue pour la couverture des chemins de fer. Il s'agit d'une couverture à l'extérieur du train au long d'un nombre de lignes importantes.	In het kader van de veiling van de nieuwe mobiele licenties wordt een middelenverbintenis voorzien voor de dekking van de spoorwegen. Het betreft een dekking buiten langsheen een aantal belangrijke spoorlijnen.
Fournir une bonne connexion Internet dans les trains permettra d'accroître l'attractivité du train comme moyen de transport.	Het aanbieden van een goede internetverbinding in de treinen zal helpen om de aantrekkelijkheid van de trein als vervoersmiddel te verhogen.
Article 14	Artikel 14

<p>Une obligation d'offrir l'itinérance nationale à un nouvel entrant vise à limiter les désavantages structurels auxquels ce nouvel entrant se heurte, au regard des opérateurs existants, étant donné qu'il ne dispose pas d'un réseau propre pour la radiocommunication mobile. L'itinérance nationale a donc pour but de donner accès, pendant une période transitoire, à un réseau étendu à l'opérateur qui n'a pas encore pu développer son propre réseau.</p>	<p>Een verplichting om nationale roaming aan te bieden aan een nieuwkomer op de markt heeft als doel de structurele nadelen te beperken waarmee deze nieuwkomer geconfronteerd wordt ten opzichte van bestaande operatoren omdat hij niet over een eigen netwerk beschikt voor mobiele radiocommunicatie. Nationale roaming heeft dus tot doel om tijdens een overgangperiode toegang te verlenen tot een uitgebreid netwerk aan operatoren die nog geen eigen netwerk hebben kunnen ontwikkelen.</p>
<p>Afin d'éviter qu'un contrat relatif à l'itinérance nationale ne puisse être conclu dans le cadre de négociations commerciales, il peut être nécessaire, après avoir constaté l'impasse des négociations commerciales, d'imposer l'itinérance nationale pendant une période transitoire.</p>	<p>Om te vermijden dat een overeenkomst van nationale roaming niet kan worden afgesloten in het kader van commerciële onderhandelingen, kan het nodig zijn, nadat er een impasse vastgesteld werd in de commerciële onderhandelingen, om nationale roaming op te leggen gedurende een overgangperiode.</p>
<p>L'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale choisit avec quel opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale il veut négocier l'itinérance nationale.</p>	<p>De operator die recht heeft op nationale roaming kiest met welke operator die nationale roaming moet aanbieden, hij wenst te onderhandelen over die nationale roaming.</p>
<p>On estime que Voyacom (opérateur 2,6 GHz) se heurte également, dans une moindre mesure, à des désavantages structurels par rapport aux opérateurs mobiles existants (Proximus, Orange Belgium et Telenet Group). En effet, les opérateurs mobiles existants disposent déjà de fréquences et de réseaux dans la bande 900 MHz (bande optimale pour la couverture en GSM/EDGE et UMTS/HSPA) et dans la bande 800 MHz (bande optimale pour la couverture LTE).</p>	<p>Het is aannemelijk dat Voyacom (2,6 GHz-operator) ook, al zij het in mindere mate, geconfronteerd wordt met structurele nadelen ten opzichte van de bestaande mobiele operatoren (Proximus, Orange Belgium en Telenet Group). De bestaande mobiele operatoren beschikken namelijk al over frequenties en netwerken in de 900 MHz-band (optimale band voor dekking met GSM/EDGE en UMTS/HSPA) en in de 800 MHz-band (beste band voor LTE-dekking).</p>
<p>Les dispositions relatives à l'itinérance nationale constituent un système équilibré qui stimule la concurrence. De plus, la rentabilité limitée du tarif retail minus à payer par l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale sera également un stimulant pour qu'il développe son propre réseau.</p>	<p>De bepalingen met betrekking tot nationale roaming vormen een evenwichtig systeem dat de concurrentie bevordert. Daarenboven zal de beperkte winstgevendheid van het retail-minustarief dat operatoren die recht hebben op nationale roaming betalen, hen er ook toe aanzetten om een eigen netwerk uit te bouwen.</p>

<p>L'article 14 met en œuvre les dispositions de l'article 51, § 2, alinéa 2, de la loi du 13 juin 2005.</p>	<p>Artikel 14 geeft uitvoering aan de bepalingen van artikel 51, § 2, tweede lid, van de wet van 13 juni 2005.</p>
<p>L'IBPT peut imposer l'obligation aux opérateurs mobiles existants (Proximus, Orange Belgium et Telenet Group) qui sont également opérateurs 700 MHz d'offrir l'itinérance nationale aux opérateurs 700 MHz qui ne sont pas opérateurs mobiles existants. Les notions d'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale et d'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale sont définies à l'article 1^{er}.</p>	<p>Het BIPT kan de bestaande mobiele operatoren (Proximus, Orange Belgium en Telenet Group), die ook 700 MHz-operator zijn, verplichten om nationale roaming aan te bieden aan de 700 MHz-operatoren die geen bestaande mobiele operator zijn. De begrippen 'operator die recht heeft op nationale roaming' en 'operator die nationale roaming moet aanbieden' worden gedefinieerd in artikel 1.</p>
<p>Afin d'éviter que des opérateurs mobiles existants ne se soustraient à cette obligation par le biais d'une structuration du véhicule qui va garantir l'exploitation des droits d'utilisation, cette obligation est étendue au groupe de contrôle auquel appartient l'opérateur mobile existant, y compris les consortiums.</p>	<p>Teneinde te vermijden dat bestaande mobiele operatoren zich aan deze verplichting zouden onttrekken via een structurering van het vehikel dat de exploitatie van de gebruiksrechten zal garanderen, wordt deze verplichting uitgebreid tot de controlegroep waartoe de bestaande mobiele operator behoort, met inbegrip van consortia.</p>
<p>L'article 14 prévoit également que ce droit à l'itinérance nationale ne vaut pas pour les zones géographiques où l'opérateur 700 MHz qui a droit à l'itinérance nationale a déjà développé son propre réseau.</p>	<p>Artikel 14 bepaalt ook dat het recht op nationale roaming niet geldt in die geografische gebieden waar de 700 MHz-operator die recht heeft op nationale roaming al een eigen netwerk heeft uitgebouwd.</p>
<p>L'obligation d'itinérance nationale concerne tous les services de communications électroniques offerts avec toutes les fréquences en dessous de 3 GHz pour lesquelles l'opérateur dispose de droits d'utilisation en vertu de l'article 18 de la loi. Cela inclut les services 2G, 3G, 4G et 5G.</p>	<p>De verplichting tot nationale roaming heeft betrekking op alle elektronische-communicatiediensten die worden aangeboden met alle frequenties onder 3 GHz waarvoor de operator over gebruiksrechten beschikt krachtens artikel 18 van de wet. Dit omvat de 2G-, 3G-, 4G- en 5G-diensten.</p>
<p>Le caractère transitoire de l'itinérance nationale est aussi exprimé par la stipulation que toute intervention de l'IBPT dans le cadre de l'itinérance nationale expire huit ans après le début de validité des droits d'utilisation de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale. Ainsi, l'itinérance nationale ne peut jamais constituer une alternative structurelle au développement d'un réseau propre; chaque opérateur 700 MHz demeure sous l'obligation d'un tel développement. Après huit ans, le niveau de couverture de</p>	<p>Het overgangskarakter van de nationale roaming blijkt eveneens uit de bepaling dat iedere tussenkomst van het BIPT inzake nationale roaming afloopt acht jaar na het begin van de geldigheid van de gebruiksrechten van de operator die recht heeft op nationale roaming. Op die manier kan nationale roaming nooit een structureel alternatief vormen voor het uitbouwen van een eigen netwerk; alle 700 MHz-operatoren moeten dus verplicht een eigen netwerk uitbouwen. Na acht jaar moet de dekkingsgraad van de operator die recht heeft</p>

l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale doit être d'au moins 99,8%.	op nationale roaming minstens 99,8% bedragen.
Article 15	Artikel 15
L'organisation des communications critiques des services de secours et de sécurité belges est une mission de service public qui, en tant que service non économique d'intérêt général, a été confiée via la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité à la SA de droit public créée spécialement à cet effet, A.S.T.R.I.D. (ci-après « ASTRID »).	De organisatie van de kritieke communicatie van de Belgische hulp- en veiligheidsdiensten is een taak van openbare dienst die als niet-economische dienst van algemeen belang bij wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten werd opgedragen aan de hiervoor speciaal opgerichte NV van publiek recht, A.S.T.R.I.D. (hierna "ASTRID").
Actuellement, ces communications sont assurées au moyen d'un réseau électronique spécialement conçu à cet effet qui opère selon la norme TETRA dans la bande de fréquences 380-400 MHz.	Momenteel wordt deze communicatie verzekerd door middel van een speciaal hiervoor tot stand gebracht elektronisch netwerk dat volgens de TETRA-norm in de frequentieband 380-400 MHz opereert.
À long terme, les besoins des services de secours et de sécurité en matière d'applications critiques pour le trafic vocal, de données et vidéo évolueront vers des communications large bande mobiles pour les communications dites « Mission Critical », ce qui requiert la mise sur pied de nouveaux réseaux large bande.	Op lange termijn zullen de noden van de hulp- en veiligheidsdiensten inzake kritieke toepassingen voor spraak-, gegevens- en video-verkeer evolueren naar mobiele breedband-communicatie voor "Mission Critical communicatie", hetgeen het opzetten van nieuwe breedbandnetwerken vereist.
Cette mission de service public implique que les possibilités de communications offertes par ASTRID à ses utilisateurs doivent être fournies dans un environnement présentant une couverture, robustesse, sécurité et disponibilité des communications de voix, de données et de vidéo la plus large possible.	Deze taak van openbare dienst houdt in dat de door ASTRID aan zijn gebruikers aangeboden communicatiemogelijkheden verstrekt dienen te worden in een omgeving, met een zo ruim mogelijke dekking, robuustheid, veiligheid en beschikbaarheid van het spraak-, gegevens- en video-verkeer.
La décision n° 243/2012/UE du Parlement européen et du Conseil établissant un programme pluriannuel en matière de politique du spectre radioélectrique (PPSR) établit que la Commission, en collaboration avec les États membres, veille à assurer la mise à disposition en suffisance du spectre, dans des conditions harmonisées, pour soutenir le développement de services liés à la sécurité et la libre circulation des équipements qui y sont associés ainsi que	Besluit nr. 243/2012/EU van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van een meerjarenprogramma voor het radiospectrumbeleid (PPSR) schrijft voor dat de Commissie, in samenwerking met de lidstaten, tracht er voor te zorgen dat voldoende spectrum beschikbaar wordt gesteld voor de ontwikkeling van veiligheidsdiensten en het vrije verkeer van daaraan gerelateerde apparatuur, alsmede voor de ontwikkeling van innoverende

<p>le développement de solutions interoperables innovantes dans le domaine de la sécurité et de la protection du public, de la protection civile et des secours en cas de catastrophe (PPDR).</p>	<p>interoperabele oplossingen voor openbare veiligheid en beveiliging, civiele bescherming en rampenbestrijding (PPDR).</p>
<p>Le rapport CEPT ECC 218 analyse trois modèles d'implémentation différents pour cette infrastructure de réseau. Le modèle d'implémentation avec une infrastructure de réseau hybride combine les avantages d'une infrastructure de réseau spécifique entièrement propre à ceux d'un modèle commercial et évite les inconvénients respectifs. Le réseau pour les communications à large bande pour les services de secours et de sécurité qu'ASTRID doit développer, gérer et exploiter, en exécution de la mission légale de service public qui lui a été confiée, peut donc prendre la forme d'un réseau hybride.</p>	<p>Het CEPT ECC rapport 218 onderzoekt drie verschillende implementatiemodellen voor deze netwerkinfrastructuur. Het implementatiemodel met een hybride netwerkinfrastructuur combineert de voordelen van een volledig eigen specifieke netwerkinfrastructuur met deze van een commercieel model en vermijdt de respectievelijke nadelen. Het door ASTRID, in uitvoering van de hem wettelijk opgedragen taak van openbare dienst, te ontwikkelen, beheeren en exploiteren netwerk voor breedbandcommunicatie voor de hulp- en veiligheidsdiensten kan dus de vorm aannemen van een hybride netwerk.</p>
<p>Un total de 8 MHz duplex, adjacents aux 30 MHz duplex qui font l'objet du présent arrêté, a été identifié au niveau européen pour des solutions de protection et de sécurité du public, de protection civile et de secours en cas de catastrophe (PPDR). Ces fréquences permettront à ASTRID de déployer son propre réseau d'accès radioélectrique spécifique en guise de complément ou d'alternative au réseau d'accès radioélectrique d'un ou de plusieurs opérateurs mobiles publics. Il convient toutefois de remarquer que l'assignation de ces fréquences par l'IBPT à ASTRID ne fait pas l'objet du présent arrêté. Le but n'est pas qu'ASTRID déploie un réseau complet qui couvre tout le pays avec ses propres stations de base.</p>	<p>Op Europees niveau is een totaal van 8 MHz duplex, grenzend aan de 30 MHz duplex waarover dit besluit gaat, geïdentificeerd voor oplossingen voor openbare veiligheid en beveiliging, civiele bescherming en rampenbestrijding (PPDR). Deze frequenties zullen ASTRID in staat stellen om zijn eigen specifiek radiotoegangsnetwerk uit te rollen ter aanvulling of als alternatief voor het radiotoegangsnetwerk van één of meerdere openbare mobiele operatoren. Er moet echter worden opgemerkt dat de toewijzing van die frequenties door het BIPT, aan ASTRID niet het voorwerp van dit besluit uitmaakt. Het is niet de bedoeling dat ASTRID met eigen basisstations een volledig netwerk uitbouwt dat het volledige land zal dekken.</p>
<p>Pour la couverture radio et la capacité de son réseau large bande, ASTRID peut utiliser le réseau d'accès radioélectrique d'un ou de plusieurs opérateurs mobiles publics, à condition que leur réseau satisfasse aux conditions spécifiques nécessaires en matière de couverture radio, robustesse, sécurité, disponibilité et d'autres éléments nécessaires aux communications PPDR.</p>	<p>ASTRID kan voor de radiodekking en capaciteit van zijn breedbandnetwerk, het radiotoegangsnetwerk van één of meer openbare mobiele operatoren gebruiken, op voorwaarde dat hun netwerk voldoet aan de noodzakelijke specifieke voorwaarden inzake radiodekking, robuustheid, veiligheid, beschikbaarheid en noodzakelijke andere elementen voor PPDR-communicatie.</p>

Le 3GPP (3rd Generation Partnership Project) a développé des fonctions spécifiques en soutien des communications radio pour la protection et la sécurité du public, la protection civile et les secours en cas de catastrophe (PPDR) :	Het 3GPP (3rd Generation Partnership Project) heeft specifieke functies ontwikkeld ter ondersteuning van radiocommunicatie voor openbare veiligheid en beveiliging, civiele bescherming en rampenbestrijding (PPDR):
- MCPTT (Mission Critical Push to Talk) ;	- MCPTT (Mission Critical Push to Talk);
- MCVideo (Mission Critical Video) ;	- MCVideo (Mission Critical Video);
- MCDData (Mission Critical Data).	- MCDData (Mission Critical Data).
De plus, le 3GPP a développé une série de mécanismes pour soutenir la priorité et la préemption des communications et de l'échange de données :	Daarnaast heeft 3GPP een reeks mechanismes ontwikkeld ter ondersteuning van prioriteit en pre-emptie van communicaties en gegevensuitwisseling:
- QCI (QoS Class Identifiers) ;	- QCI (QoS Class Identifiers);
- ARP (Allocation and Retention Priority) ;	- ARP (Allocation and Retention Priority);
- ACB (Access Class Barring).	- ACB (Access Class Barring).
À des fins de transmission de voix, SMS et données, tous les opérateurs 700 MHz doivent fournir l'itinérance nationale PPDR dans un délai de deux ans après la réception de la demande en ce sens d'ASTRID et, sauf convention contraire à ce sujet avec ASTRID, soutenir au minimum les mécanismes et services 3GPP standardisés pour les Mission Critical Services (MCPTT, MCDData, MCVideo) et pour la priorité et la préemption énumérés dans l'article et les mettre à la disposition des utilisateurs d'ASTRID.	Ten behoeve van spraak-, sms- en dataverkeer moeten alle 700 MHz-operatoren binnen de twee jaar na het verzoek hiertoe van ASTRID nationale PPDR-roaming aanbieden en, behoudens andersluidend akkoord hierover met ASTRID, minstens de in het artikel opgesomde in 3GPP gestandaardiseerde mechanismes en diensten voor Mission Critical Services (MCPTT, MCDData, MCVideo) en voor prioriteit en pre-emptie ondersteunen en ter beschikking stellen aan de gebruikers van ASTRID.
Pour veiller à ce que les exigences particulières en matière de couverture radio, robustesse, sécurité, disponibilité et éventuellement d'autres éléments nécessaires aux radiocommunications pour la protection et la sécurité du public, la protection civile et les secours en cas de catastrophe soient remplies, ASTRID peut conclure un accord avec un ou plusieurs opérateurs mobiles publics en matière d'implémentation des mesures spécifiques PPDR.	Om ervoor te zorgen dat voldaan wordt aan de bijzondere eisen inzake radiodekking, robuustheid, veiligheid, beschikbaarheid en eventueel andere noodzakelijke elementen voor radiocommunicatie voor openbare veiligheid en beveiliging, civiele bescherming en rampenbestrijding kan ASTRID met één of meerdere openbare mobiele operatoren een overeenkomst inzake de implementatie van bijzondere PPDR-maatregelen sluiten.

L'opportunité pour un opérateur mobile public de mettre en œuvre les mesures spécifiques PPDR doit être discutée dans le cadre des négociations entre ASTRID et l'opérateur mobile public.	De opportuniteit voor een openbare mobiele operator om de bijzondere PPDR-maatregelen te implementeren, moet worden besproken in het kader van de onderhandelingen tussen ASTRID en de openbare mobiele operator.
L'itinérance nationale PPDR doit être fournie par les opérateurs 700 MHz sur toutes les fréquences pour lesquelles l'opérateur dispose de droits d'utilisation en vertu de l'article 18 de la loi lorsque des technologies existantes ou futures, qui soutiennent les mécanismes et services standardisés par le 3GPP visés au §1 ^{er} , 1° à 4°, sont utilisées sur ces fréquences.	De nationale PPDR-roaming moet door de 700 MHz-operatoren worden verleend op alle frequenties waarvoor de operator krachtens artikel 18 van de wet over gebruiksrechten beschikt indien op deze frequenties bestaande en toekomstige technologieën worden gebruikt die de 3GPP gestandaardiseerde mechanismes en diensten zoals vermeld in §1, 1° tot en met 4° ondersteunen.
Les mesures spécifiques PPDR peuvent être octroyées par les opérateurs 700 MHz qui doivent fournir l'itinérance nationale PPDR sur toutes les fréquences pour lesquelles ils disposent des droits d'utilisation en vertu de l'article 18 de la loi et sur toutes les technologies 3GPP existantes et futures qu'ils utilisent pour leur réseau ou service et pour lesquelles ces mécanismes et services sont standardisés.	De bijzondere PPDR-maatregelen kunnen door de 700 MHz-operatoren die nationale roaming moeten aanbieden worden verleend op alle frequenties waarvoor zij krachtens artikel 18 van de wet over gebruiksrechten beschikken en op alle bestaande en toekomstige 3GPP technologieën die zij voor hun netwerk of dienstverlening gebruiken en waarvoor deze mechanismes en diensten gestandaardiseerd zijn.
Par technologies 3GPP, l'on entend les solutions pour les générations successives telles que, mais non exclusivement : GSM, HSCD, GPRS, EDGE, HSPA, LTE.	Met 3GPP technologieën worden de oplossingen voor de opeenvolgende generaties bedoeld zoals, maar niet beperkt tot: GSM, HSCD, GPRS, EDGE, HSPA, LTE.
Le but n'est pas qu'ASTRID entre en concurrence avec les opérateurs mobiles publics. Contrairement à l'itinérance nationale pour un nouvel arrivant (article 14), il n'y a donc pas de raison :	Het is niet de bedoeling dat ASTRID de concurrentie aangaat met de openbare mobiele operatoren. In tegenstelling tot nationale roaming voor een nieuwkomer (artikel 14) is er dus geen reden om:
- d'imposer un déploiement minimal d'un réseau propre par ASTRID ;	- een minimale uitrol van een eigen netwerk van ASTRID op te leggen;
- de limiter la portée géographique de l'itinérance spécifique PPDR ;	- de geografische omvang van de bijzondere PPDR-roaming te beperken;
- de limiter la durée de l'itinérance spécifique PPDR.	- de duur van de bijzondere PPDR-roaming te beperken.

<p>S'il n'est pas possible d'arriver à un accord en matière d'implémentation de mesures spécifiques PPDR entre un opérateur et ASTRID, ASTRID peut introduire une demande d'imposition de mesures spécifiques PPDR auprès des ministres de l'Intérieur et des Télécommunications.</p>	<p>In geval er geen overeenkomst inzake de implementatie van bijzondere PPDR-maatregelen kan worden bereikt tussen een operator en ASTRID, kan ASTRID een verzoek tot het opleggen van bijzondere PPDR-maatregelen indienen bij de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Telecommunicatie.</p>
<p>Sur avis de l'Institut, les ministres prennent une décision vis-à-vis de cet opérateur concernant les aspects techniques des mesures spécifiques PPDR. La nature même de la prise en charge de communications PPDR au bénéfice des services de secours et de sécurité belges rend cette implication et cette décision tant du ministre des Télécommunications que du ministre de l'Intérieur nécessaires.</p>	<p>Op advies van het Instituut nemen de ministers een beslissing ten aanzien van deze operator over de technische aspecten van de bijzondere PPDR-maatregelen. De aard zelf van de zorg voor PPDR-communicatie ten behoeve van de Belgische hulp- en veiligheidsdiensten maakt deze betrokkenheid en beslissing van zowel de Minister van Telecommunicatie als de Minister van Binnenlandse Zaken noodzakelijk.</p>
<p>L'article 106, § 1er, LCE prévoit que le Roi établit, après avis de l'Institut, la liste des opérateurs qui collaborent à la défense civile, ainsi que les conditions et modalités de cette collaboration.</p>	<p>Artikel 106, §1 WEC voorziet dat de Koning, na advies van het Instituut, de lijst van de operatoren die met de civiele verdediging meewerken, alsook de voorwaarden en nadere regels van deze medewerking vastlegt.</p>
<p>L'article 106, § 4, prévoit en outre qu'un ou plusieurs opérateurs peuvent être chargés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avis de l'Institut, d'autres missions visant à satisfaire l'intérêt général.</p>	<p>Artikel 106, §4 voorziet bovendien dat één of meer operatoren door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na advies van het Instituut, kunnen worden belast met andere opdrachten die bedoeld zijn om het algemene belang te dienen.</p>
<p>La nature des services qui doivent être imposés ne porte pas préjudice à la possibilité de l'Institut d'éviter des mesures qui perturbent le marché étant donné que l'Institut rend un avis concernant l'imposition de mesures spécifiques PPDR et que, par une décision, l'Institut en détermine lui-même la tarification qui reflète les coûts ainsi qu'une marge de profit raisonnable.</p>	<p>De natuur van de diensten die opgelegd moeten worden doet geen afbreuk aan de mogelijkheid van het Instituut om marktversturende elementen te vermijden gezien het Instituut een advies geeft inzake het opleggen van bijzondere PPDR-maatregelen en het Instituut via besluit zelf de prijszetting hiervan bepaalt die de kosten weerspiegelt samen met een redelijke winstmarge.</p>
<p>Le support et la mise à disposition de l'itinérance nationale PPDR à ASTRID concerne uniquement l'implémentation de mécanismes et services standardisés et sont imposés à titre d'obligation générale à</p>	<p>Het ondersteunen en ter beschikking stellen van nationale PPDR-roaming aan ASTRID betreft enkel het implementeren van gestandaardiseerde mechanismes en diensten en wordt als algemene plicht aan alle</p>

<p>tous les opérateurs 700 MHz mais la mise en œuvre de conditions spécifiques PPDR en matière de couverture radio, de robustesse, de sécurité et de fonctionnalités pour les radiocommunications pour la sécurité et la protection du public, et les secours en cas de catastrophes (PPDR) peut entraîner des coûts supplémentaires pour un opérateur mobile public. Une indemnité est en outre due aux opérateurs mobiles publics pour la consommation de voix, SMS et données d'ASTRID.</p>	<p>700 MHz-operatoren opgelegd, maar de implementatie van bijzondere PPDR-maatregelen inzake radiodekking, robuustheid, veiligheid en functionaliteiten voor radiocommunicatie voor openbare veiligheid en beveiliging, en rampenbestrijding (PPDR) kan leiden tot substantiële extra kosten voor een openbare mobiele operator. Daarnaast is ook een vergoeding verschuldigd aan de openbare mobiele operatoren voor het spraak-, sms- en dataverbruik van ASTRID.</p>
<p>En l'absence d'accord à ce sujet entre l'opérateur mobile public concerné et ASTRID, l'Institut détermine par une décision le prix qu'un opérateur mobile public peut facturer à ASTRID pour la fourniture d'itinérance nationale et de mesures spécifiques PPDR et/ou pour la consommation de voix, SMS et données d'ASTRID.</p>	<p>Indien hierover geen overeenkomst kan gesloten worden tussen de betrokken openbare mobiele operator en ASTRID, bepaalt het Instituut via besluit de prijs die een openbare mobiele operator mag aanrekenen aan ASTRID voor het aanbieden van nationale roaming en bijzondere PPDR-maatregelen en/of voor het spraak-, sms- en dataverbruik van ASTRID.</p>
<p>L'Institut utilise à cet effet la méthode « cost plus » sur la base des coûts spécifiques avérés de l'opérateur mobile public pour la fourniture de mesures spécifiques PPDR à ASTRID, à majorer d'une marge de profit raisonnable pour l'opérateur. En ce qui concerne le prix pour la consommation de voix, SMS et données d'ASTRID, les coûts liés à la mise à disposition de l'itinérance nationale PPDR ne peuvent pas être de nouveau portés en compte.</p>	<p>Het Instituut maakt hiervoor gebruik van de 'cost plus'-methode op basis van de bewezen specifieke kosten van de openbare mobiele operator voor het aanbieden van bijzondere PPDR-maatregelen aan ASTRID, te vermeerderen met een redelijke winstmarge voor de operator. Voor wat de prijs betreft voor het spraak-, sms- en dataverbruik van ASTRID kunnen de kosten gemaakt voor het ter beschikking stellen van nationale PPDR-roaming niet opnieuw in rekening worden gebracht.</p>
<p>Article 16</p>	<p>Artikel 16</p>
<p>Cet article ne nécessite pas de commentaire.</p>	<p>Dit artikel behoeft geen commentaar.</p>
<p>Article 17</p>	<p>Artikel 17</p>
<p>Il y est stipulé qu'il est interdit à un candidat d'apporter des modifications aux éléments mentionnés dans sa candidature.</p>	<p>Hierin wordt bepaald dat het verboden is voor een kandidaat om wijzigingen aan te brengen aan de elementen die in zijn kandidatuur werden meegedeeld.</p>
<p>Le paragraphe 3 impose une obligation d'information au cas où il se produit une</p>	<p>Paragraaf 3 legt een informatieverplichting op ingeval zich een wijziging voordoet met</p>

modification touchant à certaines déclarations du candidat. Il va de soi qu'il doit s'agir de modifications résultant de faits ou d'événements sur lesquels le candidat ne peut pas exercer d'influence. La contribution volontaire ou par négligence à des modifications peut contribuer à l'exclusion du candidat.	betrekking tot bepaalde verklaringen van de kandidaat. Het spreekt voor zich dat het moet gaan om wijzigingen als gevolg van feiten of gebeurtenissen waarop de kandidaat geen invloed kan uitoefenen. Het bewust of door nalatigheid in de hand werken van wijzigingen kan leiden tot de uitsluiting van de kandidaat.
Articles 18 et 19	De artikelen 18 en 19
Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
Article 20	Artikel 20
Cette disposition vise à éviter que les candidats qui ne sont pas sérieux introduisent une candidature.	Deze bepaling heeft tot doel te vermijden dat niet-ernstige kandidaten een kandidatuur indienen.
Le taux d'intérêt mentionné, à savoir le taux d'intérêt de la facilité de dépôt, est celui proposé par la Banque Nationale de Belgique conformément aux décisions et directives de la Banque Centrale Européenne. Ce taux d'intérêt peut être négatif.	De vermelde interestvoet, met name de interestvoet van de depositofaciliteit, is deze vermeld door de Nationale Bank van België conform de besluiten en richtlijnen van de Europese Centrale Bank. Deze interestvoet kan negatief zijn.
Article 21	Artikel 21
Ce n'est pas à l'IBPT de choisir parmi un groupe pertinent l'entité qui participera à la procédure d'attribution. Si le groupe pertinent ne parvient pas à prendre lui-même une décision pertinente en la matière, il est exclu de la procédure d'attribution.	Het is niet aan het BIPT om uit een relevante groep die entiteit te kiezen die zal deelnemen aan de procedure voor toekenning. Indien de relevante groep zelf niet tot een duidelijke beslissing ter zake komt, wordt ze uitgesloten van de procedure voor toekenning.
Articles 22 et 23	De artikelen 22 en 23
Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
Articles 24 à 46	Artikelen 24 tot 46
Ces articles règlent le déroulement pratique de la procédure d'attribution.	Deze artikelen regelen het praktische verloop van de toewijzingsprocedure.
Il y a lieu de noter que les frais de consultants qui assisteront l'autorité	Er moet worden opgemerkt dat de kosten van consultants die de overheid zullen bijstaan bij

publique dans la préparation et le déroulement de la mise aux enchères seront imputés sur le montant de la redevance unique (article 47, § 3).	de voorbereiding en het verloop van de veiling zullen worden aangerekend op het bedrag van de enige heffing (artikel 47, § 3).
L'arrêté royal du [DATE] concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz prévoit l'organisation d'une première mise aux enchères réservée aux nouveaux entrants sur le marché est organisée afin d'octroyer le portefeuille de fréquences composé de spectre dans les bandes 700 MHz, 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz. Si l'IBPT combine la procédure d'attribution pour la bande 700 MHz avec la procédure d'attribution dont les conditions d'octroi sont fixées par l'arrêté royal susmentionné, il est possible qu'un bloc de fréquences mentionné à l'article 4, § 1 ^{er} , soit octroyé à un nouvel entrant entre l'appel à candidature publié au Moniteur belge et la première partie de la procédure d'attribution.	Het koninklijk besluit van [DATUM] betreffende radiotoegang in de banden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz bepaalt dat een eerste veiling die voorbehouden is voor de nieuwkomers op de markt georganiseerd wordt om de portfolio van frequenties samengesteld uit spectrum in de banden van 700 MHz, 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz toe te wijzen. Indien het BIPT de toewijzingsprocedure voor de 700 MHz-band combineert met de toewijzingsprocedure waarvan de verleningsvoorwaarden worden vastgesteld in het voormelde koninklijk besluit, is het mogelijk dat een frequentieblok waarvan sprake in artikel 4, § 1, aan een nieuwkomer wordt verleend tussen de oproep tot het indienen van kandidaturen, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad en het eerste deel van de toewijzingsprocedure.
La procédure d'attribution est composée de deux parties.	De toewijzingsprocedure bestaat uit twee delen.
La première partie (articles 31 à 41) est une mise aux enchères de type SMRA ¹² avec des lots génériques. Les lots sont génériques afin d'éviter que des opérateurs ne se voient octroyer des blocs non contigus, ce qui conduirait à une utilisation inefficace du spectre.	Het eerste deel (artikelen 31 tot 41) is een veiling van het type SMRA ¹ met generieke percelen. De percelen zijn generiek om te vermijden dat operatoren niet-aaneengrenzende blokken krijgen toegewezen, wat zou leiden tot een inefficiënt gebruik van het spectrum.
Les formats d'enchères les plus utilisés sont le SMRA et le CCA ¹³ . Le SMRA facilite la détermination du prix, est plus simple et transparent que le CCA, et apporte plus de flexibilité aux soumissionnaires. De plus, l'IBPT a déjà l'expérience de ce format d'enchère. En effet, toutes les enchères pour le spectre en Belgique ont été de type SMRA.	De vaakst gebruikte veilingformaten zijn de SMRA en de CCA ² . Een SMRA vergemakkelijkt de prijsbepaling, is eenvoudiger en transparanter dan een CCA, en geeft meer flexibiliteit aan de inschrijvers. Bovendien heeft het BIPT reeds ervaring met dit soort van veiling. Alle spectrumveilingen in België waren immers van het type SMRA.

¹² Simultaneous Multiple Round Ascending Auction.

¹³ Combinatorial Clock Auction.

<p>Pendant la procédure de mise aux enchères, les soumissionnaires peuvent faire plusieurs offres lors de chaque tour pour des lots individuels. Ils peuvent modifier leur demande lors des tours successifs, dans le respect de certaines règles d'activités. Les règles d'activité limitent les offres que peut émettre un candidat lors d'un tour donné en fonction des offres émises lors des tours précédents, dans le but de restreindre le comportement stratégique des candidats.</p>	<p>Tijdens de veilingprocedure kunnen de inschrijvers verscheidene biedingen doen tijdens elke ronde voor individuele percelen. Tijdens opeenvolgende ronden kunnen ze hun vraag wijzigen, met inachtneming van bepaalde activiteitenregels. De regels inzake activiteit beperken de biedingen die een kandidaat tijdens een gegeven ronde mag uitbrengen volgens de biedingen die in de voorgaande ronden zijn uitgebracht, met als doel het strategische gedrag van de kandidaten in te perken.</p>
<p>La première partie de la procédure est similaire à la procédure pour la bande 2,6 GHz (sur base de l'arrêté royal 2,6 GHz) et à la procédure pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz).</p>	<p>Het eerste deel van de procedure lijkt op de procedure voor de 2,6 GHz-band (krachtens het 2,6 GHz-koninklijk besluit) en de procedure voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit).</p>
<p>La deuxième partie (articles 42 à 46) a pour but de déterminer le positionnement des blocs dans la bande.</p>	<p>Het tweede deel (artikelen 42 tot 46) heeft als doel de positie van de blokken in de band te bepalen.</p>
<p>Lors des procédures pour la bande 2,6 GHz et pour la bande 800 MHz, les candidats faisaient offre pour des blocs spécifiques. Dans le cas du présent arrêté, les candidats font offre pour des blocs génériques. Une fois la première partie (mise aux enchères) terminée, on doit donc déterminer le positionnement des blocs dans la bande.</p>	<p>Tijdens procedures voor de 2,6 GHz-band en de 800 MHz-band deden de kandidaten biedingen op specifieke blokken. In het geval van dit besluit doen de kandidaten biedingen op generieke blokken. Zodra het eerste deel (de veiling) afgelopen is, dient dus de positie van de blokken in de band te worden bepaald.</p>
<p>La deuxième partie de la procédure consiste en un tour supplémentaire afin que les candidats puissent remettre des offres supplémentaires pour leurs options de placement préférées. Si les opérateurs concernés parviennent à se mettre d'accord sur le positionnement des blocs dans la bande, le tour supplémentaire n'est pas nécessaire.</p>	<p>Het tweede deel van de procedure bestaat in een bijkomende ronde opdat de kandidaten bijkomende biedingen kunnen indienen voor hun voorkeursplaatsen. Indien de betrokken operatoren tot een akkoord komen over de positie van de blokken in de band, is er geen bijkomende ronde nodig.</p>
<p>L'article 26 interdit aux candidats de poser des actes susceptibles de manipuler la procédure.</p>	<p>Artikel 26 verbiedt de kandidaten handelingen te stellen die de procedure kunnen manipuleren.</p>
<p>L'article 27 interdit en particulier les accords entre candidats ou tiers susceptibles d'influencer la procédure.</p>	<p>Artikel 27 verbiedt in het bijzonder afspraken tussen kandidaten of met derden die de procedure zouden kunnen beïnvloeden.</p>

L'article 28 décrit les infractions qui conduisent automatiquement à l'exclusion de la procédure. Il s'agit d'infractions qui mettent en péril l'égalité des candidats. Par analogie au droit disciplinaire, l'on peut dire que des sanctions doivent certes être précisément définies (" <i>nulla poena sine lege</i> "), mais que cela ne vaut pas pour les infractions, qui en l'espèce ne peuvent pas être définies à l'avance ("L'absence de codification des manquements ou fautes professionnelles peut s'expliquer par la spécificité d'une matière touchant à la fois à la pratique évolutive ..." DU JARDIN, J., "Le contrôle de légalité exercé par la Cour de Cassation sur la justice disciplinaire au sein des ordres professionnels", J.T., 2000, 627-628).	Artikel 28 beschrijft de inbreuken die automatisch leiden tot uitsluiting van de procedure. Het gaat om inbreuken die de gelijkheid van de kandidaten in het gedrang brengen. Naar analogie met het tuchtrecht kan worden gesteld dat sancties weliswaar duidelijk moeten bepaald zijn (" <i>nulla poena sine lege</i> "), maar dat zulks niet geldt voor inbreuken die in casu niet op voorhand definieerbaar zijn (" <i>L'absence de codification des manquements ou fautes professionnelles peut s'expliquer par la spécificité d'une matière touchant à la fois à la pratique évolutive...</i> " DU JARDIN, J., "Le contrôle de légalité exercé par la Cour de Cassation sur la justice disciplinaire au sein des ordres professionnels", J.T., 2000, 627-628).
Les articles 31 à 33 reprennent les mécanismes de surenchérissment et de définition des offres dans le cadre de la procédure d'enchères.	Artikelen 31 tot 33 bevatten de mechanismen voor nieuwe prijsstijgingen en de definitie van de aanbiedingen in het kader van de veilingprocedure.
Les autres articles ne nécessitent pas de commentaire.	De overige artikelen behoeven geen commentaar.
Articles 47 et 48	De artikelen 47 en 48
Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
Article 49	Artikel 49
Cet article ne nécessite pas de commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.	Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.
J'ai l'honneur d'être,	Ik heb de eer te zijn,
Sire,	Sire,
de Votre Majesté,	van Uwe Majesteit,
le très respectueux	de zeer eerbiedige
et très fidèle serviteur,	en zeer getrouwe dienaar,
La Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

... - Arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 700 MHz	... - Koninklijk besluit betreffende radiotoegang in de frequentieband 700 MHz
PHILIPPE, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
À tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 13, alinéa 1 ^{er} , l'article 13/1, § 2, inséré par la loi du 31 juillet 2017, l'article 18, modifié par la loi du 10 juillet 2012 et par la loi du 27 mars 2014, l'article 20, § 1 ^{er} modifié par la loi du 10 juillet 2012, l'article 29, § 2, l'article 30, modifié par la loi du 15 mars 2010, par la loi du 29 mai 2013 et par la loi du [] et l'article 51, § 2, modifié par la loi du 18 mai 2009, par la loi du 29 décembre 2010 et par la loi du 10 juillet 2012 ;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 13, eerste lid, artikel 13/1, § 2, ingevoegd bij de wet van 31 juli 2017, artikel 18, gewijzigd bij de wet van 10 juli 2012 en bij de wet van 27 maart 2014, artikel 20, § 1, gewijzigd bij de wet van 10 juli 2012, artikel 29, § 2, artikel 30, gewijzigd bij de wet van 15 maart 2010, bij de wet van 29 mei 2013 en bij de wet van [] en artikel 51, § 2, gewijzigd bij de wet van 18 mei 2009, bij de wet van 29 december 2010 en de wet van 10 juli 2012;
Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;	Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 décembre 2017, le 9 janvier 2018, le 27 avril 2018, le 14 décembre 2020, le 18 mai 2021 et le 19 mai 2021 ;	Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 22 december 2017, 9 januari 2018, 27 april 2018, 14 december 2020, 18 mei 2021 en 19 mei 2021;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 juillet 2018 et de la secrétaire d'État au Budget, donné le 21 décembre 2020 et le 20 mai 2021;	Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 2018 en van Onze Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 21 december 2020 en op 20 mei 2021;
Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 12 mai 2021 ;	Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 12 mei 2021;
Vu la consultation du 27 janvier au 3 février 2021 du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision ;	Gelet op de raadpleging van 27 januari tot 3 februari 2021 van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;
Vu la consultation du Comité de concertation du [] ;	Gelet op de raadpleging van het Overlegcomité van [];

Vu l'avis XX.XXX/X du Conseil d'Etat, donné le [], en application de l'article 84, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2 ^o , des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;	Gelet op advies XXXXX/X van de Raad van State, gegeven op [], met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2 ^o , van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et sur l'avis de nos Ministres réunis en Conseil,	Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,
Nous avons arrêté et arrêtons :	Hebben Wij besloten en besluiten Wij:
CHAPITRE 1^{er}. - Terminologie et définitions	HOOFDSTUK 1. - Terminologie en definities.
Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par:	Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:
1 ^o "terminal": équipement hertzien d'un utilisateur final;	1 ^o "eindtoestel": radioapparatuur van een eindgebruiker;
2 ^o "accès radioélectrique": communications assurées par voie hertzienne entre un terminal et une station de base;	2 ^o "radiotoegang": Verbindingen via radiogolven tussen een eindtoestel en een basisstation;
3 ^o "réseau d'accès radioélectrique": ensemble des stations de base nécessaires pour offrir l'accès radioélectrique;	3 ^o "netwerk voor radiotoegang": geheel van de basisstations die nodig zijn om radiotoegang te verlenen;
4 ^o "droits d'utilisation": droits octroyés par l'Institut couvrant l'utilisation des fréquences visées à l'article 4;	4 ^o "gebruiksrechten": door het Instituut toegekende rechten die het gebruik dekken van de frequenties vermeld in artikel 4;
5 ^o "opérateur 700 MHz": opérateur ayant obtenu des droits d'utilisation;	5 ^o "700 MHz-operator": operator die gebruiksrechten heeft verworven;

<p>6° "contrôle relatif à une personne": le pouvoir en droit ou en fait d'exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants de cette personne, ou sur l'orientation de sa gestion. Le contrôle peut être exercé de façon exclusive ou conjointe, directement ou via un intermédiaire, et sera interprété conformément aux articles 1:14 à 1:18 du Code des sociétés et des associations, Partie 1re, Livre 1er, Titre 4, Chapitre 1er, étant entendu que lorsqu'il y est question d'une majorité, cette majorité s'élèvera à 50 % ou plus;</p>	<p>6° "controle met betrekking tot een persoon": de bevoegdheid in rechte of in feite om een beslissende invloed uit te oefenen op de aanstelling van de meerderheid van de bestuurders of zaakvoerders van die persoon of op de oriëntatie van het beheer ervan. De controle kan exclusief of gezamenlijk, direct of via een tussenpersoon worden uitgeoefend en wordt geïnterpreteerd conform de artikelen 1:14 tot 1:18 van het Wetboek van Venootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 1, op voorwaarde dat wanneer er sprake is van een meerderheid, deze meerderheid 50% of meer bedraagt;</p>
<p>7° "groupe pertinent": par rapport à une personne (la "première personne"):</p>	<p>7° "relevante groep": ten opzichte van een persoon (de "eerste persoon"):</p>
<p>a) la première personne, et;</p>	<p>a) de eerste persoon, en;</p>
<p>b) toute personne contrôlée par la première personne, et;</p>	<p>b) elke persoon die wordt gecontroleerd door de eerste persoon, en;</p>
<p>c) toute personne (la "deuxième personne") qui contrôle la première personne, et;</p>	<p>c) elke persoon (de "tweede persoon") die de eerste persoon controleert, en;</p>
<p>d) toute personne contrôlée par la deuxième personne, et;</p>	<p>d) elke persoon die wordt gecontroleerd door de tweede persoon, en;</p>
<p>e) toute personne avec laquelle une des personnes visées sous a) à c) constitue un consortium, au sens de l'article 1:19 du Code des sociétés et des associations, Partie 1re, Livre 1er, Titre 4, Chapitre 2;</p>	<p>e) elke persoon waarmee een van de onder a) tot c) beoogde personen een consortium vormt in de betekenis van artikel 1:19 van het Wetboek van Venootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 2.</p>
<p>8° "opérateur mobile existant": titulaire, le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, de droits d'utilisation accordés en vertu de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM ou de l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800, ou de l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz.</p>	<p>8° "bestaande mobiele operator": houder, op de dag van inwerkingtreding van dit besluit, van gebruiksrechten toegekend krachtens het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilofonienetten of van het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten of van het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz.</p>

9° "opérateur qui a droit à l'itinérance nationale": un opérateur 700 MHz qui n'est pas un opérateur mobile existant et dont le groupe pertinent ne compte pas d'opérateur mobile existant;	9° "operator die recht heeft op nationale roaming": een 700 MHz-operator die geen bestaande mobiele operator is en waarvan de relevante groep geen bestaande mobiele operator bevat;
10° "opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale": un opérateur mobile existant qui est également un opérateur 700 MHz ou qui appartient au groupe pertinent d'un opérateur 700 MHz;	10° "operator die nationale roaming moet aanbieden": een bestaande mobiele operator die tevens een 700 MHz-operator is of die behoort tot de relevante groep van een 700 MHz-operator;
11° "PPDR" : protection et sécurité du public, protection civile et secours en cas de catastrophe;	11° "PPDR": openbare veiligheid en beveiliging, civiele bescherming en rampenbestrijding;
12° "itinérance nationale PPDR" : itinérance nationale faisant appel au réseau d'accès radioélectrique d'un opérateur mobile dans le cadre de communications de voix et de données pour la protection et la sécurité du public, la protection civile et les secours en cas de catastrophe au bénéfice du réseau de radiocommunications visé à l'article 3, § 1 ^{er} , alinéa premier, de la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité;	12° "nationale PPDR-roaming": nationale roaming waarbij beroep wordt gedaan op het radiotoegangsnetwerk van een openbare mobiele operator, voor spraak- en datacommunicatie voor openbare veiligheid en beveiliging, civiele bescherming en rampenbestrijding ten behoeve van het radiocommunicatienetwerk bedoeld in artikel 3, §1, eerste lid, van de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten;
13° "mesures spécifiques PPDR" :mesures en matière de couverture radio, robustesse, sécurité, disponibilité et éventuellement d'autres éléments afin de rendre un réseau mobile public adapté à des communications de voix et de données sûres pour la protection et la sécurité du public, la protection civile et les secours en cas de catastrophe au bénéfice du réseau de radiocommunications visé à l'article 3, § 1 ^{er} , alinéa premier, de la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité;	13° "bijzondere PPDR-maatregelen":maatregelen inzake radiodekking, robuustheid, veiligheid, beschikbaarheid en eventueel andere elementen om een openbaar mobiel netwerk geschikt te maken voor veilige spraak- en datacommunicatie voor openbare veiligheid en beveiliging, civiele bescherming en rampenbestrijding ten behoeve van het radiocommunicatienetwerk bedoeld in artikel 3, §1, eerste lid, van de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten;

14° "identité fictive d'un candidat": nom fictif attribué par l'Institut au candidat. Jusqu'au dernier tour de la mise aux enchères, visée aux articles 31 à 41, l'identité réelle du candidat liée à l'identité fictive n'est connue que par l'Institut et le candidat.	14° "fictieve identiteit van een kandidaat": fictieve naam die door het Instituut aan de kandidaat wordt gegeven. Tot aan de laatste ronde van de in de artikelen 31 tot 41 bedoelde veiling is de echte identiteit van de kandidaat die aan de fictieve identiteit gelinkt is, enkel bekend voor het Instituut en voor de kandidaat.
CHAPITRE 2. - Généralités	HOOFDSTUK 2. – Algemeen
Art. 2. Le présent arrêté s'applique à tout opérateur ayant fait une notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques qui désire obtenir des fréquences afin d'offrir l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences visées à l'article 4.	Art. 2. Dit besluit is van toepassing op iedere operator die een kennisgeving heeft gedaan overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en die frequenties wenst te verwerven voor het aanbieden van radiotoegang in de frequentiebanden vermeld in artikel 4.
Art. 3. § 1^{er}. Les droits d'utilisation sont valables pendant une période de vingt ans à partir de la date fixée par l'Institut conformément à l'article 47, § 2.	Art. 3. § 1. De gebruiksrechten zijn geldig voor een periode van twintig jaar vanaf de datum vastgelegd door het Instituut conform artikel 47, § 2.
A l'expiration de cette première période, les droits d'utilisation peuvent être prolongés par l'Institut, par périodes de cinq ans. L'Institut prend une décision à cet effet, au plus tard deux ans avant l'expiration de la période, après avoir entendu l'opérateur concerné.	Na afloop van die eerste periode kunnen de gebruiksrechten telkens voor vijf jaar worden verlengd door het Instituut. Daartoe neemt het Instituut een beslissing uiterlijk twee jaar voor het verstrijken van de periode en na de betrokken operator te hebben gehoord.
§ 2. Les droits d'utilisation couvrent l'utilisation des stations de radiocommunications déployées par l'opérateur 700 MHz sur l'ensemble du territoire terrestre national, et l'utilisation des terminaux connectés au réseau d'accès radioélectrique. Les droits d'utilisation ne sont pas valables pour des stations de radiocommunications déployées par l'opérateur 700 MHz dans l'espace aérien national, dans les eaux territoriales ou dans la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord.	§ 2. De gebruiksrechten dekken het gebruik van de radiostations die opgesteld zijn door de 700 MHz-operator op het gehele nationale vasteland, en het gebruik van de eindtoestellen die aangesloten zijn op het netwerk voor radiotoegang. De gebruiksrechten zijn niet geldig voor radiostations die de 700MHz-operator uitrolt in het nationale luchtruim, in de territoriale wateren of in de exclusieve economische zone van België in de Noordzee.
CHAPITRE 3. - Utilisation des fréquences	HOOFDSTUK 3. - Gebruik van de frequenties

<p>Art. 4. § 1^{er}. L'Institut assigne, conformément aux dispositions du Chapitre 10, six blocs de fréquences de 5 MHz duplex dans les bandes de fréquences 703-733 MHz et 758-788 MHz, séparées par un écart duplex de 55 MHz.</p>	<p>Art. 4. § 1. Het Instituut wijst overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk 10 zes frequentieblokken van 5 MHz duplex toe in de frequentiebanden 703-733 MHz en 758-788 MHz, gescheiden door een duplexafstand van 55 MHz.</p>
<p>Pour identifier les blocs lors de l'émission d'une offre conformément à l'article 33, les blocs sont numérotés de 1 à 6. Le numéro du bloc ne préjuge en rien de son positionnement dans la bande de fréquences.</p>	<p>Om de blokken te identificeren tijdens het maken van een bod conform artikel 33, worden de blokken genummerd van 1 tot 6. Het nummer van het blok is in geen geval een indicatie van zijn positie in de frequentieband.</p>
<p>§ 2. La bande de fréquences 758-788 MHz est réservée à l'émission par les stations de base et la bande de fréquences 703-733 MHz est réservée à l'émission par les terminaux.</p>	<p>§ 2. De frequentieband 758-788 MHz is voorbehouden voor het uitzenden door de basisstations en de frequentieband 703-733 MHz is voorbehouden voor het uitzenden door de eindtoestellen.</p>
<p>§ 3. Un groupe pertinent par rapport à un opérateur 700 MHz ne peut détenir que 10 MHz duplex au maximum dans les bandes de fréquences 703-733 MHz et 758-788MHz.</p>	<p>§ 3. Een relevante groep ten opzichte van een 700 MHz-operator kan niet meer dan 10 MHz duplex innemen in de frequentiebanden 703-733 MHz en 758-788MHz.</p>
<p>§ 4. L'Institut peut, après avoir entendu les parties concernées, modifier la répartition des fréquences attribuées, sans modifier la quantité de spectre attribuée à chaque opérateur, dans des cas objectivement justifiés, dans des délais et dans des proportions raisonnables.</p>	<p>§ 4. Het Instituut mag, na de betrokken partijen te hebben gehoord, de verdeling van de toegewezen frequenties wijzigen, zonder de kwantiteit spectrum toegekend aan elke operator te wijzigen, in objectief gerechtvaardigde gevallen, binnen redelijke termijnen en verhoudingen.</p>
<p>Art. 5. La détention de terminaux destinés à fonctionner dans les bandes de fréquences visées à l'article 4 est exemptée des autorisations ou droits d'utilisation visés à l'article 13/1, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p>	<p>Art. 5. Het houden van eindtoestellen die bestemd zijn om te werken op de frequentiebanden vermeld in artikel 4 is vrijgesteld van de vergunningen of gebruiksrechten bedoeld in artikel 13/1, § 1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p>
<p>Art. 6. L'opérateur 700 MHz respecte les contraintes résultant de la coordination transfrontalière dans le cadre des accords internationaux conclus par l'Institut.</p>	<p>Art. 6. De 700 MHz-operator respecteert de verplichtingen die voortvloeien uit de grensoverschrijdende coördinatie in het kader van de internationale overeenkomsten die het Instituut gesloten heeft.</p>

<p>Art. 7. § 1^{er}. L'Institut peut autoriser des opérateurs 700 MHz à partager des droits d'utilisation pour des fréquences, à la condition qu'une telle utilisation partagée ne porte pas préjudice à la concurrence entre les opérateurs 700 MHz participants et les autres opérateurs 700 MHz.</p>	<p>Art. 7. § 1. Het Instituut kan 700 MHz-operatoren toestaan om gebruiksrechten voor frequenties te delen, op voorwaarde dat een dergelijk gedeeld gebruik de concurrentie tussen de deelnemende 700 MHz-operatoren en de andere 700 MHz-operatoren niet schaadt.</p>
<p>§ 2. Les opérateurs 700 MHz qui souhaitent partager des droits d'utilisation pour des fréquences introduisent à cet effet une demande auprès de l'Institut.</p>	<p>§ 2. De 700 MHz-operatoren die gebruiksrechten voor frequenties wensen te delen, dienen daartoe een verzoek in bij het Instituut.</p>
<p>La demande contient au minimum les renseignements suivants:</p>	<p>De aanvraag bevat ten minste de volgende inlichtingen:</p>
<p>1° les fréquences concernées;</p>	<p>1° de frequenties die betrokken zouden zijn;</p>
<p>2° les zones géographiques concernées;</p>	<p>2° de geografische zones die betrokken zouden zijn;</p>
<p>3° les modalités techniques du partage.</p>	<p>3° de technische voorwaarden voor het delen</p>
<p>L'Institut peut demander dans les six semaines de la réception des informations visées à l'alinéa 2 toutes les informations supplémentaires dont il a besoin pour marquer ou non son accord sur le partage des droits d'utilisation pour des fréquences.</p>	<p>Het Instituut kan binnen de zes weken na ontvangst van de in het tweede lid bedoelde informatie alle bijkomende inlichtingen vragen die het nodig heeft om al dan niet met het delen van de gebruiksrechten voor frequenties in te stemmen.</p>
<p>Si l'Institut n'a pas demandé d'informations supplémentaires, il communique sa décision dans les quatre mois qui suivent la réception des informations visées à l'alinéa 2.</p>	<p>Indien het Instituut geen bijkomende inlichtingen gevraagd heeft, deelt het zijn beslissing mee binnen vier maanden na ontvangst van de informatie bedoeld in het tweede lid.</p>
<p>Si l'Institut a demandé des informations supplémentaires, il communique sa décision dans les quatre mois qui suivent la réception de celles-ci.</p>	<p>Indien het Instituut bijkomende inlichtingen gevraagd heeft, deelt het zijn beslissing mee binnen vier maanden na de ontvangst daarvan.</p>
<p>§ 3. Chaque opérateur 700 MHz, qui partage ses droits d'utilisation pour des fréquences reste responsable du respect des conditions d'utilisation des droits d'utilisation pour les fréquences qui lui ont été octroyées.</p>	<p>§ 3. Elke 700 MHz-operator die zijn gebruiksrechten voor frequenties deelt, blijft verantwoordelijk voor de naleving van de gebruiksvoorwaarden van de gebruiksrechten voor de frequenties die hem zijn toegewezen.</p>

<p>§ 4. Tout partage des droits d'utilisation pour des fréquences est communiqué à l'Institut par les opérateurs 700 MHz concernés, avec une copie de la convention de partage des droits d'utilisation pour des fréquences. La résiliation de la convention doit également être communiquée à l'Institut par les opérateurs concernés. L'Institut publie le partage des droits d'utilisation pour des fréquences sur son site Internet.</p>	<p>§ 4. Elk delen van gebruiksrechten voor frequenties, wordt door de betrokken 700 MHz-operatoren meegedeeld aan het Instituut, samen met een kopie van de overeenkomst tot delen van gebruiksrechten voor frequenties. Ook de beëindiging van die overeenkomst wordt door de betrokken operatoren meegedeeld aan het Instituut. Het Instituut maakt het delen van gebruiksrechten voor frequenties bekend op zijn website.</p>
<p>CHAPITRE 4. - Redevances pour l'utilisation du spectre radioélectrique et le contrôle des fréquences</p>	<p>HOOFDSTUK 4. - Rechten voor het gebruik van het radiospectrum en de controle op de frequenties</p>
<p>Art. 8. § 1^{er}. L'opérateur 700 MHz acquitte une redevance, appelée redevance annuelle de mise à disposition des fréquences.</p>	<p>Art. 8. § 1. De 700 MHz-operator betaalt een heffing genaamd jaarlijks recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties.</p>
<p>La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences s'élève à 91.200 euros par MHz attribué. La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences est réduite de 50% les trois premières années de la première période de validité des droits d'utilisation.</p>	<p>Het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties bedraagt 91.200 euro per toegewezen MHz. De jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties worden verlaagd met 50% de drie eerste jaar van de eerste periode van geldigheid van de gebruiksrechten.</p>
<p>Le montant de cette redevance est indépendant du nombre stations de radiocommunications exploitant la fréquence en question.</p>	<p>Het bedrag van dat recht is onafhankelijk van het aantal stations voor radiocommunicatie die de frequentie in kwestie exploiteren.</p>
<p>§ 2. L'opérateur 700 MHz paie la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences, pour les blocs attribués au premier janvier de l'année sur laquelle porte la redevance, au plus tard le 31 janvier de l'année sur laquelle porte la redevance.</p>	<p>§ 2. De 700 MHz-operator betaalt het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties, voor de frequentieblokken toegewezen op 1 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft, uiterlijk 31 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft.</p>
<p>Le premier paiement de la redevance annuelle de mise à disposition pour chaque bloc de fréquences attribué est effectué, dans les trente jours suivant le début de la période de validité des droits d'utilisation pour ce bloc de fréquences, au prorata du nombre de jours restant jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.</p>	<p>De eerste betaling van het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van elk toegewezen frequentieblok wordt verricht binnen de dertig dagen vanaf de aanvang van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten voor dat frequentieblok, naar rata van het aantal dagen dat overblijft tot 31 december van het lopende jaar.</p>

Si les droits d'utilisation pour un bloc de fréquences prennent fin, la redevance annuelle de mise à disposition pour ce bloc de fréquences est due jusqu'au jour durant lequel les droits d'utilisation prennent fin.	Indien de gebruiksrechten voor een frequentieblok verstrijken, is het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling voor dat frequentieblok verschuldigd tot de dag waarop de gebruiksrechten verstrijken.
§ 3. Les montants sont adaptés à l'indice des prix à la consommation ayant base 2013=100 comme période de référence, le 1 ^{er} janvier de chaque année.	§ 3. De bedragen worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen dat basis 2013=100 als referentieperiode heeft.
L'adaptation est réalisée à l'aide du coefficient obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre, qui précède le mois de janvier au cours duquel l'adaptation a lieu, par l'indice des prix du mois de décembre 2016. Après application du coefficient, les montants obtenus sont arrondis à la centaine d'euros supérieure.	De aanpassing geschiedt met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt door het indexcijfer van de maand december die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing plaatsvindt, te delen door het indexcijfer van de maand december 2016. Na toepassing van de coëfficiënt worden de bedragen afgerond tot het hogere honderdtal in euro.
CHAPITRE 5. - Dédommagement des opérateurs de réseau de radiodiffusion concernés	HOOFDSTUK 5. - Vergoeding van de betrokken omroepnetwerkoperatoren
Art. 9. § 1^{er}. Chaque opérateur de réseau de radiodiffusion concerné peut être indemnisé des frais encourus par le réaménagement de ses émetteurs de télévision numérique terrestre fonctionnant dans la bande de fréquences 694-790 MHz.	Art. 9. § 1. Elke betrokken omroepnetwerkoperator kan worden vergoed voor de kosten die hij heeft opgelopen voor het herschikken van zijn zenders voor terrestrische digitale televisie in de frequentieband 694-790 MHz.
A cette fin, l'opérateur de réseau de radiodiffusion concerné établit un rapport détaillé motivant le montant réclamé et communique ce rapport à l'Institut, au plus tard 6 mois après la première notification visée à l'article 47, § 3.	Daartoe stelt de betrokken omroepnetwerkoperator een uitvoerig verslag op ter motivering van het gevorderde bedrag en maakt dit verslag over aan het Instituut, ten laatste 6 maanden na de eerste kennisgeving bedoeld in artikel 47, § 3.
Ce rapport est examiné par l'Institut qui détermine le bien-fondé du montant réclamé et auquel l'opérateur de réseau de radiodiffusion concerné fournit toute information supplémentaire de nature à permettre une évaluation complète et objective.	Het Instituut onderzoekt dit verslag en bepaalt de gegrondheid van het gevorderde bedrag waarbij de betreffende omroepnetwerkoperator elke bijkomende inlichting verstrekt die vereist is voor een volledige en objectieve beoordeling.

<p>§ 2. L'Institut indemnise chaque opérateur de réseau de radiodiffusion concerné. Le montant de l'indemnité est fixé par l'Institut sur base des informations fournies par l'opérateur de réseau de radiodiffusion concerné et de son examen de ces informations.</p>	<p>§ 2. Het Instituut vergoedt elke betrokken omroepnetwerkoperator. Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld door het Instituut op basis van de informatie van de betrokken omroepnetwerkoperator en op basis van de analyse van deze informatie door het Instituut.</p>
<p>§ 3. Les frais de dédommagement des opérateurs de réseau de radiodiffusion concernés sont déduits du montant de la redevance unique.</p>	<p>§ 3. De kosten voor vergoeding van de betrokken omroepnetwerkoperatoren worden afgehouden van het bedrag van de enige heffing.</p>
<p>CHAPITRE 6. - Contrôle</p>	<p>HOOFDSTUK 6. - Controle</p>
<p>Art. 10. § 1^{er}. Un opérateur 700 MHz est tenu de fournir à la demande de l'Institut toute information concernant l'état de mise en œuvre de son réseau, la commercialisation des services et sa situation financière.</p>	<p>Art. 10. § 1. Een 700 MHz-operator is ertoe gehouden op verzoek van het Instituut alle informatie te verstrekken over de voortgang van de aanleg van zijn netwerk, de commercialisering van de diensten en zijn financiële toestand.</p>
<p>§ 2. L'opérateur 700 MHz communique, chaque année à l'Institut, au plus tard le 30 juin, un rapport relatif à ses activités au cours de l'année précédente. Ce rapport comporte au moins les informations suivantes:</p>	<p>§ 2. De 700 MHz-operator moet elk jaar, uiterlijk op 30 juni, aan het Instituut een verslag sturen over zijn activiteiten van het voorgaande jaar. Dat verslag bevat minstens de volgende informatie:</p>
<p>1° la zone de couverture réalisée;</p>	<p>1° de gerealiseerde dekkingszone;</p>
<p>2° une description des services offerts, y compris toute l'information nécessaire concernant le débit tel qu'exigé par l'article 12, § 4, 2°;</p>	<p>2° een beschrijving van de aangeboden diensten, met inbegrip van alle nodige informatie over de snelheid zoals vereist door artikel 12, § 4, 2°;</p>
<p>3° le nombre de clients.</p>	<p>3° het aantal klanten.</p>
<p>L'opérateur 700 MHz collabore gratuitement à toute demande de l'Institut visant à vérifier que les dispositions du présent arrêté ou des droits d'utilisation sont respectées.</p>	<p>De 700 MHz-operator verleent kosteloos zijn medewerking aan elk verzoek van het Instituut dat bedoeld is om na te gaan of de bepalingen van dit besluit of van de gebruiksrechten nageleefd worden.</p>
<p>§ 3. L'opérateur 700 MHz met gratuitement à la disposition de l'Institut dix raccordements de service sur son réseau, en vue de permettre la vérification du respect des dispositions du présent arrêté ou des droits d'utilisation.</p>	<p>§ 3. De 700 MHz-operator stelt het Instituut gratis tien dienst aansluitingen op zijn netwerk ter beschikking om het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit besluit of van de gebruiksrechten mogelijk te maken.</p>

CHAPITRE 7. - Exigences de couverture	HOOFDSTUK 7. - Dekkingsvereisten
<p>Art. 11. § 1^{er}. L'opérateur 700 MHz informe clairement et précisément le public sur la couverture offerte par son service. L'information fournie permet au public de constater clairement où il peut utiliser le service en question.</p>	<p>Art. 11. § 1. De 700 MHz-operator brengt het publiek duidelijk en precies op de hoogte over de dekking die door zijn dienst wordt geboden. De verstrekte informatie stelt het publiek in staat om ondubbelzinnig vast te stellen waar het van de betreffende dienst gebruik kan maken.</p>
<p>§ 2. Cette information est également communiquée à l'Institut au moins deux fois par an.</p>	<p>§ 2. Deze informatie wordt eveneens ten minste tweemaal per jaar aan het Instituut bezorgd.</p>
<p>Art. 12. § 1^{er}. Le déploiement du réseau d'accès radioélectrique d'un opérateur 700 MHz respecte au moins les niveaux de couverture de la population en Belgique, spécifiés aux différentes échéances ci-dessous, à compter de la date de début de validité des droits d'utilisation:</p>	<p>Art. 12. § 1. De uitrol van het netwerk voor radiotoegang van een 700 MHz-operator beantwoordt, vanaf de begindatum van de geldigheid van de gebruiksrechten, minstens aan de volgende dekkinggraden van de bevolking in België op de verschillende tijdstippen:</p>
<p>1° après 1 an: 70%;</p>	<p>1° na 1 jaar: 70%;</p>
<p>2° après 2 ans: 99,5%;</p>	<p>2° na 2 jaar: 99,5%;</p>
<p>3° après 6 ans : 99,8%.</p>	<p>3° na 6 jaar: 99,8%.</p>
<p>§ 2. En dérogation au paragraphe 1^{er}, le déploiement du réseau d'accès radioélectrique d'un opérateur 700 MHz qui n'est pas un opérateur mobile existant respecte au moins les niveaux de couverture de la population en Belgique, spécifiés aux différentes échéances ci-dessous, à compter de la date de début de validité des droits d'utilisation:</p>	<p>§ 2. In afwijking van paragraaf 1 beantwoordt de uitrol van het netwerk voor radiotoegang van een 700 MHz-operator die geen bestaande mobiele operator is, vanaf de begindatum van de geldigheid van de gebruiksrechten, minstens aan de volgende dekkinggraden van de bevolking in België op de verschillende hieronder vermelde tijdstippen:</p>
<p>1° après 3 ans: 30%;</p>	<p>1° na 3 jaar: 30%;</p>
<p>2° après 6 ans: 70%;</p>	<p>2° na 6 jaar: 70%;</p>
<p>3° après 8 ans: 99,8%.</p>	<p>3° na 8 jaar: 99,8%.</p>
<p>§ 3. Des dérogations aux paragraphes 1 et 2 sont accordées par l'Institut, en cas de force majeure.</p>	<p>§ 3. Uitzonderingen op de paragrafen 1 en 2 worden verleend door het Instituut, in geval van overmacht.</p>

<p>§ 4. Par couverture, il y a lieu d'entendre que le réseau d'accès radioélectrique de l'opérateur 700 MHz permet à ses clients d'accéder aux services suivants, au départ ou à destination d'un terminal classique à l'extérieur des bâtiments:</p>	<p>§ 4. Onder dekking dient te worden verstaan dat het netwerk voor radiotoegang van de 700 MHz-operator zijn klanten toegang biedt tot de volgende diensten, van of naar een klassieke terminal buiten de gebouwen:</p>
<p>1° établir des communications avec tout utilisateur final d'un réseau public de téléphonie fixe ou mobile en Belgique ou à l'étranger;</p>	<p>1° verbindingen tot stand brengen met elke eindgebruiker van een vast of mobiel openbaar telefoonnetwerk in België of in het buitenland;</p>
<p>2° accéder aux services et applications offerts sur les réseaux publics de transport de données, en particulier, sur le réseau mondial Internet avec un débit, dans la voie descendante, au moins égal à:</p>	<p>2° toegang krijgen tot de diensten en toepassingen die worden aangeboden op de openbare netwerken voor datatransport, in het bijzonder op het internet met een downstreamsnelheid van minstens:</p>
<p>a) 6 Mbit/s si l'opérateur 700 MHz détient deux blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1^{er}, et détient des droits d'utilisation en vertu de l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz;</p>	<p>a) 6 Mbit/s indien de 700 MHz-operator twee frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, heeft, en beschikt over gebruiksrechten krachtens het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz;</p>
<p>b) 5 Mbit/s si l'opérateur 700 MHz détient un seul bloc de fréquences mentionné à l'article 4, § 1^{er}, et détient des droits d'utilisation en vertu de l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz;</p>	<p>b) 5 Mbit/s indien de 700 MHz-operator een enkel frequentieblok vermeld in artikel 4, § 1, heeft, en beschikt over gebruiksrechten krachtens het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz;</p>
<p>c) 3 Mbit/s si l'opérateur 700 MHz ne détient pas de droits d'utilisation en vertu de l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz.</p>	<p>c) 3 Mbit/s indien de 700MHz-operator geen gebruiksrechten heeft krachtens het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz.</p>
<p>§ 5. Le niveau de couverture de la population est examiné par l'Institut sur la base de la répartition démographique, telle que déterminée dans le cadre de la subdivision de la Belgique en secteurs statistiques par le Service Public Fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie.</p>	<p>§ 5. De dekkingsgraad van de bevolking wordt door het Instituut onderzocht op basis van de demografische spreiding zoals bepaald in het kader van de onderverdeling van België in statistische sectoren door de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie.</p>
<p>Pour l'examen du niveau de couverture de la population, on prend pour hypothèse que la population est répartie de manière uniforme à l'intérieur de chaque secteur.</p>	<p>Voor het verifiëren van de dekkingsgraad van de bevolking gaat men ervan uit dat de bevolking uniform is verdeeld binnen elke sector.</p>

Les méthodes pratiques et les procédures exactes de mesure sont fixées par l'Institut.	De praktische methoden en de precieze procedures voor de metingen worden vastgelegd door het Instituut.
§ 6. Les niveaux de couverture mentionnés aux paragraphes 1 et 2 peuvent être atteints avec toutes les fréquences pour lesquelles l'opérateur 700 MHz dispose de droits d'utilisation en vertu de l'article 18 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.	§ 6. De dekkingsgraden vermeld in paragraaf 1 en 2 kunnen worden bereikt met alle frequenties waarvoor de 700 MHz-operator over gebruiksrechten beschikt krachtens artikel 18 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
Art. 13. § 1er. Une obligation de moyen est imposée à l'opérateur 700 MHz pour la couverture des chemins de fer.	Art. 13. § 1. Er wordt een inspanningsverbintenis opgelegd aan de 700 MHz-operator voor de dekking van de spoorwegen.
§ 2. A compter de deux ans après la date de début de validité des droits d'utilisation, l'objectif à atteindre est une couverture à l'extérieur du train, avec un débit minimal de 10 Mbit/s, pour 98 % des emplacements sur les lignes ferroviaires suivantes :	§ 2. Te rekenen vanaf 2 jaar na de begindatum van de geldigheid van de gebruiksrechten is het streefdoel een dekking met een minimumdebiet van 10 Mbit/s buiten de trein voor 98 % van de locaties op de volgende spoorlijnen:
1° Bruxelles-Gand ;	1° Brussel-Gent;
2° Bruxelles-Anvers ;	2° Brussel-Antwerpen;
3° Bruxelles-Liège (voie rapide et voie lente) ;	3° Brussel-Luik (snelle lijn en trage lijn);
4° Bruxelles-Namur ;	4° Brussel-Namen;
5° Bruxelles-Halle ;	5° Brussel-Halle;
6° Halle-Mons ;	6° Halle-Bergen;
7° Anvers-Gand ;	7° Antwerpen-Gent;
8° Gand-Courtrai ;	8° Gent-Kortrijk;
9° Halle-Tournai ;	9° Halle-Doornik;
10° Bruxelles-Charleroi ;	10° Brussel-Charleroi;
11° Gand-Bruges ;	11° Gent-Brugge ;
12° Charleroi-Namur ;	12° Charleroi-Namen ;

13° Louvain-Hasselt ;	13° Leuven-Hasselt;
14° Namur-Arlon ;	14° Namen-Aarlen;
15° Liège-Welkenraedt.	15° Luik-Welkenraedt.
<p>§ 3. Des dérogations aux paragraphes 1er et 2 peuvent être accordées par l'Institut si l'opérateur 700 MHz détient des droits d'utilisation dans les bandes de fréquences 880-915 MHz et 925-960 MHz en vertu de l'arrêté royal du [DATE] concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz et des restrictions sont imposées à l'opérateur 700 MHz afin de protéger le réseau GSM-R, tel que défini dans la loi du 12 décembre 2006 concernant GSM-R.</p>	<p>§ 3. Uitzonderingen op de paragrafen 1 en 2 kunnen worden verleend door het Instituut indien de 700MHz-operator gebruiksrechten heeft in de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960MHz krachtens het koninklijk besluit van [DATUM] betreffende radiotoegang in de banden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz en er aan de 700MHz-operator beperkingen worden opgelegd om het GSM-R-netwerk te beschermen, zoals bepaald in de wet van 12 december 2006 betreffende GSM-R.</p>
<p>§ 4. Par couverture, il convient d'entendre que le réseau d'accès radioélectrique de l'opérateur 700 MHz permet d'accéder aux services et applications proposés sur les réseaux publics de transport de données, plus précisément l'Internet.</p>	<p>§ 4. Onder dekking dient te worden verstaan dat het netwerk voor radiotoegang van de 700 MHz-operator toegang biedt tot de diensten en toepassingen die worden aangeboden op de openbare netwerken voor datatransport, in het bijzonder op het internet.</p>
<p>§ 5. Les niveaux de couverture et les débits minimaux visés au paragraphe 2 peuvent être atteints avec toutes les fréquences pour lesquelles l'opérateur 700 MHz dispose de droits d'utilisation, en vertu de l'article 18 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p>	<p>§ 5. De dekkingsgraden en minimumdebieten vermeld in paragraaf 2 kunnen worden bereikt met alle frequenties waarvoor de 700 MHz-operator over gebruiksrechten beschikt krachtens artikel 18 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p>
<p>§ 6. Pour un opérateur 700 MHz qui n'est pas un opérateur mobile existant, le délai imposé au paragraphe 2 est fixé à 9 ans.</p>	<p>§ 6. Voor een 700 MHz-operator die geen bestaande mobiele operator is wordt de termijn opgelegd in paragraaf 2 vastgelegd op 9 jaar.</p>
<p>§ 7. L'Institut examine la couverture et fixe les méthodes pratiques et les procédures exactes de mesure.</p>	<p>§ 7. Het Instituut onderzoekt de dekking en legt de praktische methoden en de precieze procedures voor de metingen vast.</p>
CHAPITRE 8. - Itinérance nationale	HOOFDSTUK 8. - Nationale roaming

<p>Art. 14. § 1er. L'Institut peut imposer, à un opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale, l'obligation d'offrir l'itinérance nationale, à un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale, conformément aux dispositions du présent article.</p>	<p>Art. 14. § 1. Het Instituut kan een operator die nationale roaming moet aanbieden, ertoe verplichten nationale roaming aan te bieden aan een operator die recht heeft op nationale roaming, overeenkomstig de bepalingen van dit artikel.</p>
<p>§ 2. L'Institut adopte les mesures dans les six mois suivant la réception de la requête de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale.</p>	<p>§ 2. Het Instituut neemt de maatregelen aan binnen zes maanden na de ontvangst van het verzoek van de operator die recht heeft op nationale roaming.</p>
<p>§ 3. La requête mentionnée au paragraphe 2 ne peut émaner que d'un opérateur qui respecte ses obligations de couverture en vertu de l'article 12.</p>	<p>§ 3. Het in paragraaf 2 vermelde verzoek kan enkel uitgaan van een operator die zijn dekkingsverplichtingen krachtens artikel 12 naleeft.</p>
<p>§ 4. Sauf accord en sens contraire, un contrat d'itinérance nationale entre un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale et un opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale n'entre en vigueur qu'à partir du moment où le déploiement du réseau de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale atteint au moins 20% de la population en Belgique.</p>	<p>§ 4. Behoudens andersluidend akkoord treedt een overeenkomst van nationale roaming tussen een operator die recht heeft op nationale roaming en een operator die nationale roaming moet aanbieden slechts in werking vanaf het ogenblik dat de uitrol van het netwerk van de operator die recht heeft op nationale roaming minstens 20% van de bevolking in België bereikt.</p>
<p>Ce niveau de couverture est examiné par l'Institut sur base des dispositions de l'article 12, paragraphes 4 à 6.</p>	<p>Deze dekkingsgraad wordt door het Instituut onderzocht op basis van de bepalingen van artikel 12, paragrafen 4 tot 6.</p>
<p>§ 5. Sauf accord en sens contraire, l'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale dans le cadre d'un contrat d'itinérance nationale avec un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale n'est pas tenu de fournir des services d'itinérance nationale dans les zones géographiques où l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale a développé son propre réseau.</p>	<p>§ 5. Behoudens andersluidend akkoord is de operator die nationale roaming moet aanbieden in het kader van een overeenkomst van nationale roaming met een operator die recht heeft op nationale roaming niet gehouden om nationale-roamingdiensten te verstrekken in die geografische gebieden waar de operator die recht heeft op nationale roaming een eigen netwerk heeft uitgebouwd.</p>

<p>§ 6. Sauf accord en sens contraire, les services, qui font l'objet d'un contrat d'itinérance nationale entre un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale et un opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale, comprennent tous les services de communications électroniques offerts avec toutes les fréquences en dessous de 3 GHz pour lesquelles l'opérateur dispose de droits d'utilisation en vertu de l'article 18 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p>	<p>§ 6. Behoudens andersluidend akkoord omvatten de diensten die het voorwerp uitmaken van een overeenkomst van nationale roaming tussen een operator die recht heeft op nationale roaming en een operator die nationale roaming moet aanbieden, alle elektronische-communicatiediensten die worden aangeboden met alle frequenties onder 3 GHz waarvoor de operator over gebruiksrechten beschikt krachtens artikel 18 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p>
<p>§ 7. Aucune des mesures imposées par l'Institut ne sera applicable après une période de huit ans qui prend cours à dater du début de validité des droits d'utilisation de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale. Des exceptions aux huit ans sont accordées par l'Institut, si le niveau de couverture visé à l'article 12, § 2 ne peut être respecté après 8 ans en raison de force majeure.</p>	<p>§ 7. Geen van de maatregelen die worden opgelegd door het Instituut is van toepassing na de periode van acht jaar die ingaat vanaf het begin van de geldigheid van de gebruiksrechten van de operator die recht heeft op nationale roaming. Uitzonderingen op de acht jaar worden verleend door het Instituut, als de dekkingsgraad bedoeld in artikel 12 § 2 omwille van overmacht niet gerespecteerd kan worden na 8 jaar.</p>
<p>§ 8. Si après la conclusion d'un contrat d'itinérance nationale avec l'intervention de l'Institut, en vertu du présent article, l'opérateur, qui a droit à l'itinérance nationale, négocie et conclut un autre contrat d'itinérance nationale avec un autre opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale, il est mis fin au premier contrat d'itinérance nationale conclu à l'intervention de l'Institut le jour suivant la notification de l'Institut aux parties au contrat d'itinérance nationale, sauf accord contraire entre les parties à ce contrat antérieur d'itinérance nationale.</p>	<p>§ 8. Indien na het afsluiten van een overeenkomst van nationale roaming met tussenkomst van het Instituut krachtens dit artikel een operator die recht heeft op nationale roaming over een andere overeenkomst van nationale roaming onderhandelt en deze afsluit met een andere operator die nationale roaming moet aanbieden, dan wordt de eerste overeenkomst van nationale roaming die tot stand kwam na tussenkomst van het Instituut de dag na de kennisgeving door het Instituut aan de partijen bij het contract inzake nationale roaming beëindigd, behoudens andersluidend akkoord tussen de partijen bij die eerdere overeenkomst van nationale roaming.</p>

<p>Si l'Institut constate que l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale ne respecte pas ses obligations de couverture en vertu de l'article 12, il est mis fin au contrat d'itinérance nationale conclu à l'intervention de l'Institut le jour suivant la notification de l'Institut aux parties au contrat d'itinérance nationale, sauf accord contraire entre les parties à ce contrat d'itinérance nationale.</p>	<p>Indien het Instituut vaststelt dat de operator die recht heeft op nationale roaming zijn dekkingverplichtingen krachtens artikel 12 niet naleeft, dan wordt de overeenkomst van nationale roaming die tot stand kwam na tussenkomst van het Instituut de dag na de kennisgeving door het Instituut aan de partijen bij het contract inzake nationale roaming beëindigd, behoudens andersluidend akkoord tussen de partijen bij deze overeenkomst van nationale roaming.</p>
<p>§ 9. Le prix retail minus correspond au prix que l'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale facture à ses clients pour la fourniture d'un service, après déduction des coûts qui ne sont pas engagés lorsque ce même service est offert à un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale et après addition des coûts qui ne sont raisonnablement effectués qu'afin d'offrir des services d'itinérance nationale.</p>	<p>§ 9. De retail-minusprijs staat voor de prijs die de operator die nationale roaming moet aanbieden, aanrekent aan zijn klanten voor het verlenen van een dienst, na aftrek van die kosten die niet gemaakt worden wanneer dezelfde dienst wordt aangeboden aan een operator die recht heeft op nationale roaming, en na toevoeging van die kosten die redelijkerwijs enkel gemaakt worden om diensten van nationale roaming aan te bieden.</p>
<p>Le prix retail minus est exprimé comme un montant tarifaire unitaire basé sur les prix moyens au détail.</p>	<p>De retail-minusprijs wordt uitgedrukt als een eenheidstarief, gebaseerd op gemiddelde retailprijzen.</p>
<p>Dans certains cas, l'Institut peut déterminer qu'un autre mode de calcul est plus indiqué, tel qu'un tarif par utilisation.</p>	<p>In specifieke gevallen kan het Instituut bepalen dat een andere berekeningswijze, zoals een tarief per gebruik, meer aangewezen is.</p>
<p>Lors de la détermination ou de l'appréciation du prix retail minus, l'Institut tient également compte des coûts du contenu ou d'autres composantes à valeur ajoutée qui ne sont pas fournis aux clients de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale.</p>	<p>Bij het bepalen of beoordelen van de retail-minusprijs houdt het Instituut ook rekening met de kosten voor de inhoud of andere componenten met toegevoegde waarde die niet verschaft worden aan de klanten van de operator die recht heeft op nationale roaming.</p>
<p>Le prix retail de l'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale se compose du revenu moyen effectif des connexions, locations et communications pour les services fournis. Ce prix peut éventuellement être calculé séparément pour différents services, tels que les appels nationaux et internationaux et pendant les heures pleines et les heures creuses.</p>	<p>De retailprijs van de operator die nationale roaming moet aanbieden, bestaat uit de gemiddelde werkelijke inkomsten uit verbindingen, huur en gesprekken voor de diensten aangeboden. Deze prijs kan eventueel apart berekend worden voor verschillende diensten, zoals nationale en internationale gesprekken en tijdens of buiten piekuren.</p>

Le revenu moyen effectif sera calculé sur base des revenus totaux de l'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale ou de toute autre méthode de calcul déterminée par l'Institut.	De gemiddelde werkelijke inkomsten worden berekend op basis van de totale inkomsten van de operator die nationale roaming moet aanbieden of op basis van een andere door het Instituut te bepalen berekeningsmethode.
L'Institut décide, le cas échéant, d'inclure certains coûts fixes dans un contrat d'itinérance nationale après en avoir étudié la justification et les conséquences de façon approfondie.	Het Instituut beslist in voorkomend geval om bepaalde vaste kosten op te nemen in een overeenkomst van nationale roaming nadat het de rechtvaardiging en de gevolgen ervan grondig heeft onderzocht.
CHAPITRE 9. - ASTRID	HOOFDSTUK 9. - ASTRID
Art. 15. § 1^{er}. Pour les radiocommunications PPDR, chaque opérateur 700 MHz doit fournir, à ses frais, l'itinérance nationale PPDR dans un délai de deux ans après la réception de la demande en ce sens d'ASTRID.	Art. 15. § 1. Ten behoeve van de radiocommunicatie voor PPDR moet iedere 700 MHz-operator op eigen kosten nationale PPDR-roaming aanbieden binnen een termijn van twee jaar na ontvangst van het verzoek hierover van ASTRID.
À cet effet, l'opérateur 700 MHz doit supporter, pour l'ensemble du groupe d'utilisateurs repris dans le contrat de gestion d'ASTRID, les mécanismes et services standardisés par le 3GPP suivants :	Daartoe moet de 700 MHz-operator voor de volledige gebruikersgroep zoals opgenomen in het ASTRID-beheerscontract volgende in 3GPP gestandaardiseerde mechanismes en diensten ondersteunen :
1° établir des communications avec tout utilisateur final d'un réseau public de téléphonie fixe ou mobile en Belgique ou à l'étranger ;	1° verbindingen tot stand brengen met elke eindgebruiker van een vast of mobiel openbaar telefoonnetwerk in België of in het buitenland;
2° accéder aux services et applications offerts sur les réseaux publics de transport de données, en particulier sur le réseau mondial Internet ;	2° toegang te krijgen tot de diensten en toepassingen die worden aangeboden op de openbare netwerken voor datatransport, in het bijzonder op het internet;
3° supporter les fonctionnalités MCPTT (Mission Critical Push to Talk), MCVideo (Mission Critical Video) et MCDData (Mission Critical Data) telles que développées par le 3GPP ;	3° de functionaliteiten MCPTT (Mission Critical Push to Talk), MCVideo (Mission Critical Video) en MCDData (Mission Critical Data) ondersteunen zoals ontwikkeld door de 3GPP;
4° supporter les mécanismes de priorité et de préemption pour les utilisateurs d'ASTRID, tels que :	4° de mechanismen van prioriteit en pre-emptie ondersteunen ten behoeve van de ASTRID-gebruikers zoals:
a) QCI (QoS Class Identifiers) ;	a) QCI (QoS Class Identifiers);

b) Réserve de minimum 3 valeurs ARP (Allocation and Retention Priority) ;	b) Reservatie van minimaal 3 ARP (Allocation and Retention Priority) waarden;
c) Access Class Barring et la réserve correspondante de quelques valeurs Access Class spécifiques (au minimum, les classes 12 et 14) ;	c) Access Class Barring en de bijhorende reservatie van enkele specifieke Access Class waarden (minimaal de klassen 12 en 14);
Les mécanismes et services standardisés par le 3GPP, tels que repris à l'alinéa précédent, aux points 1° à 4°, peuvent, sur proposition conjointe d'ASTRID et des opérateurs 700 MHz et après avis de l'Institut concernant la faisabilité technique et la nécessité des fonctionnalités sous-jacentes visées par cette proposition, être déterminés plus avant dans un arrêté des ministres des Télécommunications et de l'Intérieur fixant les spécifications techniques et les bandes de fréquences qui doivent être supportées.	De in 3GPP gestandaardiseerde mechanismes en diensten zoals opgenomen in het voormelde lid onder 1° tot en met 4° kunnen, op gezamenlijk voorstel van ASTRID en de 700 MHz-operatoren en na advies van het Instituut over de technische haalbaarheid en de noodzakelijkheid van de beoogde onderliggende functionaliteiten van dit voorstel, verder bepaald worden in een besluit van de minister van Telecom en de minister van Binnenlandse zaken dat de technische specificaties en de frequentiebanden die ondersteund moeten worden, vastlegt.
§ 2. Un opérateur 700 MHz peut conclure un accord en matière de mesures spécifiques PPDR avec ASTRID pour les conditions particulières demandées par ASTRID en matière de couverture radio, robustesse, sécurité, disponibilité et éventuellement d'autres éléments nécessaires aux radiocommunications pour la protection et la sécurité du public, la protection civile et les secours en cas de catastrophe.	§ 2. Een 700 MHz-operator kan een overeenkomst inzake bijzondere PPDR-maatregelen sluiten met ASTRID voor de door ASTRID gevraagde specifieke voorwaarden inzake radiodekking, robuustheid, veiligheid, beschikbaarheid en eventueel andere noodzakelijke elementen voor radiocommunicatie voor openbare veiligheid en beveiliging, civiele bescherming en rampenbestrijding.
§ 3. Pour offrir des mesures spécifiques PPDR à ASTRID, toutes les fréquences pour lesquelles l'opérateur 700 MHz dispose de droits d'utilisation en vertu de l'article 18 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques de même que toutes les technologies existantes et futures que l'opérateur utilise pour son réseau ou son service peuvent être utilisées.	§ 3. Voor het aanbieden van bijzondere PPDR-maatregelen aan ASTRID kunnen alle frequenties worden gebruikt waarvoor de 700 MHz-operator krachtens artikel 18 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie over gebruiksrechten beschikt, evenals alle bestaande en toekomstige technologieën die de operator voor zijn netwerk of dienstverlening aanwendt.

<p>§ 4. Un accord en matière de mesures spécifiques PPDR qu'un opérateur conclut avec ASTRID n'est pas soumis aux dispositions du chapitre 8 du présent arrêté.</p>	<p>§ 4. Een overeenkomst inzake bijzondere PPDR-maatregelen die een operator sluit met ASTRID is niet onderworpen aan de bepalingen van hoofdstuk 8 van dit besluit.</p>
<p>§ 5. S'il n'est pas possible d'arriver à un accord en matière de mesures spécifiques PPDR entre un opérateur 700 MHz et ASTRID, les ministres de l'Intérieur et des Télécommunications peuvent, après avis de l'Institut, contraindre un opérateur 700 MHz à offrir ces mesures spécifiques PPDR à ASTRID et ce sont eux qui fixent les mesures minimales qui doivent être offertes pour supporter les services de secours et de sécurité. Seules des mesures raisonnables d'un point de vue technique et opérationnel peuvent être imposées.</p>	<p>§ 5. Indien geen overeenkomst inzake bijzondere PPDR-maatregelen kan worden bereikt tussen een 700 MHz-operator en ASTRID, kunnen de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Telecommunicatie, na advies van het Instituut, een 700 MHz-operator verplichten bijzondere PPDR-maatregelen aan te bieden aan ASTRID en leggen zij de minimale maatregelen vast die aangeboden moeten worden om de hulp- en veiligheidsdiensten te ondersteunen. Enkel maatregelen die vanuit technisch en operationeel oogpunt redelijk zijn kunnen opgelegd worden.</p>
<p>Au plus tôt six mois après le début des négociations contractuelles avec un opérateur 700 MHz, ASTRID peut introduire une demande d'imposition de mesures spécifiques PPDR auprès des ministres de l'Intérieur et des Télécommunications. ASTRID y indique les motifs pour lesquels aucun accord mutuel n'a pu être trouvé avec l'opérateur concerné.</p>	<p>Ten vroegste zes maanden na de aanvang van de contractuele onderhandelingen met een 700 MHz-operator, kan ASTRID een verzoek tot opleggen van bijzondere PPDR-maatregelen indienen bij de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Telecommunicatie. ASTRID geeft daarbij de redenen aan waarom geen onderling akkoord met de betrokken operator afgesloten kon worden.</p>
<p>Les ministres de l'Intérieur et des Télécommunications prennent une décision concernant la demande d'ASTRID dans les six mois après sa réception.</p>	<p>De Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Telecommunicatie nemen een beslissing over het verzoek van ASTRID binnen zes maanden na de ontvangst ervan.</p>
<p>§ 6. En l'absence d'accord entre un opérateur 700 MHz et ASTRID en ce qui concerne le prix que l'opérateur peut facturer à ASTRID pour offrir des mesures spécifiques PPDR et la consommation de voix, SMS et données, l'Institut fixe un mode de calcul à cet effet.</p>	<p>§ 6. Bij gebreke aan overeenkomst tussen een 700 MHz-operator en ASTRID wat betreft de prijs die de operator mag factureren aan ASTRID voor het aanbieden van bijzondere PPDR-maatregelen en het spraak-, sms- en dataverbruik, bepaalt het Instituut hiervoor de berekeningsmodus.</p>
<p>Dans le cadre de la détermination du prix pour les mesures spécifiques PPDR convenues ou imposées par les ministres, l'Institut tient compte des coûts réels et exposés de l'opérateur 700 MHz ainsi que d'une marge de profit raisonnable.</p>	<p>Bij de bepaling van de prijs voor de overeengekomen of door de Ministers opgelegde bijzondere PPDR-maatregelen houdt het Instituut rekening met de door de 700 MHz-operator hiervoor gemaakte werkelijke en aangetoonde kosten en een redelijke winstmarge.</p>

Dans le cadre de la détermination du prix pour la consommation de voix, SMS et données, les coûts liés à l'implémentation et au support de l'itinérance nationale PPDR au bénéfice d'ASTRID, tels que visés au § 1 ^{er} du présent article, ne peuvent pas être portés en compte par l'opérateur 700 MHz.	Bij de bepaling van de prijs voor het spraak-, sms- en dataverbruik kunnen de kosten van de implementatie en ondersteuning van nationale PPDR-roaming ten behoeve van ASTRID, zoals begrepen in §1 van dit artikel niet in rekening worden gebracht door de 700 MHz-operator.
CHAPITRE 10. - Procédure relative à l'octroi des droits d'utilisation	HOOFDSTUK 10. - Procedure voor de toekenning van gebruiksrechten
Section 1^{ère}. – Candidature	Afdeling 1. - Kandidatuur
Art. 16. L'opérateur, qui souhaite obtenir des droits d'utilisation, pose sa candidature dans les formes et conformément aux conditions fixées dans le présent chapitre.	Art. 16. Een operator die gebruiksrechten wil verwerven, dient zijn kandidatuur in in de vorm en volgens de voorwaarden die in dit hoofdstuk worden vastgesteld.
Art. 17. § 1^{er}. Le candidat reste lié par sa candidature à partir de son dépôt et notamment jusqu'à ce que:	Art. 17. § 1. De kandidaat blijft gebonden door zijn kandidatuur vanaf de indiening ervan tot:
1° des droits d'utilisation lui soit attribués, ou;	1° hem gebruiksrechten worden toegewezen, of;
2° il se retire de manière régulière de la procédure d'octroi des droits d'utilisation, ou;	2° hij zich op regelmatige wijze terugtrekt uit de procedure tot toekenning van gebruiksrechten, of;
3° il soit exclu de la procédure.	3° hij wordt uitgesloten van de procedure.
§ 2. Le candidat ne peut apporter aucune modification à sa candidature après son dépôt.	§ 2. De kandidaat mag geen enkele wijziging aanbrengen aan zijn kandidatuur na de indiening ervan.
§ 3. Le candidat est tenu d'informer immédiatement, par écrit, l'Institut d'événements et de faits qui ont ou pourraient avoir une influence sur les déclarations que le candidat a faites conformément à l'article 19.	§ 3. De kandidaat is verplicht het Instituut onmiddellijk schriftelijk in kennis te stellen van gebeurtenissen en feiten die een invloed hebben of zouden kunnen hebben op de verklaringen die de kandidaat aflegde overeenkomstig artikel 19.
Art. 18. § 1^{er}. La candidature est déposée de la manière suivante:	Art. 18. § 1. De kandidaatstelling gebeurt als volgt:

1° entre 9 et 17 heures durant les jours ouvrables, et au plus tard à la date et à l'heure déterminées par l'Institut et publiées au Moniteur belge;	1° tussen 9 en 17 uur op werkdagen, en uiterlijk op de datum en het uur zoals bepaald door het Instituut en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad;
2° auprès de l'Institut, contre remise d'un accusé de réception;	2° bij het Instituut, tegen ontvangstbewijs;
3° en deux exemplaires, avec indication d'un exemplaire original, signé par les représentants habilités des candidats.	3° in twee exemplaren, met aanduiding van een origineel exemplaar, ondertekend door de gemachtigde vertegenwoordigers van de kandidaten.
§ 2. Dans sa publication au Moniteur belge, l'Institut indique quels blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , sont concernés.	§ 2. In de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad duidt het Instituut aan welke frequentieblokken zoals vermeld in artikel 4, § 1, zijn betrokken.
Art. 19. § 1^{er}. La candidature contient les renseignements suivants:	Art. 19. § 1. De kandidatuur bevat de volgende informatie:
1° l'adresse, le numéro de téléphone et de fax au sein de l'UE où le candidat peut être joint les jours ouvrables entre 8 et 19 heures et qui vaut pour cette procédure comme étant l'adresse officielle du candidat, s'agissant de lui remettre des documents, d'y faire parvenir des communications et d'y effectuer des notifications;	1° het telefoon- en faxnummer in de EU waarop de kandidaat op werkdagen, tussen 8 en 19 uur, bereikt kan worden en het adres dat voor deze procedure geldt als het officiële adres van de kandidaat met de bedoeling er documenten af te leveren, kennisgevingen te doen geworden en betekeningen te verrichten;
2° les noms, titres, qualités, et signatures d'une personne au moins légalement habilitée à représenter pleinement le candidat, en vertu de la loi ou des statuts du candidat pour tous les actes qui peuvent être liés à la procédure d'octroi des droits d'utilisation;	2° de namen, titels, hoedanigheden en handtekeningen van minstens één persoon die wettelijk bevoegd is om de kandidaat ten volle te vertegenwoordigen krachtens de wet of de statuten van de kandidaat voor alle handelingen die verband kunnen hebben met de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten;
3° les statuts du candidat ou, à défaut, les documents équivalents qui régissent le fonctionnement du candidat;	3° de statuten van de kandidaat of, bij gebreke daarvan, equivalente documenten die de werking van de kandidaat regelen;
4° la preuve ou, lorsqu'une telle preuve n'est pas délivrée dans le pays où le siège du candidat est établi, une déclaration sur l'honneur que le candidat:	4° het bewijs, of indien een dergelijk bewijs niet uitgereikt wordt in het land waar de zetel van de kandidaat gevestigd is, een verklaring onder ede dat de kandidaat:
a) ne se trouve pas en état de faillite ou de liquidation, ou dans une situation analogue, et;	a) niet in staat van faillissement of van vereffening of een gelijkaardige toestand verkeert, en;

b) n'a pas fait de déclaration de faillite et n'est pas impliqué dans une procédure de liquidation ou une procédure de concordat judiciaire, et n'est pas impliqué dans une procédure analogue, en vertu d'une réglementation étrangère;	b) geen aangifte van faillissement heeft gedaan en niet betrokken is in een procedure van vereffening of van gerechtelijk akkoord of in een soortgelijke procedure volgens een buitenlandse regelgeving;
5° un relevé détaillé, clair et complet de la structure de l'actionnariat du candidat;	5° een gedetailleerd, duidelijk en volledig overzicht van de aandeelhoudersstructuur van de kandidaat;
6° la preuve du paiement du montant visé à l'article 20;	6° het bewijs van de betaling van het bedrag zoals bedoeld in artikel 20;
7° le numéro de compte bancaire du candidat sur lequel le montant, visé à l'article 23 ou 47, § 4, peut être reversé;	7° het bankrekeningnummer van de kandidaat waarop het bedrag bedoeld in artikel 23 of 47, § 4, kan worden teruggestort;
8° la norme technique ou la technologie que le candidat compte utiliser;	8° de technische norm of technologie die de kandidaat van plan is te gebruiken;
9° la preuve de notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;	9° het bewijs van kennisgeving overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
§ 2. L'Institut fixe le format à respecter pour les candidatures.	§ 2. Het Instituut legt het formaat vast dat de kandidaturen moeten naleven.
Art. 20. § 1^{er}. Le candidat paye un montant de 5 millions d'euros. Cette garantie est versée au plus tard à la date de dépôt des candidatures de manière inconditionnelle et irrévocable, dans des sommes exigibles et en euros, en faveur de l'Etat belge, auprès de la Banque nationale de Belgique sur un compte communiqué par l'Institut.	Art. 20. § 1. De kandidaat betaalt een bedrag van 5 miljoen euro. Deze waarborg wordt uiterlijk op de datum van indiening van de kandidaturen onvoorwaardelijk, onherroepelijk, in opeisbare sommen en in euro, ten voordele van de Belgische Staat gestort bij de Nationale Bank van België, op een rekening bekendgemaakt door het Instituut.

<p>§ 2. La garantie produit des intérêts au taux d'intérêt de la facilité de dépôt de la Banque Centrale Européenne. Les intérêts sont capitalisés le dernier jour ouvrable du système de paiement européen TARGET de chaque mois. La garantie des candidats, qui obtiennent des droits d'utilisation, porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où les droits d'utilisation débutent. La garantie des candidats qui n'obtiennent pas de droits d'utilisation porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où elle est reversée.</p>	<p>§ 2. De waarborg brengt interest op tegen de rentevoet van de depositofaciliteit van de Europese Centrale Bank. De interesten worden gekapitaliseerd op de laatste werkdag van het Europees betalingssysteem TARGET van elke maand. De waarborg van de kandidaten die gebruiksrechten verkrijgen, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop de gebruiksrechten aanvangen. De waarborg van de kandidaten die geen gebruiksrechten verkrijgen, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop hij wordt teruggestort.</p>
<p>Section 2. - Examen des candidatures</p>	<p>Afdeling 2. - Onderzoek van de candidaturen</p>
<p>Art. 21. Si plusieurs candidats font partie d'un même groupe pertinent par rapport à un candidat, un seul est admis dans la procédure.</p>	<p>Art. 21. Indien meerdere kandidaten deel uitmaken van eenzelfde relevante groep ten opzichte van een kandidaat, dan wordt slechts één toegelaten tot de procedure.</p>
<p>Les candidats concernés choisissent, à la demande de l'Institut, lequel d'entre eux participera à la procédure.</p>	<p>De betrokken kandidaten kiezen, op verzoek van het Instituut, de persoon uit hun midden die zal deelnemen aan de procedure.</p>
<p>A défaut d'un tel choix, tous les candidats concernés sont exclus de la procédure.</p>	<p>Bij gebrek aan een dergelijke keuze worden alle betrokken kandidaten uitgesloten uit de procedure.</p>
<p>Art. 22. L'Institut prend une décision sur la recevabilité de chaque candidature déposée sur base des articles 18, 19, 20 et 21.</p>	<p>Art. 22. Het Instituut neemt een beslissing over de ontvankelijkheid van elke ingediende kandidatuur krachtens de artikelen 18, 19, 20 en 21.</p>
<p>L'Institut notifie, à chaque candidat, la décision sur la recevabilité de sa candidature.</p>	<p>Het Instituut brengt de beslissing omtrent de ontvankelijkheid van zijn kandidatuur ter kennis van elke kandidaat.</p>
<p>L'institut communique, en même temps, aux candidats jugés recevables, le nombre de candidats jugés recevables.</p>	<p>Het Instituut deelt tegelijk aan de ontvankelijk bevonden kandidaten het aantal ontvankelijk bevonden kandidaten mee.</p>
<p>Art. 23. La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats jugés irrecevables est reversée sur leur compte déclaré, conformément à l'article 19, § 1^{er}, 7^o.</p>	<p>Art. 23. De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de onontvankelijk bevonden kandidaten wordt teruggestort op de rekening die werd meegedeeld overeenkomstig artikel 19, § 1, 7^o.</p>
<p>Section 3. – Nouvel entrant</p>	<p>Afdeling 3. - Nieuwkomer</p>

<p>Art. 24. Le cas échéant, le candidat détenant l'offre régulière la plus élevée pour le lot unique visé à l'article 25 de l'arrêté royal du [DATE] concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz, est considéré être le candidat détenant l'offre régulière la plus élevée pour le bloc de fréquences visés à l'article 25, alinéa 1^{er}, 4^o du même arrêté. L'Institut en informe l'ensemble des candidats jugés recevables.</p>	<p>Art. 24. In voorkomend geval wordt de kandidaat die het hoogste regelmatige bod bezit voor het enige perceel dat bedoeld is in artikel 25 van het koninklijk besluit van [DATUM] betreffende radiotoegang in de banden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz, geacht de kandidaat te zijn die het hoogste regelmatige bod bezit voor het frequentieblok bedoeld in artikel 25, eerste lid, 4^o, van hetzelfde besluit. Het Instituut brengt er het geheel van de ontvankelijk bevonden kandidaten van op de hoogte.</p>
<p>Section 4. - Procédure</p>	<p>Afdeling 4. – Procedure</p>
<p>Sous-section 1ère. - Généralités</p>	<p>Onderafdeling 1. – Algemeen</p>
<p>Art. 25. L'Institut détermine le mode de communication entre l'Institut et les candidats durant la procédure d'octroi des droits d'utilisation.</p>	<p>Art. 25. Het Instituut bepaalt de wijze van communicatie tussen het Instituut en de kandidaten tijdens de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten.</p>
<p>Art. 26. Chaque candidat s'abstient de tout comportement ou communication perturbant le bon déroulement de la procédure d'octroi des droits d'utilisation.</p>	<p>Art. 26. Alle kandidaten onthouden zich van elke gedraging of bekendmaking die het goede en ordelijke verloop van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten verstoort.</p>
<p>Art. 27. Chaque candidat s'abstient, sous peine d'exclusion de la candidature, d'échanger des informations confidentielles ainsi que de s'accorder avec d'autres candidats et de tout autre acte pouvant influencer le résultat de la procédure ou qui peut nuire au maintien de la concurrence au cours de la procédure d'octroi des droits d'utilisation.</p>	<p>Art. 27. Alle kandidaten onthouden zich, op straffe van uitsluiting van de kandidatuur, van de uitwisseling van vertrouwelijke informatie en van afspraken met andere kandidaten en van elke andere handeling die de uitkomst van de procedure kan beïnvloeden of die afbreuk kan doen aan de mededinging tijdens de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten.</p>
<p>Art. 28. L'Institut assure le bon ordre du déroulement et l'organisation pratique de la procédure d'octroi des droits d'utilisation. L'Institut peut prendre, à cet effet, toutes les mesures utiles.</p>	<p>Art. 28. Het Instituut staat in voor het ordelijk verloop en de praktische organisatie van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten. Hiertoe kan het Instituut alle nodige maatregelen treffen.</p>

<p>Art. 29. § 1^{er}. L'institut constate les infractions qui donnent lieu à la nullité de l'offre ou à l'exclusion de la procédure d'octroi de droits d'utilisation. L'institut décide de toute façon à l'exclusion du candidat, si le candidat enfreint l'article 27.</p>	<p>Art. 29. § 1. Het Instituut stelt de inbreuken vast die leiden tot nietigheid van het bod of uitsluiting van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten. Het Instituut beslist in elk geval tot uitsluiting van de kandidaat indien de kandidaat een inbreuk maakt op artikel 27.</p>
<p>§ 2. Par ailleurs, dans ce cas, l'Institut dépose également plainte auprès des autorités de la concurrence compétentes et dépose plainte avec constitution de partie civile auprès du juge d'instruction compétent.</p>	<p>§ 2. Bovendien dient het Instituut in dit geval eveneens klacht in bij de bevoegde mededingingsautoriteiten en legt het klacht met burgerlijke partijstelling neer bij de bevoegde onderzoeksrechter.</p>
<p>Art. 30. La procédure d'octroi des droits d'utilisation est composée de:</p>	<p>Art. 30. De procedure tot toekenning van de gebruiksrechten bestaat uit:</p>
<p>1° une mise aux enchères, conformément aux dispositions des articles 31 à 41, des blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1^{er}, à l'exception, le cas échéant, du bloc de fréquences pour lequel un candidat détient l'offre régulière la plus élevée conformément à l'article 36, § 2, de l'arrêté royal du [DATE] concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz;</p>	<p>1° een veiling, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 31 tot 41, van de frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, eventueel met uitzondering van het frequentieblok waarvoor een kandidaat het hoogste regelmatige bod heeft uitgebracht overeenkomstig artikel 36, § 2, van het koninklijk besluit van [DATUM] betreffende radiotoegang in de banden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz;</p>
<p>2° un tour supplémentaire, conformément aux dispositions des articles 42 à 46, pendant lequel les candidats peuvent remettre des offres supplémentaires pour leurs options de placement préférées.</p>	<p>2° een bijkomende ronde, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 42 tot 46, opdat de kandidaten bijkomende biedingen kunnen indienen voor hun voorkeursplaatsen.</p>
<p>Sous-section 2. – Mise aux enchères</p>	<p>Onderafdeling 2. - Veiling</p>
<p>Art. 31. Avant le début de la mise aux enchères, l'Institut communique, aux candidats, les renseignements suivants:</p>	<p>Art. 31. Voor de aanvang van de toewijzing bij opbod brengt het Instituut de kandidaten de volgende informatie ter kennis:</p>
<p>1° toute information pertinente que le candidat doit utiliser pour émettre une offre et prouver que toute communication, qu'il fait dans le cadre de la mise aux enchères, émane de lui;</p>	<p>1° elke relevante informatie die de kandidaat dient te gebruiken om een bod uit te brengen en om te bewijzen dat elke mededeling die hij in het kader van de toewijzing bij opbod doet van hem afkomstig is;</p>
<p>2° le moment du début et de la fin du premier tour;</p>	<p>2° het tijdstip van begin en einde van de eerste ronde;</p>

3° le montant de l'offre minimale et maximale pour chaque bloc de fréquences pour le premier tour;	3° het bedrag van het minimum- en maximumbod voor elk frequentieblok voor de eerste ronde;
4° le cas échéant, les autres renseignements et documents, dont le candidat a besoin pour participer à la mise aux enchères.	4° in voorkomend geval, de overige inlichtingen en documenten die de kandidaat nodig heeft om te kunnen deelnemen aan de toewijzing bij opbod.
Art. 32. § 1^{er}. L'Institut décide quand les tours successifs sont organisés et en informe les candidats.	Art. 32. § 1. Het Instituut beslist wanneer de opeenvolgende rondes worden georganiseerd en brengt de kandidaten daarvan op de hoogte.
Durant chaque tour, chaque candidat, peut notifier à l'Institut:	Tijdens elke ronde kan elke kandidaat aan het Instituut het volgende melden:
1° qu'il émet une ou plusieurs offres, conformément à l'article 33, ou;	1° zijn bod of meerdere biedingen, overeenkomstig artikel 33, of;
2° qu'il recourt à une carte pour passer, conformément à l'article 36, ou;	2° zijn beroep op een paskaart, overeenkomstig artikel 36, of;
3° qu'il se retire de l'enchère, conformément à l'article 37.	3° zijn terugtrekking uit de bieding, overeenkomstig artikel 37.
§ 2. Si un candidat qui peut émettre une offre conformément à l'article 33, ne fait aucune des trois communications visées au paragraphe 1 ^{er} dans la durée du tour déterminée par l'Institut, il sera réputé avoir utilisé une carte pour passer si le candidat concerné a encore des cartes pour passer, conformément à l'article 36. Si le candidat n'a plus de cartes pour passer et qu'il ne détient l'offre régulière la plus élevée pour aucun bloc de fréquences, il sera réputé s'être retiré de la mise aux enchères visée à l'article 30, 1°.	§ 2. Indien een kandidaat die overeenkomstig artikel 33 een bod kan uitbrengen, geen van de drie in de eerste paragraaf vermelde mededelingen doet tijdens de door het Instituut vastgelegde duur van de ronde, dan zal worden aangenomen dat hij gebruik heeft gemaakt van een paskaart indien de betrokken kandidaat nog paskaarten heeft, overeenkomstig artikel 36. Indien de kandidaat geen paskaarten meer heeft en voor geen enkel frequentieblok over het hoogste regelmatige bod beschikt, dan zal worden aangenomen dat hij zich heeft teruggetrokken uit de toewijzing bij opbod bedoeld in artikel 30, 1°.
Art. 33. § 1^{er}. Le candidat émet son offre de la manière indiquée par l'Institut dans la durée fixée pour chaque tour.	Art. 33. § 1. De kandidaat brengt zijn bod uit op de door het Instituut aangegeven wijze en binnen de vastgelegde duur van elke ronde.
§ 2. L'offre identifie un bloc de fréquences déterminé.	§ 2. Het bod identificeert één enkel, welbepaald frequentieblok.

<p>§ 3. L'Institut fixe le montant de l'offre minimale et maximale pour chaque bloc de fréquences pour les tours successifs en tenant compte des principes suivants:</p>	<p>§ 3. Het Instituut stelt het bedrag van het minimum- en maximumbod voor elk frequentieblok vast voor de opeenvolgende ronden op basis van de volgende principes:</p>
<p>1° le montant de l'offre minimale pour un bloc de fréquence donné est égale au montant de l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences, augmenté d'un pourcentage entre 0 et 10% ;</p>	<p>1° het bedrag van het minimumbod voor een gegeven frequentieblok is gelijk aan het bedrag van het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok, vermeerderd met een percentage tussen 0 en 10%;</p>
<p>2° le montant de l'offre maximale pour un bloc de fréquence donné est égale au montant de l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences, augmentée d'un pourcentage entre 0 et 50%.</p>	<p>2° het bedrag van het maximumbod voor een gegeven frequentieblok is gelijk aan het bedrag van het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok, vermeerderd met een percentage tussen 0 en 50%.</p>
<p>§ 4. Le montant de chaque offre pour un bloc de fréquence consiste en un nombre entier multiple de 10.000 euros.</p>	<p>§ 4. Het bedrag van elk bod voor een frequentieblok bestaat uit een bedrag dat een heel veelvoud is van 10.000 euro.</p>
<p>§ 5. Le montant de l'offre minimale au premier tour est déterminé conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p>	<p>§ 5. Het bedrag van het minimumbod in de eerste ronde wordt vastgelegd in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p>
<p>§ 6. Un candidat ne peut pas émettre d'offre pour un bloc de fréquences pour lequel il détient l'offre régulière la plus élevée.</p>	<p>§ 6. Een kandidaat mag geen bod uitbrengen voor een frequentieblok waarvoor hij het hoogste regelmatige bod heeft.</p>
<p>§ 7. L'ensemble des offres d'un candidat doit être en conformité avec les restrictions imposées par l'article 4, § 3.</p>	<p>§ 7. Het geheel van de biedingen van een kandidaat moet conform de beperkingen opgelegd in artikel 4, § 3, zijn.</p>
<p>§ 8. L'Institut fixe les règles relatives à l'activité des candidats.</p>	<p>§ 8. Het Instituut legt de regels vast in verband met de activiteit van de kandidaten.</p>
<p>Art. 34. Chaque candidat est lié inconditionnellement et irrévocablement à son offre jusqu'à ce qu'un autre candidat ait fait une offre régulière supérieure pour le bloc de fréquences.</p>	<p>Art. 34. Elke kandidaat is onvoorwaardelijk en onherroepelijk aan zijn bod gebonden tot een andere kandidaat een hoger regelmatig bod uitbrengt voor het frequentieblok.</p>

<p>Art. 35. Au plus tard au moment où le montant total pour l'ensemble des offres faites par le candidat, conformément à l'article 33, dépasse un nombre multiple de 50 millions d'euros et à partir de 150 millions d'euros, le candidat augmente, à chaque fois, sa garantie par un versement de 2,5 millions d'euros.</p>	<p>Art. 35. Uiterlijk op het ogenblik waarop het totale bedrag voor alle biedingen die door de kandidaat zijn gedaan, overeenkomstig artikel 33, een veelvoud van 50 miljoen euro overschrijdt en vanaf 150 miljoen euro verhoogt de kandidaat telkens zijn waarborg met een storting van 2,5 miljoen euro.</p>
<p>La preuve de l'augmentation de la garantie parvient à l'Institut avant que le candidat émette l'offre qui donne lieu à l'augmentation de la garantie. Une offre émise sans augmentation, telle que requise de la garantie, est nulle.</p>	<p>Het bewijs van de verhoging van de waarborg komt bij het Instituut toe voor het ogenblik waarop de kandidaat het bod uitbrengt dat aanleiding geeft tot de verhoging van de waarborg. Een bod uitgebracht zonder de vereiste verhoging van de waarborg is nietig.</p>
<p>Art. 36. Chaque candidat peut recourir à une carte pour passer comme alternative à une offre ou à un retrait. Un candidat ne peut passer son tour au total qu'au maximum deux fois durant la mise aux enchères visée à l'article 30, 1°.</p>	<p>Art. 36. Elke kandidaat mag een beroep doen op een paskaart als alternatief voor een bod of een terugtrekking. Een kandidaat mag in totaal maximaal tweemaal passen tijdens de toewijzing bij opbod bedoeld in artikel 30, 1°.</p>
<p>Art. 37. Chaque candidat, à l'exception des candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences visé à l'article 30, 1°, peut se retirer de la mise aux enchères visée à l'article 30, 1°. Ce retrait est définitif et irrévocable.</p>	<p>Art. 37. Elke kandidaat, met uitzondering van de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok bedoeld in artikel 30, 1°, mag zich uit de toewijzing bij opbod bedoeld in artikel 30, 1° terugtrekken. Deze terugtrekking is definitief en onherroepelijk.</p>
<p>Art. 38. Si, dans un tour, deux ou plusieurs candidats émettent la même offre pour un bloc de fréquences donné, l'Institut détermine, par tirage au sort, l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences.</p>	<p>Art. 38. Indien in een ronde twee of meer kandidaten hetzelfde bod uitbrengen op een gegeven frequentieblok, dan bepaalt het Instituut via loting het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok.</p>
<p>Art. 39. Après chaque tour, l'Institut communique, aux candidats restants, les informations suivantes:</p>	<p>Art. 39. Na elke ronde brengt het Instituut de overblijvende kandidaten de volgende informatie ter kennis:</p>
<p>1° le montant de l'offre régulière la plus élevée ainsi que l'identité fictive du candidat détenant cette offre pour chaque bloc de fréquences;</p>	<p>1° het bedrag van het hoogste regelmatige bod alsook de fictieve identiteit van de kandidaat die het heeft uitgebracht voor elk frequentieblok;</p>
<p>2° le moment du début et de la fin du tour suivant;</p>	<p>2° het tijdstip van begin en einde van de volgende ronde;</p>

3° le montant de l'offre minimale et maximale pour chaque bloc de fréquences pour le tour suivant.	3° het bedrag van het minimum- en maximumbod voor elk frequentieblok voor de volgende ronde.
Art. 40. Le dernier tour est le tour à la fin duquel aucun candidat n'informe l'Institut d'une offre ou de son recours à une carte pour passer.	Art. 40. De laatste ronde is de ronde waarbij op het einde geen enkele kandidaat het Instituut in kennis stelt van een bod of zijn beroep op een paskaart.
Art. 41. A l'issue du dernier tour visé à l'article 40, l'Institut détermine l'offre régulière la plus élevée pour chaque bloc de fréquences et communique, pour chaque bloc de fréquences, aux candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences, le montant de l'offre régulière la plus élevée ainsi que le candidat détenant cette offre.	Art. 41. Na afloop van de laatste ronde, bedoeld in artikel 40 stelt het Instituut het hoogste regelmatige bod vast per frequentieblok en deelt het voor elk frequentieblok aan de kandidaten die het hoogste regelmatig bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok mee wat het bedrag van het hoogste regelmatige bod is alsook welke kandidaat dat bod heeft uitgebracht.
Sous-section 3. - Positionnement	Onderafdeling 3. - Positie
Art. 42. L'ensemble des candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences peuvent, dans un délai déterminé par l'Institut, communiquer à l'Institut une proposition commune pour le positionnement des différents blocs de fréquences.	Art. 42. Alle kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok mogen binnen een door het Instituut vastgestelde termijn, aan het Instituut een gemeenschappelijk voorstel meedelen voor de positie van de verschillende frequentieblokken.
Si l'Institut accepte la proposition commune, le tour supplémentaire visé aux articles 43 à 46 ne se tient pas.	Indien het Instituut het gemeenschappelijke voorstel aanvaardt, wordt de bijkomende ronde bedoeld in de artikelen 43 tot 46 niet gehouden.
Art. 43. § 1^{er}. L'Institut établit une liste exhaustive d'options de positionnement des différents blocs de fréquences dans les bandes de fréquences 703-733 MHz et 758-788 MHz.	Art. 43. § 1. Het Instituut stelt een exhaustieve lijst op van de opties voor positionering voor de verschillende frequentieblokken in de frequentiebanden 703-733 MHz en 758-788 MHz.
§ 2. Toutes les options doivent respecter les critères suivants:	§ 2. Alle opties moeten voldoen aan de volgende criteria:
1° tous les blocs pour lesquels un candidat donné a émis l'offre régulière la plus élevée sont positionnés de manière contigüe;	1° alle blokken waarvoor een gegeven kandidaat het hoogste regelmatige bod heeft uitgebracht worden aaneengrenzend geplaatst;

2° les blocs pour lesquels aucune offre régulière n'a été émise sont positionnés dans la partie inférieure des bandes de fréquences 703-733 MHz et 758-788 MHz.	2° de blokken waarvoor geen enkel regelmatig bod werd uitgebracht worden in het laagste deel van de frequentiebanden 703-733 MHz en 758-788 MHz geplaatst.
Art. 44. L'Institut communique aux candidats qui ont émis l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences, les renseignements suivants:	Art. 44. Het Instituut deelt de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok de volgende inlichtingen mee:
1° la liste des options de positionnement des différents blocs de fréquences;	1° de lijst van de opties voor positionering van de verschillende frequentieblokken;
2° le moment du début et de la fin du tour supplémentaire, pendant lequel les candidats peuvent remettre leurs offres supplémentaires relatives au positionnement des blocs de fréquences.	2° het moment van het begin en het einde van de bijkomende ronde, tijdens welke de kandidaten hun bijkomende biedingen met betrekking tot de positionering van de frequentieblokken kunnen doen.
Art. 45. § 1^{er}. Durant le tour supplémentaire chaque candidat peut remettre une ou plusieurs offres supplémentaires, conformément au § 2.	Art. 45. § 1. Tijdens de bijkomende ronde kan elke kandidaat een of meer bijkomende biedingen doen conform § 2.
§ 2. Chaque offre supplémentaire identifie une option déterminée.	§ 2. Elk bijkomend bod identificeert een bepaalde optie.
Le montant de l'offre peut être nul et n'est pas limité.	Het bedrag van het bod mag nul zijn en is niet beperkt.
Art. 46. § 1^{er}. A l'issue du tour supplémentaire, l'Institut calcule pour chaque option, la somme des offres supplémentaires émises pour cette option.	Art. 46. § 1. Na de bijkomende ronde berekent het Instituut voor elke optie de som van de bijkomende biedingen uitgebracht voor deze optie.
§ 2. L'option choisie est celle pour laquelle la somme des offres supplémentaires émises est la plus élevée.	§ 2. De gekozen optie is deze waarvoor de som van de uitgebrachte bijkomende biedingen het hoogste is.
Si deux ou plusieurs options ont la même somme des offres supplémentaires émises la plus élevée, l'Institut détermine par tirage au sort l'option choisie.	Indien een of meer opties dezelfde grootste som van de uitgebrachte bijkomende biedingen hebben, bepaalt het Instituut via loting de gekozen optie.
Section 5. - Octroi des droits d'utilisation	Afdeling 5. - Toekenning van de gebruiksrechten

<p>Art. 47. § 1^{er}. L'Institut octroie des droits d'utilisation aux candidats qui ont émis l'offre régulière la plus élevée pour les différents blocs de fréquences.</p>	<p>Art. 47. § 1. Het Instituut kent gebruiksrechten toe aan de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor de verschillende frequentieblokken.</p>
<p>§ 2. L'Institut fixe la date de début de validité des droits d'utilisation.</p>	<p>§ 2. Het Instituut bepaalt de datum van aanvang van de geldigheidsduur van de gebruiksrechten.</p>
<p>§ 3. L'Institut notifie, à tout candidat, le solde à payer en même temps que ses droits d'utilisation.</p>	<p>§ 3. Het Instituut deelt elke kandidaat samen met zijn gebruiksrechten het te betalen saldo mee.</p>
<p>Le montant total de la redevance unique est égal à la somme des montants des offres régulières les plus élevées émises par le candidat et le montant de l'offre supplémentaire émise par le candidat relative à l'option de positionnement choisie.</p>	<p>Het totale bedrag van de enige heffing is gelijk aan de som van de bedragen van de hoogste regelmatige biedingen uitgebracht door de kandidaat en het bedrag van de bijkomende bieding uitgebracht door de kandidaat met betrekking tot de gekozen opties voor positionering.</p>
<p>§ 4. La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats à qui n'est pas octroyé des droits d'utilisation, est reversée sur leur compte, déclaré conformément à l'article 19, § 1^{er}, 7^o.</p>	<p>§ 4. De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de kandidaten waaraan geen gebruiksrechten worden toegekend, wordt op hun rekening teruggestort, overeenkomstig artikel 19, § 1, 7^o.</p>
<p>§ 5. En dérogation au § 4, la garantie n'est pas reversée aux candidats n'ayant émis aucune offre conformément à l'article 33 du présent arrêté ou à l'article 28 de de l'arrêté royal du [DATE] concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz.</p>	<p>§ 5. In afwijking van § 4 wordt de waarborg niet teruggestort aan kandidaten die geen enkel bod hebben uitgebracht in overeenstemming met artikel 33 van dit besluit of artikel 28 van het koninklijk besluit van [DATUM] betreffende radiotoegang in de banden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz.</p>
<p>Art. 48. Les modalités de paiement sont conformes à l'article 30 de la loi de 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p>	<p>Art. 48. De betalingsmodaliteiten zijn in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p>
<p>Le non-paiement, le paiement tardif ou incomplet du solde de la redevance unique entraîne la déchéance de plein droit des droits d'utilisation. L'opérateur 700 MHz déclaré déchu des droits d'utilisation est exclu de toute candidature au sens de l'article 16.</p>	<p>Niet-betaling of laattijdige of onvolledige betaling van het saldo van de enige heffing houdt het verval van rechtswege van de gebruiksrechten in. De 700 MHz-operator van wie de gebruiksrechten vervallen zijn verklaard, wordt uitgesloten van iedere kandidatuur in de zin van artikel 16.</p>
<p>CHAPITRE 11. - Dispositions finales</p>	<p>HOOFDSTUK 11. - Slotbepalingen</p>

Art. 49. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions, est chargée de l'exécution du présent arrêté.	Art. 49. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Donné	Gegeven te
Par le roi:	Van Koningswege:
La Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

Annexe 3 - Projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 3400-3800 MHz

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
[DATE] - Arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 3400-3800 MHz	[DATE] - Koninklijk besluit betreffende radiotoegang in de frequentieband 3400- 3800 MHz
RAPPORT AU ROI	VERSLAG AAN DE KONING
Sire,	Sire,
Généralité	Algemeen
Le présent arrêté définit les conditions d'obtention et d'utilisation des droits d'utilisation attribués aux opérateurs mobiles dans la bande de fréquences 3400-3800 MHz.	Dit besluit bepaalt de voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van de gebruiksrechten die worden toegekend aan de mobiele operatoren in de frequentieband 3400-3800 MHz.
Après la libéralisation du marché des télécommunications belge en 1998, de nombreux acteurs avaient manifesté leur intérêt pour la boucle locale radio. Vu l'intérêt du marché, un cadre réglementaire permettant d'introduire la boucle locale radio dans certaines bandes de fréquences, dont la bande 3400-3600 MHz fut élaboré en 2000. Une première procédure d'attribution pour la bande 3400-3600 MHz a été organisée la même année et des autorisations ont été attribuées à Formus Communications Belgium et Winstar Communications. Ces deux opérateurs n'ont jamais déployé de réseau, ce qui entraîna le retrait des deux autorisations.	Na de liberalisering van de Belgische telecommunicatiemarkt in 1998 hadden talrijke spelers hun interesse betoond voor vaste lokale radioverbindingen. Gezien de interesse van de markt werd een regelgevend kader uitgewerkt om de vaste lokale radioverbindingen in bepaalde frequentiebanden te introduceren, waaronder de band 3400-3600 MHz in 2000. Datzelfde jaar werd een eerste gunningsprocedure georganiseerd voor de band 3400-3600 MHz en er werden vergunningen toegewezen aan Formus Communications Belgium en Winstar Communications. Deze twee operatoren hebben nooit een netwerk aangelegd, wat geleid heeft tot de intrekking van de twee vergunningen.
Une deuxième procédure d'attribution pour la bande 3400-3600 MHz a été organisée en 2004 et des autorisations ont été attribuées à Clearwire Belgium (en 2012, Clearwire Belgium est devenue b.lite) et Mac Telecom.	In 2004 werd een tweede gunningsprocedure georganiseerd voor de band 3400-3600 MHz en er werden vergunningen toegewezen aan Clearwire Belgium (in 2012 is Clearwire Belgium b.lite geworden) en Mac Telecom.

<p>En 2008, la Commission européenne adopta la Décision 2008/411/CE sur l'harmonisation de la bande de fréquences 3400-3800 MHz pour les systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques dans la Communauté. Vu la décision de la Commission européenne et l'intérêt croissant pour la technologie WiMax, il était devenu nécessaire de modifier le cadre réglementaire concernant la bande 3400-3600 MHz. En effet la bande 3400-3600 MHz était la bande de fréquences principale pour l'introduction de la technologie WiMax en Europe. L'arrêté royal du 24 mars 2009 <i>concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz</i> (ci-après "arrêté royal du 24 mars 2009") a donc été adopté.</p>	<p>In 2008 heeft de Europese Commissie Beschikking 2008/411/EG betreffende de harmonisering van de 3400 - 3800 MHz-frequentieband voor terrestrische systemen die elektronischecommunicatiediensten kunnen verschaffen in de Gemeenschap, aangenomen. Gelet op de beschikking van de Europese Commissie en de toenemende interesse voor de WiMax-technologie was het noodzakelijk geworden om het regelgevingskader in verband met de 3400-3600 MHz-band te wijzigen. De 3400-3600 MHz-band was immers de voornaamste frequentieband voor de invoering van de WiMax-technologie in Europa. Het koninklijk besluit van 24 maart 2009 <i>betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 3410-3500 / 3510-3600 MHz en 10150-10300 / 10500-10650 MHz</i> (hierna "koninklijk besluit van 24 maart 2009") werd dus aangenomen.</p>
<p>Une troisième procédure d'attribution pour la bande 3400-3600 MHz a été organisée en 2010 et des autorisations ont été attribuées à ZapFi et Gigaweb. L'autorisation de ZapFi a été retirée en 2013.</p>	<p>Een derde gunningsprocedure werd georganiseerd voor de band 3400-3600 MHz in 2010 en er werden vergunningen toegewezen aan ZapFi en Gigaweb. De vergunning van ZapFi werd ingetrokken in 2013.</p>
<p>Une quatrième procédure d'attribution pour la bande 3400-3600 MHz a été organisée en 2015 et une autorisation a été attribuée à Citymesh.</p>	<p>Een vierde gunningsprocedure werd georganiseerd voor de band 3400-3600 MHz in 2015 en er werd een vergunning toegewezen aan Citymesh.</p>
<p>En 2016, les droits d'utilisation de b.lite et Mac Telecom ont été cédés à Broadband Belgium et les droits d'utilisation de Gigaweb ont été cédés à Gridmax.</p>	<p>In 2016 werden de gebruiksrechten van b.lite en Mac Telecom overgedragen aan Broadband Belgium en de gebruiksrechten van Gigaweb aan Gridmax.</p>
<p>En 2017, Broadband Belgium a rendu ses droits d'utilisation.</p>	<p>In 2017 heeft Broadband Belgium zijn gebruiksrechten ingeleverd.</p>
<p>Ni les technologies boucle locale radio du début des années 2000, ni la technologie WiMax, n'ont jamais eu le succès escompté. La bande 3400-3600 MHz est donc relativement sous-utilisée depuis 2000.</p>	<p>Noch de technologieën van de vaste lokale radioverbindingen begin jaren 2000 noch de WiMax-technologie hebben ooit het verhoopte succes gekend. De band 3400-3600 MHz is dus relatief ondergebruikt sinds 2000.</p>

Deux opérateurs disposent actuellement de droits d'utilisation pour la bande 3400-3600 MHz, jusqu'au 6 mai 2025 :	Twee operatoren beschikken momenteel over gebruiksrechten voor de 3400-3600 MHz-band, tot 6 mei 2025:
- Citymesh;	- Citymesh;
- Gridmax.	- Gridmax.
La Décision 2008/411/CE concerne à la fois la bande 3400-3600 MHz et la bande 3600-3800 MHz. Vu le manque de succès de la bande 3400-3600 MHz, la bande 3600-3800 MHz, n'a cependant jamais été utilisée en Belgique, pour l'accès radioélectrique.	Beschikking 2008/411/EG betreft tegelijk de band 3400-3600 MHz en de band 3600-3800 MHz. Gezien het gebrek aan succes van de band 3400-3600 MHz, werd de band 3600-3800 MHz evenwel nooit gebruikt in België voor radiotoegang.
La bande 3600-3800 MHz est toujours utilisée en Belgique pour des faisceaux hertziens et quelques stations terriennes.	De band 3600-3800 MHz werd in België steeds gebruikt voor straalverbindingen en bepaalde grondstations.
Dans son avis intitulé « <i>RSPG Opinion on spectrum related aspects for next-generation wireless systems (5G)</i> », adopté le 9 novembre 2016, le RSPG ¹⁴ considère que la bande 3400-3800 MHz est une bande primordiale pour l'introduction de la 5G en Europe, même avant 2020. Pour le RSPG, cette bande a le potentiel de mettre l'Europe à l'avant-garde du déploiement 5G. Cet avis du RSPG a bien évidemment un impact important sur l'intérêt du marché pour la bande 3400-3800 MHz en Belgique.	In zijn advies " <i>RSPG Opinion on spectrum related aspects for next-generation wireless systems (5G)</i> " dat aangenomen is op 9 november 2016 meent de RSPG ¹⁵ dat de 3400-3800 MHz-band een primordiale band is om 5G in Europa te introduceren, zelfs vóór 2020. Voor de RSPG heeft deze band het potentieel om van Europa de voorhoede te maken van de 5G-uitrol. Dat advies van de RSPG heeft uiteraard een belangrijke weerslag op de interesse van de markt voor de 3400-3800 MHz-band in België.
La planification stratégique et l'harmonisation de l'utilisation du spectre au niveau de l'Union devraient renforcer le marché intérieur des services et équipements de communications électroniques sans fil ainsi que les autres politiques de l'Union nécessitant l'utilisation du spectre, en créant de nouvelles opportunités dans le domaine de l'innovation et de la création d'emplois et en contribuant, en même temps, à la reprise économique et à l'intégration sociale dans l'ensemble de l'Union, tout en respectant l'importante valeur sociale, culturelle et économique du spectre.	De strategische planning en de harmonisering van het spectrumgebruik op het niveau van de Unie zouden de interne markt van draadloze elektronische-communicatiediensten en -apparatuur moeten versterken alsook de andere beleidslijnen van de Unie waarvoor spectrum moet worden gebruikt, door nieuwe opportuniteiten te creëren op het vlak van innovatie en werkgelegenheid en door tegelijk bij te dragen tot het economisch herstel en de sociale integratie in de hele Unie, met inachtneming van de belangrijke sociale, culturele en economische waarde van het spectrum.

¹⁴ Radio Spectrum Policy Group.

¹⁵ Radio Spectrum Policy Group.

<p>La Décision 2008/411/CE de la Commission du 21 mai 2008 sur l'harmonisation de la bande de fréquences 3400-3800 MHz pour les systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques dans la Communauté, modifiée par la décision 2014/276/UE du 2 mai 2014 et la décision 2019/235/UE du 24 janvier 2019, vise à harmoniser les conditions de mise à disposition et d'utilisation efficace de la bande 3400-3800 MHz. Les dernières modifications apportées par la décision 2019/235/UE visent essentiellement à permettre l'introduction de la 5G dans la bande de fréquences 3400-3800 MHz.</p>	<p>Beschikking 2008/411/EG van de Commissie van 21 mei 2008 betreffende de harmonisering van de 3400-3800 MHz-frequentieband voor terrestrische systemen die elektronischecommunicatiediensten kunnen verschaffen in de Gemeenschap, gewijzigd door het besluit 2014/276/EU van 2 mei 2014 en besluit 2019/235/EU van 24 januari 2019, beoogt de harmonisering van de voorwaarden voor het ter beschikking stellen en het doeltreffende gebruik van de 3400-3800 MHz-band. De laatste wijzigingen die aangebracht zijn door Besluit 2019/235/EU zijn voornamelijk erop gericht de invoering van 5G in de frequentieband van 3400-3800 MHz mogelijk te maken.</p>
<p>Conformément à l'article 54 du code des communications électroniques européen¹⁶, les États membres doivent procéder à une réorganisation de blocs suffisamment larges de la bande 3600 MHz et autoriser leur utilisation, au plus tard le 31 décembre 2020, afin de faciliter le déploiement de la 5G.</p>	<p>Overeenkomstig artikel 54 van het Europees wetboek voor elektronische communicatie¹⁷ moeten de lidstaten uiterlijk 31 december 2020 het gebruik van voldoende grote blokken in de band van 3600 MHz reorganiseren en toestaan, om de uitrol van 5G te vergemakkelijken.</p>
<p>L'attribution des droits d'utilisation aux opérateurs peut se faire de différentes manières. Les principaux mécanismes d'attribution sont la mise aux enchères, la soumission comparative, le principe "premier arrivé, premier servi" ou un système hybride (en général, soumission comparative suivie d'enchères).</p>	<p>De toewijzing van de gebruiksrechten aan de operatoren kan op verschillende manieren gebeuren. De voornaamste toewijzingsmechanismen zijn de veiling, de vergelijkende inschrijving, het principe "<i>first come, first served</i>" of een hybride systeem (doorgaans een vergelijkende inschrijving gevolgd door een veiling).</p>
<p>Presque toutes les attributions de nouveau spectre en Europe se sont faites via un mécanisme de mise aux enchères. La mise aux enchères possède en effet de nombreux avantages: transparent et simple, équitable, favorable à la compétition et l'utilisation efficace du spectre.</p>	<p>Bijna alle toewijzingen van nieuw spectrum in Europa verlopen via een veilingmechanisme. Een veiling heeft immers tal van voordelen: transparant en eenvoudig, eerlijk, bevordert de concurrentie en het efficiënte gebruik van het spectrum.</p>

¹⁶ Directive 2018/1972/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 *établissant le code des communications électroniques européen*.

¹⁷ Richtlijn 2018/1972/EU van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 *tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie*.

La mise aux enchères est donc le mécanisme d'attribution qui a été choisi pour l'attribution des droits d'utilisation pour la bande 3400-3800 MHz.	Een veiling is dus het mechanisme dat werd gekozen voor de toewijzing van de gebruiksrechten voor de 3400-3800 MHz-band.
Il faut noter que l'IBPT ¹⁸ peut décider de combiner la procédure d'attribution pour la bande 3400-3800 MHz avec d'autres procédures d'attributions dont les conditions d'octroi sont fixées par d'autres arrêtés royaux.	Er dient te worden opgemerkt dat het BIPT ¹⁹ kan beslissen om deze toewijzingsprocedure voor de 3400-3800 MHz-band te combineren met andere procedures voor toewijzing waarvan de toekenningsvoorwaarden zijn vastgelegd in andere koninklijke besluiten.
Les principaux objectifs recherchés par le présent arrêté sont les suivants:	De voornaamste doelstellingen nagestreefd door dit besluit zijn de volgende:
- attribuer le spectre aux utilisateurs les plus efficaces;	- het spectrum toewijzen aan de meest efficiënte gebruikers;
- encourager le déploiement de réseaux à haut débit sans fil et continuer à réduire la fracture numérique en Belgique;	- de ontwikkeling van draadloze breedbandnetwerken aanmoedigen en de digitale kloof in België verder dichten;
- veiller à ce que la totalité du spectre soit octroyée dans le cadre la procédure d'attribution (éviter qu'il reste du spectre non attribué);	- erop toezien dat het hele spectrum wordt toegewezen in het kader van de gunningsprocedure (vermijden dat er niet-toegewezen spectrum overblijft);
- garantir une utilisation du spectre la plus efficace possible;	- een zo efficiënt mogelijk gebruik van het spectrum waarborgen;
- maximaliser la concurrence sur le marché belge des communications électroniques;	- de concurrentie op de Belgische elektronische-communicatiemarkt maximaliseren;
- veiller à une recette équitable pour les autorités, étant donné qu'il s'agit ici d'un bien public précieux et rare;	- toezien op eerlijke inkomsten voor de overheden, aangezien het een kostbaar en schaars openbaar goed betreft;
- attribuer le spectre sur la base d'une procédure objective, transparente, proportionnée et non-discriminatoire;	- spectrum toewijzen op basis van een objectieve, transparante, evenredige en niet-discriminerende procedure;
- réduire la complexité et les coûts relatifs à l'exécution de la procédure d'attribution.	- de complexiteit en de kosten in verband met de toewijzingsprocedure beperken.
Commentaire article par article	Artikelsgewijze bespreking

¹⁸ Institut belge des services postaux et des télécommunications.

¹⁹ Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Article 1^{er}	Artikel 1
Cet article définit un certain nombre de termes apparaissant dans l'arrêté.	Dit artikel definieert een aantal termen die voorkomen in het besluit.
Les définitions de "contrôle relatif à une personne" et "groupe pertinent" sont les mêmes que celles qui sont utilisées pour l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisation pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération (ci-après "l'arrêté royal 3G"), l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz (ci-après "l'arrêté royal 2,6 GHz") et l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz (ci-après "l'arrêté royal 800 MHz"). Les autres définitions ne nécessitent pas de commentaire.	De definities van "controle met betrekking tot een persoon" en "relevante groep" zijn dezelfde als deze gebruikt voor het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie (hierna "het 3G-koninklijk besluit"), het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz (hierna "het 2,6 GHz-koninklijk besluit") en het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz (hierna "het 800 MHz-koninklijk besluit"). De overige definities behoeven geen commentaar.
Article 2	Artikel 2
Les fréquences en question peuvent uniquement être obtenues par les opérateurs ayant fait une notification en vertu de l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après "loi du 13 juin 2005").	De betreffende frequenties kunnen slechts verworven worden door operatoren die een kennisgeving hebben gedaan in de zin van artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "wet van 13 juni 2005").
Article 3	Artikel 3
Les droits d'utilisation sont accordés pour une période d'environ vingt ans, renouvelable par termes de cinq ans.	De gebruiksrechten worden toegekend voor een periode van ongeveer twintig jaar, telkens verlengbaar met vijf jaar.
Les droits d'utilisation accordés initialement aux opérateurs 2G (sur base de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, ci-après "l'arrêté royal GSM" et sur base de l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800, ci-après "l'arrêté royal DCS") et les droits d'utilisation accordés pour la bande 2,6 GHz (sur base de l'arrêté royal 2,6 GHz) étaient accordés pour une période de 15	De initieel aan de 2G-operatoren toegewezen gebruiksrechten (krachtens het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilofonienetten, hierna "het GSM-koninklijk besluit", en krachtens het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten, hierna "het DCS-koninklijk besluit") en de gebruiksrechten toegewezen voor de 2,6 GHz-band (krachtens het 2,6 GHz-koninklijk besluit) waren geldig voor een periode van 15 jaar. De gebruiksrechten

ans. Les droits d'utilisation accordés aux opérateurs 3G (sur base de l'arrêté royal 3G) et les droits d'utilisation accordés pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz) étaient par contre accordés pour une période 20 ans.	toegekend aan de 3G-operatoren (krachtens het 3G-koninklijk besluit) en de gebruiksrechten toegekend voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit) waren daarentegen toegekend voor een periode van 20 jaar.
Dans les autres pays européens, la durée de validité des droits d'utilisation est, en général, également comprise entre 15 et 20 ans.	In de overige Europese landen ligt de geldigheidsduur van de gebruiksrechten doorgaans ook tussen 15 en 20 jaar.
Les opérateurs sont favorables à des durées de validité plus longues afin d'avoir de la prédictibilité sur l'évolution à long terme de leurs activités.	De operatoren zijn voorstander van langere geldigheidstermijnen om de voorspelbaarheid van de ontwikkeling van hun activiteiten op lange termijn te vergroten.
Le présent arrêté prévoit une période initiale d'environ 20 ans, renouvelable par périodes de 5 ans. Une durée de 20 ans est en effet suffisante pour assurer un retour sur investissement pour les opérateurs.	Dit besluit voorziet in een initiële periode van ongeveer 20 jaar, telkens verlengbaar met periodes van 5 jaar. Een duur van 20 jaar volstaat inderdaad om een goed rendement te garanderen voor de operatoren.
En vertu de l'article 30, § 1 ^{er} /1, de la loi du 13 juin 2005, la redevance unique pour la bande de fréquences 3400-3800 MHz est nulle pour la partie de période de validité antérieure au 7 mai 2025. Vu la date de la fin de la première période de validité des droits d'utilisation (6 mai 2040), la redevance unique pour cette première période est due pour 15 ans.	Krachtens artikel 30, § 1/1, van de wet van 13 juni 2005 bedraagt de enige heffing voor de frequentieband 3400-3800 MHz nul voor het gedeelte van de geldigheidsperiode vóór 7 mei 2025. Gelet op de einddatum van de eerste geldigheidsperiode van de gebruiksrechten (6 mei 2040) is de enige heffing voor deze eerste periode verschuldigd voor 15 jaar.
Article 4	Artikel 4
Le paragraphe 1 ^{er} stipule la subdivision en blocs de la bande 3400-3800 MHz.	Paragraaf 1 bepaalt de onderverdeling in blokken van de 3400-3800 MHz-band.
Les fréquences sont assignées sur une base technologiquement neutre. Ce qui signifie que l'opérateur peut déterminer lui-même la technologie qui sera implémentée.	De frequenties worden toegewezen op een technologisch neutrale basis. Dit betekent dat de operator zelf kan bepalen welke technologie geïmplementeerd wordt.
En [octobre 2018], deux opérateurs disposent de droits d'utilisation pour la bande 3400-3600 MHz:	In [oktober 2018] beschikken twee operatoren over gebruiksrechten voor de band 3400-3600 MHz:
- Citymesh, pour un total de 40 MHz;	- Citymesh, voor een totaal van 40 MHz;
- Gridmax, pour un total de 40 MHz.	- Gridmax, voor een totaal van 40 MHz.

Il faut noter que les mêmes fréquences sont attribuées à Citymesh et Gridmax, pour des communes différentes.	Er dient te worden opgemerkt dat dezelfde frequenties zijn toegewezen aan Citymesh als aan Gridmax, voor verschillende gemeenten.
Ces droits d'utilisation ne couvrent donc pas l'ensemble du territoire national (589 communes).	Deze gebruiksrechten dekken dus niet het volledige nationale grondgebied (589 gemeenten).
Ces droits d'utilisation expireront au plus tard le 7 mai 2025 (voir article 45).	Deze gebruiksrechten zullen uiterlijk op 7 mei 2025 verstrijken (zie artikel 45).
Il existe donc deux types de blocs différents:	Er bestaan dus twee verschillende soorten van blokken:
- deux blocs spécifiques de 20 MHz pour lequel des restrictions géographiques existent jusqu'au 7 mai 2025, au plus tard (voir article 7).	- twee specifieke blokken van 20 MHz waarvoor geografische beperkingen bestaan tot uiterlijk 7 mei 2025 (zie artikel 7).
- les blocs qui sont disponibles sur l'ensemble du territoire belge dès 2020. Ces blocs représentent un total d'au maximum 350 MHz et sont subdivisés en blocs génériques de 10 MHz.	- de blokken die beschikbaar zijn op het hele Belgische grondgebied vanaf 2020. Deze blokken vertegenwoordigen een totaal van maximaal 350 MHz en worden verdeeld in generieke blokken van 10 MHz.
Le premier bloc spécifique de 20 MHz ne pourra probablement pas être pleinement utilisé pour la 5G. Par contre l'utilisation des technologies 3G ou 4G est tout à fait possible. Vu que Citymesh et Gridmax ont déployé des stations WiMax ou LTE, ce premier bloc leur est réservé afin qu'ils aient la possibilité de continuer à utiliser ces stations après 2025.	Het eerste specifieke blok van 20 MHz zal waarschijnlijk niet volledig mogen worden gebruikt voor 5G. Het is daarentegen perfect mogelijk om de 3G- of 4G-technologieën te gebruiken. Aangezien Citymesh en Gridmax WiMax- of LTE-stations hebben uitgerold, wordt dat eerste blok aan hen voorbehouden zodat ze deze stations ook kunnen blijven gebruiken na 2025.
Le paragraphe 2 stipule que les stations de base et les terminaux utilisent la même fréquence (mode TDD).	Paragraaf 2 bepaalt dat de basisstations en de eindtoestellen dezelfde frequentie (TDD-modus) gebruiken.
Le paragraphe 3 détermine la quantité maximale de spectre ("spectrum cap") que peut détenir un groupe pertinent afin de ne pas entraver la concurrence entre les différents opérateurs.	Paragraaf 3 bepaalt de maximale spectrumhoeveelheid ("spectrum cap") die een relevante groep kan innemen zonder de concurrentie tussen de verschillende operatoren in het gedrang te brengen.
Le choix d'un "spectrum cap" pour la bande 3400-3800 MHz est essentiellement un compromis entre le nombre possible d'infrastructures concurrentes utilisant la bande 3400-3800 MHz et le niveau de	De keuze van een "spectrum cap" voor de 3400-3800 MHz-band is in hoofdzaak een compromis tussen het aantal mogelijke concurrerende infrastructuren die gebruik maken van de 3400-3800 MHz-band en het

performances qui peut être atteint par chacune de ces infrastructures.	prestatieniveau dat kan worden gehaald voor elk van deze infrastructuren.
De nombreux acteurs estiment qu'idéalement un opérateur devrait détenir au 100 MHz de spectre. La largeur d'un canal 5G varie en effet entre 10 et 100 MHz. Un spectrum cap de 100 MHz permet donc à un opérateur de déployer pleinement la technologie 5G.	Talrijke spelers vinden dat in een ideaal geval een operator 100 MHz spectrum zou moeten hebben. De breedte van een 5G-kanaal varieert immers tussen 10 en 100 MHz. Een spectrum cap van 100 MHz stelt een operator dus in staat om de 5G-technologie ten volle uit te rollen.
Un spectrum cap de 100 MHz assure qu'au moins quatre opérateurs puissent obtenir du spectre.	Een spectrum cap van 100 MHz zorgt ervoor dat minstens vier operatoren spectrum kunnen krijgen.
Les dispositions du paragraphe 4 permettent à l'IBPT de modifier la répartition des canaux attribués afin d'optimiser l'utilisation du spectre. Il est cependant clair que les opérateurs doivent disposer d'un délai raisonnable pour apporter ces modifications. L'octroi de cette compétence est conforme à l'article 13 de la loi du 13 juin 2005 ainsi qu'aux articles 3.1 et 3.2.c), de la directive 2018/1972/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen (ci-après directive "Code des communications électroniques européen").	De bepalingen van paragraaf 4 stellen het BIPT in staat om de verdeling van de toegewezen kanalen te wijzigen om het spectrumgebruik te optimaliseren. Het is echter duidelijk dat de operatoren over een redelijke termijn moeten beschikken om deze wijzigingen aan te brengen. De toekenning van deze bevoegdheid is conform artikel 13 van de wet van 13 juni 2005 alsook de artikelen 3.1 en 3.2.c), van Richtlijn 2018/1972/EU van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie (hierna "Europees wetboek voor elektronische communicatie").
Article 5	Artikel 5
Les droits d'utilisation couvrent l'utilisation des terminaux (téléphones mobiles, smartphones, ...) connectés au réseau d'un opérateur 3,6 GHz (voir l'art. 3 § 2). Lorsqu'un consommateur achète un terminal, il n'est cependant généralement pas connecté à un réseau. L'article 5 permet la détention d'un terminal, même lorsque celui-ci n'est pas connecté à un réseau.	De gebruiksrechten omvatten het gebruik van de eindtoestellen (mobiele telefoons, smartphones, ...) die aangesloten zijn op het netwerk van een 3,6 GHz-operator (zie art. 3 § 2). Wanneer een consument een eindtoestel koopt, is hij evenwel doorgaans niet aangesloten op een netwerk. Artikel 5 staat het houden van een eindtoestel toe, zelfs als dit niet aangesloten is op een netwerk.
Article 6	Artikel 6
En vertu de l'article 13, 3° de la loi du 13 juin 2005, l'IBPT est chargé de la coordination internationale des fréquences.	Krachtens artikel 13, 3°, van de wet van 13 juni 2005 is het BIPT verantwoordelijk voor de internationale coördinatie van de frequenties.

A ce titre, l'IBPT conclut des accords de coordination transfrontalière.	Hiertoe sluit het BIPT grensoverschrijdende coördinatieovereenkomsten.
Article 7	Artikel 7
Des restrictions géographiques existent pour 40 MHz, jusqu'au 7 mai 2025, au plus tard. Les droits d'utilisation ne peuvent pas être utilisés dans les communes où Citymesh et Gridmax (40 MHz), sont autorisés. Conformément à l'article 18, § 1 ^{er} , 2 ^{ème} alinéa de la loi du 13 juin 2005, les conditions techniques et opérationnelles nécessaires pour éviter les brouillages préjudiciable entre les opérateurs 3,6 GHz, d'une part, et Citymesh et Gridmax, d'autre part sont fixées par l'IBPT.	Er bestaan geografische beperkingen voor 40 MHz tot uiterlijk 7 mei 2025. De gebruiksrechten mogen niet gebruikt worden in de gemeenten waar Citymesh en Gridmax (40 MHz) zijn gemachtigd. Conform artikel 18, § 1, tweede lid, van de wet van 13 juni 2005, worden de technische en operationele voorwaarden nodig om schadelijke storingen te vermijden tussen de 3,6 GHz-operatoren enerzijds en Citymesh en Gridmax anderzijds, vastgelegd door het BIPT.
Article 8	Artikel 8
Le partage d'infrastructures passives est déjà possible en Belgique. Le partage d'infrastructures actives, y compris le partage de fréquences, peut favorablement influencer l'équilibre entre les nouveaux investissements, d'une part, et la croissance des revenus, d'autre part. Cela doit être possible afin d'encourager l'expérimentation de nouvelles technologies.	Het delen van passieve infrastructuur is reeds mogelijk in België. Het delen van actieve infrastructuur met inbegrip van frequentiedeling kan het evenwicht tussen nieuwe investeringen enerzijds en inkomstengroei anderzijds gunstig beïnvloeden. Dit moet mogelijk zijn ten einde het experimenteren met nieuwe technologieën aan te moedigen.
Le partage d'infrastructures actives, bien qu'il s'agisse d'une source d'économies et d'efficacité, implique des coûts de mise en œuvre initiaux qui ne sont pas négligeables. De plus, les conditions doivent être connues au moment de la procédure d'attribution. Il a donc été décidé de ne pas imposer le partage de fréquences, mais de le laisser à l'initiative des opérateurs.	Het delen van actieve infrastructuur, ook al is het een bron van besparing en efficiëntie, impliceert initiële implementatiekosten die niet verwaarloosbaar zijn. Bovendien dienen de voorwaarden gekend te zijn op het moment van de toewijzingsprocedure. Er wordt daarom beslist om het delen van frequenties niet op te leggen, maar over te laten aan het initiatief van de operatoren.
Dans le cadre du partage de fréquences, l'IBPT est tenu de contrôler si les conditions de concurrence entre les opérateurs impliqués dans le partage, d'une part, et ceux qui ne sont pas impliqués, d'autre part, sont suffisantes. À cet effet, il est nécessaire de tenir compte notamment des parts de marché respectives, de la compétitivité et des investissements	Bij het delen van frequenties dient het BIPT te controleren of de mededingingsvoorwaarden tussen de operatoren die betrokken zijn bij het delen enerzijds en de operatoren die niet betrokken zijn bij het delen anderzijds voldoende zijn. Hierbij moeten o.a. de respectievelijke marktaandeelen, het concurrentievermogen en de investeringen die nodig zijn voor backhaul (verschillende

<p>nécessaires pour le backhaul (différents exploitants intégrés et acteurs purement mobiles).</p>	<p>geïntegreerde exploitanten en pure mobiele spelers) in aanmerking worden genomen.</p>
<p>Afin de permettre à l'IBPT de contrôler le partage de fréquences, celui-ci doit disposer des informations nécessaires. C'est pourquoi cet article prescrit un certain nombre d'informations qui doivent absolument être transmises à l'IBPT lors de la demande d'autorisation de partage et permet à l'IBPT de demander toutes les informations supplémentaires nécessaires. L'IBPT ne peut bien entendu communiquer s'il marque ou non son accord sur le partage de fréquences que lorsqu'il a obtenu les informations nécessaires. Pour donner aux intéressés une idée du délai qui doit être prévu pour la demande d'approbation, il est stipulé que la demande d'informations supplémentaires et la décision finale de l'IBPT doivent avoir lieu dans un délai déterminé.</p>	<p>Om de controle van het BIPT op het delen van frequenties mogelijk te maken, dient het BIPT over de nodige informatie te beschikken. Daarom schrijft dit artikel een aantal inlichtingen voor die zeker aan het BIPT moeten worden gegeven bij de vraag om toestemming voor het delen en geeft het BIPT de mogelijkheid om alle nodige bijkomende informatie te vragen. Vanzelfsprekend kan het BIPT pas meedelen of het al dan niet met het delen van de frequenties instemt wanneer het de nodige informatie gekregen heeft. Om de betrokkenen zicht te geven op de tijd die moet voorzien worden voor de goedkeuringsaanvraag, wordt bepaald dat de vraag voor bijkomende informatie en de uiteindelijke beslissing van het BIPT binnen een bepaalde termijn dienen te gebeuren.</p>
<p>Si certains des éléments constituant l'essence du partage sont modifiés après que l'IBPT a marqué son accord sur le partage, l'autorisation doit être redemandée vu que l'autorisation initiale a en réalité été donnée pour un autre partage.</p>	<p>Indien bepaalde van de elementen die de essentie van het delen uitmaken wijzigen nadat het BIPT zijn instemming met het delen gegeven heeft, dient men opnieuw toestemming te vragen aangezien de oorspronkelijke toestemming dan in feite gegeven werd voor een ander geval.</p>
<p>L'IBPT doit donc réaliser un examen pour chaque demande. L'IBPT examine les informations reçues lors de la demande mais regarde aussi si des informations supplémentaires sont nécessaires.</p>	<p>Voor elke aanvraag dient dus door het BIPT een onderzoek te gebeuren. Het BIPT bekijkt de bij de aanvraag ontvangen inlichtingen maar ook of bijkomende inlichtingen nodig zijn.</p>
<p>Dans la pratique, le partage peut recouvrir différentes formes. Par exemple, l'opérateur 1 peut uniquement partager sa fréquence A avec l'opérateur 2, ou l'opérateur 2 peut en même temps partager sa fréquence B avec l'opérateur 1.</p>	<p>In de praktijk kan het delen verschillende vormen aannemen. Operator 1 kan bijvoorbeeld enkel zijn frequentie A delen met operator 2 of operator 2 kan tegelijkertijd zijn frequentie B delen met operator 1.</p>
<p>L'opérateur qui détient initialement les droits d'utilisation pour des fréquences reste le point de contact et le responsable vis-à-vis de l'IBPT en ce qui concerne ces fréquences partagées. Ainsi, par exemple, les redevances de mise à disposition des</p>	<p>Het aanspreekpunt en de verantwoordelijke ten aanzien van het BIPT voor de gedeelde frequenties blijft de operator aan wie de gebruiksrechten oorspronkelijk toegewezen zijn. Zo blijven door deze laatste (in de voorgaande hypothese operator 1 voor</p>

fréquences en question sont intégralement dues par cet opérateur (dans l'hypothèse précédente l'opérateur 1 pour la fréquence A et l'opérateur 2 pour la fréquence B). De même, cet opérateur est tenu de respecter les obligations découlant de la coordination transfrontalière et les obligations en matière de communication d'informations à l'IBPT.	frequentie A en operator 2 voor frequentie B) bijvoorbeeld de rechten voor terbeschikkingstelling van de frequenties in kwestie integraal verschuldigd. Ook dient deze operator verplichtingen als gevolg van grensoverschrijdende coördinatie en verplichtingen inzake informatieverstrekking aan het BIPT na te leven.
Afin de garantir la transparence nécessaire, les parties, après réception de l'accord de l'IBPT, doivent encore informer l'IBPT si le partage des fréquences a effectivement lieu. Grâce à la fourniture d'une copie de la convention, l'IBPT saura clairement à partir de quel moment le partage prend effet ou si celui-ci est limité dans le temps ou non.	Om de nodige transparantie te verzekeren, moeten de partijen na ontvangst van het akkoord van het BIPT het ook nog aan het BIPT laten weten als het delen van de frequenties effectief plaatsvindt. Door het verstrekken van een kopie van de overeenkomst is het voor BIPT duidelijk vanaf wanneer het delen ingaat en of het al dan niet beperkt is in de tijd.
Dans tous le cas, le partage prend fin à l'expiration du délai d'attribution des droits d'utilisation partagée.	Het delen eindigt in elk geval bij het verstrijken van de termijn van toewijzing van de gedeelde gebruiksrechten .
Article 9	Artikel 9
Les opérateurs mobiles publics sont soumis à plusieurs types de redevances.	De openbare mobiele operatoren zijn onderworpen aan verscheidene types van heffingen.
Les opérateurs mobiles publics sont tenus, au début de la période de validité des droits d'utilisation, de payer une redevance unique, conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005.	De openbare mobiele operatoren zijn ertoe gehouden om in het begin van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten een enige heffing te betalen, in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005.
Les opérateurs mobiles publics sont également tenus de payer des redevances annuelles. Le montant des redevances annuelles est fixé dans les arrêtés royaux d'exécution des articles 18 et 30 de la loi du 13 juin 2005.	De openbare mobiele operatoren zijn eveneens verplicht om jaarlijkse rechten te betalen. Het bedrag van de jaarlijkse rechten wordt vastgelegd in de koninklijke besluiten ter uitvoering van de artikelen 18 en 30 van de wet van 13 juni 2005.
Les redevances annuelles ont, entre autres, tout comme la redevance unique, pour but de garantir une exploitation optimale des radiofréquences.	De jaarlijkse rechten hebben, onder andere, net zoals de enige heffing, tot doel om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.
Le considérant 100 du Code des communications électroniques européen	Considerans 100 van het Europees wetboek voor elektronische communicatie bepaalt dat

prévoit que les redevances relatives aux droits d'utilisation des fréquences puissent être composées d'un montant unique et d'un montant périodique.	de heffingen voor de gebruiksrechten voor frequenties mogen samengesteld zijn uit een enig bedrag en een periodiek bedrag.
Jusqu'à présent, il existait deux types de redevances annuelles:	Tot op heden bestonden er twee soorten van jaarlijkse rechten:
- la redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation, visant uniquement à financer les activités de l'IBPT se rapportant à la gestion des droits d'utilisation;	- de jaarlijkse rechten voor het beheer van de gebruiksrechten, met als enige doel de activiteiten van het BIPT die verband houden met het beheer van de gebruiksrechten te financieren;
- la redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences, visant à financer les activités de l'IBPT et à garantir une exploitation optimale des radiofréquences.	- de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties, met het oog op het financieren van de activiteiten van het BIPT en om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.
La redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences était due pour tous les droits d'utilisation, tandis que redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation n'était due que pour certains droits d'utilisation.	De jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties waren verschuldigd voor alle gebruiksrechten, terwijl de jaarlijkse rechten voor beheer van de gebruiksrechten enkel voor bepaalde gebruiksrechten verschuldigd waren.
Un seul type de redevance annuelle a été conservé, visant à financer les activités de l'IBPT et à garantir une exploitation optimale des radiofréquences.	Een enkel type van jaarlijkse rechten werd behouden, met het oog op het financieren van de activiteiten van het BIPT en om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.
La redevance annuelle s'élève à 10.000 euros par MHz.	Het jaarlijkse recht bedraagt 10.000 euro per MHz.
Les droits d'utilisation octroyés en vertu de l'arrêté royal du 24 mars 2009 ne couvrent pas l'ensemble du territoire national. L'arrêté royal du 24 mars 2009 prévoit des redevances qui dépendent du nombre d'habitants des communes autorisées. Pour l'année 2017, les redevances annuelles variaient entre 43 et 9.106 euros par MHz en fonction des opérateurs et blocs autorisés.	De gebruiksrechten toegekend krachtens het koninklijk besluit van 24 maart 2009 dekken niet het hele nationale grondgebied. Het koninklijk besluit van 24 maart 2009 voorziet in heffingen die afhangen van het aantal inwoners van de gemachtigde gemeenten. Voor het jaar 2017 variëren de jaarlijkse rechten tussen 43 en 9.106 euro per MHz afhankelijk van de operatoren en toegestane blokken.
Le montant des redevances annuelles est indépendant du nombre de stations de base de radiocommunications exploitant les fréquences en question. Ce type de	Het bedrag van de jaarlijkse rechten is onafhankelijk van het aantal basisstations voor radiocommunicatie die de frequenties in kwestie exploiteren. Dit soort van bepaling

disposition existe déjà et s'applique pour tous les droits d'utilisation existants relatifs à l'accès radioélectrique.	bestaat reeds en is van toepassing op alle bestaande gebruiksrechten betreffende de radiotoegang.
Jusqu'à présent, les redevances annuelles pour la mise à disposition des fréquences étaient dues uniquement pour les fréquences mises en service. Ce type de disposition favorise la thésaurisation du spectre et conduit à une exploitation non optimale des radiofréquences.	Tot op heden waren de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties enkel verschuldigd voor de frequenties die in gebruik werden genomen. Dit soort van bepaling bevordert het hamsteren van spectrum en leidt tot een niet-optimale uitbating van de radiofrequenties.
Le présent arrêté royal prévoit donc que les redevances annuelles sont dues dès que la durée de validité des droits d'utilisation a commencé. En effet dès que les droits d'utilisation sont octroyés, les radiofréquences relatives à ces droits ne peuvent plus être utilisées par un autre utilisateur.	Dit koninklijk besluit bepaalt dus dat de jaarlijkse rechten verschuldigd zijn van zodra de geldigheidsduur van de gebruiksrechten is begonnen. Zodra de gebruiksrechten zijn toegekend mogen de radiofrequenties in verband met deze rechten niet langer worden gebruikt door een andere gebruiker.
Afin de réduire l'impact financier pour les opérateurs durant les premières années qui sont les plus lourdes financièrement en termes d'investissements à consentir pour le déploiement des nouvelles fréquences, les redevances annuelles des nouvelles fréquences sont réduites de 50% durant les 3 premières années de l'autorisation. Il s'agit d'un système déjà appliqué au Portugal et en Hongrie.	Om de financiële impact voor de operatoren te beperken gedurende de eerste jaren die financieel het zwaarst zijn in termen van investeringen die ze moeten maken om nieuwe frequenties uit te rollen, worden de jaarlijkse rechten van de nieuwe frequenties verlaagd met 50% gedurende de 3 eerste jaren van de vergunning. Dat systeem wordt reeds in Portugal en Hongarije toegepast.
Article 10	Artikel 10
La bande 3600-4200 MHz est utilisée depuis de nombreuses années pour des faisceaux hertziens.	De 3600-4200 MHz-band wordt sinds tal van jaren gebruikt voor straalverbindingen.
Quand la bande 3600-3800 MHz sera utilisée pour des services à large bande sans fil, elle ne sera plus utilisable pour les faisceaux hertziens. Ces faisceaux hertziens devront faire l'objet d'un changement de fréquence avant le déploiement des réseaux à large bande sans fil.	Omdat de band 3600-3800 MHz zal worden gebruikt voor draadloze breedbanddiensten zal die niet meer kunnen worden gebruikt voor straalverbindingen. Deze straalverbindingen zullen van frequentie moeten veranderen voordat draadloze breedbandnetwerken worden uitgerold.
L'article 10 prévoit le mécanisme de dédommagement des titulaires d'autorisation concernés. Il y a lieu de noter que ces frais de dédommagement seront	Artikel 10 voorziet in een vergoedingsmechanisme voor de betrokken vergunninghouders. Er dient te worden opgemerkt dat deze vergoedingskosten zullen

imputés sur le montant de la redevance unique.	worden aangerekend op het bedrag van de enige heffing.
Article 11	Artikel 11
L'article 11 fixe un certain nombre de règles générales en matière de contrôle.	Artikel 11 legt een aantal algemene regels vast inzake de controle.
Article 12	Artikel 12
L'article 12 stipule que les opérateurs doivent informer le public de la couverture réalisée.	Artikel 12 bepaalt dat de operatoren het publiek moeten informeren over de gerealiseerde dekking.
Article 13	Artikel 13
Cet article ne nécessite pas de commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
Article 14	Artikel 14
Il y est stipulé qu'il est interdit à un candidat d'apporter des modifications aux éléments mentionnés dans sa candidature.	Hierin wordt bepaald dat het verboden is voor een kandidaat om wijzigingen aan te brengen aan de elementen die in zijn kandidatuur werden meegedeeld.
Le paragraphe 3 impose une obligation d'information au cas où il se produit une modification touchant à certaines déclarations du candidat. Il va de soi qu'il doit s'agir de modifications résultant de faits ou d'événements sur lesquels le candidat ne peut pas exercer d'influence. La contribution volontaire ou par négligence à des modifications peut contribuer à l'exclusion du candidat.	Paragraaf 3 legt een informatieverplichting op ingeval zich een wijziging voordoet met betrekking tot bepaalde verklaringen van de kandidaat. Het spreekt voor zich dat het moet gaan om wijzigingen als gevolg van feiten of gebeurtenissen waarop de kandidaat geen invloed kan uitoefenen. Het bewust of door nalatigheid in de hand werken van wijzigingen kan leiden tot de uitsluiting van de kandidaat.
Articles 15 et 16	De artikelen 15 en 16
Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
Article 17	Artikel 17
Cette disposition vise à éviter que les candidats qui ne sont pas sérieux introduisent une candidature.	Deze bepaling heeft tot doel te vermijden dat niet-ernstige kandidaten een kandidatuur indienen.
Le taux d'intérêt mentionné, à savoir le taux d'intérêt de la facilité de dépôt, est celui	De vermelde interestvoet, met name de interestvoet van de depositofaciliteit, is deze

proposé par la Banque Nationale de Belgique conformément aux décisions et directives de la Banque Centrale Européenne. Ce taux d'intérêt peut être négatif.	vermeld door de Nationale Bank van België conform de besluiten en richtlijnen van de Europese Centrale Bank. Deze interestvoet kan negatief zijn.
Article 18	Artikel 18
Ce n'est pas à l'IBPT de choisir parmi un groupe pertinent l'entité qui participera à la procédure d'attribution. Si le groupe pertinent ne parvient pas à prendre lui-même une décision pertinente en la matière, il est exclu de la procédure d'attribution.	Het is niet aan het BIPT om uit een relevante groep die entiteit te kiezen die zal deelnemen aan de procedure voor toekenning. Indien de relevante groep zelf niet tot een duidelijke beslissing ter zake komt, wordt ze uitgesloten van de procedure voor toekenning.
Articles 19 et 20	De artikelen 19 en 20
Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
Articles 21 à 42	Artikelen 21 tot 42
Ces articles règlent le déroulement pratique de la procédure d'attribution.	Deze artikelen regelen het praktische verloop van de toewijzingsprocedure.
Il y a lieu de noter que les frais de consultants qui assisteront l'autorité publique dans la préparation et le déroulement de la mise aux enchères seront imputés sur le montant de la redevance unique (article 43, § 3).	Er moet worden opgemerkt dat de kosten van consultants die de overheid zullen bijstaan bij de voorbereiding en het verloop van de veiling zullen worden aangerekend op het bedrag van de enige heffing (artikel 43, § 3).
La procédure d'attribution est composée de deux parties.	De toewijzingsprocedure bestaat uit twee delen.
La première partie (articles 27 à 37) est une mise aux enchères de type SMRA (Simultaneous Multiple Round Ascending Auction) avec un lot spécifique et des lots génériques. Les lots génériques visent à éviter que des opérateurs ne se voient octroyer des blocs non contigus, ce qui conduirait à une utilisation inefficace du spectre.	Het eerste deel (artikelen 27 tot 37) is een veiling van het type SMRA (Simultaneous Multiple Round Ascending Auction) met een specifiek perceel en generieke percelen. De generieke percelen zijn bedoeld om te vermijden dat operatoren niet-aaneengrenzende blokken krijgen toegewezen, wat zou leiden tot een inefficiënt gebruik van het spectrum.
Les formats d'enchères les plus utilisés sont le SMRA et le CCA (Combinatorial Clock Auction). Le SMRA facilite la détermination du prix, est plus simple et transparent que le CCA, et apporte plus de	De vaakst gebruikte veilingformaten zijn de SMRA en de CCA (Combinatorial Clock Auction). Een SMRA vergemakkelijkt de prijsbepaling, is eenvoudiger en transparanter dan een CCA, en geeft meer flexibiliteit aan de

flexibilité aux soumissionnaires. De plus, l'IBPT a déjà l'expérience de ce format d'enchère. En effet, toutes les enchères pour le spectre en Belgique ont été de type SMRA.	inschrijvers. Bovendien heeft het BIPT reeds ervaring met dit soort van veiling. Alle spectrumveilingen in België waren immers van het type SMRA.
Pendant la procédure de mise aux enchères, les soumissionnaires peuvent faire plusieurs offres lors de chaque tour pour des lots individuels. Ils peuvent modifier leur demande lors des tours successifs, dans le respect de certaines règles d'activités. Les règles d'activité limitent les offres que peut émettre un candidat lors d'un tour donné en fonction des offres émises lors des tours précédents, dans le but de restreindre le comportement stratégique des candidats.	Tijdens de veilingprocedure kunnen de inschrijvers verscheidene biedingen doen tijdens elke ronde voor individuele percelen. Tijdens opeenvolgende ronden kunnen ze hun vraag wijzigen, met inachtneming van bepaalde activiteitenregels. De regels inzake activiteit beperken de biedingen die een kandidaat tijdens een gegeven ronde mag uitbrengen volgens de biedingen die in de voorgaande ronden zijn uitgebracht, met als doel het strategische gedrag van de kandidaten in te perken.
La première partie de la procédure est similaire à la procédure pour la bande 2,6 GHz (sur base de l'arrêté royal 2,6 GHz) et à la procédure pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz).	Het eerste deel van de procedure lijkt op de procedure voor de 2,6 GHz-band (krachtens het 2,6 GHz-koninklijk besluit) en de procedure voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit).
La deuxième partie (articles 38 à 42) a pour but de déterminer le positionnement des blocs génériques.	Het tweede deel (artikelen 38 tot 42) heeft als doel de positie van de generieke blokken te bepalen.
Lors des procédures pour la bande 2,6 GHz et pour la bande 800 MHz, les candidats faisaient offre pour des blocs spécifiques. Dans le cas du présent arrêté, les candidats font offre pour des blocs génériques. Une fois la première partie (mise aux enchères) terminée, on doit donc déterminer le positionnement des blocs dans la bande.	Tijdens procedures voor de 2,6 GHz-band en de 800 MHz-band deden de kandidaten biedingen op specifieke blokken. In het geval van dit besluit doen de kandidaten biedingen op generieke blokken. Zodra het eerste deel (de veiling) afgelopen is, dient dus de positie van de blokken in de band te worden bepaald.
La deuxième partie de la procédure consiste en un tour supplémentaire afin que les candidats puissent remettre des offres supplémentaires pour leurs options de placement préférées. Si les opérateurs concernés parviennent à se mettre d'accord sur le positionnement des blocs dans la bande, le tour supplémentaire n'est pas nécessaire.	Het tweede deel van de procedure bestaat in een bijkomende ronde opdat de kandidaten bijkomende biedingen kunnen indienen voor hun voorkeursplaatsen. Indien de betrokken operatoren tot een akkoord komen over de positie van de blokken in de band, is er geen bijkomende ronde nodig.

Il est important que l'ensemble des blocs de fréquences non attribués (y compris, le cas échéant, le bloc 3430-3450 MHz) soient contigus.	Het is belangrijk dat alle niet toegewezen frequentieblokken (inclusief eventueel het blok 3430-3450 MHz) aan elkaar grenzen.
L'article 22 interdit aux candidats de poser des actes susceptibles de manipuler la procédure.	Artikel 22 verbiedt de kandidaten handelingen te stellen die de procedure kunnen manipuleren.
L'article 23 interdit en particulier les accords entre candidats ou tiers susceptibles d'influencer la procédure.	Artikel 23 verbiedt in het bijzonder afspraken tussen kandidaten of met derden die de procedure zouden kunnen beïnvloeden.
L'article 25 décrit les infractions qui conduisent automatiquement à l'exclusion de la procédure. Il s'agit d'infractions qui mettent en péril l'égalité des candidats. Par analogie au droit disciplinaire, l'on peut dire que des sanctions doivent certes être précisément définies (" <i>nulla poena sine lege</i> "), mais que cela ne vaut pas pour les infractions, qui en l'espèce ne peuvent pas être définies à l'avance ("L'absence de codification des manquements ou fautes professionnelles peut s'expliquer par la spécificité d'une matière touchant à la fois à la pratique évolutive ..." DU JARDIN, J., "Le contrôle de légalité exercé par la Cour de Cassation sur la justice disciplinaire au sein des ordres professionnels", J.T., 2000, 627-628).	Artikel 25 beschrijft de inbreuken die automatisch leiden tot uitsluiting van de procedure. Het gaat om inbreuken die de gelijkheid van de kandidaten in het gedrang brengen. Naar analogie met het tuchtrecht kan worden gesteld dat sancties weliswaar duidelijk moeten bepaald zijn (" <i>nulla poena sine lege</i> "), maar dat zulks niet geldt voor inbreuken die in casu niet op voorhand definieerbaar zijn (" <i>L'absence de codification des manquements ou fautes professionnelles peut s'expliquer par la spécificité d'une matière touchant à la fois à la pratique évolutive...</i> " DU JARDIN, J., "Le contrôle de légalité exercé par la Cour de Cassation sur la justice disciplinaire au sein des ordres professionnels", J.T., 2000, 627-628).
Les articles 27 à 29 reprennent les mécanismes de surenchérissement et de définition des offres dans le cadre de la procédure d'enchères.	Artikelen 27 tot 29 bevatten de mechanismen voor nieuwe prijsstijgingen en de definitie van de aanbiedingen in het kader van de veilingprocedure.
Les autres articles ne nécessitent pas de commentaire.	De overige artikelen behoeven geen commentaar.
Articles 43 et 44	De artikelen 43 en 44
Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
Article 45	Artikel 45
Les modifications concernent les redevances pour les droits d'utilisation octroyés en vertu de l'arrêté royal du 24 mars 2009. Ces modifications visent à	De wijzigingen betreffen de heffingen voor de gebruiksrechten verleend krachtens het koninklijk besluit van 24 maart 2009. Deze wijzigingen willen vermijden dat een operator

éviter qu'un opérateur ne paie deux fois des redevances pour les mêmes fréquences.	twee keer de rechten voor dezelfde frequenties betaalt.
Article 46	Artikel 46
Il ne sera plus possible d'ajouter ou supprimer des communes à la liste des communes autorisées.	Het zal niet langer mogelijk zijn om gemeenten toe te voegen aan of te schrappen de lijst van de gemachtigde gemeenten.
Articles 47 et 48	Artikelen 47 en 48
Tous les droits d'utilisation octroyés en vertu de l'arrêté royal du 24 mars 2009 arrivent à échéance au plus tard le 6 mai 2025. L'arrêté royal du 24 mars 2009 n'a donc plus de raison d'être à partir de cette date.	Alle gebruiksrechten toegekend krachtens het koninklijk besluit van 24 maart 2009 verstrijken ten laatste op 6 mei 2025. Het koninklijk besluit van 24 maart 2009 heeft dus geen bestaansreden meer vanaf die datum.
Article 49	Artikel 49
Cet article ne nécessite pas de commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.	Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.
J'ai l'honneur d'être,	Ik heb de eer te zijn,
Sire,	Sire,
de Votre Majesté,	van Uwe Majesteit,
le très respectueux	de zeer eerbiedige
et très fidèle serviteur,	en zeer getrouwe dienaar,
La Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

... - Arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande 3400-3800 MHz	... - Koninklijk besluit betreffende radiotoegang in de 3400-3800 MHz-band
PHILIPPE, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
À tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 13, alinéa 1 ^{er} , l'article 13/1, § 2, inséré par la loi du 31 juillet 2017, l'article 18, modifié par la loi du 10 juillet 2012 et par la loi du 27 mars 2014, l'article 20, § 1 ^{er} modifié par la loi du 10 juillet 2012, l'article 29, § 2 et l'article 30, modifié par la loi du 15 mars 2010, par la loi du 29 mai 2013 et par la loi du [] ;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 13, eerste lid, artikel 13/1, § 2, ingevoegd bij de wet van 31 juli 2017, artikel 18, gewijzigd door de wet van 10 juli 2012 en door de wet van 27 maart 2014, artikel 20, § 1, gewijzigd door de wet van 10 juli 2012, artikel 29, § 2 en artikel 30, gewijzigd bij de wet van 15 maart 2010, bij de wet van 29 mei 2013 en bij de wet van [];
Vu l'arrêté royal du 24 mars 2009 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz ;	Gelet op het koninklijk besluit van 24 maart 2009 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 3410-3500 / 3510-3600 MHz en 10150-10300 / 10500-10650 MHz;
Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;	Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 décembre 2017, le 9 janvier 2018 et le 14 décembre 2020 ;	Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 22 december 2017, 9 januari 2018 en 14 december 2020;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 juillet 2018 et de la secrétaire d'État au Budget, donné le 21 décembre 2020;	Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 2018 en van Onze Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 21 december 2020;
Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 12 mai 2021 ;	Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 12 mei 2021;
Vu la consultation du 27 janvier au 3 février 2021 du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision ;	Gelet op de raadpleging van 27 januari tot 3 februari 2021 van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;

Vu la consultation du Comité de concertation du [] ;	Gelet op de raadpleging van het Overlegcomité van [];
Vu l'avis XX.XXX/X du Conseil d'Etat, donné le [], en application de l'article 84, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2 ^o , des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;	Gelet op advies XXXXX/X van de Raad van State, gegeven op [], met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2 ^o , van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et sur l'avis de nos Ministres réunis en Conseil,	Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,
Nous avons arrêté et arrêtons :	Hebben Wij besloten en besluiten Wij:
CHAPITRE 1^{er}. - Terminologie et définitions	HOOFDSTUK 1. - Terminologie en definities.
Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :	Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:
1° "terminal": équipement hertzien d'un utilisateur final ;	1° "eindtoestel": radioapparatuur van een eindgebruiker;
2° "accès radioélectrique": communications assurées par voie hertzienne entre un terminal et une station de base ;	2° "radiotoegang": Verbindingen via radiogolven tussen een eindtoestel en een basisstation;
3° "réseau d'accès radioélectrique": ensemble des stations de base nécessaires pour offrir l'accès radioélectrique ;	3° "netwerk voor radiotoegang": geheel van de basisstations die nodig zijn om radiotoegang te verlenen;
4° "droits d'utilisation": droits octroyés par l'Institut couvrant l'utilisation des fréquences visées à l'article 4 ;	4° "gebruiksrechten": door het Instituut toegekende rechten die het gebruik dekken van de frequenties vermeld in artikel 4;
5° "opérateur 3,6 GHz": opérateur ayant obtenu des droits d'utilisation ;	5° "3,6 GHz-operator": operator die gebruiksrechten heeft verworven;

<p>6° "contrôle relatif à une personne": le pouvoir en droit ou en fait d'exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants de cette personne, ou sur l'orientation de sa gestion. Le contrôle peut être exercé de façon exclusive ou conjointe, directement ou via un intermédiaire, et sera interprété conformément aux articles 1:14 à 1:18 du Code des sociétés et des associations, Partie 1re, Livre 1er, Titre 4, Chapitre 1er, étant entendu que lorsqu'il y est question d'une majorité, cette majorité s'élèvera à 50 % ou plus ;</p>	<p>6° "controle met betrekking tot een persoon": de bevoegdheid in rechte of in feite om een beslissende invloed uit te oefenen op de aanstelling van de meerderheid van de bestuurders of zaakvoerders van die persoon of op de oriëntatie van het beheer ervan. De controle kan exclusief of gezamenlijk, direct of via een tussenpersoon worden uitgeoefend en wordt geïnterpreteerd conform de artikelen 1:14 tot 1:18 van het Wetboek van Vennootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 1, op voorwaarde dat wanneer er sprake is van een meerderheid, deze meerderheid 50% of meer bedraagt;</p>
<p>7° "groupe pertinent": par rapport à une personne (la "première personne") :</p>	<p>7° "relevante groep": ten opzichte van een persoon (de "eerste persoon"):</p>
<p>a) la première personne, et ;</p>	<p>a) de eerste persoon, en;</p>
<p>b) toute personne contrôlée par la première personne, et ;</p>	<p>b) elke persoon die wordt gecontroleerd door de eerste persoon, en;</p>
<p>c) toute personne (la "deuxième personne") qui contrôle la première personne, et ;</p>	<p>c) elke persoon (de "tweede persoon") die de eerste persoon controleert, en;</p>
<p>d) toute personne contrôlée par la deuxième personne, et ;</p>	<p>d) elke persoon die wordt gecontroleerd door de tweede persoon, en;</p>
<p>e) toute personne avec laquelle une des personnes visées sous a) à c) constitue un consortium, au sens de l'article 1:19 du Code des sociétés et des associations, Partie 1re, Livre 1er, Titre 4, Chapitre 2 ;</p>	<p>e) elke persoon waarmee een van de onder a) tot c) beoogde personen een consortium vormt in de betekenis van artikel 1:19 van het Wetboek van Vennootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 2.</p>
<p>8° "arrêté royal du 24 mars 2009": arrêté royal du 24 mars 2009 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500 / 3510-3600 MHz et 10150-10300 / 10500-10650 MHz ;</p>	<p>8° "koninklijk besluit van 24 maart 2009": koninklijk besluit van 24 maart 2009 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 3410-3500/3510-3600 MHz en 10150-10300/10500-10650 MHz;</p>
<p>9° "identité fictive d'un candidat": nom fictif attribué par l'Institut au candidat. Jusqu'au dernier tour de la mise aux enchères, visée aux articles 27 à 37, l'identité réelle du candidat liée à l'identité fictive n'est connue que par l'Institut et le candidat.</p>	<p>9° "fictieve identiteit van een kandidaat": fictieve naam die door het Instituut aan de kandidaat wordt gegeven. Tot aan de laatste ronde van de in de artikelen 27 tot 37 bedoelde veiling is de echte identiteit van de kandidaat die aan de fictieve identiteit gelinkt is, enkel bekend voor het Instituut en voor de kandidaat.</p>

CHAPITRE 2. – Généralités	HOOFDSTUK 2. - Algemeen
Art. 2. Le présent arrêté s'applique à tout opérateur ayant fait une notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques qui désire obtenir des fréquences afin d'offrir l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences visées à l'article 4.	Art. 2. Dit besluit is van toepassing op iedere operator die een kennisgeving heeft gedaan overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en die frequenties wenst te verwerven voor het aanbieden van radiotoegang in de frequentiebanden vermeld in artikel 4.
Art. 3. § 1^{er}. Les droits d'utilisation sont valables à partir de la date fixée par l'Institut conformément à l'article 43, § 2, et jusqu'au 6 mai 2040.	Art. 3. § 1. De gebruiksrechten zijn geldig vanaf de datum vastgelegd door het Instituut conform artikel 43, § 2, en tot 6 mei 2040.
A l'expiration de cette première période, les droits d'utilisation peuvent être prolongés par l'Institut, par périodes de cinq ans. L'Institut prend une décision à cet effet, au plus tard deux ans avant l'expiration de la période, après avoir entendu l'opérateur concerné.	Na afloop van die eerste periode kunnen de gebruiksrechten telkens voor vijf jaar worden verlengd door het Instituut. Daartoe neemt het Instituut een beslissing uiterlijk twee jaar voor het verstrijken van de periode en na de betrokken operator te hebben gehoord.
§ 2. A l'exception des restrictions prévues à l'article 7, les droits d'utilisation couvrent l'utilisation des stations de radiocommunications déployées par l'opérateur 3,6 GHz sur l'ensemble du territoire terrestre national, et l'utilisation des terminaux connectés au réseau d'accès radioélectrique. Les droits d'utilisation ne sont pas valables pour des stations de radiocommunications déployées par l'opérateur 3,6 GHz dans l'espace aérien national, dans les eaux territoriales ou dans la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord.	§ 2. Met uitzondering van de beperkingen waarin artikel 7 voorziet, dekken de gebruiksrechten het gebruik van de radiostations die opgesteld zijn door de 3,6 GHz-operator op het gehele nationale vasteland, en het gebruik van de eindtoestellen die aangesloten zijn op het netwerk voor radiotoegang. De gebruiksrechten zijn niet geldig voor radiostations die de 3,6 GHz-operator uitrolt in het nationale luchtruim, in de territoriale wateren of in de exclusieve economische zone van België in de Noordzee.
CHAPITRE 3. - Utilisation des fréquences	HOOFDSTUK 3. - Gebruik van de frequenties
Art. 4. § 1^{er}. L'Institut assigne, conformément aux dispositions du Chapitre 8:	Art. 4. § 1. Het Instituut wijst, overeenkomstig de bepalingen in Hoofdstuk 8:
1° le bloc de fréquences 3410-3430 MHz;	1° het frequentieblok 3410-3430 MHz;

2° le bloc de fréquences 3430-3450 MHz;	2° het frequentieblok 3430-3450 MHz;
3° 35 blocs de fréquences de 10 MHz dans la bande de fréquences comprise entre 3450 MHz et 3800 MHz.	3° 35 frequentieblokken van 10 MHz in de frequentieband gelegen tussen 3450 MHz en 3800 MHz.
Pour identifier les blocs lors de l'émission d'une offre conformément à l'article 29, les blocs visés au 3° sont numérotés de 1 à 35. Le numéro du bloc ne préjuge en rien de son positionnement dans la bande de fréquences.	Om de blokken te identificeren tijdens het maken van een bod conform artikel 29, worden de in 3° beoogde blokken genummerd van 1 tot 35. Het nummer van het blok is in geen geval een indicatie van zijn positie in de frequentieband.
§ 2. La bande de fréquences 3400-3800 MHz est utilisée à l'émission par les stations de base et par les terminaux.	§ 2. De frequentieband 3400-3800 MHz wordt gebruikt voor het uitzenden door de basisstations en door de eindtoestellen.
§ 3. Un groupe pertinent par rapport à un opérateur 3,6 GHz ne peut détenir qu'au maximum 100 MHz dans la bande de fréquences comprise entre 3410 MHz et 3800 MHz.	§ 3. Een relevante groep ten opzichte van een 3,6 GHz-operator kan niet meer dan maximaal 100 MHz innemen in de frequentieband gelegen tussen 3410 MHz en 3800 MHz.
§ 4. L'Institut peut, après avoir entendu les parties concernées, modifier la répartition des fréquences attribuées, sans modifier la quantité de spectre attribuée à chaque opérateur, dans des cas objectivement justifiés, dans des délais et dans des proportions raisonnables.	§ 4. Het Instituut mag, na de betrokken partijen te hebben gehoord, de verdeling van de toegewezen frequenties wijzigen, zonder de kwantiteit spectrum toegekend aan elke operator te wijzigen, in objectief gerechtvaardigde gevallen, binnen redelijke termijnen en verhoudingen.
Art. 5. La détention de terminaux destinés à fonctionner dans les bandes de fréquences visées à l'article 4 est exemptée des autorisations ou droits d'utilisation visés à l'article 13/1, § 1 ^{er} , de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.	Art. 5. Het houden van eindtoestellen die bestemd zijn om te werken op de frequentiebanden vermeld in artikel 4 is vrijgesteld van de vergunningen of gebruiksrechten bedoeld in artikel 13/1, § 1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
Art. 6. L'opérateur 3,6 GHz respecte les contraintes résultant de la coordination transfrontalière dans le cadre des accords internationaux conclus par l'Institut.	Art. 6. De 3,6 GHz-operator respecteert de verplichtingen die voortvloeien uit de grensoverschrijdende coördinatie in het kader van de internationale overeenkomsten die het Instituut gesloten heeft.

<p>Art. 7. Jusqu'au 7 mai 2025, les droits d'utilisation octroyés sur base du présent arrêté dans la bande de fréquences comprise entre 3410 MHz et 3450 MHz ne sont pas valables dans les communes pour lesquelles des droits d'utilisation en vertu de l'arrêté royal du 24 mars 2009 sont en cours de validité.</p>	<p>Art. 7. Tot 7 mei 2025 gelden de gebruiksrechten toegekend op basis van dit besluit in de frequentieband begrepen tussen 3410 MHz en 3450 MHz niet in de gemeenten waarvoor gebruiksrechten gelden krachtens het koninklijk besluit van 24 maart 2009.</p>
<p>Art. 8 § 1^{er}. L'Institut peut autoriser des opérateurs 3,6 GHz à partager des droits d'utilisation pour des fréquences, à la condition qu'une telle utilisation partagée ne porte pas préjudice à la concurrence entre les opérateurs 3,6 GHz participants et les autres opérateurs 3,6 GHz.</p>	<p>Art. 8. § 1. Het Instituut kan 3,6 GHz-operatoren toestaan om gebruiksrechten voor frequenties te delen, op voorwaarde dat een dergelijk gedeeld gebruik de concurrentie tussen de deelnemende 3,6 GHz-operatoren en de andere 3,6 GHz-operatoren niet schaadt.</p>
<p>§ 2. Les opérateurs 3,6 GHz qui souhaitent partager des droits d'utilisation pour des fréquences introduisent à cet effet une demande auprès de l'Institut.</p>	<p>§ 2. De 3,6 GHz-operatoren die gebruiksrechten voor frequenties wensen te delen, dienen daartoe een verzoek in bij het Instituut.</p>
<p>La demande contient au minimum les renseignements suivants:</p>	<p>De aanvraag bevat ten minste de volgende inlichtingen:</p>
<p>1° les fréquences concernées;</p>	<p>1° de frequenties die betrokken zouden zijn;</p>
<p>2° les zones géographiques concernées;</p>	<p>2° de geografische zones die betrokken zouden zijn;</p>
<p>3° les modalités techniques du partage.</p>	<p>3° de technische voorwaarden voor het delen</p>
<p>L'Institut peut demander dans les six semaines de la réception des informations visées à l'alinéa 2 toutes les informations supplémentaires dont il a besoin pour marquer ou non son accord sur le partage des droits d'utilisation pour des fréquences.</p>	<p>Het Instituut kan binnen de zes weken na ontvangst van de in het tweede lid bedoelde informatie alle bijkomende inlichtingen vragen die het nodig heeft om al dan niet met het delen van de gebruiksrechten voor frequenties in te stemmen.</p>
<p>Si l'Institut n'a pas demandé d'informations supplémentaires, il communique sa décision dans les quatre mois qui suivent la réception des informations visées à l'alinéa 2.</p>	<p>Indien het Instituut geen bijkomende inlichtingen gevraagd heeft, deelt het zijn beslissing mee binnen vier maanden na ontvangst van de informatie bedoeld in het tweede lid.</p>
<p>Si l'Institut a demandé des informations supplémentaires, il communique sa décision dans les quatre mois qui suivent la réception de celles-ci.</p>	<p>Indien het Instituut bijkomende inlichtingen gevraagd heeft, deelt het zijn beslissing mee binnen vier maanden na de ontvangst daarvan.</p>

<p>§ 3. Chaque opérateur 3,6 GHz, qui partage ses droits d'utilisation pour des fréquences reste responsable du respect des conditions d'utilisation des droits d'utilisation pour les fréquences qui lui ont été octroyées.</p>	<p>§ 3. Elke 3,6 GHz-operator die zijn gebruiksrechten voor frequenties deelt, blijft verantwoordelijk voor de naleving van de gebruiksvoorwaarden van de gebruiksrechten voor de frequenties die hem zijn toegewezen.</p>
<p>§ 4. Tout partage des droits d'utilisation pour des fréquences est communiqué à l'Institut par les opérateurs 3,6 GHz concernés, avec une copie de la convention de partage des droits d'utilisation pour des fréquences. La résiliation de la convention doit également être communiquée à l'Institut par les opérateurs concernés. L'Institut publie le partage des droits d'utilisation pour des fréquences sur son site Internet.</p>	<p>§ 4. Elk delen van gebruiksrechten voor frequenties, wordt door de betrokken 3,6 GHz-operatoren meegedeeld aan het Instituut, samen met een kopie van de overeenkomst tot delen van gebruiksrechten voor frequenties. Ook de beëindiging van die overeenkomst wordt door de betrokken operatoren meegedeeld aan het Instituut. Het Instituut maakt het delen van gebruiksrechten voor frequenties bekend op zijn website.</p>
<p>CHAPITRE 4. - Redevances pour l'utilisation du spectre radioélectrique et le contrôle des fréquences</p>	<p>HOOFDSTUK 4. - Rechten voor het gebruik van het radiospectrum en de controle op de frequenties</p>
<p>Art. 9. § 1^{er}. L'opérateur 3,6 GHz acquitte une redevance, appelée redevance annuelle de mise à disposition des fréquences.</p>	<p>Art. 9. § 1. De 3,6 GHz-operator betaalt een heffing genaamd jaarlijks recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties.</p>
<p>La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences s'élève à 10.000 euros par MHz attribué. La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences est réduite de 50% les trois premières années de la première période de validité des droits d'utilisation.</p>	<p>Het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties bedraagt 10.000 euro per toegewezen MHz. De jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties worden verlaagd met 50% de drie eerste jaar van de eerste periode van geldigheid van de gebruiksrechten.</p>
<p>Le montant de cette redevance est indépendant du nombre stations de radiocommunications exploitant la fréquence en question.</p>	<p>Het bedrag van dat recht is onafhankelijk van het aantal stations voor radiocommunicatie die de frequentie in kwestie exploiteren.</p>
<p>§ 2. L'opérateur 3,6 GHz paie la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences, pour les blocs attribués au premier janvier de l'année sur laquelle porte la redevance, au plus tard le 31 janvier de l'année sur laquelle porte la redevance.</p>	<p>§ 2. De 3,6 GHz-operator betaalt het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties, voor de frequentieblokken toegewezen op 1 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft, uiterlijk 31 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft.</p>

<p>Le premier paiement de la redevance annuelle de mise à disposition pour chaque bloc de fréquences attribué est effectué, dans les trente jours suivant le début de la période de validité des droits d'utilisation pour ce bloc de fréquences, au prorata du nombre de jours restant jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.</p>	<p>De eerste betaling van het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van elk toegewezen frequentieblok wordt verricht binnen de dertig dagen vanaf de aanvang van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten voor dat frequentieblok, naar rata van het aantal dagen dat overblijft tot 31 december van het lopende jaar.</p>
<p>Si les droits d'utilisation pour un bloc de fréquences prennent fin, la redevance annuelle de mise à disposition pour ce bloc de fréquences est due jusqu'au jour durant lequel les droits d'utilisation prennent fin.</p>	<p>Indien de gebruiksrechten voor een frequentieblok verstrijken, is het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling voor dat frequentieblok verschuldigd tot de dag waarop de gebruiksrechten verstrijken.</p>
<p>§ 3. Les montants sont adaptés à l'indice des prix à la consommation ayant base 2013=100 comme période de référence, le 1^{er} janvier de chaque année.</p>	<p>§ 3. De bedragen worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen dat basis 2013=100 als referentieperiode heeft.</p>
<p>L'adaptation est réalisée à l'aide du coefficient obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre, qui précède le mois de janvier au cours duquel l'adaptation a lieu, par l'indice des prix du mois de décembre 2016. Après application du coefficient, les montants obtenus sont arrondis à la centaine d'euros supérieure.</p>	<p>De aanpassing geschiedt met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt door het indexcijfer van de maand december die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing plaatsvindt, te delen door het indexcijfer van de maand december 2016. Na toepassing van de coëfficiënt worden de bedragen afgerond tot het hogere honderdtal in euro.</p>
<p>CHAPITRE 5. - Précédents utilisateurs de la bande</p>	<p>HOOFDSTUK 5. - Vorige gebruikers van de band</p>
<p>Art. 10. § 1^{er}. Les autorisations attribuées par l'Institut, dans la bande de fréquences 3600-3800 MHz, en vertu de l'arrêté royal du 18 décembre 2009 relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées, ne sont plus valables à partir du sixième mois suivant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du [DATE] concernant l'accès radioélectrique dans la bande 3400-3800 MHz.</p>	<p>Art. 10. § 1. De door het Instituut toegewezen vergunningen in de frequentieband 3600-3800 MHz, krachtens het koninklijk besluit van 18 december 2009 betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen, zijn niet langer geldig vanaf de zesde maand na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van [DATUM] betreffende radiotoegang in de 3400-3800 MHz-band.</p>
<p>§ 2. Chaque titulaire d'autorisation concerné peut être indemnisé des frais encourus par le réaménagement de ses réseaux de radiocommunications.</p>	<p>§ 2. Elke betrokken vergunninghouder kan worden vergoed voor de kosten opgelopen door de herschikking van zijn radiocommunicatienetwerken.</p>

A cette fin, le titulaire d'autorisation concerné établit un rapport détaillé motivant le montant réclamé et communique ce rapport à l'Institut, au plus tard 6 mois après la première notification visée à l'article 43, § 3.	Daartoe stelt de betrokken vergunninghouder een uitvoerig verslag op ter motivering van het gevorderde bedrag en bezorgt dit verslag aan het Instituut, ten laatste 6 maanden na de eerste kennisgeving zoals bedoeld in artikel 43, § 3 .
Ce rapport est examiné par l'Institut qui détermine le bien-fondé du montant réclamé et auquel le titulaire d'autorisation concerné fournit toute information supplémentaire de nature à permettre une évaluation complète et objective.	Het Instituut onderzoekt dit verslag en bepaalt de gegrondheid van het gevorderde bedrag waarbij de betrokken vergunninghouder elke bijkomende inlichting verstrekt die vereist is voor een volledige en objectieve beoordeling.
§ 3. L'Institut indemnise chaque titulaire d'autorisation concerné. Le montant de l'indemnité est fixé par l'Institut sur base des informations fournies par le titulaire d'autorisation concerné et de son examen de ces informations.	§ 3. Het Instituut vergoedt elke betrokken vergunninghouder. Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld door het Instituut op basis van de informatie van de betrokken vergunninghouder en op basis van de analyse van deze informatie.
§ 4. Les frais de dédommagement des titulaires d'autorisation concernés sont déduits du montant de la redevance unique.	§ 4. De kosten voor vergoeding van de betrokken vergunninghouders worden afgehouden van het bedrag van de enige heffing.
CHAPITRE 6. - Contrôle	HOOFDSTUK 6. - Controle
Art. 11. § 1^{er}. Un opérateur 3,6 GHz est tenu de fournir à la demande de l'Institut toute information concernant l'état de mise en œuvre de son réseau, la commercialisation des services et sa situation financière.	Art. 11. § 1. Een 3,6 GHz-operator is ertoe gehouden op verzoek van het Instituut alle informatie te verstrekken over de voortgang van de aanleg van zijn netwerk, de commercialisering van de diensten en zijn financiële toestand.
§ 2. L'opérateur 3,6 GHz communique, chaque année à l'Institut, au plus tard le 30 juin, un rapport relatif à ses activités au cours de l'année précédente. Ce rapport comporte au moins les informations suivantes:	§ 2. De 3,6 GHz-operator moet elk jaar, uiterlijk op 30 juni, aan het Instituut een verslag sturen over zijn activiteiten van het voorgaande jaar. Dat verslag bevat minstens de volgende informatie:
1° la zone de couverture réalisée;	1° de gerealiseerde dekkingszone;
2° une description des services offerts;	2° een beschrijving van de aangeboden diensten;
3° le nombre de clients.	3° het aantal klanten.

L'opérateur 3,6 GHz collabore gratuitement à toute demande de l'Institut visant à vérifier que les dispositions du présent arrêté ou des droits d'utilisation sont respectées.	De 3,6 GHz-operator verleent kosteloos zijn medewerking aan elk verzoek van het Instituut dat bedoeld is om na te gaan of de bepalingen van dit besluit of van de gebruiksrechten nageleefd worden.
§ 3. L'opérateur 3,6 GHz met gratuitement à la disposition de l'Institut dix raccordements de service sur son réseau, en vue de permettre la vérification du respect des dispositions du présent arrêté ou des droits d'utilisation.	§ 3. De 3,6 GHz-operator stelt het Instituut gratis tien dienst aansluitingen op zijn netwerk ter beschikking om het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit besluit of van de gebruiksrechten mogelijk te maken.
CHAPITRE 7. - Couverture	HOOFDSTUK 7. - Dekking
Art. 12. § 1^{er}. L'opérateur 3,6 GHz informe clairement et précisément le public sur la couverture offerte par son service. L'information fournie permet au public de constater clairement où il peut utiliser le service en question.	Art. 12. § 1. De 3,6 GHz-operator brengt het publiek duidelijk en precies op de hoogte over de dekking die door zijn dienst wordt geboden. De verstrekte informatie stelt het publiek in staat om ondubbelzinnig vast te stellen waar het van de betreffende dienst gebruik kan maken.
§ 2. Cette information est également communiquée à l'Institut au moins deux fois par an.	§ 2. Deze informatie wordt eveneens ten minste tweemaal per jaar aan het Instituut bezorgd.
CHAPITRE 8. - Procédure d'octroi des droits d'utilisation	HOOFDSTUK 8. - Procedure voor de toekenning van de gebruiksrechten
Section 1^{ère}. – Candidature	Afdeling 1. – Kandidatuur
Art. 13. L'opérateur, qui souhaite obtenir des droits d'utilisation, pose sa candidature dans les formes et conformément aux conditions fixées dans le présent chapitre.	Art. 13. Een operator die gebruiksrechten wil verwerven, dient zijn kandidatuur in in de vorm en volgens de voorwaarden die in dit hoofdstuk worden vastgesteld.
Art. 14. § 1^{er}. Le candidat reste lié par sa candidature à partir de son dépôt et notamment jusqu'à ce que:	Art. 14. § 1. De kandidaat blijft gebonden door zijn kandidatuur vanaf de indiening ervan tot:
1° des droits d'utilisation lui soit attribués, ou;	1° hem gebruiksrechten worden toegewezen, of;
2° il se retire de manière régulière de la procédure d'octroi des droits d'utilisation, ou;	2° hij zich op regelmatige wijze terugtrekt uit de procedure tot toekenning van gebruiksrechten, of;

3° il soit exclu de la procédure.	3° hij wordt uitgesloten van de procedure.
§ 2. Le candidat ne peut apporter aucune modification à sa candidature après son dépôt.	§ 2. De kandidaat mag geen enkele wijziging aanbrengen aan zijn kandidatuur na de indiening ervan.
§ 3. Le candidat est tenu d'informer immédiatement, par écrit, l'Institut d'événements et de faits qui ont ou pourraient avoir une influence sur les déclarations que le candidat a faites conformément à l'article 16.	§ 3. De kandidaat is verplicht het Instituut onmiddellijk schriftelijk in kennis te stellen van gebeurtenissen en feiten die een invloed hebben of zouden kunnen hebben op de verklaringen die de kandidaat aflegde overeenkomstig artikel 16.
Art. 15. § 1^{er}. La candidature est déposée de la manière suivante:	Art. 15. § 1. De kandidaatstelling gebeurt als volgt:
1° entre 9 et 17 heures durant les jours ouvrables, et au plus tard à la date et à l'heure déterminées par l'Institut et publiées au Moniteur belge;	1° tussen 9 en 17 uur op werkdagen, en uiterlijk op de datum en het uur zoals bepaald door het Instituut en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad;
2° auprès de l'Institut, contre remise d'un accusé de réception;	2° bij het Instituut, tegen ontvangstbewijs;
3° en deux exemplaires, avec indication d'un exemplaire original, signé par les représentants habilités des candidats.	3° in twee exemplaren, met aanduiding van een origineel exemplaar, ondertekend door de gemachtigde vertegenwoordigers van de kandidaten.
§ 2. Dans sa publication au Moniteur belge, l'Institut indique quels blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , sont concernés.	§ 2. In de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad duidt het Instituut aan welke frequentieblokken zoals vermeld in artikel 4, § 1, zijn betrokken.
Art. 16. § 1^{er}. La candidature contient les renseignements suivants:	Art. 16. § 1. De kandidatuur bevat de volgende informatie:
1° l'adresse, le numéro de téléphone et de fax au sein de l'UE où le candidat peut être joint les jours ouvrables entre 8 et 19 heures et qui vaut pour cette procédure comme étant l'adresse officielle du candidat, s'agissant de lui remettre des documents, d'y faire parvenir des communications et d'y effectuer des notifications;	1° het telefoon- en faxnummer in de EU waarop de kandidaat op werkdagen, tussen 8 en 19 uur, bereikt kan worden en het adres dat voor deze procedure geldt als het officiële adres van de kandidaat met de bedoeling er documenten af te leveren, kennisgevingen te doen geworden en betekeningen te verrichten;

2° les noms, titres, qualités, et signatures d'une personne au moins légalement habilitée à représenter pleinement le candidat, en vertu de la loi ou des statuts du candidat pour tous les actes qui peuvent être liés à la procédure d'octroi des droits d'utilisation;	2° de namen, titels, hoedanigheden en handtekeningen van minstens één persoon die wettelijk bevoegd is om de kandidaat ten volle te vertegenwoordigen krachtens de wet of de statuten van de kandidaat voor alle handelingen die verband kunnen hebben met de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten;
3° les statuts du candidat ou, à défaut, les documents équivalents qui régissent le fonctionnement du candidat;	3° de statuten van de kandidaat of, bij gebreke daarvan, equivalente documenten die de werking van de kandidaat regelen;
4° la preuve ou, lorsqu'une telle preuve n'est pas délivrée dans le pays où le siège du candidat est établi, une déclaration sur l'honneur que le candidat:	4° het bewijs, of indien een dergelijk bewijs niet uitgereikt wordt in het land waar de zetel van de kandidaat gevestigd is, een verklaring onder ede dat de kandidaat:
a) ne se trouve pas en état de faillite ou de liquidation, ou dans une situation analogue, et;	a) niet in staat van faillissement of van vereffening of een gelijkaardige toestand verkeert, en;
b) n'a pas fait de déclaration de faillite et n'est pas impliqué dans une procédure de liquidation ou une procédure de concordat judiciaire, et n'est pas impliqué dans une procédure analogue, en vertu d'une réglementation étrangère;	b) geen aangifte van faillissement heeft gedaan en niet betrokken is in een procedure van vereffening of van gerechtelijk akkoord of in een soortgelijke procedure volgens een buitenlandse regelgeving;
5° un relevé détaillé, clair et complet de la structure de l'actionnariat du candidat;	5° een gedetailleerd, duidelijk en volledig overzicht van de aandeelhoudersstructuur van de kandidaat;
6° la preuve du paiement du montant visé à l'article 17;	6° het bewijs van de betaling van het bedrag bedoeld in artikel 17;
7° le numéro de compte bancaire du candidat sur lequel le montant, visé à l'article 20 ou 43, § 4, peut être reversé;	7° het bankrekeningnummer van de kandidaat waarop het bedrag bedoeld in artikel 20 of 43, § 4, kan worden teruggestort;
8° la norme technique ou la technologie que le candidat compte utiliser;	8° de technische norm of technologie die de kandidaat van plan is te gebruiken;
9° la preuve de notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;	9° het bewijs van kennisgeving overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
§ 2. L'Institut fixe le format à respecter pour les candidatures.	§ 2. Het Instituut legt het formaat vast dat de kandidaturen moeten naleven.

<p>Art. 17. § 1^{er}. Le candidat paye un montant d'un million d'euros. Cette garantie est versée au plus tard à la date de dépôt des candidatures de manière inconditionnelle et irrévocable, dans des sommes exigibles et en euros, en faveur de l'Etat belge, auprès de la Banque nationale de Belgique sur un compte communiqué par l'Institut.</p>	<p>Art. 17. § 1. De kandidaat betaalt een bedrag van één miljoen euro. Deze waarborg wordt uiterlijk op de datum van indiening van de candidaturen onvoorwaardelijk, onherroepelijk, in opeisbare sommen en in euro, ten voordele van de Belgische Staat gestort bij de Nationale Bank van België, op een rekening bekendgemaakt door het Instituut.</p>
<p>§ 2. La garantie produit des intérêts au taux d'intérêt de la facilité de dépôt de la Banque Centrale Européenne. Les intérêts sont capitalisés le dernier jour ouvrable du système de paiement européen TARGET de chaque mois. La garantie des candidats, qui obtiennent des droits d'utilisation, porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où les droits d'utilisation débutent. La garantie des candidats qui n'obtiennent pas de droits d'utilisation porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où elle est reversée.</p>	<p>§ 2. De waarborg brengt interest op tegen de rentevoet van de depositofaciliteit van de Europese Centrale Bank. De interesten worden gekapitaliseerd op de laatste werkdag van het Europees betalingssysteem TARGET van elke maand. De waarborg van de kandidaten die gebruiksrechten verkrijgen, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop de gebruiksrechten aanvangen. De waarborg van de kandidaten die geen gebruiksrechten verkrijgen, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop hij wordt teruggestort.</p>
<p>Section 2. - Examen des candidatures</p>	<p>Afdeling 2. - Onderzoek van de candidaturen</p>
<p>Art. 18. Si plusieurs candidats font partie d'un même groupe pertinent par rapport à un candidat, un seul est admis dans la procédure.</p>	<p>Art. 18. Indien meerdere kandidaten deel uitmaken van eenzelfde relevante groep ten opzichte van een kandidaat, dan wordt slechts één toegelaten tot de procedure.</p>
<p>Les candidats concernés choisissent, à la demande de l'Institut, lequel d'entre eux participera à la procédure.</p>	<p>De betrokken kandidaten kiezen, op verzoek van het Instituut, de persoon uit hun midden die zal deelnemen aan de procedure.</p>
<p>A défaut d'un tel choix, tous les candidats concernés sont exclus de la procédure.</p>	<p>Bij gebrek aan een dergelijke keuze worden alle betrokken kandidaten uitgesloten uit de procedure.</p>
<p>Art. 19. L'Institut prend une décision sur la recevabilité de chaque candidature déposée sur base des articles 15, 16, 17 et 18.</p>	<p>Art. 19. Het Instituut neemt een beslissing over de ontvankelijkheid van elke ingediende kandidatuur krachtens de artikelen 15, 16, 17 en 18.</p>
<p>L'Institut notifie, à chaque candidat, la décision sur la recevabilité de sa candidature.</p>	<p>Het Instituut brengt de beslissing omtrent de ontvankelijkheid van zijn kandidatuur ter kennis van elke kandidaat.</p>

L'institut communique, en même temps, aux candidats jugés recevables, le nombre de candidats jugés recevables.	Het Instituut deelt tegelijk aan de ontvankelijk bevonden kandidaten het aantal ontvankelijk bevonden kandidaten mee.
Art. 20. La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats jugés irrecevables est reversée sur leur compte déclaré, conformément à l'article 16, § 1 ^{er} , 7°.	Art. 20. De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de onontvankelijk bevonden kandidaten wordt teruggestort op de rekening die werd meegedeeld overeenkomstig artikel 16, § 1, 7°.
Section 3. - Procédure	Afdeling 3. - Procedure
Sous-section 1^{ère}. - Généralités	Onderafdeling 1. - Algemeen
Art. 21. L'Institut détermine le mode de communication entre l'Institut et les candidats durant la procédure d'octroi des droits d'utilisation.	Art. 21. Het Instituut bepaalt de wijze van communicatie tussen het Instituut en de kandidaten tijdens de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten.
Art. 22. Chaque candidat s'abstient de tout comportement ou communication perturbant le bon déroulement de la procédure d'octroi des droits d'utilisation.	Art. 22. Alle kandidaten onthouden zich van elke gedraging of bekendmaking die het goede en ordelijke verloop van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten verstoort.
Art. 23. Chaque candidat s'abstient, sous peine d'exclusion de la candidature, d'échanger des informations confidentielles ainsi que de s'accorder avec d'autres candidats et de tout autre acte pouvant influencer le résultat de la procédure ou qui peut nuire au maintien de la concurrence au cours de la procédure d'octroi des droits d'utilisation.	Art. 23. Alle kandidaten onthouden zich, op straffe van uitsluiting van de kandidatuur, van de uitwisseling van vertrouwelijke informatie en van afspraken met andere kandidaten en van elke andere handeling die de uitkomst van de procedure kan beïnvloeden of die afbreuk kan doen aan de mededinging tijdens de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten.
Art. 24. L'Institut assure le bon ordre du déroulement et l'organisation pratique de la procédure d'octroi des droits d'utilisation. L'Institut peut prendre, à cet effet, toutes les mesures utiles.	Art. 24. Het Instituut staat in voor het ordelijk verloop en de praktische organisatie van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten. Hiertoe kan het Instituut alle nodige maatregelen treffen.
Art. 25. § 1^{er}. L'institut constate les infractions qui donnent lieu à la nullité de l'offre ou à l'exclusion de la procédure d'octroi de droits d'utilisation. L'institut décide de toute façon à l'exclusion du candidat, si le candidat enfreint l'article 23.	Art. 25. § 1. Het Instituut stelt de inbreuken vast die leiden tot nietigheid van het bod of uitsluiting van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten. Het Instituut beslist in elk geval tot uitsluiting van de kandidaat indien de kandidaat een inbreuk maakt op artikel 23.

<p>§ 2. Par ailleurs, dans ce cas, l'Institut dépose également plainte auprès des autorités de la concurrence compétentes et dépose plainte avec constitution de partie civile auprès du juge d'instruction compétent.</p>	<p>§ 2. Bovendien dient het Instituut in dit geval eveneens klacht in bij de bevoegde mededingingsautoriteiten en legt het klacht met burgerlijke partijstelling neer bij de bevoegde onderzoeksrechter.</p>
<p>Art. 26. La procédure d'octroi des droits d'utilisation est composée de:</p>	<p>Art. 26. De procedure tot toekenning van de gebruiksrechten bestaat uit:</p>
<p>1° une mise aux enchères, conformément aux dispositions des articles 27 à 37, des blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1^{er};</p>	<p>1° een veiling, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 27 tot 37, van de frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1;</p>
<p>2° un tour supplémentaire, conformément aux dispositions des articles 38 à 42, pendant lequel les candidats peuvent remettre des offres supplémentaires pour leurs options de placement préférées.</p>	<p>2° een bijkomende ronde, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 38 tot 42, opdat de kandidaten bijkomende biedingen kunnen indienen voor hun voorkeursplaatsen.</p>
<p>Sous-section 2. – Mise aux enchères</p>	<p>Onderafdeling 2. – Veiling</p>
<p>Art. 27. Avant le début de la mise aux enchères, l'Institut communique, aux candidats, les renseignements suivants:</p>	<p>Art. 27. Voor de aanvang van de toewijzing bij opbod brengt het Instituut de kandidaten de volgende informatie ter kennis:</p>
<p>1° toute information pertinente que le candidat doit utiliser pour émettre une offre et prouver que toute communication, qu'il fait dans le cadre de la mise aux enchères, émane de lui;</p>	<p>1° elke relevante informatie die de kandidaat dient te gebruiken om een bod uit te brengen en om te bewijzen dat elke mededeling die hij in het kader van de toewijzing bij opbod doet van hem afkomstig is;</p>
<p>2° le moment du début et de la fin du premier tour;</p>	<p>2° het tijdstip van begin en einde van de eerste ronde;</p>
<p>3° le montant de l'offre minimale et maximale pour chaque bloc de fréquences pour le premier tour;</p>	<p>3° het bedrag van het minimum- en maximumbod voor elk frequentieblok voor de eerste ronde;</p>
<p>4° le cas échéant, les autres renseignements et documents, dont le candidat a besoin pour participer à la mise aux enchères.</p>	<p>4° in voorkomend geval, de overige inlichtingen en documenten die de kandidaat nodig heeft om te kunnen deelnemen aan de toewijzing bij opbod.</p>
<p>Art. 28. § 1^{er}. L'Institut décide quand les tours successifs sont organisés et en informe les candidats.</p>	<p>Art. 28. § 1. Het Instituut beslist wanneer de opeenvolgende rondes worden georganiseerd en brengt de kandidaten daarvan op de hoogte.</p>

Durant chaque tour, chaque candidat, peut notifier à l'Institut:	Tijdens elke ronde kan elke kandidaat aan het Instituut het volgende melden:
1° qu'il émet une ou plusieurs offres, conformément à l'article 29, ou;	1° zijn bod of meerdere biedingen, overeenkomstig artikel 29, of;
2° qu'il recourt à une carte pour passer, conformément à l'article 32, ou;	2° zijn beroep op een paskaart, overeenkomstig artikel 32, of;
3° qu'il se retire de l'enchère, conformément à l'article 33.	3° zijn terugtrekking uit de bieding, overeenkomstig artikel 33.
§ 2. Si un candidat qui peut émettre une offre conformément à l'article 29, ne fait aucune des trois communications visées au paragraphe 1 ^{er} dans la durée du tour déterminée par l'Institut, il sera réputé avoir utilisé une carte pour passer si le candidat concerné a encore des cartes pour passer, conformément à l'article 32. Si le candidat n'a plus de cartes pour passer et qu'il ne détient l'offre régulière la plus élevée pour aucun bloc de fréquences, il sera réputé s'être retiré de la mise aux enchères.	§ 2. Indien een kandidaat die overeenkomstig artikel 29 een bod kan uitbrengen, geen van de drie in de eerste paragraaf vermelde mededelingen doet tijdens de door het Instituut vastgelegde duur van de ronde, dan zal worden aangenomen dat hij gebruik heeft gemaakt van een paskaart indien de betrokken kandidaat nog paskaarten heeft, overeenkomstig artikel 32. Indien de kandidaat geen paskaarten meer heeft en voor geen enkel frequentieblok over het hoogste regelmatige bod beschikt, dan zal worden aangenomen dat hij zich heeft teruggetrokken uit de toewijzing bij opbod.
Art. 29. § 1^{er}. Le candidat émet son offre de la manière indiquée par l'Institut dans la durée fixée pour chaque tour.	Art. 29. § 1. De kandidaat brengt zijn bod uit op de door het Instituut aangegeven wijze en binnen de vastgelegde duur van elke ronde.
§ 2. L'offre identifie un bloc de fréquences déterminé.	§ 2. Het bod identificeert één enkel, welbepaald frequentieblok.
§ 3. L'Institut fixe le montant de l'offre minimale et maximale pour chaque bloc de fréquences pour les tours successifs en tenant compte des principes suivants:	§ 3. Het Instituut stelt het bedrag van het minimum- en maximumbod voor elk frequentieblok vast voor de opeenvolgende ronden op basis van de volgende principes:
1° le montant de l'offre minimale pour un bloc de fréquence donné est égale au montant de l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences, augmenté d'un pourcentage entre 0 et 10% ;	1° het bedrag van het minimumbod voor een gegeven frequentieblok is gelijk aan het bedrag van het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok, vermeerderd met een percentage tussen 0 en 10%;
2° le montant de l'offre maximale pour un bloc de fréquence donné est égale au montant de l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences, augmentée d'un pourcentage entre 0 et 50%.	2° het bedrag van het maximumbod voor een gegeven frequentieblok is gelijk aan het bedrag van het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok, vermeerderd met een percentage tussen 0 en 50%.

<p>§ 4. Le montant de chaque offre pour un bloc de fréquence consiste en un nombre entier multiple de 10.000 euros.</p>	<p>§ 4. Het bedrag van elk bod voor een frequentieblok bestaat uit een bedrag dat een heel veelvoud is van 10.000 euro.</p>
<p>§ 5. Le montant de l'offre minimale au premier tour est déterminé conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p>	<p>§ 5. Het bedrag van het minimumbod in de eerste ronde wordt vastgelegd in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p>
<p>§ 6. Un candidat ne peut pas émettre d'offre pour un bloc de fréquences pour lequel il détient l'offre régulière la plus élevée.</p>	<p>§ 6. Een kandidaat mag geen bod uitbrengen voor een frequentieblok waarvoor hij het hoogste regelmatige bod heeft.</p>
<p>§ 7. L'ensemble des offres d'un candidat doit être en conformité avec les restrictions imposées par l'article 4, § 3.</p>	<p>§ 7. Het geheel van de biedingen van een kandidaat moet conform de beperkingen opgelegd in artikel 4, § 3, zijn.</p>
<p>§ 8. Seuls les candidats disposant de droits d'utilisation en vertu de l'arrêté royal du 24 mars 2009, en cours de validité, peuvent émettre une offre pour le bloc de fréquence visé à l'article 4, § 1^{er}, 1^o.</p>	<p>§ 8. Enkel de kandidaten die gebruiksrechten hebben krachtens het geldende koninklijk besluit van 24 maart 2009, mogen een bod uitbrengen voor het frequentieblok bedoeld in artikel 4, § 1, 1^o.</p>
<p>§ 9. L'Institut fixe les règles relatives à l'activité des candidats.</p>	<p>§ 9. Het Instituut legt de regels vast in verband met de activiteit van de kandidaten.</p>
<p>Art. 30. Chaque candidat est lié inconditionnellement et irrévocablement à son offre jusqu'à ce qu'un autre candidat ait fait une offre régulière supérieure pour le bloc de fréquences.</p>	<p>Art. 30. Elke kandidaat is onvoorwaardelijk en onherroepelijk aan zijn bod gebonden tot een andere kandidaat een hoger regelmatig bod uitbrengt voor het frequentieblok.</p>
<p>Art. 31. Au plus tard au moment où le montant total pour l'ensemble des offres faites par le candidat dépasse un nombre multiple de 10 millions d'euros et à partir de 30 millions d'euros, le candidat augmente, à chaque fois, sa garantie par un versement de 0,5 millions d'euros.</p>	<p>Art. 31. Uiterlijk op het ogenblik waarop het totale bedrag voor alle biedingen die door de kandidaat zijn gedaan, een veelvoud van 10 miljoen euro overschrijdt en vanaf 30 miljoen euro verhoogt de kandidaat telkens zijn waarborg met een storting van 0,5 miljoen euro.</p>
<p>La preuve de l'augmentation de la garantie parvient à l'Institut avant que le candidat émette l'offre qui donne lieu à l'augmentation de la garantie. Une offre émise sans augmentation, telle que requise de la garantie, est nulle.</p>	<p>Het bewijs van de verhoging van de waarborg komt bij het Instituut toe voor het ogenblik waarop de kandidaat het bod uitbrengt dat aanleiding geeft tot de verhoging van de waarborg. Een bod uitgebracht zonder de vereiste verhoging van de waarborg is nietig.</p>

<p>Art. 32. Chaque candidat peut recourir à une carte pour passer comme alternative à une offre ou à un retrait. Un candidat ne peut passer son tour au total qu'au maximum deux fois durant la mise aux enchères.</p>	<p>Art. 32. Elke kandidaat mag een beroep doen op een paskaart als alternatief voor een bod of een terugtrekking. Een kandidaat mag in totaal maximaal tweemaal passen tijdens de toewijzing bij opbod.</p>
<p>Art. 33. Chaque candidat, à l'exception des candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences, peut se retirer de la mise aux enchères. Ce retrait est définitif et irrévocable.</p>	<p>Art. 33. Elke kandidaat, met uitzondering van de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok, mag zich uit de toewijzing bij opbod terugtrekken. Deze terugtrekking is definitief en onherroepelijk.</p>
<p>Art. 34. Si, dans un tour, deux ou plusieurs candidats émettent la même offre pour un bloc de fréquences donné, l'Institut détermine, par tirage au sort, l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences.</p>	<p>Art. 34. Indien in een ronde twee of meer kandidaten hetzelfde bod uitbrengen op een gegeven frequentieblok, dan bepaalt het Instituut via loting het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok.</p>
<p>Art. 35. Après chaque tour, l'Institut communique, aux candidats restants, les informations suivantes:</p>	<p>Art. 35. Na elke ronde brengt het Instituut de overblijvende kandidaten de volgende informatie ter kennis:</p>
<p>1° le montant de l'offre régulière la plus élevée ainsi que l'identité fictive du candidat détenant cette offre pour chaque bloc de fréquences;</p>	<p>1° het bedrag van het hoogste regelmatige bod alsook de fictieve identiteit van de kandidaat die het heeft uitgebracht voor elk frequentieblok;</p>
<p>2° le moment du début et de la fin du tour suivant;</p>	<p>2° het tijdstip van begin en einde van de volgende ronde;</p>
<p>3° le montant de l'offre minimale et maximale pour chaque bloc de fréquences pour le tour suivant.</p>	<p>3° het bedrag van het minimum- en maximumbod voor elk frequentieblok voor de volgende ronde.</p>
<p>Art. 36. Le dernier tour est le tour à la fin duquel aucun candidat n'informe l'Institut d'une offre ou de son recours à une carte pour passer.</p>	<p>Art. 36. De laatste ronde is de ronde waarbij op het einde geen enkele kandidaat het Instituut in kennis stelt van een bod of zijn beroep op een paskaart.</p>

<p>Art. 37. A l'issue du dernier tour visé à l'article 36, l'Institut détermine l'offre régulière la plus élevée pour chaque bloc de fréquences et communique, pour chaque bloc de fréquences, aux candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences, le montant de l'offre régulière la plus élevée ainsi que le candidat détenant cette offre.</p>	<p>Art. 37. Na afloop van de laatste ronde, bedoeld in artikel 36 stelt het Instituut het hoogste regelmatige bod vast per frequentieblok en deelt het voor elk frequentieblok aan de kandidaten die het hoogste regelmatig bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok mee wat het bedrag van het hoogste regelmatige bod is alsook welke kandidaat dat bod heeft uitgebracht.</p>
<p style="text-align: center;">Sous-section 3. – Positionnement</p>	<p style="text-align: center;">Onderafdeling 3. – Positie</p>
<p>Art. 38. L'ensemble des candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences visé à l'article 4, § 1^{er}, 3^o, peuvent, dans un délai déterminé par l'Institut, communiquer à l'Institut une proposition commune pour le positionnement des différents blocs de fréquences.</p>	<p>Art. 38. Alle kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok bedoeld in artikel 4, § 1, 3^o, mogen binnen een door het Instituut vastgestelde termijn, aan het Instituut een gemeenschappelijk voorstel meedelen voor de positie van de verschillende frequentieblokken.</p>
<p>Si l'Institut accepte la proposition commune, le tour supplémentaire visé aux articles 39 à 42 ne se tient pas.</p>	<p>Indien het Instituut het gemeenschappelijke voorstel aanvaardt, wordt de bijkomende ronde bedoeld in de artikelen 39 tot 42 niet gehouden.</p>
<p>Art. 39. § 1^{er}.L'Institut établit une liste exhaustive d'options de positionnement des différents blocs de fréquences dans la bande de fréquences comprise entre 3440MHz et 3800 MHz.</p>	<p>Art. 39. § 1. Het Instituut stelt een exhaustieve lijst op van de opties voor positionering voor de verschillende frequentieblokken in de frequentieband gelegen tussen 3440 MHz en 3800 MHz.</p>
<p>§ 2. Toutes les options doivent respecter les critères suivants:</p>	<p>§ 2. Alle opties moeten voldoen aan de volgende criteria:</p>
<p>1° tous les blocs pour lesquels un candidat donné a émis l'offre régulière la plus élevée sont, dans la mesure du possible, positionnés de manière contigüe ;</p>	<p>1° alle blokken waarvoor een gegeven kandidaat het hoogste regelmatige bod heeft uitgebracht worden in de mate van het mogelijke aaneengrenzend geplaatst;</p>
<p>2° les blocs pour lesquels aucune offre régulière n'a été émise sont positionnés dans la partie supérieure de la bande de fréquences 3400-3800 MHz.</p>	<p>2° de blokken waarvoor geen enkel regelmatig bod werd uitgebracht worden geplaatst: in het bovenste deel van de frequentieband 3400-3800 MHz.</p>
<p>Art. 40. L'Institut communique aux candidats qui ont émis l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences, les renseignements suivants:</p>	<p>Art. 40. Het Instituut deelt de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok de volgende inlichtingen mee:</p>

1° la liste des options de positionnement des différents blocs de fréquences;	1° de lijst van de opties voor positionering van de verschillende frequentieblokken;
2° le moment du début et de la fin du tour supplémentaire, pendant lequel les candidats peuvent remettre leurs offres supplémentaires relatives au positionnement des blocs de fréquences.	2° het moment van het begin en het einde van de bijkomende ronde, tijdens welke de kandidaten hun bijkomende biedingen met betrekking tot de positionering van de frequentieblokken kunnen doen.
Art. 41. § 1^{er}. Durant le tour supplémentaire chaque candidat peut remettre une ou plusieurs offres supplémentaires, conformément au § 2.	Art. 41. § 1. Tijdens de bijkomende ronde kan elke kandidaat een of meer bijkomende biedingen doen conform § 2.
§ 2. Chaque offre supplémentaire identifie une option déterminée.	§ 2. Elk bijkomend bod identificeert een bepaalde optie.
Le montant de l'offre peut être nul et n'est pas limité.	Het bedrag van het bod mag nul zijn en is niet beperkt.
Art. 42. § 1^{er}. A l'issue du tour supplémentaire, l'Institut calcule pour chaque option, la somme des offres supplémentaires émises pour cette option.	Art. 42. § 1. Na de bijkomende ronde berekent het Instituut voor elke optie de som van de bijkomende biedingen uitgebracht voor deze optie.
§ 2. L'option choisie est celle pour laquelle la somme des offres supplémentaires émises est la plus élevée.	§ 2. De gekozen optie is deze waarvoor de som van de uitgebrachte bijkomende biedingen het hoogste is.
Si deux ou plusieurs options ont la même somme des offres supplémentaires émises la plus élevée, l'Institut détermine par tirage au sort l'option choisie.	Indien een of meer opties dezelfde grootste som van de uitgebrachte bijkomende biedingen hebben, bepaalt het Instituut via loting de gekozen optie.
Section 4. - Octroi des droits d'utilisation	Afdeling 4. - Toekenning van de gebruiksrechten
Art. 43. § 1^{er}. L'Institut octroie des droits d'utilisation aux candidats qui ont émis l'offre régulière la plus élevée pour les différents blocs de fréquences.	Art. 43. § 1. Het Instituut kent gebruiksrechten toe aan de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor de verschillende frequentieblokken.
§ 2. L'Institut fixe la date de début de validité des droits d'utilisation.	§ 2. Het Instituut bepaalt de datum van aanvang van de geldigheidsduur van de gebruiksrechten.
§ 3. L'Institut notifie, à tout candidat, le solde à payer en même temps que ses droits d'utilisation.	§ 3. Het Instituut deelt elke kandidaat samen met zijn gebruiksrechten het te betalen saldo mee.

Le montant total de la redevance unique est égal à la somme des montants des offres régulières les plus élevées émises par le candidat et le montant de l'offre supplémentaire émise par le candidat relative à l'option de positionnement choisie.	Het totale bedrag van de enige heffing is gelijk aan de som van de bedragen van de hoogste regelmatige biedingen uitgebracht door de kandidaat en het bedrag van de bijkomende bieding uitgebracht door de kandidaat met betrekking tot de gekozen opties voor positionering.
§ 4. La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats à qui n'est pas octroyé des droits d'utilisation, est reversée sur leur compte, déclaré conformément à l'article 16, § 1 ^{er} , 7 ^o .	§ 4. De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de kandidaten waaraan geen gebruiksrechten worden toegekend, wordt op hun rekening teruggestort, overeenkomstig artikel 16, § 1, 7 ^o .
§ 5. En dérogation au § 4, la garantie n'est pas reversée aux candidats n'ayant émis aucune offre conformément à l'article 29.	§ 5. In afwijking van § 4 wordt de waarborg niet teruggestort aan kandidaten die geen enkel bod hebben uitgebracht in overeenstemming met artikel 29.
Art. 44. Les modalités de paiement sont conformes à l'article 30 de la loi de 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.	Art. 44. De betalingsmodaliteiten zijn in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
Le non-paiement, le paiement tardif ou incomplet du solde de la redevance unique entraîne la déchéance de plein droit des droits d'utilisation. L'opérateur 3,6 GHz déclaré déchu des droits d'utilisation est exclu de toute candidature au sens de l'article 13.	Niet-betaling of laattijdige of onvolledige betaling van het saldo van de enige heffing houdt het verval van rechtswege van de gebruiksrechten in. De 3,6 GHz-operator van wie de gebruiksrechten vervallen zijn verklaard, wordt uitgesloten van iedere kandidatuur in de zin van artikel 13.
CHAPITRE 9. - Dispositions modificatrices et abrogatoires	HOOFDSTUK 9. - Wijzigings- en opheffingsbepalingen
Art. 45. L'article 8, § 2 de l'arrêté royal du 24 mars 2009 est complété par un alinéa rédigé comme suit:	Art. 45. Artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit van 24 maart 2009 wordt aangevuld met een lid, luidende:
"La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences n'est pas due pour les fréquences qui sont déjà soumises à une telle redevance sur la base de l'arrêté royal du [DATE] concernant l'accès radioélectrique dans la bande 3400-3800 MHz."	"Het jaarlijkse recht voor de beschikbaarstelling van de frequenties is niet verschuldigd voor de frequenties die reeds onderworpen zijn aan een dergelijk recht krachtens het koninklijk besluit van [DATUM] betreffende de radiotoegang in de band 3400-3800 MHz".
Art. 46. L'article 21 du même arrêté est abrogé.	Art. 46. Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 47. L'arrêté royal du 24 mars 2009 est abrogé.	Art. 47. Het koninklijk besluit van 24 maart 2009 wordt opgeheven.
CHAPITRE 10. - Dispositions finales	HOOFDSTUK 10. - Slotbepalingen
Art. 48. L'article 47 entre en vigueur le 7 mai 2025.	Art. 48. Artikel 47 treedt in werking op 7 mei 2025.
Art. 49. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.	Art. 49. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Donné	Gegeven te
Par le roi:	Van Koningswege:
La Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

Annexe 4 - Projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 1427-1517 MHz

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
... - Arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 1427-1517 MHz	... - Koninklijk besluit betreffende radiotoegang in de frequentieband 1427- 1517 MHz
RAPPORT AU ROI	VERSLAG AAN DE KONING
Sire,	Sire,
Généralité	Algemeen
Le présent arrêté définit les conditions d'obtention et d'utilisation des droits d'utilisation attribués aux opérateurs mobiles dans la bande de fréquences 1427-1517 MHz, également appelée "bande 1400 MHz" ou "bande L".	Dit besluit bepaalt de voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van de gebruiksrechten die worden toegekend aan de mobiele operatoren in de frequentieband 1427-1517 MHz, de zogenaamde "1400 MHz- band" of "L-band".
La bande 1452-1479.5 MHz est identifiée pour la radio numérique terrestre (T-DAB) depuis les années 90. La bande 1452- 1479.5 MHz n'a cependant jamais été utilisée pour la radio numérique terrestre.	De 1452-1479.5 MHz-band is sinds de jaren 90 aangeduid voor terrestrische digitale radio (T-DAB). De 1452-1479.5 MHz-band werd evenwel nooit gebruikt voor terrestrische digitale radio.
La bande 1452-1492 MHz a été standardisée comme bande SDL ("Supplementary downlink") pour la technologie 4G/LTE. Une bande SDL est une bande non appariée qui agrégée avec une bande appariée pour obtenir de la capacité supplémentaire dans la voie descendante. Cette bande de fréquences ne peut donc a priori convenir qu'à un opérateur mobile qui dispose déjà d'autres bandes de fréquences 4G/LTE.	De 1452-1492 MHz werd gestandaardiseerd als SDL-band ("Supplementary downlink") voor de 4G/LTE-technologie. Een SDL-band is een niet-gepaarde band die wordt samengevoegd met een gepaarde band om bijkomende downstreamcapaciteit te krijgen. Deze frequentieband mag dus a priori slechts toekomen aan een mobiele operator die reeds over andere 4G/LTE-frequentiebanden beschikt.
Les travaux du 3GPP (3rd Generation Partnership Project) pour la standardisation de l'entière de la bande 1427-1517 MHz devraient permettre une diffusion rapide de terminaux compatibles	De werkzaamheden van de 3GPP (3rd Generation Partnership Project) voor de standaardisering van de volledige 1427-1517 MHz-band zouden een snelle verdeling van compatibele eindtoestellen moeten mogelijk

étant donné le nombre de terminaux supportant d'ores et déjà la bande 1452-1492 MHz.	maken gezien het aantal eindtoestellen die reeds de 1452-1492 MHz-band ondersteunen.
La planification stratégique et l'harmonisation de l'utilisation du spectre au niveau de l'Union devraient renforcer le marché intérieur des services et équipements de communications électroniques sans fil ainsi que les autres politiques de l'Union nécessitant l'utilisation du spectre, en créant de nouvelles opportunités dans le domaine de l'innovation et de la création d'emplois et en contribuant, en même temps, à la reprise économique et à l'intégration sociale dans l'ensemble de l'Union, tout en respectant l'importante valeur sociale, culturelle et économique du spectre.	De strategische planning en de harmonisering van het spectrumgebruik op het niveau van de Unie zouden de interne markt van draadloze elektronische-communicatiediensten en -apparatuur moeten versterken alsook de andere beleidslijnen van de Unie waarvoor spectrum moet worden gebruikt, door nieuwe opportuniteiten te creëren op het vlak van innovatie en werkgelegenheid en door tegelijk bij te dragen tot het economisch herstel en de sociale integratie in de hele Unie, met inachtneming van de belangrijke sociale, culturele en economische waarde van het spectrum.
Le présent arrêté contribue à atteindre le but de 1200 MHz de radiofréquences pour le haut débit sans fil, ce qui est un des principaux objectifs de la décision 243/2012/UE du Parlement européen et du Conseil établissant un programme pluriannuel en matière de politique du spectre radioélectrique (PPSR).	Dit besluit draagt bij tot het verwezenlijken van het doel van 1200 MHz aan radiofrequenties voor draadloze breedband, wat een van de voornaamste doelstellingen is van Besluit nr. 243/2012/EU van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van een meerjarenprogramma voor het radiospectrumbeleid (MPRS).
Au niveau de l'Union européenne, il convient de citer les la décision d'exécution 2015/750/UE de la Commission du 8 mai 2015 sur l'harmonisation de la bande de fréquences 1452-1492 MHz pour les systèmes terrestres permettant de fournir des services de communications électroniques dans l'Union.	Op het niveau van de Europese Unie dient het uitvoeringsbesluit (EU) 2015/750 van de Commissie van 8 mei 2015 betreffende de harmonisering van de frequentieband 1 452-1 492 MHz voor terrestrische systemen die elektronischecommunicatiediensten kunnen verschaffen in de Unie te worden aangehaald.
En vertu de la décision 2015/750/UE, les États membres doivent désigner et mettre à disposition la bande de fréquences 1452-1492 MHz, en mode "downlink only" pour les systèmes sans fils à large bande.	Krachtens het besluit 2015/750/EU moeten de lidstaten de frequentieband 1452-1492 MHz aanduiden en ter beschikking stellen in "downlink only"-modus voor de draadloze breedbandsystemen.
En réponse à un mandat de la Commission européenne, l'ECC (<i>European Electronic Communications Committee</i>) a adopté pour consultation publique le rapport ECC intitulé « <i>to develop harmonised technical conditions in additional frequency bands in the 1.5 GHz range for their use for</i>	In antwoord op een mandaat van de Europese Commissie heeft het ECC (<i>European Electronic Communications Committee</i>) het ECC-rapport getiteld " <i>to develop harmonised technical conditions in additional frequency bands in the 1.5 GHz range for their use for terrestrial wireless broadband electronic</i>

<p><i>terrestrial wireless broadband electronic communications services in the Union</i> ». Le mandat de la Commission européenne concerne l'harmonisation de l'entière de la bande 1427-1517 MHz. Ce mandat a donné lieu à la décision d'exécution (UE) 2018/661 de la Commission du 26 avril 2018 modifiant la décision d'exécution (UE) 2015/750 sur l'harmonisation de la bande de fréquences 1 452-1 492 MHz pour les systèmes terrestres permettant de fournir des services de communications électroniques dans l'Union, en ce qui concerne son extension dans les bandes de fréquences harmonisées 1 427-1 452 MHz et 1 492-1 517 MHz. Celle-ci prévoit que les États membres désignent et mettent à disposition la bande 1400 MHz pour les services de communications électroniques à haut débit sans fil pour le 1er octobre 2018 au plus tard.</p>	<p><i>communications services in the Union</i>" ter openbare raadpleging aangenomen. Het mandaat van de Europese Commissie betreft de harmonisering van de volledige 1427-1517MHz-band. Dit mandaat resulteerde in Uitvoeringsbesluit (EU) 2018/661 van de Commissie van 26 april 2018 tot wijziging van Uitvoeringsbesluit (EU) 2015/750 betreffende de harmonisering van de frequentieband 1452-1492 MHz voor terrestrische systemen die elektronischecommunicatiediensten kunnen verschaffen in de Unie wat betreft de uitbreiding ervan met de geharmoniseerde frequentiebanden 1427-1452 MHz en 1492-1517 MHz. Het bepaalt dat de lidstaten de 1400 MHz-band uiterlijk op 1 oktober 2018 moeten aanwijzen en beschikbaar stellen voor draadloze breedbanddiensten voor elektronische communicatie.</p>
<p>L'IBPT a également fait appel à un consultant externe pour étudier, entre autres, la problématique de la bande 1400 MHz. Cette étude a été réalisée par Analysys Mason et a donné lieu au rapport "<i>Study regarding the value of spectrum for mobile public systems</i>" du 31 décembre 2015. Le rapport d'Analysys Mason comprend des recommandations concernant les mécanismes d'attribution, les conditions d'utilisation et la valeur du spectre, pour les différentes bandes de fréquences utilisées pour les services mobiles publics. Ce rapport a été publié sur le site Internet de l'IBPT.</p>	<p>Het BIPT heeft ook een beroep gedaan op een externe consultant om, onder andere, de kwestie van de 1400 MHz-band te bekijken. Deze studie werd verwezenlijkt door Analysys Mason en heeft geleid tot het verslag "<i>Study regarding the value of spectrum for mobile public systems</i>" van 31 december 2015. Het verslag van Analysys Mason omvat aanbevelingen over de mechanismen voor toewijzing, de gebruiksvoorwaarden en de spectrumwaarde, voor de verschillende frequentiebanden gebruikt voor de openbare mobiele diensten. Dit verslag werd gepubliceerd op de website van het BIPT.</p>
<p>L'attribution des droits d'utilisation aux opérateurs peut se faire de différentes manières. Les principaux mécanismes d'attribution sont la mise aux enchères, la soumission comparative, le principe "premier arrivé, premier servi" ou un système hybride (en général, soumission comparative suivie d'enchères).</p>	<p>De toewijzing van de gebruiksrechten aan de operatoren kan op verschillende manieren gebeuren. De voornaamste toewijzingsmechanismen zijn de veiling, de vergelijkende inschrijving, het principe "<i>first come, first served</i>" of een hybride systeem (doorgaans een vergelijkende inschrijving gevolgd door een veiling).</p>
<p>Presque toutes les attributions de nouveau spectre en Europe se sont faites via un mécanisme de mise aux enchères. La mise aux enchères possède en effet de</p>	<p>Bijna alle toewijzingen van nieuw spectrum in Europa verlopen via een veilingmechanisme. Een veiling heeft immers tal van voordelen: transparant en eenvoudig, eerlijk, bevordert</p>

nombreux avantages: transparent et simple, équitable, favorable à la compétition et l'utilisation efficace du spectre.	de concurrentie en het efficiënte gebruik van het spectrum.
La mise aux enchères est donc le mécanisme d'attribution qui a été choisi pour l'attribution des droits d'utilisation pour la bande 1400 MHz.	Een veiling is dus het mechanisme dat werd gekozen voor de toewijzing van de gebruiksrechten voor de 1400 MHz-band.
Il faut noter que l'IBPT peut décider de combiner la procédure d'attribution pour la bande 1400 MHz avec d'autres procédures d'attributions dont les conditions d'octroi sont fixées par d'autres arrêtés royaux.	Er dient te worden opgemerkt dat het BIPT kan beslissen om deze toewijzingsprocedure voor de 1400 MHz-band te combineren met andere procedures voor toewijzing waarvan de toekenningsvoorwaarden zijn vastgelegd in andere koninklijke besluiten.
Les principaux objectifs recherchés par le présent arrêté sont les suivants:	De voornaamste doelstellingen nagestreefd door dit besluit zijn de volgende:
- attribuer le spectre aux utilisateurs les plus efficaces;	- het spectrum toewijzen aan de meest efficiënte gebruikers;
- encourager le déploiement de réseaux à haut débit sans fil et continuer à réduire la fracture numérique en Belgique;	- de ontwikkeling van draadloze breedbandnetwerken aanmoedigen en de digitale kloof in België verder dichten;
- veiller à ce que la totalité du spectre soit octroyée dans le cadre la procédure d'attribution (éviter qu'il reste du spectre non attribué);	- erop toezien dat het hele spectrum wordt toegewezen in het kader van de gunningsprocedure (vermijden dat er niet-toegewezen spectrum overblijft);
- garantir une utilisation du spectre la plus efficace possible;	- een zo efficiënt mogelijk gebruik van het spectrum waarborgen;
- maximaliser la concurrence sur le marché belge des communications électroniques;	- de concurrentie op de Belgische elektronische-communicatiemarkt maximaliseren;
- veiller à une recette équitable pour les autorités, étant donné qu'il s'agit ici d'un bien public précieux et rare;	- toezien op eerlijke inkomsten voor de overheden, aangezien het een kostbaar en schaars openbaar goed betreft;
- attribuer le spectre sur la base d'une procédure objective, transparente, proportionnée et non-discriminatoire;	- spectrum toewijzen op basis van een objectieve, transparante, evenredige en niet-discriminerende procedure;
- réduire la complexité et les coûts relatifs à l'exécution de la procédure d'attribution.	- de complexiteit en de kosten in verband met de toewijzingsprocedure beperken.

Commentaire article par article	Artikelsgewijze bespreking
Article 1^{er}	Artikel 1
Cet article définit un certain nombre de termes apparaissant dans l'arrêté.	Dit artikel definieert een aantal termen die voorkomen in het besluit.
Les définitions de "contrôle relatif à une personne" et "groupe pertinent" sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisation pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération (ci-après "l'arrêté royal 3G"), l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz (ci-après "l'arrêté royal 2,6 GHz") et l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz (ci-après "l'arrêté royal 800 MHz"). Les autres définitions ne nécessitent pas de commentaire.	De definities van "controle met betrekking tot een persoon" en "relevante groep" zijn dezelfde als deze gebruikt voor het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie (hierna "het 3G-koninklijk besluit"), het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz (hierna "het 2,6 GHz-koninklijk besluit") en het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz (hierna "het 800 MHz-koninklijk besluit"). De overige definities behoeven geen commentaar.
Article 2	Artikel 2
Les fréquences en question peuvent uniquement être obtenues par les opérateurs ayant fait une notification en vertu de l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après "loi du 13 juin 2005").	De betreffende frequenties kunnen slechts verworven worden door operatoren die een kennisgeving hebben gedaan in de zin van artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "wet van 13 juni 2005").
Article 3	Artikel 3
Les droits d'utilisation sont accordés pour une période de vingt ans, renouvelable par termes de cinq ans.	De gebruiksrechten worden toegekend voor een periode van twintig jaar, telkens verlengbaar met vijf jaar.
Les droits d'utilisation accordés initialement aux opérateurs 2G (sur base de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, ci-après "l'arrêté royal GSM" et sur base de l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800, ci-après "l'arrêté royal DCS") et les droits	De initieel aan de 2G-operatoren toegewezen gebruiksrechten (krachtens het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilofonienetten, hierna "het GSM-koninklijk besluit", en krachtens het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten, hierna "het DCS-koninklijk besluit") en de gebruiksrechten toegewezen

d'utilisation accordés pour la bande 2,6 GHz (sur base de l'arrêté royal 2,6 GHz) étaient accordés pour une période de 15 ans. Les droits d'utilisation accordés aux opérateurs 3G (sur base de l'arrêté royal 3G) et les droits d'utilisation accordés pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz) étaient par contre accordés pour une période 20 ans.	voor de 2,6 GHz-band (krachtens het 2,6 GHz-koninklijk besluit) waren geldig voor een periode van 15 jaar. De gebruiksrechten toegekend aan de 3G-operatoren (krachtens het 3G-koninklijk besluit) en de gebruiksrechten toegekend voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit) waren daarentegen toegekend voor een periode van 20 jaar.
Dans les autres pays européens, la durée de validité des droits d'utilisation est, en général, également comprise entre 15 et 20 ans.	In de overige Europese landen ligt de geldigheidsduur van de gebruiksrechten doorgaans ook tussen 15 en 20 jaar.
Les opérateurs sont favorables à des durées de validité plus longues afin d'avoir de la prédictibilité sur l'évolution à long terme de leurs activités.	De operatoren zijn voorstander van langere geldigheidstermijnen om de voorspelbaarheid van de ontwikkeling van hun activiteiten op lange termijn te vergroten.
Le présent arrêté prévoit une période initiale de 20 ans, renouvelable par périodes de 5 ans. Une durée de 20 ans est en effet suffisante pour assurer un retour sur investissement pour les opérateurs.	Dit besluit voorziet in een initiële periode van 20 jaar, telkens verlengbaar met periodes van 5 jaar. Een duur van 20 jaar volstaat inderdaad om een goed rendement te garanderen voor de operatoren.
Article 4	Artikel 4
Le paragraphe 1 ^{er} stipule la subdivision en blocs de la bande 1400 MHz.	Paragraaf 1 bepaalt de onderverdeling in blokken van de 1400 MHz-band.
La bande 1400 MHz, d'une capacité totale de 90 MHz, est divisée en 18 blocs de 5 MHz.	De 1400 MHz-band, met een totale capaciteit van 90 MHz, is onderverdeeld in 18 blokken van 5 MHz.
La bande 1400 MHz sera a priori utilisée pour la technologie LTE. Les canaux LTE ont une largeur de 1,4 MHz, 3 MHz, 5 MHz, 10 MHz, 15 MHz ou 20 MHz. Les largeurs de canal de 1,4 MHz ou 3 MHz ne permettent pas d'offrir des débits très élevés et sont en général pas ou peu utilisées.	De 1400 MHz-band zal a priori worden gebruikt door de LTE-technologie. De LTE-kanalen hebben een bandbreedte van 1,4 MHz, 3 MHz, 5 MHz, 10 MHz, 15 MHz of 20 MHz. De kanaalbreedtes van 1,4 MHz of van 3 MHz kunnen geen erg hoge snelheden bieden en worden doorgaans weinig of niet gebruikt.
La subdivision en blocs de 5 MHz est donc tout à fait appropriée. En effet on peut utiliser:	De onderverdeling in blokken van 5 MHz is dus helemaal gepast. Men kan immers het volgende gebruiken:
- un bloc pour une largeur de canal de 5 MHz;	- een blok voor een kanaalbreedte van 5 MHz;

- deux blocs pour une largeur de canal de 10 MHz;	- twee blokken voor een kanaalbreedte van 10 MHz;
- trois blocs pour une largeur de canal de 15 MHz;	- drie blokken voor een kanaalbreedte van 15 MHz;
- quatre blocs pour une largeur de canal de 20 MHz.	- vier blokken voor een kanaalbreedte van 20 MHz.
Le paragraphe 2 stipule que la bande 1400 MHz peut être uniquement utilisée à l'émission pour les stations de base.	Paragraaf 2 stelt dat de 1400 MHz-band enkel mag worden gebruikt voor de uitzending door de basisstations.
Le paragraphe 3 détermine la quantité maximale de spectre ("spectrum cap") que peut détenir un groupe pertinent afin de ne pas entraver la concurrence entre les différents opérateurs.	Paragraaf 3 bepaalt de maximale spectrumhoeveelheid ("spectrum cap") die een relevante groep kan innemen zonder de concurrentie tussen de verschillende operatoren in het gedrang te brengen.
Le choix d'un "spectrum cap" pour la bande 1400 MHz est essentiellement un compromis entre le nombre possible d'infrastructures concurrentes utilisant la bande 1400 MHz et le niveau de performances qui peut être atteint par chacune de ces infrastructures.	De keuze van een "spectrum cap" voor de 1400 MHz-band is in hoofdzaak een compromis tussen het aantal mogelijke concurrerende infrastructures die gebruik maken van de 1400 MHz-band en het prestatieniveau dat kan worden gehaald voor elk van deze infrastructures.
Certains opérateurs estiment que la disponibilité des équipements compatibles pour la bande cœur (1452-1492 MHz) pourrait être plus importante que celle pour le reste de la bande 1400 MHz. Même si à ce stade, cette affirmation n'est pas démontrée, deux "spectrum caps" sont fixés : - un "spectrum cap" pour la totalité de la bande 1400 MHz (35 MHz) ; - un "spectrum cap" supplémentaire pour la bande cœur (20 MHz).	Bepaalde operatoren menen dat de beschikbaarheid van de apparatuur die geschikt is voor de coreband (1452-1492 MHz) groter zou kunnen zijn dan deze voor de rest van de 1400MHz-band. Hoewel deze stelling op dit ogenblik niet bewezen is, zijn er twee "spectrum caps" vastgelegd: - een "spectrum cap" voor de ganse 1400MHz-band ([35/45] MHz); - een bijkomende "spectrum cap" voor de coreband (20 MHz).
Les dispositions du paragraphe 4 permettent à l'IBPT de modifier la répartition des canaux attribués afin d'optimiser l'utilisation du spectre. Il est cependant clair que les opérateurs doivent disposer d'un délai raisonnable pour apporter ces modifications. L'octroi de cette compétence est conforme à l'article 13 de la loi du 13 juin 2005 ainsi qu'aux articles 3.1 et 3.2.c), de la directive 2018/1972/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen	De bepalingen van paragraaf 4 stellen het BIPT in staat om de verdeling van de toegewezen kanalen te wijzigen om het spectrumgebruik te optimaliseren. Het is echter duidelijk dat de operatoren over een redelijke termijn moeten beschikken om deze wijzigingen aan te brengen. De toekenning van deze bevoegdheid is conform artikel 13 van de wet van 13 juni 2005 alsook de artikelen 3.1 en 3.2.c), van Richtlijn 2018/1972/EU van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 tot vaststelling van het Europees wetboek voor

(ci-après directive "Code des communications électroniques européen").	elektronische communicatie (hierna "Europees wetboek voor elektronische communicatie").
Article 5	Artikel 5
Les droits d'utilisation couvrent l'utilisation des terminaux (téléphones mobiles, smartphones, ...) connectés au réseau d'un opérateur 1400 MHz (voir l'art. 3 § 2). Lorsqu'un consommateur achète un terminal, il n'est cependant généralement pas connecté à un réseau. L'article 5 permet la détention d'un terminal, même lorsque celui-ci n'est pas connecté à un réseau.	De gebruiksrechten omvatten het gebruik van de eindtoestellen (mobiele telefoons, smartphones, ...) die aangesloten zijn op het netwerk van een 1400 MHz-operator (zie art. 3 § 2). Wanneer een consument een eindtoestel koopt, is hij evenwel doorgaans niet aangesloten op een netwerk. Artikel 5 staat het houden van een eindtoestel toe, zelfs als dit niet aangesloten is op een netwerk.
Article 6	Artikel 6
En vertu de l'article 13, 3° de la loi du 13 juin 2005, l'IBPT est chargé de la coordination internationale des fréquences. A ce titre, l'IBPT conclut des accords de coordination transfrontalière.	Krachtens artikel 13, 3°, van de wet van 13 juni 2005 is het BIPT verantwoordelijk voor de internationale coördinatie van de frequenties. Hiertoe sluit het BIPT grensoverschrijdende coördinatieovereenkomsten.
Article 7	Artikel 7
Le partage d'infrastructures passives est déjà possible en Belgique. Le partage d'infrastructures actives, y compris le partage de fréquences, peut favorablement influencer l'équilibre entre les nouveaux investissements, d'une part, et la croissance des revenus, d'autre part. Cela doit être possible afin d'encourager l'expérimentation de nouvelles technologies.	Het delen van passieve infrastructuur is reeds mogelijk in België. Het delen van actieve infrastructuur met inbegrip van frequentiedeling kan het evenwicht tussen nieuwe investeringen enerzijds en inkomstengroei anderzijds gunstig beïnvloeden. Dit moet mogelijk zijn ten einde het experimenteren met nieuwe technologieën aan te moedigen.
Le partage d'infrastructures actives, bien qu'il s'agisse d'une source d'économies et d'efficacité, implique des coûts de mise en œuvre initiaux qui ne sont pas négligeables. De plus, les conditions doivent être connues au moment de la procédure d'attribution. Il a donc été décidé de ne pas imposer le partage de fréquences, mais de le laisser à l'initiative des opérateurs.	Het delen van actieve infrastructuur, ook al is het een bron van besparing en efficiëntie, impliceert initiële implementatiekosten die niet verwaarloosbaar zijn. Bovendien dienen de voorwaarden gekend te zijn op het moment van de toewijzingsprocedure. Er wordt daarom beslist om het delen van frequenties niet op te leggen, maar over te laten aan het initiatief van de operatoren.
Dans le cadre du partage de fréquences, l'IBPT est tenu de contrôler si les conditions	Bij het delen van frequenties dient het BIPT te controleren of de mededingingsvoorwaarden

<p>de concurrence entre les opérateurs impliqués dans le partage, d'une part, et ceux qui ne sont pas impliqués, d'autre part, sont suffisantes. À cet effet, il est nécessaire de tenir compte notamment des parts de marché respectives, de la compétitivité et des investissements nécessaires pour le backhaul (différents exploitants intégrés et acteurs purement mobiles).</p>	<p>tussen de operatoren die betrokken zijn bij het delen enerzijds en de operatoren die niet betrokken zijn bij het delen anderzijds voldoende zijn. Hierbij moeten o.a. de respectievelijke marktaandeelen, het concurrentievermogen en de investeringen die nodig zijn voor backhaul (verschillende geïntegreerde exploitanten en pure mobiele spelers) in aanmerking worden genomen.</p>
<p>Afin de permettre à l'IBPT de contrôler le partage de fréquences, celui-ci doit disposer des informations nécessaires. C'est pourquoi cet article prescrit un certain nombre d'informations qui doivent absolument être transmises à l'IBPT lors de la demande d'autorisation de partage et permet à l'IBPT de demander toutes les informations supplémentaires nécessaires. L'IBPT ne peut bien entendu communiquer s'il marque ou non son accord sur le partage de fréquences que lorsqu'il a obtenu les informations nécessaires. Pour donner aux intéressés une idée du délai qui doit être prévu pour la demande d'approbation, il est stipulé que la demande d'informations supplémentaires et la décision finale de l'IBPT doivent avoir lieu dans un délai déterminé.</p>	<p>Om de controle van het BIPT op het delen van frequenties mogelijk te maken, dient het BIPT over de nodige informatie te beschikken. Daarom schrijft dit artikel een aantal inlichtingen voor die zeker aan het BIPT moeten worden gegeven bij de vraag om toestemming voor het delen en geeft het BIPT de mogelijkheid om alle nodige bijkomende informatie te vragen. Vanzelfsprekend kan het BIPT pas meedelen of het al dan niet met het delen van de frequenties instemt wanneer het de nodige informatie gekregen heeft. Om de betrokkenen zicht te geven op de tijd die moet voorzien worden voor de goedkeuringsaanvraag, wordt bepaald dat de vraag voor bijkomende informatie en de uiteindelijke beslissing van het BIPT binnen een bepaalde termijn dienen te gebeuren.</p>
<p>Si certains des éléments constituant l'essence du partage sont modifiés après que l'IBPT a marqué son accord sur le partage, l'autorisation doit être redemandée vu que l'autorisation initiale a en réalité été donnée pour un autre partage.</p>	<p>Indien bepaalde van de elementen die de essentie van het delen uitmaken wijzigen nadat het BIPT zijn instemming met het delen gegeven heeft, dient men opnieuw toestemming te vragen aangezien de oorspronkelijke toestemming dan in feite gegeven werd voor een ander geval.</p>
<p>L'IBPT doit donc réaliser un examen pour chaque demande. L'IBPT examine les informations reçues lors de la demande mais regarde aussi si des informations supplémentaires sont nécessaires.</p>	<p>Voor elke aanvraag dient dus door het BIPT een onderzoek te gebeuren. Het BIPT bekijkt de bij de aanvraag ontvangen inlichtingen maar ook of bijkomende inlichtingen nodig zijn.</p>
<p>Dans la pratique, le partage peut recouvrir différentes formes. Par exemple, l'opérateur 1 peut uniquement partager sa fréquence A avec l'opérateur 2, ou l'opérateur 2 peut en même temps partager sa fréquence B avec l'opérateur 1.</p>	<p>In de praktijk kan het delen verschillende vormen aannemen. Operator 1 kan bijvoorbeeld enkel zijn frequentie A delen met operator 2 of operator 2 kan tegelijkertijd zijn frequentie B delen met operator 1.</p>

<p>L'opérateur qui détient initialement les droits d'utilisation pour des fréquences reste le point de contact et le responsable vis-à-vis de l'IBPT en ce qui concerne ces fréquences partagées. Ainsi, par exemple, les redevances de mise à disposition des fréquences en question sont intégralement dues par cet opérateur (dans l'hypothèse précédente l'opérateur 1 pour la fréquence A et l'opérateur 2 pour la fréquence B). De même, cet opérateur est tenu de respecter les obligations découlant de la coordination transfrontalière et les obligations en matière de communication d'informations à l'IBPT.</p>	<p>Het aanspreekpunt en de verantwoordelijke ten aanzien van het BIPT voor de gedeelde frequenties blijft de operator aan wie de gebruiksrechten oorspronkelijk toegewezen zijn. Zo blijven door deze laatste (in de voorgaande hypothese operator 1 voor frequentie A en operator 2 voor frequentie B) bijvoorbeeld de rechten voor terbeschikkingstelling van de frequenties in kwestie integraal verschuldigd. Ook dient deze operator verplichtingen als gevolg van grensoverschrijdende coördinatie en verplichtingen inzake informatieverstrekking aan het BIPT na te leven.</p>
<p>Afin de garantir la transparence nécessaire, les parties, après réception de l'accord de l'IBPT, doivent encore informer l'IBPT si le partage des fréquences a effectivement lieu. Grâce à la fourniture d'une copie de la convention, l'IBPT saura clairement à partir de quel moment le partage prend effet ou si celui-ci est limité dans le temps ou non.</p>	<p>Om de nodige transparantie te verzekeren, moeten de partijen na ontvangst van het akkoord van het BIPT het ook nog aan het BIPT laten weten als het delen van de frequenties effectief plaatsvindt. Door het verstrekken van een kopie van de overeenkomst is het voor BIPT duidelijk vanaf wanneer het delen ingaat en of het al dan niet beperkt is in de tijd.</p>
<p>Dans tous le cas, le partage prend fin à l'expiration du délai d'attribution des droits d'utilisation partagée.</p>	<p>Het delen eindigt in elk geval bij het verstrijken van de termijn van toewijzing van de gedeelde gebruiksrechten .</p>
<p>Article 8</p>	<p>Artikel 8</p>
<p>Les opérateurs mobiles publics sont soumis à plusieurs types de redevances.</p>	<p>De openbare mobiele operatoren zijn onderworpen aan verscheidene types van heffingen.</p>
<p>Les opérateurs mobiles publics sont tenus, au début de la période de validité des droits d'utilisation, de payer une redevance unique, conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005.</p>	<p>De openbare mobiele operatoren zijn ertoe gehouden om in het begin van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten een enige heffing te betalen, in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005.</p>
<p>Les opérateurs mobiles publics sont également tenus de payer des redevances annuelles. Le montant des redevances annuelles est fixé dans les arrêtés royaux d'exécution des articles 18 et 30 de la loi du 13 juin 2005.</p>	<p>De openbare mobiele operatoren zijn eveneens verplicht om jaarlijkse rechten te betalen. Het bedrag van de jaarlijkse rechten wordt vastgelegd in de koninklijke besluiten ter uitvoering van de artikelen 18 en 30 van de wet van 13 juni 2005.</p>

Les redevances annuelles ont, entre autres, tout comme la redevance unique, pour but de garantir une exploitation optimale des radiofréquences.	De jaarlijkse rechten hebben, onder andere, net zoals de enige heffing, tot doel om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.
Le considérant 100 du Code des communications électroniques européen prévoit que les redevances relatives aux droits d'utilisation des fréquences puissent être composées d'un montant unique et d'un montant périodique.	Considerans 100 van het Europees wetboek voor elektronische communicatie bepaalt dat de heffingen voor de gebruiksrechten voor frequenties mogen samengesteld zijn uit een enig bedrag en een periodiek bedrag.
Jusqu'à présent, il existait deux types de redevances annuelles:	Tot op heden bestonden er twee soorten van jaarlijkse rechten:
- la redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation, visant uniquement à financer les activités de l'IBPT se rapportant à la gestion des droits d'utilisation;	- de jaarlijkse rechten voor het beheer van de gebruiksrechten, met als enige doel de activiteiten van het BIPT die verband houden met het beheer van de gebruiksrechten te financieren;
- la redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences, visant à financer les activités de l'IBPT et à garantir une exploitation optimale des radiofréquences.	- de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties, met het oog op het financieren van de activiteiten van het BIPT en om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.
La redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences était due pour tous les droits d'utilisation, tandis que redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation n'était due que pour certains droits d'utilisation.	De jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties waren verschuldigd voor alle gebruiksrechten, terwijl de jaarlijkse rechten voor beheer van de gebruiksrechten enkel voor bepaalde gebruiksrechten verschuldigd waren.
Un seul type de redevance annuelle a été conservé, visant à financer les activités de l'IBPT et à garantir une exploitation optimale des radiofréquences.	Een enkel type van jaarlijkse rechten werd behouden, met het oog op het financieren van de activiteiten van het BIPT en om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.
La redevance annuelle s'élève à 50.000 euros par MHz. Ce montant est identique au montant des redevances annuelles pour la mise à disposition des fréquences pour toutes les autres bandes de fréquences situées entre 1 GHz et 2,5 GHz.	Het jaarlijkse recht bedraagt 50.000 euro per MHz. Dat bedrag is gelijk aan het bedrag van de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties voor alle andere frequentiebanden gelegen tussen 1 GHz en 2,5 GHz.
Le montant des redevances annuelles est indépendant du nombre de stations de base de radiocommunications exploitant les fréquences en question. Ce type de	Het bedrag van de jaarlijkse rechten is onafhankelijk van het aantal basisstations voor radiocommunicatie die de frequenties in kwestie exploiteren. Dit soort van bepaling

disposition existe déjà et s'applique pour tous les droits d'utilisation existants relatifs à l'accès radioélectrique.	bestaat reeds en is van toepassing op alle bestaande gebruiksrechten betreffende de radiotoegang.
Jusqu'à présent, les redevances annuelles pour la mise à disposition des fréquences étaient dues uniquement pour les fréquences mises en service. Ce type de disposition favorise la thésaurisation du spectre et conduit à une exploitation non optimale des radiofréquences.	Tot op heden waren de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties enkel verschuldigd voor de frequenties die in gebruik werden genomen. Dit soort van bepaling bevordert het hamsteren van spectrum en leidt tot een niet-optimale uitbating van de radiofrequenties.
Le présent arrêté royal prévoit donc que les redevances annuelles sont dues dès que la durée de validité des droits d'utilisation a commencé. En effet dès que les droits d'utilisation sont octroyés, les radiofréquences relatives à ces droits ne peuvent plus être utilisées par un autre utilisateur.	Dit koninklijk besluit bepaalt dus dat de jaarlijkse rechten verschuldigd zijn van zodra de geldigheidsduur van de gebruiksrechten is begonnen. Zodra de gebruiksrechten zijn toegekend mogen de radiofrequenties in verband met deze rechten niet langer worden gebruikt door een andere gebruiker.
Afin de réduire l'impact financier pour les opérateurs durant les premières années qui sont les plus lourdes financièrement en termes d'investissements à consentir pour le déploiement des nouvelles fréquences, les redevances annuelles des nouvelles fréquences sont réduites de 50% durant les 3 premières années de l'autorisation. Il s'agit d'un système déjà appliqué au Portugal et en Hongrie.	Om de financiële impact voor de operatoren te beperken gedurende de eerste jaren die financieel het zwaarst zijn in termen van investeringen die ze moeten maken om nieuwe frequenties uit te rollen, worden de jaarlijkse rechten van de nieuwe frequenties verlaagd met 50% gedurende de 3 eerste jaren van de vergunning. Dat systeem wordt reeds in Portugal en Hongarije toegepast.
Article 9	Artikel 9
L'article 9 fixe un certain nombre de règles générales en matière de contrôle.	Artikel 8 legt een aantal algemene regels vast inzake de controle.
Article 10	Artikel 10
L'article 10 stipule que les opérateurs doivent informer le public de la couverture réalisée.	Artikel 9 bepaalt dat de operatoren het publiek moeten informeren over de gerealiseerde dekking.
Article 11	Artikel 11
Cet article ne nécessite pas de commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
Article 12	Artikel 12

Il y est stipulé qu'il est interdit à un candidat d'apporter des modifications aux éléments mentionnés dans sa candidature.	Hierin wordt bepaald dat het verboden is voor een kandidaat om wijzigingen aan te brengen aan de elementen die in zijn kandidatuur werden meegedeeld.
Le paragraphe 3 impose une obligation d'information au cas où il se produit une modification touchant à certaines déclarations du candidat. Il va de soi qu'il doit s'agir de modifications résultant de faits ou d'événements sur lesquels le candidat ne peut pas exercer d'influence. La contribution volontaire ou par négligence à des modifications peut contribuer à l'exclusion du candidat.	Paragraaf 3 legt een informatieverplichting op ingeval zich een wijziging voordoet met betrekking tot bepaalde verklaringen van de kandidaat. Het spreekt voor zich dat het moet gaan om wijzigingen als gevolg van feiten of gebeurtenissen waarop de kandidaat geen invloed kan uitoefenen. Het bewust of door nalatigheid in de hand werken van wijzigingen kan leiden tot de uitsluiting van de kandidaat.
Articles 13 et 14	De artikelen 13 en 14
Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
Article 15	Artikel 15
Cette disposition vise à éviter que les candidats qui ne sont pas sérieux introduisent une candidature.	Deze bepaling heeft tot doel te vermijden dat niet-ernstige kandidaten een kandidatuur indienen.
Le taux d'intérêt mentionné, à savoir le taux d'intérêt de la facilité de dépôt, est celui proposé par la Banque Nationale de Belgique conformément aux décisions et directives de la Banque Centrale Européenne. Ce taux d'intérêt peut être négatif.	De vermelde interestvoet, met name de interestvoet van de depositofaciliteit, is deze vermeld door de Nationale Bank van België conform de besluiten en richtlijnen van de Europese Centrale Bank. Deze interestvoet kan negatief zijn.
Article 16	Artikel 16
Ce n'est pas à l'IBPT de choisir parmi un groupe pertinent l'entité qui participera à la procédure d'attribution. Si le groupe pertinent ne parvient pas à prendre lui-même une décision pertinente en la matière, il est exclu de la procédure d'attribution.	Het is niet aan het BIPT om uit een relevante groep die entiteit te kiezen die zal deelnemen aan de procedure voor toekenning. Indien de relevante groep zelf niet tot een duidelijke beslissing ter zake komt, wordt ze uitgesloten van de procedure voor toekenning.
Articles 17 et 18	De artikelen 17 en 18
Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
Articles 19 à 40	Artikelen 19 tot 40

Ces articles règlent le déroulement pratique de la procédure d'attribution.	Deze artikelen regelen het praktische verloop van de toewijzingsprocedure.
Il y a lieu de noter que les frais de consultants qui assisteront l'autorité publique dans la préparation et le déroulement de la mise aux enchères seront imputés sur le montant de la redevance unique (article 35, § 3).	Er moet worden opgemerkt dat de kosten van consultants die de overheid zullen bijstaan bij de voorbereiding en het verloop van de veiling zullen worden aangerekend op het bedrag van de enige heffing (artikel 35, § 3).
La procédure choisie est celle d'une mise aux enchères de type SMRA ²⁰ avec des lots spécifiques.	De gekozen procedure is de procedure van een veiling van het type SMRA ¹ met specifieke percelen.
Les formats d'enchères les plus utilisés sont le SMRA et le CCA ²¹ . Le SMRA facilite la détermination du prix, est plus simple et transparent que le CCA, et apporte plus de flexibilité aux soumissionnaires. De plus, l'IBPT a déjà l'expérience de ce format d'enchère. En effet, toutes les enchères pour le spectre en Belgique ont été de type SMRA.	De vaakst gebruikte veilingformaten zijn de SMRA en de CCA ² . Een SMRA vergemakkelijkt de prijsbepaling, is eenvoudiger en transparanter dan een CCA, en geeft meer flexibiliteit aan de inschrijvers. Bovendien heeft het BIPT reeds ervaring met dit soort van veiling. Alle spectrumveilingen in België waren immers van het type SMRA.
Pendant la procédure de mise aux enchères, les soumissionnaires peuvent faire plusieurs offres lors de chaque tour pour des lots individuels. Ils peuvent modifier leur demande lors des tours successifs, dans le respect de certaines règles d'activités. Les règles d'activité limitent les offres que peut émettre un candidat lors d'un tour donné en fonction des offres émises lors des tours précédents, dans le but de restreindre le comportement stratégique des candidats.	Tijdens de veilingprocedure kunnen de inschrijvers verscheidene biedingen doen tijdens elke ronde voor individuele percelen. Tijdens opeenvolgende ronden kunnen ze hun vraag wijzigen, met inachtneming van bepaalde activiteitenregels. De regels inzake activiteit beperken de biedingen die een kandidaat tijdens een gegeven ronde mag uitbrengen volgens de biedingen die in de voorgaande ronden zijn uitgebracht, met als doel het strategische gedrag van de kandidaten in te perken.
La procédure est similaire à la procédure pour la bande 2,6 GHz (sur base de l'arrêté royal 2,6 GHz) et à la procédure pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz).	De procedure lijkt op de procedure voor de 2,6 GHz-band (krachtens het 2,6 GHz-koninklijk besluit) en de procedure voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit).
L'article 20 interdit aux candidats de poser des actes susceptibles de manipuler la procédure.	Artikel 20 verbiedt de kandidaten handelingen te stellen die de procedure kunnen manipuleren.

²⁰ Simultaneous Multiple Round Ascending Auction.

²¹ Combinatorial Clock Auction.

L'article 21 interdit en particulier les accords entre candidats ou tiers susceptibles d'influencer la procédure.	Artikel 21 verbiedt in het bijzonder afspraken tussen kandidaten of met derden die de procedure zouden kunnen beïnvloeden.
L'article 23 décrit les infractions qui conduisent automatiquement à l'exclusion de la procédure. Il s'agit d'infractions qui mettent en péril l'égalité des candidats. Par analogie au droit disciplinaire, l'on peut dire que des sanctions doivent certes être précisément définies (" <i>nulla poena sine lege</i> "), mais que cela ne vaut pas pour les infractions, qui en l'espèce ne peuvent pas être définies à l'avance ("L'absence de codification des manquements ou fautes professionnelles peut s'expliquer par la spécificité d'une matière touchant à la fois à la pratique évolutive ..." DU JARDIN, J., "Le contrôle de légalité exercé par la Cour de Cassation sur la justice disciplinaire au sein des ordres professionnels", J.T., 2000, 627-628).	Artikel 23 beschrijft de inbreuken die automatisch leiden tot uitsluiting van de procedure. Het gaat om inbreuken die de gelijkheid van de kandidaten in het gedrang brengen. Naar analogie met het tuchtrecht kan worden gesteld dat sancties weliswaar duidelijk moeten bepaald zijn (" <i>nulla poena sine lege</i> "), maar dat zulks niet geldt voor inbreuken die in casu niet op voorhand definieerbaar zijn (" <i>L'absence de codification des manquements ou fautes professionnelles peut s'expliquer par la spécificité d'une matière touchant à la fois à la pratique évolutive...</i> " DU JARDIN, J., "Le contrôle de légalité exercé par la Cour de Cassation sur la justice disciplinaire au sein des ordres professionnels", J.T., 2000, 627-628).
Les articles 24 à 26 reprennent les mécanismes de surenchérissement et de définition des offres dans le cadre de la procédure d'enchères.	Artikelen 24 tot 26 bevatten de mechanismen voor nieuwe prijsstijgingen en de definitie van de aanbiedingen in het kader van de veilingprocedure.
Les autres articles ne nécessitent pas de commentaire.	De overige artikelen behoeven geen commentaar.
Articles 35 et 36	De artikelen 35 en 36
Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
Article 37	Artikel 37
Cet article ne nécessite pas de commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.	Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.
J'ai l'honneur d'être,	Ik heb de eer te zijn,
Sire,	Sire,
de Votre Majesté,	van Uwe Majesteit,
le très respectueux	de zeer eerbiedige

et très fidèle serviteur,	en zeer getrouwe dienaar,
La Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

... - Arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 1427-1517 MHz	... - Koninklijk besluit betreffende radiotoegang in de frequentieband 1427-1517 MHz
PHILIPPE, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
À tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 13, alinéa 1 ^{er} , l'article 13/1, § 2, inséré par la loi du 31 juillet 2017, l'article 18, modifié par la loi du 10 juillet 2012 et par la loi du 27 mars 2014, l'article 20, § 1 ^{er} modifié par la loi du 10 juillet 2012, l'article 29, § 2 et l'article 30, modifié par la loi du 15 mars 2010, par la loi du 29 mai 2013 et par la loi du [] ;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 13, eerste lid, artikel 13/1, § 2, ingevoegd bij de wet van 31 juli 2017, artikel 18, gewijzigd bij de wet van 10 juli 2012 en bij de wet van 27 maart 2014, artikel 20, § 1, gewijzigd bij de wet van 10 juli 2012, artikel 29, § 2 en artikel 30, gewijzigd bij de wet van 15 maart 2010, bij de wet van 29 mei 2013 en bij de wet van [];
Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;	Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mars 2018, le 12 avril 2018 et le 14 décembre 2020 ;	Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 29 maart 2018, 12 april 2018 en 14 december 2020;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 juillet 2018 et de la secrétaire d'État au Budget, donné le 21 décembre 2020 ;	Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 2018 en van Onze Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 21 december 2020;
Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 12 mai 2021 ;	Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 12 mei 2021;
Vu la consultation du 27 janvier au 3 février 2021 du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision ;	Gelet op de raadpleging van 27 januari tot 3 februari 2021 van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;
Vu la consultation du Comité de concertation, du [] ;	Gelet op de raadpleging van het Overlegcomité van [];
Vu l'avis XX.XXX/X du Conseil d'Etat, donné le [], en application de l'article 84, § 1 ^{er} ,	Gelet op advies XXXXX/X van de Raad van State, gegeven op [], met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten

alinéa 1 ^{er} , 2 ^o , des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;	op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et sur l'avis de nos Ministres réunis en Conseil,	Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,
Nous avons arrêté et arrêtons :	Hebben Wij besloten en besluiten Wij:
CHAPITRE 1^{er}. - Terminologie et définitions	HOOFDSTUK 1. - Terminologie en definities.
Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par:	Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:
1 ^o "terminal": équipement hertzien d'un utilisateur final ;	1 ^o "eindtoestel": radioapparatuur van een eindgebruiker;
2 ^o "accès radioélectrique": communications assurées par voie hertzienne entre un terminal et une station de base ;	2 ^o "radiotoegang": Verbindingen via radiogolven tussen een eindtoestel en een basisstation;
3 ^o "réseau d'accès radioélectrique": ensemble des stations de base nécessaires pour offrir l'accès radioélectrique ;	3 ^o "netwerk voor radiotoegang": geheel van de basisstations die nodig zijn om radiotoegang te verlenen;
4 ^o "droits d'utilisation": droits octroyés par l'Institut couvrant l'utilisation des fréquences visées à l'article 4 ;	4 ^o "gebruiksrechten": door het Instituut toegekende rechten die het gebruik dekken van de frequenties vermeld in artikel 4;
5 ^o "opérateur 1400 MHz": opérateur ayant obtenu des droits d'utilisation ;	5 ^o "1400 MHz-operator": operator die gebruiksrechten heeft verworven;
6 ^o "contrôle relatif à une personne": le pouvoir en droit ou en fait d'exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants de cette personne, ou sur l'orientation de sa gestion. Le contrôle peut être exercé de façon exclusive ou conjointe, directement ou via un intermédiaire, et sera interprété conformément aux articles 1:14 à 1:18 du Code des sociétés et des associations, Partie 1re, Livre 1er, Titre 4, Chapitre 1er, étant entendu que lorsqu'il y est question d'une majorité, cette majorité s'élèvera à 50 % ou plus ;	6 ^o "controle met betrekking tot een persoon": de bevoegdheid in rechte of in feite om een beslissende invloed uit te oefenen op de aanstelling van de meerderheid van de bestuurders of zaakvoerders van die persoon of op de oriëntatie van het beheer ervan. De controle kan exclusief of gezamenlijk, direct of via een tussenpersoon worden uitgeoefend en wordt geïnterpreteerd conform de artikelen 1:14 tot 1:18 van het Wetboek van Vennootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 1, op voorwaarde dat wanneer er sprake is van een meerderheid, deze meerderheid 50% of meer bedraagt;

7° "groupe pertinent": par rapport à une personne (la "première personne") :	7° "relevante groep": ten opzichte van een persoon (de "eerste persoon"):
a) la première personne, et;	a) de eerste persoon, en;
b) toute personne contrôlée par la première personne, et ;	b) elke persoon die wordt gecontroleerd door de eerste persoon, en;
c) toute personne (la "deuxième personne") qui contrôle la première personne, et ;	c) elke persoon (de "tweede persoon") die de eerste persoon controleert, en;
d) toute personne contrôlée par la deuxième personne, et ;	d) elke persoon die wordt gecontroleerd door de tweede persoon, en;
e) toute personne avec laquelle une des personnes visées sous a) à c) constitue un consortium, au sens de l'article 1:19 du Code des sociétés et des associations, Partie 1re, Livre 1er, Titre 4, Chapitre 2;	e) elke persoon waarmee een van de onder a) tot c) beoogde personen een consortium vormt in de betekenis van artikel 1:19 van het Wetboek van Vennootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 2.
8° "identité fictive d'un candidat": nom fictif attribué par l'Institut au candidat. Jusqu'au dernier tour de la mise aux enchères, visée aux articles 25 à 35, l'identité réelle du candidat liée à l'identité fictive n'est connue que par l'Institut et le candidat.	8° "fictieve identiteit van een kandidaat": fictieve naam die door het Instituut aan de kandidaat wordt gegeven. Tot aan de laatste ronde van de in de artikelen 25 tot 35 bedoelde veiling is de echte identiteit van de kandidaat die aan de fictieve identiteit gelinkt is, enkel bekend voor het Instituut en voor de kandidaat.
CHAPITRE 2. - Généralités	HOOFDSTUK 2. - Algemeen
Art. 2. Le présent arrêté s'applique à tout opérateur ayant fait une notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques qui désire obtenir des fréquences afin d'offrir l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences visées à l'article 4.	Art. 2. Dit besluit is van toepassing op iedere operator die een kennisgeving heeft gedaan overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en die frequenties wenst te verwerven voor het aanbieden van radiotoegang in de frequentiebanden vermeld in artikel 4.
Art. 3. § 1^{er}. Les droits d'utilisation sont valables pendant une période de vingt ans à partir de la date fixée par l'Institut conformément à l'article 41, § 2.	Art. 3. § 1. De gebruiksrechten zijn geldig voor een periode van twintig jaar vanaf de datum vastgelegd door het Instituut conform artikel 41, § 2.
A l'expiration de cette première période, les droits d'utilisation peuvent être prolongés par l'Institut, par périodes de cinq ans. L'Institut prend une décision à cet effet, au	Na afloop van die eerste periode kunnen de gebruiksrechten telkens voor vijf jaar worden verlengd door het Instituut. Daartoe neemt het Instituut een beslissing uiterlijk twee jaar

plus tard deux ans avant l'expiration de la période, après avoir entendu l'opérateur concerné.	voor het verstrijken van de periode en na de betrokken operator te hebben gehoord.
<p>§ 2. Les droits d'utilisation couvrent l'utilisation des stations de radiocommunications déployées par l'opérateur 1400 MHz sur l'ensemble du territoire terrestre national, et l'utilisation des terminaux connectés au réseau d'accès radioélectrique. Les droits d'utilisation ne sont pas valables pour des stations de radiocommunications déployées par l'opérateur 1400 MHz dans l'espace aérien national, dans les eaux territoriales ou dans la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord.</p>	<p>§ 2. De gebruiksrechten dekken het gebruik van de radiostations die opgesteld zijn door de 1400 MHz-operator op het gehele nationale vasteland, en het gebruik van de eindtoestellen die aangesloten zijn op het netwerk voor radiotoegang. De gebruiksrechten zijn niet geldig voor radiostations die de 1400MHz-operator uitrolt in het nationale luchtruim, in de territoriale wateren of in de exclusieve economische zone van België in de Noordzee.</p>
CHAPITRE 3. - Utilisation des fréquences	HOOFDSTUK 3. - Gebruik van de frequenties
<p>Art. 4. § 1^{er}. L'Institut assigne, conformément aux dispositions du Chapitre 7, 18 blocs de fréquences de 5 MHz dans la bande de fréquences 1427-1517 MHz :</p>	<p>Art. 4. § 1. Het Instituut wijst, overeenkomstig de bepalingen in Hoofdstuk 7, 18 frequentieblokken van 5 MHz in de frequentieband 1427-1517 MHz toe:</p>
<p>1° 1427-1432 MHz 2° 1432-1437 MHz 3° 1437-1442 MHz 4° 1442-1447 MHz 5° 1447-1452 MHz 6° 1452-1457 MHz 7° 1457-1462 MHz 8° 1462-1467 MHz 9° 1467-1472 MHz 10° 1472-1477 MHz 11° 1477-1482 MHz 12° 1482-1487 MHz 13° 1487-1492 MHz 14° 1492-1497 MHz 15° 1497-1502 MHz 16° 1502-1507 MHz 17° 1507-1512 MHz 18° 1512-1517 MHz</p>	<p>1° 1427-1432 MHz 2° 1432-1437 MHz 3° 1437-1442 MHz 4° 1442-1447 MHz 5° 1447-1452 MHz 6° 1452-1457 MHz 7° 1457-1462 MHz 8° 1462-1467 MHz 9° 1467-1472 MHz 10° 1472-1477 MHz 11° 1477-1482 MHz 12° 1482-1487 MHz 13° 1487-1492 MHz 14° 1492-1497 MHz 15° 1497-1502 MHz 16° 1502-1507 MHz 17° 1507-1512 MHz 18° 1512-1517 MHz</p>
<p>§ 2. La bande de fréquences 1427-1517 MHz est réservée à l'émission par les stations de base.</p>	<p>§ 2. De frequentieband 1427-1517 MHz is voorbehouden voor het uitzenden door de basisstations.</p>

<p>§ 3. Un groupe pertinent par rapport à un opérateur 1400 MHz ne peut détenir que 35 MHz au maximum dans la bande de fréquences 1427-1517 MHz.</p>	<p>§ 3. Een relevante groep ten opzichte van een 1400 MHz-operator kan niet meer dan 35 MHz innemen in de frequentieband 1427-1517 MHz.</p>
<p>Un groupe pertinent par rapport à un opérateur 1400 MHz ne peut détenir que 20 MHz au maximum dans la bande de fréquences 1452-1492 MHz.</p>	<p>Een relevante groep ten opzichte van een 1400 MHz-operator kan niet meer dan 20 MHz innemen in de frequentieband 1452-1492 MHz.</p>
<p>§ 4. L'Institut peut, après avoir entendu les parties concernées, modifier la répartition des fréquences attribuées, sans modifier la quantité de spectre attribuée à chaque opérateur, dans des cas objectivement justifiés, dans des délais et dans des proportions raisonnables.</p>	<p>§ 4. Het Instituut mag, na de betrokken partijen te hebben gehoord, de verdeling van de toegewezen frequenties wijzigen, zonder de kwantiteit spectrum toegekend aan elke operator te wijzigen, in objectief gerechtvaardigde gevallen, binnen redelijke termijnen en verhoudingen.</p>
<p>Art. 5. La détention de terminaux destinés à fonctionner dans les bandes de fréquences visées à l'article 4 est exemptée des autorisations ou droits d'utilisation visés à l'article 13/1, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p>	<p>Art. 5. Het houden van eindtoestellen die bestemd zijn om te werken op de frequentiebanden vermeld in artikel 4 is vrijgesteld van de vergunningen of gebruiksrechten bedoeld in artikel 13/1, § 1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p>
<p>Art. 6. L'opérateur 1400 MHz respecte les contraintes résultant de la coordination transfrontalière dans le cadre des accords internationaux conclus par l'Institut.</p>	<p>Art. 6. De 1400 MHz-operator respecteert de verplichtingen die voortvloeien uit de grensoverschrijdende coördinatie in het kader van de internationale overeenkomsten die het Instituut gesloten heeft.</p>
<p>Art. 7. § 1^{er}. L'Institut peut autoriser des opérateurs 1400 MHz à partager des droits d'utilisation pour des fréquences, à la condition qu'une telle utilisation partagée ne porte pas préjudice à la concurrence entre les opérateurs 1400 MHz participants et les autres opérateurs 1400 MHz.</p>	<p>Art. 7. § 1. Het Instituut kan 1400 MHz-operatoren toestaan om gebruiksrechten voor frequenties te delen, op voorwaarde dat een dergelijk gedeeld gebruik de concurrentie tussen de deelnemende 1400 MHz-operatoren en de andere 1400 MHz-operatoren niet schaadt.</p>
<p>§ 2. Les opérateurs 1400 MHz qui souhaitent partager des droits d'utilisation pour des fréquences introduisent à cet effet une demande auprès de l'Institut.</p>	<p>§ 2. De 1400 MHz-operatoren die gebruiksrechten voor frequenties wensen te delen, dienen daartoe een verzoek in bij het Instituut.</p>
<p>La demande contient au minimum les renseignements suivants:</p>	<p>De aanvraag bevat ten minste de volgende inlichtingen:</p>
<p>1° les fréquences concernées;</p>	<p>1° de frequenties die betrokken zouden zijn;</p>

2° les zones géographiques concernées;	2° de geografische zones die betrokken zouden zijn;
3° les modalités techniques du partage.	3° de technische voorwaarden voor het delen .
L'Institut peut demander dans les six semaines de la réception des informations visées à l'alinéa 2 toutes les informations supplémentaires dont il a besoin pour marquer ou non son accord sur le partage des droits d'utilisation pour des fréquences.	Het Instituut kan binnen de zes weken na ontvangst van de in het tweede lid bedoelde informatie alle bijkomende inlichtingen vragen die het nodig heeft om al dan niet met het delen van de gebruiksrechten voor frequenties in te stemmen.
Si l'Institut n'a pas demandé d'informations supplémentaires, il communique sa décision dans les quatre mois qui suivent la réception des informations visées à l'alinéa 2.	Indien het Instituut geen bijkomende inlichtingen gevraagd heeft, deelt het zijn beslissing mee binnen vier maanden na ontvangst van de informatie bedoeld in het tweede lid.
Si l'Institut a demandé des informations supplémentaires, il communique sa décision dans les quatre mois qui suivent la réception de celles-ci.	Indien het Instituut bijkomende inlichtingen gevraagd heeft, deelt het zijn beslissing mee binnen vier maanden na de ontvangst daarvan.
§ 3. Chaque opérateur 1400 MHz, qui partage ses droits d'utilisation pour des fréquences reste responsable du respect des conditions d'utilisation des droits d'utilisation pour les fréquences qui lui ont été octroyées.	§ 3. Elke 1400 MHz-operator die zijn gebruiksrechten voor frequenties deelt, blijft verantwoordelijk voor de naleving van de gebruiksvoorwaarden van de gebruiksrechten voor de frequenties die hem zijn toegewezen.
§ 4. Tout partage des droits d'utilisation pour des fréquences est communiqué à l'Institut par les opérateurs 1400 MHz concernés, avec une copie de la convention de partage des droits d'utilisation pour des fréquences. La résiliation de la convention doit également être communiquée à l'Institut par les opérateurs concernés. L'Institut publie le partage des droits d'utilisation pour des fréquences sur son site Internet.	§ 4. Elk delen van gebruiksrechten voor frequenties, wordt door de betrokken 1400 MHz-operators meegedeeld aan het Instituut, samen met een kopie van de overeenkomst tot delen van gebruiksrechten voor frequenties. Ook de beëindiging van die overeenkomst wordt door de betrokken operators meegedeeld aan het Instituut. Het Instituut maakt het delen van gebruiksrechten voor frequenties bekend op zijn website.
CHAPITRE 4. - Redevances pour l'utilisation du spectre radioélectrique et le contrôle des fréquences	HOOFDSTUK 4. - Rechten voor het gebruik van het radiospectrum en de controle op de frequenties
Art. 8. § 1^{er}. L'opérateur 1400 MHz acquitte une redevance, appelée redevance annuelle de mise à disposition des fréquences.	Art. 8. § 1. De 1400 MHz-operator betaalt een heffing genaamd jaarlijks recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties.

<p>La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences s'élève à 50.000 euros par MHz attribué. La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences est réduite de 50% les trois premières années de la première période de validité des droits d'utilisation.</p>	<p>Het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties bedraagt 50.000 euro per toegewezen MHz. De jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties worden verlaagd met 50% de drie eerste jaar van de eerste periode van geldigheid van de gebruiksrechten.</p>
<p>Le montant de cette redevance est indépendant du nombre stations de radiocommunications exploitant la fréquence en question.</p>	<p>Het bedrag van dat recht is onafhankelijk van het aantal stations voor radiocommunicatie die de frequentie in kwestie exploiteren.</p>
<p>§ 2. L'opérateur 1400 MHz paie la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences, pour les blocs attribués au premier janvier de l'année sur laquelle porte la redevance, au plus tard le 31 janvier de l'année sur laquelle porte la redevance.</p>	<p>§ 2. De 1400 MHz-operator betaalt het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties, voor de frequentieblokken toegewezen op 1 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft, uiterlijk 31 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft.</p>
<p>Le premier paiement de la redevance annuelle de mise à disposition pour chaque bloc de fréquences attribué est effectué, dans les trente jours suivant le début de la période de validité des droits d'utilisation pour ce bloc de fréquences, au prorata du nombre de jours restant jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.</p>	<p>De eerste betaling van het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van elk toegewezen frequentieblok wordt verricht binnen de dertig dagen vanaf de aanvang van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten voor dat frequentieblok, naar rata van het aantal dagen dat overblijft tot 31 december van het lopende jaar.</p>
<p>Si les droits d'utilisation pour un bloc de fréquences prennent fin, la redevance annuelle de mise à disposition pour ce bloc de fréquences est due jusqu'au jour durant lequel les droits d'utilisation prennent fin.</p>	<p>Indien de gebruiksrechten voor een frequentieblok verstrijken, is het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling voor dat frequentieblok verschuldigd tot de dag waarop de gebruiksrechten verstrijken.</p>
<p>§ 3. Les montants sont adaptés à l'indice des prix à la consommation ayant base 2013=100 comme période de référence, le 1^{er} janvier de chaque année.</p>	<p>§ 3. De bedragen worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen dat basis 2013=100 als referentieperiode heeft.</p>

L'adaptation est réalisée à l'aide du coefficient obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre, qui précède le mois de janvier au cours duquel l'adaptation a lieu, par l'indice des prix du mois de décembre 2016. Après application du coefficient, les montants obtenus sont arrondis à la centaine d'euros supérieure.	De aanpassing geschiedt met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt door het indexcijfer van de maand december die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing plaatsvindt, te delen door het indexcijfer van de maand december 2016. Na toepassing van de coëfficiënt worden de bedragen afgerond tot het hogere honderdtal in euro.
CHAPITRE 5. - Contrôle	HOOFDSTUK 5. - Controle
Art. 9. § 1^{er}. Un opérateur 1400 MHz est tenu de fournir à la demande de l'Institut toute information concernant l'état de mise en œuvre de son réseau, la commercialisation des services et sa situation financière.	Art. 9. § 1. Een 1400 MHz-operator is ertoe gehouden op verzoek van het Instituut alle informatie te verstrekken over de voortgang van de aanleg van zijn netwerk, de commercialisering van de diensten en zijn financiële toestand.
§ 2. L'opérateur 1400 MHz communique, chaque année à l'Institut, au plus tard le 30 juin, un rapport relatif à ses activités au cours de l'année précédente. Ce rapport comporte au moins les informations suivantes:	§ 2. De 1400 MHz-operator stuurt elk jaar, uiterlijk op 30 juni, aan het Instituut een verslag over zijn activiteiten van het voorgaande jaar. Dat verslag bevat minstens de volgende informatie:
1° la zone de couverture réalisée;	1° de gerealiseerde dekkingszone;
2° une description des services offerts	2° een beschrijving van de aangeboden diensten
3° le nombre de clients.	3° het aantal klanten.
L'opérateur 1400 MHz collabore gratuitement à toute demande de l'Institut visant à vérifier que les dispositions du présent arrêté ou des droits d'utilisation sont respectées.	De 1400 MHz-operator verleent kosteloos zijn medewerking aan elk verzoek van het Instituut dat bedoeld is om na te gaan of de bepalingen van dit besluit of van de gebruiksrechten nageleefd worden.
§ 3. L'opérateur 1400 MHz met gratuitement à la disposition de l'Institut dix raccordements de service sur son réseau, en vue de permettre la vérification du respect des dispositions du présent arrêté ou des droits d'utilisation.	§ 3. De 1400 MHz-operator stelt het Instituut gratis tien dienst aansluitingen op zijn netwerk ter beschikking om het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit besluit of van de gebruiksrechten mogelijk te maken.
CHAPITRE 6. - Exigences de couverture	HOOFDSTUK 6. - Dekkingsvereisten

Art. 10. § 1^{er}. L'opérateur 1400 MHz informe clairement et précisément le public sur la couverture offerte par son service. L'information fournie permet au public de constater clairement où il peut utiliser le service en question.	Art. 10. § 1. De 1400 MHz-operator brengt het publiek duidelijk en precies op de hoogte over de dekking die door zijn dienst wordt geboden. De verstrekte informatie stelt het publiek in staat om ondubbelzinnig vast te stellen waar het van de betreffende dienst gebruik kan maken.
§ 2. Cette information est également communiquée à l'Institut au moins deux fois par an.	§ 2. Deze informatie wordt eveneens ten minste tweemaal per jaar aan het Instituut bezorgd.
CHAPITRE 7. - Procédure relative à l'octroi des droits d'utilisation	HOOFDSTUK 7. - Procedure voor de toekenning van gebruiksrechten
Section 1^{ère}. – Candidature	Afdeling 1. - Kandidatuur
Art. 11. L'opérateur, qui souhaite obtenir des droits d'utilisation, pose sa candidature dans les formes et conformément aux conditions fixées dans le présent chapitre.	Art. 11. Een operator die gebruiksrechten wil verwerven, dient zijn kandidatuur in in de vorm en volgens de voorwaarden die in dit hoofdstuk worden vastgesteld.
Art. 12. § 1^{er}. Le candidat reste lié par sa candidature à partir de son dépôt et notamment jusqu'à ce que:	Art. 12. § 1. De kandidaat blijft gebonden door zijn kandidatuur vanaf de indiening ervan tot:
1° des droits d'utilisation lui soit attribués, ou;	1° hem gebruiksrechten worden toegewezen, of;
2° il se retire de manière régulière de la procédure d'octroi des droits d'utilisation, ou;	2° hij zich op regelmatige wijze terugtrekt uit de procedure tot toekenning van gebruiksrechten, of;
3° il soit exclu de la procédure.	3° hij wordt uitgesloten van de procedure.
§ 2. Le candidat ne peut apporter aucune modification à sa candidature après son dépôt.	§ 2. De kandidaat mag geen enkele wijziging aanbrengen aan zijn kandidatuur na de indiening ervan.
§ 3. Le candidat est tenu d'informer immédiatement, par écrit, l'Institut d'événements et de faits qui ont ou pourraient avoir une influence sur les déclarations que le candidat a faites conformément à l'article 14.	§ 3. De kandidaat is verplicht het Instituut onmiddellijk schriftelijk in kennis te stellen van gebeurtenissen en feiten die een invloed hebben of zouden kunnen hebben op de verklaringen die de kandidaat aflegde overeenkomstig artikel 14.
Art. 13. § 1^{er}. La candidature est déposée de la manière suivante:	Art. 13. § 1. De kandidaatstelling gebeurt als volgt:

1° entre 9 et 17 heures durant les jours ouvrables, et au plus tard à la date et à l'heure déterminées par l'Institut et publiées au Moniteur belge;	1° tussen 9 en 17 uur op werkdagen, en uiterlijk op de datum en het uur zoals bepaald door het Instituut en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad;
2° auprès de l'Institut, contre remise d'un accusé de réception;	2° bij het Instituut, tegen ontvangstbewijs;
3° en deux exemplaires, avec indication d'un exemplaire original, signé par les représentants habilités des candidats.	3° in twee exemplaren, met aanduiding van een origineel exemplaar, ondertekend door de gemachtigde vertegenwoordigers van de kandidaten.
§ 2. Dans sa publication au Moniteur belge, l'Institut indique quels blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , sont concernés.	§ 2. In de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad duidt het Instituut aan welke frequentieblokken zoals vermeld in artikel 4, § 1, zijn betrokken.
Art. 14. § 1^{er}. La candidature contient les renseignements suivants:	Art. 14. § 1. De kandidatuur bevat de volgende informatie:
1° l'adresse, le numéro de téléphone et de fax au sein de l'UE où le candidat peut être joint les jours ouvrables entre 8 et 19 heures et qui vaut pour cette procédure comme étant l'adresse officielle du candidat, s'agissant de lui remettre des documents, d'y faire parvenir des communications et d'y effectuer des notifications;	1° het telefoon- en faxnummer in de EU waarop de kandidaat op werkdagen, tussen 8 en 19 uur, bereikt kan worden en het adres dat voor deze procedure geldt als het officiële adres van de kandidaat met de bedoeling er documenten af te leveren, kennisgevingen te doen geworden en betekeningen te verrichten;
2° les noms, titres, qualités, et signatures d'une personne au moins légalement habilitée à représenter pleinement le candidat, en vertu de la loi ou des statuts du candidat pour tous les actes qui peuvent être liés à la procédure d'octroi des droits d'utilisation;	2° de namen, titels, hoedanigheden en handtekeningen van minstens één persoon die wettelijk bevoegd is om de kandidaat ten volle te vertegenwoordigen krachtens de wet of de statuten van de kandidaat voor alle handelingen die verband kunnen hebben met de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten;
3° les statuts du candidat ou, à défaut, les documents équivalents qui régissent le fonctionnement du candidat;	3° de statuten van de kandidaat of, bij gebreke daarvan, equivalente documenten die de werking van de kandidaat regelen;
4° la preuve ou, lorsqu'une telle preuve n'est pas délivrée dans le pays où le siège du candidat est établi, une déclaration sur l'honneur que le candidat:	4° het bewijs, of indien een dergelijk bewijs niet uitgereikt wordt in het land waar de zetel van de kandidaat gevestigd is, een verklaring onder ede dat de kandidaat:
a) ne se trouve pas en état de faillite ou de liquidation, ou dans une situation analogue, et;	a) niet in staat van faillissement of van vereffening of een gelijkaardige toestand verkeert, en;

b) n'a pas fait de déclaration de faillite et n'est pas impliqué dans une procédure de liquidation ou une procédure de concordat judiciaire, et n'est pas impliqué dans une procédure analogue, en vertu d'une réglementation étrangère;	b) geen aangifte van faillissement heeft gedaan en niet betrokken is in een procedure van vereffening of van gerechtelijk akkoord of in een soortgelijke procedure volgens een buitenlandse regelgeving;
5° un relevé détaillé, clair et complet de la structure de l'actionnariat du candidat;	5° een gedetailleerd, duidelijk en volledig overzicht van de aandeelhoudersstructuur van de kandidaat;
6° la preuve du paiement du montant visé à l'article 15;	6° het bewijs van de betaling van het bedrag bedoeld in artikel 15;
7° le numéro de compte bancaire du candidat sur lequel le montant, visé à l'article 18 ou 41, § 4, peut être reversé;	7° het bankrekeningnummer van de kandidaat waarop het bedrag bedoeld in artikel 18 of 41, § 4, kan worden teruggestort;
8° la norme technique ou la technologie que le candidat compte utiliser;	8° de technische norm of technologie die de kandidaat van plan is te gebruiken;
9° la preuve de notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;	9° het bewijs van kennisgeving overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
§ 2. L'Institut fixe le format à respecter pour les candidatures.	§ 2. Het Instituut legt het formaat vast dat de kandidaturen moeten naleven.
Art. 15. § 1^{er}. Le candidat paye un montant d'un million d'euros. Cette garantie est versée au plus tard à la date de dépôt des candidatures de manière inconditionnelle et irrévocable, dans des sommes exigibles et en euros, en faveur de l'Etat belge, auprès de la Banque nationale de Belgique sur un compte communiqué par l'Institut.	Art. 15. § 1. De kandidaat betaalt een bedrag van één miljoen euro. Deze waarborg wordt uiterlijk op de datum van indiening van de kandidaturen onvoorwaardelijk, onherroepelijk, in opeisbare sommen en in euro, ten voordele van de Belgische Staat gestort bij de Nationale Bank van België, op een rekening bekendgemaakt door het Instituut.
§ 2. La garantie produit des intérêts au taux d'intérêt de la facilité de dépôt de la Banque Centrale Européenne. Les intérêts sont capitalisés le dernier jour ouvrable du système de paiement européen TARGET de chaque mois. La garantie des candidats, qui obtiennent des droits d'utilisation, porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où les droits d'utilisation débutent. La garantie des candidats qui n'obtiennent pas de droits	§ 2. De waarborg brengt interest op tegen de rentevoet van de depositofaciliteit van de Europese Centrale Bank. De interesten worden gekapitaliseerd op de laatste werkdag van het Europees betalingssysteem TARGET van elke maand. De waarborg van de kandidaten die gebruiksrechten verkrijgen, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop de gebruiksrechten aanvangen. De waarborg van de kandidaten die geen gebruiksrechten

d'utilisation porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où elle est reversée.	verkrijgen, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop hij wordt teruggestort.
Section 2. - Examen des candidatures	Afdeling 2. - Onderzoek van de candidaturen
Art. 16. Si plusieurs candidats font partie d'un même groupe pertinent par rapport à un candidat, un seul est admis dans la procédure.	Art. 16. Indien meerdere kandidaten deel uitmaken van eenzelfde relevante groep ten opzichte van een kandidaat, dan wordt slechts één toegelaten tot de procedure.
Les candidats concernés choisissent, à la demande de l'Institut, lequel d'entre eux participera à la procédure.	De betrokken kandidaten kiezen, op verzoek van het Instituut, de persoon uit hun midden die zal deelnemen aan de procedure.
A défaut d'un tel choix, tous les candidats concernés sont exclus de la procédure.	Bij gebrek aan een dergelijke keuze worden alle betrokken kandidaten uitgesloten uit de procedure.
Art. 17. L'Institut prend une décision sur la recevabilité de chaque candidature déposée sur base des articles 13, 14, 15 et 16.	Art. 17. Het Instituut neemt een beslissing over de ontvankelijkheid van elke ingediende kandidatuur krachtens de artikelen 13, 14, 15 en 16.
L'Institut notifie, à chaque candidat, la décision sur la recevabilité de sa candidature.	Het Instituut brengt de beslissing omtrent de ontvankelijkheid van zijn kandidatuur ter kennis van elke kandidaat.
L'institut communique, en même temps, aux candidats jugés recevables, le nombre de candidats jugés recevables.	Het Instituut deelt tegelijk aan de ontvankelijk bevonden kandidaten het aantal ontvankelijk bevonden kandidaten mee.
Art. 18. La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats jugés irrecevables est reversée sur leur compte déclaré, conformément à l'article 14, § 1 ^{er} , 7 ^o .	Art. 18. De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de onontvankelijk bevonden kandidaten wordt teruggestort op de rekening die werd meegedeeld overeenkomstig artikel 14, § 1, 7 ^o .
Section 3. - Procédure	Afdeling 3. - Procedure
Sous-section 1^{ère}. - Généralités	Onderafdeling 1. - Algemeen
Art. 19. L'Institut détermine le mode de communication entre l'Institut et les candidats durant la procédure d'octroi des droits d'utilisation.	Art. 19. Het Instituut bepaalt de wijze van communicatie tussen het Instituut en de kandidaten tijdens de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten.
Art. 20. Chaque candidat s'abstient de tout comportement ou communication perturbant	Art. 20. Alle kandidaten onthouden zich van elke gedraging of bekendmaking die het

le bon déroulement de la procédure d'octroi des droits d'utilisation.	goede en ordelijke verloop van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten verstoort.
Art. 21. Chaque candidat s'abstient, sous peine d'exclusion de la candidature, d'échanger des informations confidentielles ainsi que de s'accorder avec d'autres candidats et de tout autre acte pouvant influencer le résultat de la procédure ou qui peut nuire au maintien de la concurrence au cours de la procédure d'octroi des droits d'utilisation.	Art. 21. Alle kandidaten onthouden zich, op straffe van uitsluiting van de kandidatuur, van de uitwisseling van vertrouwelijke informatie en van afspraken met andere kandidaten en van elke andere handeling die de uitkomst van de procedure kan beïnvloeden of die afbreuk kan doen aan de mededinging tijdens de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten.
Art. 22. L'Institut assure le bon ordre du déroulement et l'organisation pratique de la procédure d'octroi des droits d'utilisation. L'Institut peut prendre, à cet effet, toutes les mesures utiles.	Art. 22. Het Instituut staat in voor het ordelijk verloop en de praktische organisatie van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten. Hiertoe kan het Instituut alle nodige maatregelen treffen.
Art. 23. § 1^{er}. L'institut constate les infractions qui donnent lieu à la nullité de l'offre ou à l'exclusion de la procédure d'octroi de droits d'utilisation. L'institut décide de toute façon à l'exclusion du candidat, si le candidat enfreint l'article 21.	Art. 23. § 1. Het Instituut stelt de inbreuken vast die leiden tot nietigheid van het bod of uitsluiting van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten. Het Instituut beslist in elk geval tot uitsluiting van de kandidaat indien de kandidaat een inbreuk maakt op artikel 21.
§ 2. Par ailleurs, dans ce cas, l'Institut dépose également plainte auprès des autorités de la concurrence compétentes et dépose plainte avec constitution de partie civile auprès du juge d'instruction compétent.	§ 2. Bovendien dient het Instituut in dit geval eveneens klacht in bij de bevoegde mededingingsautoriteiten en legt het klacht met burgerlijke partijstelling neer bij de bevoegde onderzoeksrechter.
Sous-section 2. – Mise aux enchères	Onderafdeling 2. - Veiling
Art. 24. Avant le début de la mise aux enchères, l'Institut communique, aux candidats, les renseignements suivants:	Art. 24. Voor de aanvang van de toewijzing bij opbod brengt het Instituut de kandidaten de volgende informatie ter kennis:
1° toute information pertinente que le candidat doit utiliser pour émettre une offre et prouver que toute communication, qu'il fait dans le cadre de la mise aux enchères, émane de lui;	1° elke relevante informatie die de kandidaat dient te gebruiken om een bod uit te brengen en om te bewijzen dat elke mededeling die hij in het kader van de toewijzing bij opbod doet van hem afkomstig is;
2° le moment du début et de la fin du premier tour;	2° het tijdstip van begin en einde van de eerste ronde;

3° le montant de l'offre minimale et maximale pour chaque bloc de fréquences pour le premier tour;	3° het bedrag van het minimum- en maximumbod voor elk frequentieblok voor de eerste ronde;
4° le cas échéant, les autres renseignements et documents, dont le candidat a besoin pour participer à la mise aux enchères.	4° in voorkomend geval, de overige inlichtingen en documenten die de kandidaat nodig heeft om te kunnen deelnemen aan de toewijzing bij opbod.
Art. 25. § 1^{er}. L'Institut décide quand les tours successifs sont organisés et en informe les candidats.	Art. 25. § 1. Het Instituut beslist wanneer de opeenvolgende rondes worden georganiseerd en brengt de kandidaten daarvan op de hoogte.
Durant chaque tour, chaque candidat, peut notifier à l'Institut:	Tijdens elke ronde kan elke kandidaat aan het Instituut het volgende melden:
1° qu'il émet une ou plusieurs offres, conformément à l'article 27, ou;	1° zijn bod of meerdere biedingen, overeenkomstig artikel 27, of;
2° qu'il recourt à une carte pour passer, conformément à l'article 30, ou;	2° zijn beroep op een paskaart, overeenkomstig artikel 30, of;
3° qu'il se retire de l'enchère, conformément à l'article 31.	3° zijn terugtrekking uit de bieding, overeenkomstig artikel 31.
§ 2. Si un candidat qui peut émettre une offre conformément à l'article 27, ne fait aucune des trois communications visées au paragraphe 1 ^{er} dans la durée du tour déterminée par l'Institut, il sera réputé avoir utilisé une carte pour passer si le candidat concerné a encore des cartes pour passer, conformément à l'article 30. Si le candidat n'a plus de cartes pour passer et qu'il ne détient l'offre régulière la plus élevée pour aucun bloc de fréquences, il sera réputé s'être retiré de la mise aux enchères.	§ 2. Indien een kandidaat die overeenkomstig artikel 27 een bod kan uitbrengen, geen van de drie in de eerste paragraaf vermelde mededelingen doet tijdens de door het Instituut vastgelegde duur van de ronde, dan zal worden aangenomen dat hij gebruik heeft gemaakt van een paskaart indien de betrokken kandidaat nog paskaarten heeft, overeenkomstig artikel 30. Indien de kandidaat geen paskaarten meer heeft en voor geen enkel frequentieblok over het hoogste regelmatige bod beschikt, dan zal worden aangenomen dat hij zich heeft teruggetrokken uit de toewijzing bij opbod.
Art. 26. § 1^{er}. Le candidat émet son offre de la manière indiquée par l'Institut dans la durée fixée pour chaque tour.	Art. 26. § 1. De kandidaat brengt zijn bod uit op de door het Instituut aangegeven wijze en binnen de vastgelegde duur van elke ronde.
§ 2. L'offre identifie un bloc de fréquences déterminé.	§ 2. Het bod identificeert één enkel, welbepaald frequentieblok.
§ 3. L'Institut fixe le montant de l'offre minimale et maximale pour chaque bloc de	§ 3. Het Instituut stelt het bedrag van het minimum- en maximumbod voor elk

fréquences pour les tours successifs en tenant compte des principes suivants:	frequentieblok vast voor de opeenvolgende ronden op basis van de volgende principes:
1° le montant de l'offre minimale pour un bloc de fréquence donné est égale au montant de l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences, augmenté d'un pourcentage entre 0 et 10% ;	1° het bedrag van het minimumbod voor een gegeven frequentieblok is gelijk aan het bedrag van het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok, vermeerderd met een percentage tussen 0 en 10%;
2° le montant de l'offre maximale pour un bloc de fréquence donné est égale au montant de l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences, augmentée d'un pourcentage entre 0 et 50%.	2° het bedrag van het maximumbod voor een gegeven frequentieblok is gelijk aan het bedrag van het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok, vermeerderd met een percentage tussen 0 en 50%.
§ 4. Le montant de chaque offre pour un bloc de fréquence consiste en un nombre entier multiple de 10.000 euros.	§ 4. Het bedrag van elk bod voor een frequentieblok bestaat uit een bedrag dat een heel veelvoud is van 10.000 euro.
§ 5. Le montant de l'offre minimale au premier tour est déterminé conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.	§ 5. Het bedrag van het minimumbod in de eerste ronde wordt vastgelegd in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
§ 6. Un candidat ne peut pas émettre d'offre pour un bloc de fréquences pour lequel il détient l'offre régulière la plus élevée.	§ 6. Een kandidaat mag geen bod uitbrengen voor een frequentieblok waarvoor hij het hoogste regelmatige bod heeft.
§ 7. L'ensemble des offres d'un candidat doit être en conformité avec les restrictions imposées par l'article 4, § 3.	§ 7. Het geheel van de biedingen van een kandidaat moet conform de beperkingen opgelegd in artikel 4, § 3, zijn.
§ 8. L'Institut fixe les règles relatives à l'activité des candidats.	§ 8. Het Instituut legt de regels vast in verband met de activiteit van de kandidaten.
Art. 27. Chaque candidat est lié inconditionnellement et irrévocablement à son offre jusqu'à ce qu'un autre candidat ait fait une offre régulière supérieure pour le bloc de fréquences.	Art. 27. Elke kandidaat is onvoorwaardelijk en onherroepelijk aan zijn bod gebonden tot een andere kandidaat een hoger regelmatig bod uitbrengt voor het frequentieblok.
Art. 28. Au plus tard au moment où le montant total pour l'ensemble des offres faites par le candidat dépasse un nombre multiple de 10 millions d'euros et à partir de 30 millions d'euros, le candidat augmente, à chaque fois, sa garantie par un versement de 0,5 millions d'euros.	Art. 28. Uiterlijk op het ogenblik waarop het totale bedrag voor alle biedingen die door de kandidaat zijn gedaan, een veelvoud van 10 miljoen euro overschrijdt en vanaf 30 miljoen euro verhoogt de kandidaat telkens zijn waarborg met een storting van 0,5 miljoen euro.

La preuve de l'augmentation de la garantie parvient à l'Institut avant que le candidat émette l'offre qui donne lieu à l'augmentation de la garantie. Une offre émise sans augmentation, telle que requise de la garantie, est nulle.	Het bewijs van de verhoging van de waarborg komt bij het Instituut toe voor het ogenblik waarop de kandidaat het bod uitbrengt dat aanleiding geeft tot de verhoging van de waarborg. Een bod uitgebracht zonder de vereiste verhoging van de waarborg is nietig.
Art. 29. Chaque candidat peut recourir à une carte pour passer comme alternative à une offre ou à un retrait. Un candidat ne peut passer son tour au total qu'au maximum deux fois durant la mise aux enchères.	Art. 29. Elke kandidaat mag een beroep doen op een paskaart als alternatief voor een bod of een terugtrekking. Een kandidaat mag in totaal maximaal tweemaal passen tijdens de toewijzing bij opbod.
Art. 30. Chaque candidat, à l'exception des candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences, peut se retirer de la mise aux enchères. Ce retrait est définitif et irrévocable.	Art. 30. Elke kandidaat, met uitzondering van de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok, mag zich uit de toewijzing bij opbod terugtrekken. Deze terugtrekking is definitief en onherroepelijk.
Art. 31. Si, dans un tour, deux ou plusieurs candidats émettent la même offre pour un bloc de fréquences donné, l'Institut détermine, par tirage au sort, l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences.	Art. 31. Indien in een ronde twee of meer kandidaten hetzelfde bod uitbrengen op een gegeven frequentieblok, dan bepaalt het Instituut via loting het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok.
Art. 32. Après chaque tour, l'Institut communique, aux candidats restants, les informations suivantes:	Art. 32. Na elke ronde brengt het Instituut de overblijvende kandidaten de volgende informatie ter kennis:
1° le montant de l'offre régulière la plus élevée ainsi que l'identité fictive du candidat détenant cette offre pour chaque bloc de fréquences;	1° het bedrag van het hoogste regelmatige bod alsook de fictieve identiteit van de kandidaat die het heeft uitgebracht voor elk frequentieblok;
2° le moment du début et de la fin du tour suivant;	2° het tijdstip van begin en einde van de volgende ronde;
3° le montant de l'offre minimale et maximale pour chaque bloc de fréquences pour le tour suivant.	3° het bedrag van het minimum- en maximumbod voor elk frequentieblok voor de volgende ronde.
Art. 33. Le dernier tour est le tour à la fin duquel aucun candidat n'informe l'Institut d'une offre ou de son recours à une carte pour passer.	Art. 33. De laatste ronde is de ronde waarbij op het einde geen enkele kandidaat het Instituut in kennis stelt van een bod of zijn beroep op een paskaart.
Art. 34. A l'issue du dernier tour visé à l'article 34, l'Institut détermine l'offre régulière la plus élevée pour chaque bloc de	Art. 34. Na afloop van de laatste ronde, bedoeld in artikel 34 stelt het Instituut het hoogste regelmatige bod vast per

fréquences. Les candidats en sont informés après la fin du dernier tour.	frequentieblok. De kandidaten worden hiervan na het einde van de laatste ronde in kennis gesteld.
Section 4. - Octroi des droits d'utilisation	Afdeling 4. - Toekenning van de gebruiksrechten
Art. 35. § 1^{er}. L'Institut octroie des droits d'utilisation aux candidats qui ont émis l'offre régulière la plus élevée pour les différents blocs de fréquences.	Art. 35. § 1. Het Instituut kent gebruiksrechten toe aan de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor de verschillende frequentieblokken.
§ 2. L'Institut fixe la date de début de validité des droits d'utilisation.	§ 2. Het Instituut bepaalt de datum van aanvang van de geldigheidsduur van de gebruiksrechten.
§ 3. L'Institut notifie, à tout candidat, le solde à payer en même temps que ses droits d'utilisation.	§ 3. Het Instituut deelt elke kandidaat samen met zijn gebruiksrechten het te betalen saldo mee.
Le montant total de la redevance unique est égal à la somme des montants des offres régulières les plus élevées émises par le candidat.	Het totale bedrag van de enige heffing is gelijk aan de som van de bedragen van de hoogste regelmatige biedingen uitgebracht door de kandidaat.
§ 4. La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats à qui n'est pas octroyé des droits d'utilisation, est reversée sur leur compte, déclaré conformément à l'article 14, § 1 ^{er} , 7 ^o .	§ 4. De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de kandidaten waaraan geen gebruiksrechten worden toegekend, wordt op hun rekening teruggestort, overeenkomstig artikel 14, § 1, 7 ^o .
§ 5. En dérogation au § 4, la garantie n'est pas reversée aux candidats n'ayant émis aucune offre conformément à l'article 27.	§ 5. In afwijking van § 4 wordt de waarborg niet teruggestort aan kandidaten die geen enkel bod hebben uitgebracht in overeenstemming met artikel 27.
Art. 36. Les modalités de paiement sont conformes à l'article 30 de la loi de 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.	Art. 36. De betalingsmodaliteiten zijn in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
Le non-paiement, le paiement tardif ou incomplet du solde de la redevance unique entraîne la déchéance de plein droit des droits d'utilisation. L'opérateur 1400 MHz déclaré déchu des droits d'utilisation est exclu de toute candidature au sens de l'article 11.	Niet-betaling of laattijdige of onvolledige betaling van het saldo van de enige heffing houdt het verval van rechtswege van de gebruiksrechten in. De 1400 MHz-operator van wie de gebruiksrechten vervallen zijn verklaard, wordt uitgesloten van iedere kandidatuur in de zin van artikel 11.

CHAPITRE 8. - Dispositions finales	HOOFDSTUK 8. - Slotbepalingen
Art. 37. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.	Art. 37. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Donné	Gegeven te
Par le roi:	Van Koningswege:
La Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

Annexe 5 - Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ENERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
[DATE]. - Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz	[DATUM]. Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz
RAPPORT AU ROI	VERSLAG AAN DE KONING
Sire,	Sire,
Généralités	Algemeen
Les conditions d'obtention et d'exercice des droits d'utilisation pour la bande 2,6 GHz sont fixées par l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz (dénommé ci-après « arrêté royal 4G »).	De voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van de gebruiksrechten voor de 2,6 GHz-band zijn vastgelegd in het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz (hierna "het 4G-koninklijk besluit").
En 2011, des droits d'utilisation pour la bande 2,6 GHz (2500-2690 MHz) ont été attribués à Proximus, Orange Belgium (à l'époque Mobistar), Telenet Group (à l'époque Base Company) et Dense Air Belgium (à l'époque BUCD). Le 1er octobre 2020, l'IBPT a attribué une cinquième autorisation 4G dans la bande 2600 MHz (spectre qui n'avait pas été attribué en 2012) à Citymesh.	In 2011 werden gebruiksrechten voor de 2,6 GHz-band (2500-2690 MHz) toegewezen aan Proximus, Orange Belgium (toen Mobistar), Telenet Group (toen Base Company) en Dense Air Belgium (toen BUCD). Op 1 oktober 2020 heeft het BIPT een vijfde 4G-vergunning in de 2600MHz-band toegewezen (spectrum dat in 2012 niet was toegewezen) aan Citymesh.
Le spectre que peut détenir un groupe pertinent dans la bande 2,6 GHz est actuellement limité à 20 MHz duplex.	Het spectrum dat een relevante groep kan houden in de 2,6 GHz-band is momenteel beperkt tot 20 MHz duplex.
Lors de la consultation publique de l'IBPT du 7 novembre 2014 relative au spectre pour les communications mobiles publiques, plusieurs contributeurs ont plaidé pour une augmentation du « spectrum cap ».	Tijdens de openbare raadpleging van het BIPT van 7 november 2014 betreffende het spectrum voor de openbare mobiele communicatie hebben verscheidene bijdragers gepleit voor een verhoging van de "spectrum cap".
Au moment de la rédaction de l'arrêté royal 4G en 2010, la Directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de	Ten tijde van het opstellen van het 4G-koninklijk besluit in 2010 was Richtlijn 2002/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 inzake een gemeenschappelijk regelgevingskader voor

<p>communications électroniques, était en vigueur. Conformément à cette directive, les États membres pouvaient fixer des règles pour prévenir la thésaurisation de fréquences, notamment en établissant des délais impératifs pour l'exploitation effective des droits d'utilisation par leur titulaire et en appliquant des sanctions, y compris des sanctions financières ou le retrait des droits d'utilisation, en cas de non-respect des délais. Ce principe a depuis lors été repris à l'article 47.1 de la directive 2018/1972/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen (ci-après le « code des communications électroniques européen ») qui prévoit que les conditions dont est assortie l'utilisation du spectre radioélectrique précisent le délai éventuel pour exercer les droits d'utilisation, dont le non-respect donnerait le droit de retirer les droits d'utilisation.</p>	<p>elektronische-communicatienetwerken en -diensten van kracht. Conform deze richtlijn mochten de lidstaten voorschriften vaststellen om hamsteren van spectrum te voorkomen, met name door strikte termijnen te bepalen waarbinnen de gebruiksrechten door de houder van de rechten daadwerkelijk moeten worden geëxploiteerd en door sancties toe te passen, met inbegrip van geldboetes of intrekking van de gebruiksrechten indien de termijnen niet werden nageleefd. Dit principe werd sindsdien overgenomen in artikel 47.1 van Richtlijn 2018/1972/EU van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie (hierna "Europees wetboek voor elektronische communicatie") dat bepaalt dat in de voorwaarden betreffende het gebruik van radiospectrum de eventuele deadline voor de uitoefening van de gebruiksrechten wordt gespecificeerd en dat indien deze niet wordt nagekomen de gebruiksrechten kunnen worden ingetrokken.</p>
<p>Pour la bande 2,6 GHz, il était prévu en 2010 que l'IBPT puisse appliquer ces sanctions si les fréquences pour lesquelles les droits d'utilisation ont été obtenus ne sont pas mises en service dans les trois ans (article 9 de l'arrêté royal 4G). La durée de validité des droits d'utilisation de la bande 2,6 GHz a débuté le 1er juillet 2012. Dans le cas de la bande 2,6 GHz, on estime qu'il ne s'agit pas de thésaurisation anticoncurrentielle du spectre. En effet, les opérateurs disposent encore d'une quantité suffisante de spectre dans les bandes inférieures pour satisfaire aux besoins actuels.</p>	<p>Voor de 2,6 GHz-band is in 2010 bepaald dat het BIPT deze sancties kan toepassen indien de frequenties waarvoor gebruiksrechten werden verkregen niet binnen de drie jaar in dienst worden gesteld (artikel 9 van het 4G-koninklijk besluit). De periode van geldigheid van de gebruiksrechten van de 2,6 GHz-band is van start gegaan op 1 juli 2012. In het geval van de 2,6 GHz-band meent men dat het niet om concurrentieverstorend hamsteren van spectrum gaat. De operatoren beschikken immers nog over voldoende spectrum in de lagere banden om te voldoen aan hun huidige behoeften.</p>
<p>En outre, le gouvernement lors de la rédaction de l'arrêté royal 4G, comme les opérateurs lors du dépôt de leur candidature pour la mise aux enchères de la bande 2,6 GHz, ne pouvaient pas savoir à quel moment la bande 800 MHz serait mise à disposition. Sans cette bande 800 MHz, la bande 2,6 GHz se serait révélée nécessaire plus tôt afin de répondre aux besoins de la 4G.</p>	<p>Bovendien kon de regering bij het opstellen van het 4G-koninklijk besluit, net zoals de operatoren bij de indiening van hun kandidatuur voor de veiling van de 2,6 GHz-band, niet weten op welk moment de 800MHz-band ter beschikking zou worden gesteld. Zonder die 800MHz-band zou de 2,6 GHz-band vroeger nodig zijn gebleken om te beantwoorden aan de 4G-behoeften.</p>
<p>Depuis 2015, il n'y a donc pas eu lieu de retirer les droits d'utilisation pour la bande 2,6 GHz.</p>	<p>Sinds 2015 is er dus geen reden om de gebruiksrechten voor de 2,6 GHz-band in te trekken.</p>

Le présent arrêté apporte les modifications suivantes à l'arrêté royal 4G :	Dit besluit brengt de volgende wijzigingen aan in het 4G-koninklijk besluit:
- une augmentation du « spectrum cap » jusqu'à 30 MHz ;	- een verhoging van de "spectrum cap" tot 30 MHz;
- une division de la bande de fréquences 2,6 GHz en blocs de 5 MHz afin de rendre la procédure d'attribution plus flexible ;	- een opsplitsing van de 2,6 GHz-frequentieband in blokken van 5 MHz om de gunningsprocedure flexibeler te maken;
- la suppression de l'article 9 (possibilité pour l'IBPT de retirer les droits d'utilisation non utilisés après trois années) ;	- de schrapping van artikel 9 (mogelijkheid voor het BIPT om de gebruiksrechten in te trekken indien ze na drie jaar nog steeds niet worden gebruikt);
- la possibilité pour l'IBPT de modifier la répartition du spectre entre opérateurs.	- de mogelijkheid voor het BIPT om de verdeling van het spectrum tussen operatoren te wijzigen.
Commentaire article par article	Artikelsgewijze bespreking
Article 1^{er}	Artikel 1
Les deux premières modifications visent à diviser la bande de fréquences 2,6 GHz en blocs de 5 MHz afin de rendre la procédure d'attribution plus flexible.	De eerste twee wijzigingen beogen de 2,6 GHz-frequentieband op te splitsen in blokken van 5 MHz om de gunningsprocedure flexibeler te maken.
La troisième modification vise à augmenter le « spectrum cap » jusqu'à 30 MHz.	De derde wijziging beoogt om de "spectrum cap" te verhogen tot 30 MHz.
La quatrième modification introduit des dispositions permettant à l'IBPT de modifier la répartition des canaux attribués afin d'optimiser l'utilisation du spectre. Il est cependant clair que les opérateurs doivent disposer d'un délai raisonnable pour apporter ces modifications. L'octroi de cette compétence est conforme à l'article 13 de la loi du 13 juin 2005 ainsi qu'aux articles 3.1 et 3.2.c), du Code des communications électroniques européen .	De vierde wijziging introduceert bepalingen op basis waarvan het BIPT de verdeling van de toegewezen kanalen kan wijzigen om het gebruik van het spectrum te optimaliseren. Het is echter duidelijk dat de operatoren over een redelijke termijn moeten beschikken om deze wijzigingen aan te brengen. De toekenning van deze bevoegdheid is conform artikel 13 van de wet van 13 juni 2005 alsook de artikelen 3.1 en 3.2.c), van het Europees wetboek voor elektronische communicatie .
Article 2	Artikel 2
En vertu de l'article 18, § 1 ^{er} , alinéa 2, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, tel que modifié par la loi du 27 mars 2014 les conditions techniques et opérationnelles nécessaires pour éviter les brouillages préjudiciables et les obligations résultant d'accords internationaux pertinents ayant trait à l'utilisation de radiofréquences sont maintenant à fixer par l'IBPT.	Krachtens artikel 18, § 1, tweede lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, zoals gewijzigd bij de wet van 27 maart 2014, worden de technische en operationele voorwaarden die zijn vereist om schadelijke storingen te vermijden en de verplichtingen die voortvloeien uit relevante internationale overeenkomsten inzake het gebruik van radiofrequenties voortaan vastgelegd door het BIPT.

Article 3	Artikel 3
L'article 9 de l'arrêté royal 4G fixe ce qu'il faut entendre par délai raisonnable dans le cadre de l'application de l'article 18, § 3, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.	Artikel 9 van het 4G-koninklijk besluit bepaalt hoe een redelijke termijn dient te worden geïnterpreteerd in het kader van de toepassing van artikel 18, § 3, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
Avec la suppression de l'article 9, il revient à l'IBPT de fixer ce qu'il faut entendre par délai raisonnable, comme cela est prévu dans la loi.	Door de schrapping van artikel 9, is het aan het BIPT om te bepalen wat moet worden verstaan onder een redelijke termijn, zoals dat is vastgelegd in de wet.
Article 4	Artikel 4
La référence à l'article 28, plutôt qu'à l'article 27, est une erreur dans l'arrêté royal adopté en 2010.	De verwijzing naar artikel 28 eerder dan naar artikel 27, is een fout in het koninklijk besluit dat werd aangenomen in 2010.
Article 5	Artikel 5
La suppression de l'article 24, § 5 de l'arrêté royal 4G est une conséquence directe de la modification du « spectrum cap » pour la bande 2,6 GHz.	De schrapping van artikel 24, § 5, van het 4G-koninklijk besluit is een rechtstreeks gevolg van de wijziging van de "spectrum cap" voor de 2,6 GHz-band.
Vu les modifications apportées à l'article 3, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , de l'arrêté royal 4G, la durée des droits d'utilisation n'est plus connue au moment de la procédure de mise aux enchères. Pendant la procédure de mise aux enchères, les offres sont donc exprimées en euros par mois et ne peuvent par conséquent plus être un multiple de 10.000 euros.	Gezien de wijzigingen die zijn aangebracht in artikel 3, § 1, eerste lid, van het 4G-koninklijk besluit, is de duur van gebruiksrechten niet langer bekend op het ogenblik van de veilingprocedure. Tijdens de veilingprocedure worden de biedingen dus uitgedrukt in euro per maand en kunnen ze dus niet langer een veelvoud zijn van 10.000 euro.
Article 6	Artikel 6
Voir commentaire à l'article 2.	Zie de commentaar bij artikel 2.
Article 7	Artikel 7
Cet article ne nécessite pas de commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.	Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.
J'ai l'honneur d'être,	Ik heb de eer te zijn,
Sire, de Votre Majesté, le très respectueux	Sire, van Uwe Majesteit, de zeer eerbiedige

et très fidèle serviteur,	en zeer getrouwe dienaar,
La Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
[DATE]. - Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération et l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz	[DATUM]. Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie en het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz
PHILIPPE, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
A tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 18 § 1 ^{er} , modifié par la loi du 10 juillet 2012 et par la loi du 27 mars 2014 ;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 18, § 1, gewijzigd bij de wet van 10 juli 2012 en de wet van 27 maart 2014;
Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz ;	Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz;
Vu la consultation publique du 11 août au 21 septembre 2015 organisée par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications à la demande du Ministre des Télécommunications concernant le projet du présent arrêté ;	Gelet op de openbare raadpleging van 11 augustus tot 21 september 2015 georganiseerd door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie op verzoek van de Minister van Telecommunicatie betreffende het ontwerp van dit besluit;
Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;	Gelet op de regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd conform de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 novembre 2015, le 21 décembre 2015, le 22 décembre 2017, le 9 janvier 2018 et le 14 décembre 2020 ;	Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 20 november 2015, 21 december 2015, 22 december 2017, 9 januari 2018 en 14 december 2020;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 mars 2016 et le 24 juillet 2018 et de la	Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 7 maart

secrétaire d'État au Budget, donné le 21 décembre 2020 ;	2016 en 24 juli 2018 en van Onze Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 21 december 2020;
Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 12 mai 2021 ;	Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 12 mei 2021;
Vu la consultation du 27 janvier au 3 février 2021 du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision ;	Gelet op de raadpleging van 27 januari tot 3 februari 2021 van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;
Vu la consultation du Comité de concertation, du [] ;	Gelet op de raadpleging van het Overlegcomité van [];
Vu l'avis XXX du Conseil d'État, donné le XXX, en application de l'article 84, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2 ^o , des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;	Gelet op het advies XXX van de Raad van State, gegeven op XXX met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2 ^o , van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Sur la proposition du Ministre des Télécommunications et sur l'avis des Ministres réunis en Conseil ;	Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers;
Nous avons arrêté et arrêtons :	Hebben Wij besloten en besluiten Wij:
Article 1^{er}. Dans l'article 4 de l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz, les modifications suivantes sont apportées :	Artikel 1. In artikel 4, van het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° dans le paragraphe 1 ^{er} , les modifications suivantes sont apportées :	1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:
a) les mots « six blocs » sont remplacés par les mots « quatorze blocs » ;	a) de woorden "zes frequentieblokken" worden vervangen door de woorden "veertien frequentieblokken";
b) les 1° à 6° sont remplacés par ce qui suit :	b) de bepalingen onder 1° tot 6° worden vervangen als volgt:
« 1° 2500-2505 MHz et 2620-2625 MHz 2° 2505-2510 MHz et 2625-2630 MHz 3° 2510-2515 MHz et 2630-2635 MHz 4° 2515-2520 MHz et 2635-2640 MHz 5° 2520-2525 MHz et 2640-2645 MHz 6° 2525-2530 MHz et 2645-2650 MHz	"1° 2500-2505 MHz en 2620-2625 MHz 2° 2505-2510 MHz en 2625-2630 MHz 3° 2510-2515 MHz en 2630-2635 MHz 4° 2515-2520 MHz en 2635-2640 MHz 5° 2520-2525 MHz en 2640-2645 MHz 6° 2525-2530 MHz en 2645-2650 MHz

7° 2530-2535 MHz et 2650-2655 MHz 8° 2535-2540 MHz et 2655-2660 MHz 9° 2540-2545 MHz et 2660-2665 MHz 10° 2545-2550 MHz et 2665-2670 MHz 11° 2550-2555 MHz et 2670-2675 MHz 12° 2555-2560 MHz et 2675-2680 MHz 13° 2560-2565 MHz et 2680-2685 MHz 14° 2565-2570 MHz et 2685-2690 MHz » ;	7° 2530-2535 MHz en 2650-2655 MHz 8° 2535-2540 MHz en 2655-2660 MHz 9° 2540-2545 MHz en 2660-2665 MHz 10° 2545-2550 MHz en 2665-2670 MHz 11° 2550-2555 MHz en 2670-2675 MHz 12° 2555-2560 MHz en 2675-2680 MHz 13° 2560-2565 MHz en 2680-2685 MHz 14° 2565-2570 MHz en 2685-2690 MHz”;
2° le paragraphe 2 est abrogé ;	2° paragraaf 2 wordt opgeheven;
3° le paragraphe 6 est complété par un alinéa rédigé comme suit :	3° paragraaf 6 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:
« En dérogation à l’alinéa 1 ^{er} , si lors d’une procédure d’octroi des droits d’utilisation, le nombre de candidats jugés recevables conformément à l’article 17 est tel que la totalité du spectre disponible ne peut être octroyé, un groupe pertinent par rapport à un opérateur d’accès radioélectrique ne peut détenir que 30 MHz duplex au maximum dans les bandes de fréquences 2500-2570 et 2620-2690 MHz. ».	“In afwijking van het eerste lid, indien het aantal kandidaten die ontvankelijk worden bevonden conform artikel 17 tijdens een procedure tot toekenning van gebruiksrechten dusdanig is dat niet het volledige beschikbare spectrum kan worden toegewezen, dan mag een relevante groep ten opzichte van een radiotoegangsoperator niet meer dan 30 MHz duplex innemen in de frequentiebanden 2500-2570 en 2620-2690 MHz.”
4° l’article est complété par un paragraphe 7 rédigé comme suit :	4° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 7 luidend als volgt:
« § 7. L’Institut peut, après avoir entendu les parties concernées, modifier la répartition des fréquences attribuées, sans modifier la quantité de spectre attribuée à chaque opérateur, dans des cas objectivement justifiés, dans des délais et dans des proportions raisonnables. ».	"§ 7. Het Instituut mag, na de betrokken partijen te hebben gehoord, de verdeling van de toegewezen frequenties wijzigen, zonder de kwantiteit spectrum toegekend aan elke operator te wijzigen, in objectief gerechtvaardigde gevallen, binnen redelijke termijnen en verhoudingen. "
Art. 2. L’article 6, § 2, du même arrêté est abrogé.	Art. 2. Artikel 6, § 2, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.
Art. 3. L’article 9 du même arrêté est abrogé.	Art. 3. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.
Art. 4. Dans l’article 23, § 2, alinéa 2, du même arrêté, les mots « article 28 » sont remplacés par les mots « article 27 ».	Art. 4. In artikel 23, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "artikel 28" vervangen door de woorden "artikel 27".
Art. 5. Dans l’article 24 du même arrêté, les paragraphes 4 et 5 sont abrogés.	Art. 5. In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de paragrafen 4 en 5 opgeheven.

Art. 6. L'annexe du même arrêté est abrogée.	Art. 6. De bijlage bij hetzelfde besluit wordt opgeheven.
Art. 7. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.	Art. 7. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Donné à	Gegeven te
Par le Roi :	Van Koningswege :
La Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,